

Léger ralentissement
de la hausse des prix
en octobre : 0,8 %

LIRE PAGE 46

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 dh; Maroc, 1,60 dir; Tunisie, 130 m.;
Allemagne, 1 DM; Autriche, 13 sch.; Belgique, 13 fr.;
Canada, 5 \$; Danemark, 16 kr.; Espagne, 16 pes.;
Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 40 rials; Italie, 350 L; Japon, 175 y.;
Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2 kr.; Pays-Bas, 1,20 fl.;
Portugal, 17 esc.; Suède, 2,50 kr.; Suisse, 1 fr.;
U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 15
5, RUE DES ÉPÂLES
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6297-23 Paris
Tél. : 246-72-23

ON ÉCONOMIQUE EN FINLANDE
gouvernement présentera
stimulation début décembre
De notre correspondant

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Après les Catalans les Basques...

Enfin dans une situation économique qui a permis au gouvernement de présenter le 23 novembre, l'entrevue a permis au plus tard début décembre de faire passer la crise que le patronat et les syndicats ont connue. Le chômage atteint actuellement

Le 23 novembre, le gouvernement a présenté un nouveau plan de stimulation qui doit être mis en œuvre au plus tard début décembre. Ce plan vise à réduire le chômage, qui atteint actuellement 15,5 %, et à améliorer la situation économique. Le gouvernement a également annoncé qu'il va augmenter les dépenses publiques et réduire les impôts pour stimuler l'économie.

L'attentat perpétré samedi 25 novembre en Navarre par un commando de l'ETA met une nouvelle fois dramatiquement en lumière la complexité du problème basque, sa charge émotionnelle et explosive. Le chef du commando, le capitaine de la police armée de Pamplonne, a été assassiné le jour même où l'Assemblée des parlementaires basques, élus le 15 juin dernier, approuvait à l'unanimité un projet d'autonomie provisoire pour les quatre provinces du Pays basque, les quatre provinces d'Espagne.

Le monde arabe coupé en deux

Les adversaires de la politique égyptienne convoquent un « sommet » à Tripoli

Les divisions s'accroissent au sein du monde arabe où deux conférences « rivales » vont se tenir dans les jours qui viennent. La 1^{re} décembre à Tripoli (Libye), les adversaires de la politique égyptienne vont, en effet, tenir un « sommet » contre le capitaine. Le surlendemain, au Caire, le président Sadate entend recevoir, comme il l'a annoncé dans son discours de dimanche, les États disposés à s'associer à son initiative.

La liste exacte des participants aux deux conférences n'est pas encore connue. Sans fixer le niveau de sa représentation, Israël assistera à la conférence du Caire que le président Sadate s'est dit prêt à réunir, même si aucune autre délégation ne se présente. L'O.L.P. a rejeté l'invitation qui lui était adressée, de même que la Syrie. La position de la Jordanie et celle de l'Arabie Saoudite n'étaient pas encore connues ce lundi, en fin de matinée. Washington n'avait pas donné de réponse officielle, tandis que le refus soviétique ne faisait guère de doute.

Le « sommet » des adversaires du président égyptien réunira, autour de la Libye, la Syrie, la Yémen du Sud, l'O.L.P. et l'Algérie. La participation de l'Irak, brouillé avec Damas, paraît peu vraisemblable. D'autres réponses sont attendues.

LE CAIRE : l'idée d'une paix séparée fait son chemin dans l'opinion

De notre envoyé spécial

Le Caire. — « Les Arabes ? Que le diable les emporte ! Les Palestiniens ? Des parasites, des jouisseurs ! Nous nous sommes saignés à blanc, nous les Égyptiens, trente ans durant, pour leur

venir en aide, mais ce ne sont que des ingrats... »

Une vague d'anti-arabisme a déferlé sur l'Égypte. Le discours prononcé le samedi 26 novembre par le président Sadate n'a fait qu'exacerber les ressentiments que l'on exprimait autrefois avec plus de mesure. Chanteurs de taxi, boutiquiers, petits fonctionnaires ou grands bourgeois développent, telle une leçon bien apprise, la même argumentation : les Égyptiens ont fait depuis 1948 quatre guerres pour des raisons altruistes, par solidarité avec les Palestiniens et les autres Arabes. Ils ont consenti des sacrifices énormes dont les conséquences ont conduit le monde arabe à la famine.

ÉRIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

DAMAS : M. Raymond Barre insiste sur la nécessité d'un règlement global

De notre envoyé spécial

Damas. — M. Raymond Barre est reçu, ce lundi 28 novembre, par le général Assad, président de la République de Syrie, qui le retient à déjeuner. Ce n'est qu'après cet entretien que le premier ministre pourra se faire une idée définitive de la position syrienne après le voyage du président Sadate à Jérusalem. Il est cependant déjà évident que l'intransigeance syrienne n'est pas une attitude de façade. Pour les dirigeants syriens, le président Sadate s'est disqualifié et ne peut plus être considéré comme un dirigeant arabe. Du côté français, on redoute les conséquences de cette cassure, et l'on pense que toute conférence de la paix, à Genève ou ailleurs, est écartée pour longtemps. On pourrait même quelque crainte pour l'avenir personnel du président Sadate.

Si le gouvernement français a apprécié le courage du chef de l'État égyptien et a trouvé des aspects positifs à son geste, il estime aussi que son exploitation en vue d'une paix séparée qui ignorerait l'existence de l'O.L.P. aurait à terme les conséquences les plus dangereuses. C'était l'opinion du gouvernement français avant l'arrivée de M. Barre à Damas, et le voyage n'a fait que la confirmer.

MM. Barre et de Guringand, souligne-t-on dans les milieux français, ne sont pas venus à Damas pour s'interposer entre les diverses factions arabes et offrir leurs bons offices. Ils sont venus pour s'informer et expliquer le point de vue français, compte tenu du fait que la France est intéressée au premier chef à la paix au Proche-Orient, et que de nouvelles crises, comme celle de 1974, la représenteraient de plein fouet.

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 4.)

Les doutes de la magistrature

La vice-présidente du Syndicat est suspendue

L'indépendance de la magistrature est gravement menacée. C'est ce qui ressort des congrès du Syndicat de la magistrature et de l'Union syndicale des magistrats s'y rattachant, des magistrats réunis durant le week-end et qui ont, l'un et l'autre, débattu de l'extradition de M. Klaus Croissant.

A ce propos, on apprendait, ce lundi 28 novembre, que la vice-présidente du Syndicat de la magistrature, Mlle Monique Guémenn, faisait l'objet d'une suspension provisoire et de poursuites disciplinaires pour les commentaires qu'elle avait faits sur cette affaire lors d'une audience au tribunal de Draguignan où elle est premier substitut (lire page 46).

Le péril

Quand les silences percent, on les écoute plus attentivement que les bavardages. Ce qui ne signifie pas que les silences ont toujours raison et les bavardages toujours tort. Il reste que les propos tenus par l'Union syndicale des magistrats (dite de tendance modérée) au colloque qui s'est tenu durant ce week-end à Rennes apparaissent comme un singulier avertissement lancé tout à la fois au ministre de la Justice et au gouvernement dont il est membre.

Les commentaires de M. André Braunschweig, président du F.U.S.M., qui sont sévères, ne sont pas les premiers du genre.

PHILIPPE BOUCHER.

(Lire la suite page 14.)

LES GRILLES DU TEMPS

Un entretien avec Henri Laborit

Docteur en médecine, chirurgien des hépatoles, Henri Laborit, qui a soixante-trois ans, s'est très vite orienté vers la recherche. Ses travaux sur le système nerveux végétatif sont connus dans le monde entier. On lui doit l'hibernation

artificielle, et, dans le domaine de la psycho-pharmacologie, de nombreuses découvertes sur les tranquillisants. Titulaire du prix Albert-Lasker de l'American Public Health Association (1957), Henri Laborit, qui a écrit plus de

quinze ouvrages, s'est intéressé de plus en plus aux phénomènes de société à partir de données biologiques. Ses livres, « La Nouvelle Grille » et « L'Eloge de la fuite », sont surtout connus du grand public.

I. — « Liberté, égalité, fraternité », les mots avec lesquels on fait des génocides

« Henri Laborit, vous dirigez à l'hôpital Boucicaut un laboratoire d'autonomie ». Ce

mot ne figure pas — du moins pas encore — dans le dictionnaire. Pourriez-vous nous dire en substance quel est l'objet de vos recherches ?

« Il y a trente ans j'étais médecin de la marine et j'utilisais un terme, qui est d'ailleurs celui qui se trouve sur la couverture de la revue scientifique que nous publions qui est « autologie ». Puis, l'armée m'a trouvé que ce terme faisait trop penser à la bombe atomique et qu'en plus il avait une racine grecque et une racine latine, donc qu'il était compréhensible. Alors, on a demandé à un monsieur qui est célèbre, qui est un ancien médecin, mais qui est épistémologiste à la Sorbonne, et qui s'appelle Canguilhem, dont vous avez sûrement entendu parler, de trouver un nom pour ce que je faisais. Mes recherches portaient moins vers l'étude des lésions organiques que sur la réaction de l'organisme aux agressions du milieu et en particulier à l'agression chirurgicale.

« Eutonia » donnait « autonomie ». Il y avait les deux racines grecques, tout le monde était content et alors le laboratoire s'est appelé, à ce moment-là, laboratoire d'autonomie mais le terme d'« autologie » était lancé. On ne le rattrape pas, il a fait le tour du monde.

Propos recueillis par
PIERRE DROUIN.
(Lire la suite page 2.)

« INORI », DE STOCKHAUSEN

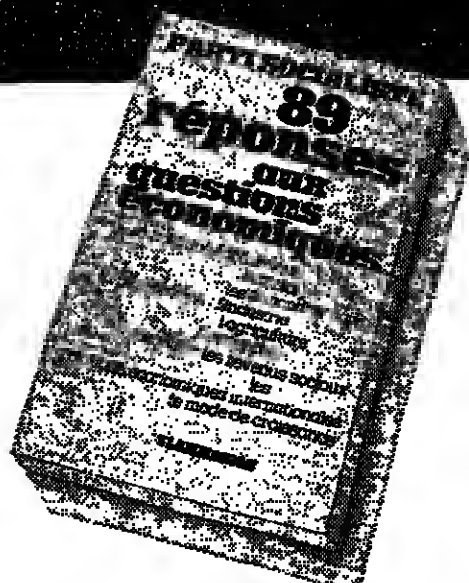
La connaissance de soi

Créé en octobre 1974 au Festival de Donaueschingen dans sa version première pour grand orchestre, présenté à Paris quelques jours plus tard, « Inori » de Stockhausen, vient d'être adapté par le compositeur à l'effectif plus restreint (trente-deux solistes) de l'Ensemble Intercontemporain pour une tournée qui l'a mené successivement de Cergy-Pontoise à Dijon, à Avignon, à Nice, puis à l'Opéra de Paris, avant de s'achever mardi soir à Douai. Trois ans se sont écoulés depuis la création, qui permettait de prendre du recul, de choisir entre le malaise et la concentration.

« Inori » dure un peu plus d'une heure ; sur une estrade, ou-dessus de l'orchestre, deux mimes (Elizabeth Clarke et Alain Louah) exécutent un certain nombre de gestes de prière correspondant aux diverses phases du déroulement musical ; la partition développe une formule de treize sons ouquelques correspondent des durées, des intensités, des timbres différents, tous

GÉRARD CONDÉ.
(Lire la suite page 27.)

Avant de voter pour la gauche, lisez ce livre.



Quelles mesures immédiates le P.S. propose-t-il ?
Comment financera-t-il son programme ?
Le programme commun ne mène-t-il pas à une économie collectiviste ?
Le socialisme a échoué dans les autres pays ; pourquoi réussirait-il en France ?
La réponse à ces questions et à beaucoup d'autres se trouve dans 89 REPONSES. Un livre du Parti Socialiste 128 pages, 8F.

FLAMMARION

Le Monde DE L'ÉDUCATION

Numéro de décembre

JOUETS ET LIVRES POUR ENFANTS

Le numéro : 5 F.

IS BRÈVES

(Lire nos informations page 8.)

LE DISCOURS DU PRÉSIDENT SADATE

« L'Égypte est la clef de la paix et de la guerre »

L'idée d'un règlement séparé fait son chemin

Prendant la parole samedi 26 novembre devant le Parlement égyptien, le président Sadate, ovationné par les députés, a parlé pendant quatre-vingt minutes. Nous publions ci-dessous de larges extraits de ce discours, dont nous donnons l'essentiel dans « Le Monde » daté 27-28 novembre et au terme duquel le président égyptien a invité toutes les parties en conflit à se rendre au Caire.

Le président Sadate a évoqué d'abord les résultats « tangibles et concrets » de sa visite en Israël :

« Nous n'avons pas l'intention de parvenir à un règlement global du conflit en deux jours. Nous n'avons pas l'intention de conclure un accord séparé avec Israël. Mais si nous avions eu cette idée, il aurait été très facile de la réaliser. Ce dont nous sommes convaincus, c'est que, dans le cadre de la conférence de Genève, nous examinerons sérieusement les questions de fond et ne perdrons pas de temps devant les obstacles de procédure ».

Le président a encore dit qu'à la suite de son voyage, l'unité du monde arabe en Israël et dans le monde arabe a été renforcée. La position arabe a acquis un soutien international qu'elle n'avait pu obtenir en des dizaines d'années.

« Quitte à donner ma démission »

Il a poursuivi : « Aucune personnalité israélienne ne peut plus mettre en doute la sincérité des Arabes dans leur recherche d'une paix juste. Le peuple israélien a été mis au courant des faits. Le plus important étant peut-être le droit du peuple palestinien à créer son État et à revenir dans sa patrie, non pour menacer la sécurité d'Israël, mais pour exercer son droit de vivre en sécurité dans son propre État. Un grand nombre de personnalités israéliennes ont acquis la conviction que les Arabes n'accepteront un règlement que sur la base du retrait total des territoires occupés et de l'établissement d'un État palestinien ».

Le président Sadate a affirmé alors : « Je n'ai fait durant ma visite aucune concession. J'ai nettement dit, dans mon allocution à la Knesset, que nous avions des droits sur la partie arabe de Jérusalem et que nous ne reconnaissons pas son annexion. Si la situation légale n'a pas changé, quel est alors qui a changé ? Évidemment, le climat psychologique dans lequel batte le problème. Il existe maintenant un espoir de mettre fin aux guerres et à la réalisation de la paix dans la région est possible ».

« Si je ne voulais pas engager le peuple égyptien, je voulais encore moins prendre d'engagement sur quoi que ce soit au nom des autres parties arabes. J'ai souligné plus d'une fois que je ne parlais pas en leur nom ».

« (À la suite de mon voyage) de nombreux groupes de pression pro-Israéliens dans d'autres pays ont été neutralisés et certains d'entre eux sont même devenus des instruments de pression sur Israël, et l'on en verra les résultats dans les semaines à venir ».

Pour terminer ce que nous avons commencé (en Israël), a-t-il dit, je recommanderai au ministre des affaires étrangères de prendre contact avec le secrétaire général des Nations unies et avec les deux super-puissances pour leur faire savoir que l'Égypte est prête, à partir de samedi prochain, à recevoir toutes les

parties impliquées dans le conflit, y compris les deux super-puissances.

« Nous inviterons également toutes les parties, dont Israël, pour que nous préparions la conférence de Genève afin que la discussion du problème prenne des mois et non des années ».

Le président Sadate a précisé qu'il invitait l'Union soviétique aux préparatifs de la conférence de Genève « afin que les Soviétiques ne puissent pas dire que nous les tenons à l'écart », ajoutant : « mais je les avertis que s'ils essaient de créer des obstacles, ce sera la plus grosse erreur de leur vie. Nous acceptons toute formule qui nous apportera la paix dans la justice et, dans ce cas, ni l'Union soviétique ni personne ne peut se mettre en travers et nous arrêter ».

Il a rappelé qu'il avait dit devant la Knesset aux Israéliens qu'ils se trouvaient « devant des décisions difficiles et à poursuivre, et que nous avons commencé à suivre une ligne de conduite civilisée, caractérisée par la responsabilité de dirigeants devant leurs peuples qui ont le droit de vivre en paix ».

Il a expliqué qu'il avait pris la décision de se rendre en Israël parce qu'il croyait à la nécessité de la faire, même si ce devait être son dernier acte de président, et qu'il a dû donner sa démission à son retour. S'il croyait à la nécessité de ce voyage, a encore déclaré le président Sadate, c'est que le conflit israélo-arabe était entré dans une nouvelle phase dangereuse dont il fallait absolument sortir, mais il n'a pas caché qu'il avait passé plusieurs semaines angoissantes à réfléchir sur les moyens de le faire.

Pour illustrer ces « obstacles psychologiques » existant entre Israéliens et Arabes, et dont il savait qu'il fallait briser, le président a rapporté la conversation qu'il eut avec le ministre de la Défense Ezer Weizman et qui prouve que les deux pays avaient frôlé une nouvelle guerre dix jours auparavant.

Weizman m'a demandé : « Pourquoi voulez-vous nous attaquer au cours de ces dix derniers jours ? »

« Une guerre surprise ? »

« Je lui ai dit : « Jamais. Il n'en était pas question. Vous avez commencé des manœuvres militaires, et quand nous l'avons vu, le général Mohamed Gamassy a commencé des manœuvres à la même échelle ».

Weizman a dit : « J'ai lu des rapports des services de renseignements qui disent que vous êtes sur le point de lancer une attaque surprise contre nous. Weizman était très nerveux en disant cela ».

« Je lui ai dit : « C'est faux. Mais je vous l'ai dit, nous sommes de même. Une fois, vous avez envoyé un avion de reconnaissance électronique sans pilote qui a volé au-dessus de notre territoire, puis est rentré en Israël ».

« Le même jour, Gamassy a donné l'ordre à deux avions d'aller survoler des positions israéliennes ».

« Cela », a conclu le président, est une démonstration de la barrière psychologique dont j'ai parlé ».

Le président Sadate a ajouté que les déclarations de Weizman « indiquent pourquoi le chef d'état-major israélien, le général Mordechai Gor avait affirmé que ce voyage était destiné à masquer la préparation d'une nouvelle offensive que l'Égypte s'apprêtait à lancer contre Israël ».

Et il a affirmé que si les Russes stratégiques et tactiques étaient de bonne guerre dans le domaine militaire, il ne se livrerait jamais

à une « tromperie morale » du genre de celle que craignait le général Gor.

Le président a ensuite évoqué ses entretiens avec les commissions de la Knesset :

« Je leur ai dit : « Nous voulons nos territoires, ce qui est notre droit ».

« Ils m'ont répondu : « Nous voulons la sécurité ».

« Je leur ai dit : « Vous l'avez ».

« Je leur ai dit que nous voulions un État palestinien et une solution au problème palestinien sur le territoire palestinien ».

« Ils m'ont dit : « Nous voulons défendre notre territoire contre le danger ».

« Je leur ai dit : « C'est votre droit ».

« Et nous sommes convenus de discuter la possibilité d'un règlement global, mais nous ne pouvons pas à un règlement global, la dégradation de la situation et la misère sont exclusivement imputables à l'état de guerre après celui d'octobre (1973) ».

« Nous sommes convenus de nous asseoir autour d'une table et de discuter entre gens civilisés. Si nous ne parvenons pas à un règlement, je reviendrai devant vous (l'Assemblée) afin de prendre une décision ».

« L'Égypte est le centre du monde arabe »

Évoquant les critiques formulées contre lui, le président Sadate a déclaré :

« Nous foulons aux pieds toutes ces critiques auxquelles nous ne prêtions pas la moindre attention. Car la solidarité arabe ne signifie pas que des esprits étroits, sectaires, sectaires puissent imposer leur point de vue et proclamer, s'ils échouent, que la solidarité arabe est perdue. L'Égypte est le centre de gravité du monde arabe. L'Égypte est la clef de la paix et de la guerre ».

Il a vivement critiqué la Syrie pour ses attaques contre l'Égypte et a rappelé que lorsque l'Union soviétique avait suspendu ses livraisons d'armes, ce n'était pas la Syrie, mais l'Irak qui l'avait dénoncée, et en lui fournissant des pièces détachées.

« Maintenant », a-t-il dit, l'Irak nous insulte, mais nous ne nous soucions pas de la position de l'Irak. Les Irakiens ont fait des attaques contre la Syrie, mais ils doivent nous insulter aussi par le même occasion ».

« Les Syriens excitent les Palestiniens contre nous, mais, bien que nous ayons une même vision, nous ne pouvons pas nous laisser exciter par les Syriens et nous ne pouvons pas nous laisser exciter par les Palestiniens ».

« Les Palestiniens me reprochent de m'être rendu à Jérusalem, mais je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait ».

« Les Palestiniens me reprochent de m'être rendu à Jérusalem, mais je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait ».

« Les Palestiniens me reprochent de m'être rendu à Jérusalem, mais je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait ».

« Les Palestiniens me reprochent de m'être rendu à Jérusalem, mais je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait ».

« Les Palestiniens me reprochent de m'être rendu à Jérusalem, mais je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait ».

« Les Palestiniens me reprochent de m'être rendu à Jérusalem, mais je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait ».

« Les Palestiniens me reprochent de m'être rendu à Jérusalem, mais je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait ».

« Les Palestiniens me reprochent de m'être rendu à Jérusalem, mais je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait ».

« Les Palestiniens me reprochent de m'être rendu à Jérusalem, mais je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait ».

« Les Palestiniens me reprochent de m'être rendu à Jérusalem, mais je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait ».

« Les Palestiniens me reprochent de m'être rendu à Jérusalem, mais je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait. Je suis fier de ce que j'ai fait ».

(Suite de la première page.)

L'Égypte a désormais le droit, voire le devoir impérieux d'entendre un terme, une fois pour toutes et au plus vite, à l'état de guerre, que ce soit avec les Arabes ou avec les Israéliens. Si Sadate devait conclure demain une paix séparée, il serait considéré comme un traître national. Tel est l'avis que l'on entend le plus souvent dans tous les milieux arabes, y compris ceux de l'opposition, pourtant farouchement partisans d'un règlement global du conflit.

L'inspiration à la paix est incontestable. Les divergences portent sur les causes de la crise économique et sur les moyens de parvenir au règlement. Pour les moyens d'information contrôlés par l'État, la dégradation de la situation et la misère sont exclusivement imputables à l'état de guerre.

Le président Sadate, la source du mal ne se situe cependant pas à Beyrouth ou à Damas, mais à Moscou. C'est l'U.R.S.S. qui trace la politique de la Syrie, laquelle, à son tour, dicte sa volonté aux Palestiniens, quand elle ne les massacre pas. Le Kremlin, de crainte de perdre son influence au Proche-Orient, empêche l'instauration de la paix, tandis que la Maison Blanche,

pour masquer son impuissance, se laisse entraîner dans les dédales de la procédure et prolonge ainsi l'état de guerre.

Des observateurs ont relevé d'autres « petites phrases » pour soutenir la thèse selon laquelle le raisonnement est justifié. L'U.R.S.S. et l'Égypte ont signé une paix séparée avec Israël. La solidarité arabe, a-t-on dit, n'est pas une affaire de principe, mais une affaire de fait. L'Égypte a déclaré à Israël qu'elle n'acceptait pas l'annexion de la Cisjordanie et de Gaza, nous a-t-on répondu. En revanche, personne ne doute que l'Irak n'en dise de même à la Jordanie et à la Syrie.

Les avis à ce propos sont partagés. Certains soutiennent que l'Égypte ne peut prendre le risque de séparer les pays arabes qui lui fournissent bon an mal an 3 à 4 milliards de dollars (1 milliard en provenance du million de travailleurs égyptiens, 2 à 3 milliards sous forme d'aide des États pétroliers). D'autres observateurs au contraire estiment que les États arabes, divisés et affaiblis, soumis aux pressions américaines, et exposés aux coups que peut leur asséner l'armée israélienne, ne tarderont pas à se rallier au « grand frère » égyptien.

Cependant les autorités redoutent dans l'indétermination des tentatives de subversion et des attentats. D'exceptionnelles mesures de sécurité ont été prises à l'aéroport du Caire, les hôtels surveillés jour et nuit par des équipes de « barbouzes » ont reçu des instructions afin de ne pas admettre les citoyens des pays arabes sans autorisation expresse. Un nombre de perquisitions ont été opérées.

ERIC ROULEAU.

Une « mise en scène »

M. Hassanien Heykal, l'ancien ami et confident de Nasser, qui fait figure de chef de file des nationalistes, nous a déclaré à ce propos : « Une mise en scène, une mise en scène, une mise en scène. Les moyens de communication ont transformé les Israéliens en anges et les Arabes en diables. Les Israéliens ont été transformés en anges, les Arabes en diables. Les Israéliens ont été transformés en anges, les Arabes en diables ».

« On tente de nous réduire au silence », nous a déclaré, pour sa part, M. Khaled Mohyeddine, président du Rassemblement national progressiste (parti de la gauche arabe). « Nous sommes exclus des antennes de la radio et de la télévision. La loi nous autorise à avoir des postes de radio, mais nous sommes exclus des antennes de la radio et de la télévision ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

Syrie, est animé par une « mentalité solitaire et fanatique ».

Le président Sadate n'a nommé qu'une seule fois l'O.L.P., en commentant un malheureux épisode : « L'organisation de libération d'Israël », a-t-il dit. Mais se référant de toute évidence à la centrale des fedayin, il a dénoncé les Palestiniens qui, à Beyrouth, « militent dans les cafés et les cabarets ». Le mot a fait fortune.

Pour le président égyptien, la source du mal ne se situe cependant pas à Beyrouth ou à Damas, mais à Moscou. C'est l'U.R.S.S. qui trace la politique de la Syrie, laquelle, à son tour, dicte sa volonté aux Palestiniens, quand elle ne les massacre pas.

Le Kremlin, de crainte de perdre son influence au Proche-Orient, empêche l'instauration de la paix, tandis que la Maison Blanche,

pour masquer son impuissance, se laisse entraîner dans les dédales de la procédure et prolonge ainsi l'état de guerre.

Des observateurs ont relevé d'autres « petites phrases » pour soutenir la thèse selon laquelle le raisonnement est justifié. L'U.R.S.S. et l'Égypte ont signé une paix séparée avec Israël. La solidarité arabe, a-t-on dit, n'est pas une affaire de principe, mais une affaire de fait. L'Égypte a déclaré à Israël qu'elle n'acceptait pas l'annexion de la Cisjordanie et de Gaza, nous a-t-on répondu. En revanche, personne ne doute que l'Irak n'en dise de même à la Jordanie et à la Syrie.

Les avis à ce propos sont partagés. Certains soutiennent que l'Égypte ne peut prendre le risque de séparer les pays arabes qui lui fournissent bon an mal an 3 à 4 milliards de dollars (1 milliard en provenance du million de travailleurs égyptiens, 2 à 3 milliards sous forme d'aide des États pétroliers). D'autres observateurs au contraire estiment que les États arabes, divisés et affaiblis, soumis aux pressions américaines, et exposés aux coups que peut leur asséner l'armée israélienne, ne tarderont pas à se rallier au « grand frère » égyptien.

Cependant les autorités redoutent dans l'indétermination des tentatives de subversion et des attentats. D'exceptionnelles mesures de sécurité ont été prises à l'aéroport du Caire, les hôtels surveillés jour et nuit par des équipes de « barbouzes » ont reçu des instructions afin de ne pas admettre les citoyens des pays arabes sans autorisation expresse. Un nombre de perquisitions ont été opérées.

ERIC ROULEAU.

Une « mise en scène »

M. Hassanien Heykal, l'ancien ami et confident de Nasser, qui fait figure de chef de file des nationalistes, nous a déclaré à ce propos : « Une mise en scène, une mise en scène, une mise en scène. Les moyens de communication ont transformé les Israéliens en anges et les Arabes en diables. Les Israéliens ont été transformés en anges, les Arabes en diables ».

« On tente de nous réduire au silence », nous a déclaré, pour sa part, M. Khaled Mohyeddine, président du Rassemblement national progressiste (parti de la gauche arabe). « Nous sommes exclus des antennes de la radio et de la télévision. La loi nous autorise à avoir des postes de radio, mais nous sommes exclus des antennes de la radio et de la télévision ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

M. Khaled Mohyeddine abouit à la même conclusion. « Ne pouvant pas admettre qu'il a perdu son pari, nous dit le leader de la gauche, M. Sadate se lance dans une nouvelle fuite en avant vers la paix séparée, aux conditions que lui imposent les Israéliens. Le problème n'est pas d'ordre psychologique, comme il le prétend, mais de rapport de forces. S'étant séparé des Arabes et de l'Union soviétique, il n'a d'autre choix que de se soumettre ».

Un membre du cabinet égyptien nous confie dimanche : « Nous essayons d'élaborer une formule de représentation des Palestiniens qui conviendrait tout à la fois à l'O.L.P. et à Israël ».

En d'autres termes aucun accord ne paraît avoir été conclu à ce sujet lors de la visite de M. Sadate à Jérusalem, contrairement à ce qu'il avait été annoncé. A moins qu'il ait été convenu que la Jordanie représenterait les Palestiniens à la conférence du Caire, dans le cas où le gouvernement d'Amman accepterait de participer à la réunion. Les apparences seraient alors dans la mesure où les tractations seraient tripartites. Mais ont-elles quel- que chance d'aboutir ? « Nous avons encore bon espoir que le gouvernement de Jérusalem finira par restituer la souveraineté arabe à la Cisjordanie et à Gaza », nous a-t-on répondu. En revanche, personne ne doute que l'Irak n'en dise de même à la Jordanie et à la Syrie.

Les avis à ce propos sont partagés. Certains soutiennent que l'Égypte ne peut prendre le risque de séparer les pays arabes qui lui fournissent bon an mal an 3 à 4 milliards de dollars (1 milliard en provenance du million de travailleurs égyptiens, 2 à 3 milliards sous forme d'aide des États pétroliers). D'autres observateurs au contraire estiment que les États arabes, divisés et affaiblis, soumis aux pressions américaines, et exposés aux coups que peut leur asséner l'armée israélienne, ne tarderont pas à se rallier au « grand frère » égyptien.

Cependant les autorités redoutent dans l'indétermination des tentatives de subversion et des attentats. D'exceptionnelles mesures de sécurité ont été prises à l'aéroport du Caire, les hôtels surveillés jour et nuit par des équipes de « barbouzes » ont reçu des instructions afin de ne pas admettre les citoyens des pays arabes sans autorisation expresse. Un nombre de perquisitions ont été opérées.

ERIC ROULEAU.

Une « mise en scène »

M. Hassanien Heykal, l'ancien ami et confident de Nasser, qui fait figure de chef de file des nationalistes, nous a déclaré à ce propos : « Une mise en scène, une mise en scène, une mise en scène. Les moyens de communication ont transformé les Israéliens en anges et les Arabes en diables. Les Israéliens ont été transformés en anges, les Arabes en diables ».

« On tente de nous réduire au silence », nous a déclaré, pour sa part, M. Khaled Mohyeddine, président du Rassemblement national progressiste (parti de la gauche arabe). « Nous sommes exclus des antennes de la radio et de la télévision. La loi nous autorise à avoir des postes de radio, mais nous sommes exclus des antennes de la radio et de la télévision ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

« L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « est un état de guerre ni paix ni trêve. Elle est en guerre avec nous, elle est en guerre avec nous ».

Pierre Pierrard interroge
LE GRAND RABBIN JACOB KAPLAN
Justice pour la foi juive.
Le témoignage d'une vie.
L'histoire contemporaine du judaïsme.
288 pages - 38 F
le Centurion

PROCHE-ORIENT

LOIN DES CAPITALES

Bethléem dans l'attente d'un Noël porteur d'espoir pour la Cisjordanie

UNE large route bordée d'oliviers et de maisons de pierre blanche mène à Bethléem. Le paysage est typique de la Cisjordanie. La ville s'étend sur des collines et descend dans la vallée qui mène à sa ville jumelle, Beth-Jalab, à majorité chrétienne, elle aussi. Au nord, Jérusalem. Au sud, la route serpente vers le mont Hébron. A l'est, on découvre le panorama, jaune et brun, saisissant du désert.

Bethléem est une ville paisible, calme presque provinciale. Sur la route principale, quelques soldats israéliens en armes gardent l'entrée d'un petit édifice rectangulaire surmonté d'une coupole. C'est là que, selon la tradition religieuse juive, se trouvent les restes de « Notre Mère Rachel ». La ville natale de Jésus est l'une des rares cités chrétiennes de Cisjordanie. Dans les années 30, elle ne comptait que quelques milliers d'âmes. Même à la veille de la première guerre israélo-arabe, en 1948, le nombre de ses habitants ne dépassait pas huit mille, presque tous chrétiens. Le nombre d'émigrés originaires de Bethléem, pour la plupart commerçants, membres des professions libérales et intellectuelles dispersés en Amérique, en Europe, et même en Afrique et en Asie, était à l'époque plus élevé que celui des habitants qui étaient restés.

La guerre de 1948 a entraîné des changements démographiques dans la ville, avec l'arrivée de nombreux réfugiés palestiniens. La ville et les camps aux alentours comptent aujourd'hui quelque vingt-cinq mille habitants, dont 75 % de chrétiens, en majorité catholiques. Ici, le statut social est déterminé par l'appartenance communautaire, les musulmans constituant les couches défavorisées de la population.

LES camps sont les témoins de la tragédie palestinienne, le plus grand étant celui de Deheiché qui côtoie la route menant à Hébron. Des rangées d'immeubles malmenés jonquent des ruelles où jouent les enfants, ici et là, on voit des arbres fruitiers et surtout des iglois de barbare. Nox loin du camp, se dressent des machines géantes utilisées pour l'extraction

dans une carrière de pierre appartenant à des entrepreneurs israéliens. Les habitants du camp se plaignent de la pollution.

Bethléem est un site que visitent 80 % des touristes que reçoit Israël. Face à l'illustre basilique de la Nativité, qui ressemble à une forteresse, se dresse le minaret de la mosquée d'Omar Ibn el-Khattab, construite pendant la période hachémite conformément à la politique d'équilibre entre chrétiens et musulmans chère au roi Hussein. Dans la rue sinueuse qui mène à la colline, s'élève une église au clocher carré. Elle appartient à la petite communauté syrienne orthodoxe. Presque toutes les communautés chrétiennes orientales possèdent dans cette ville un lieu de culte.

Dans les ruelles étroites et pittoresques, on trouve des dizaines de boutiques de souvenirs, le tourisme étant la principale activité économique de la ville. Depuis l'occupation israélienne — outre la croix et le croissant — on y trouve l'étoile de David et le chandelier à sept branches.

A l'opposé d'Hébron, de Naplouse ou de Ramallah, Bethléem connaît peu d'agitation. Le maire actuel, M. Elias Freij, riche, simple importateur de nacre, propriétaire d'un grand atelier de fabrication de souvenirs, est connu pour être un tenant du roi Hussein. C'est un cas unique parmi les maires de la Cisjordanie, les autres s'identifiant presque tous à l'O.L.P. Ces derniers ont respecté le mot d'ordre de l'organisation leur demandant d'exprimer leur mécontentement à l'occasion de la visite du président Sadate en Israël. En revanche, le maire de Bethléem figurait dans la délégation des notables des territoires occupés favorables à la Jordanie qui ont rencontré le chef de l'Etat égyptien. Pendant que se déroulait cette entrevue des étudiants de l'université de la ville faisaient la grève sur le tas, dans les locaux de la mairie.

Le maire adjoint, M. Georges Hazboun, communiste, secrétaire du Syndicat des travailleurs de la ville, explique : « Nous ne sommes pas contre la visite en elle-même, mais contre un règlement du conflit au détriment du peuple palestinien. »

La stupeur de l'annonce de la visite historique de M. Sadate avait été générale. « A la télévision, cela nous apparaissait comme un film de science-fiction », nous dit un habitant. Certains expriment ouvertement leur réprobation. Pour d'autres, c'est l'attente, mais tous espèrent en leur for intérieur que la manchette : « Plus de guerre ! », du quotidien Al Kouds, correspond à la réalité.

« Le chemin sera très long »

Dans un café, on discute ferme. Les avis sont partagés : « Sadate nous vend d bon marché, affirme un jeune. Et s'il arrive à imposer aux Israéliens le retrait des territoires occupés ? »

— Comment arriver au but ? dit un autre en chapelet à la main. — Tu crois encore qu'ils quitteront un jour nos terres ? Ton optimisme repose sur des mirages. Regarde autour de nous comment les Israéliens construisent ces quartiers entiers, qui nous entourent, qui nous encerclent même, et ce n'est qu'un début.

— Pour moi, ce qui compte avant tout, c'est la reconnaissance d'Israël par les Egyptiens. Les sources et les poignées de main entre Sadate et Begin, Dayan et Golda, cette Golda qui a dit à plusieurs reprises : « Les Palestiniens, connais pas ». — Intervient un auditeur qui sirote son café : « Et qu'est-ce qu'il reçoit, le président Sadate, en contrepartie de la part de Begin ? Rien. Une leçon d'histoire. Je croyais qu'au moins le premier minis-

tre israélien parlerait de la misère des réfugiés palestiniens, de leur sort malheureux. Mais pas un seul mot. En vérité, cela ne le préoccupe pas. »

LES journaux arabes de ces derniers jours sont éparpillés sur une table. Le titre d'Al-Fajr, hostile à la visite de Sadate, est significatif : « Les maîtres de Cisjordanie ont pris d la mosquée Nasser », pendant la fête (musulmane). Au centre de la première page, une vieille photo de Nasser et de Yasser Arafat, côté à côté.

« La visite du président Sadate, conclut un jeune étudiant de l'université de Bethléem, me donne une leçon extraordinaire en matière d'opinion publique. Récemment encore, le régime égyptien était voué aux gémonies, l'Union socialiste arabe qualifiée de caricature et M. Sadate, lui, d'ancien nazi. Aujourd'hui, Sadate est le héros de l'opinion israélienne, la radio le traite d' « homme d'Etat qui tient toujours sa parole ». On parle sérieusement du système des partis en Egypte, tout en soulignant qu'il existe une véritable vie parlementaire. Mieux encore, l'Union socialiste arabe est devenue tout d'un coup une organisation socialiste. Et, enfin, Sadate visite le mémorial de l'Holocauste du nazisme sans qu'on parle de son passé. Le peuple israélien peut donc basculer, et c'est un phénomène rassurant. Les Israéliens finiront un jour par nous comprendre nous aussi, les Palestiniens... si les autorités le veulent et mobilisent tous les moyens pour cette tâche. Le chemin pourtant sera très long, car on n'a pas encore commencé à préparer l'opinion publique à ce changement-là. »

Dans les rues de Bethléem, les préparatifs de Noël ont commencé. Pour la première fois depuis 1967 un officier israélien accueillera la procession religieuse présidée par le patriarche latin : lorsque les cloches sonneront, elles auront un son différent et nouveau pour bien des hommes et des femmes de la ville.

AMNON KAPELOUK.

Le plus fort tirage,
la plus grande audience des
périodiques du tiers monde

afrique asie

CETTE SEMAINE
DANS TOUS LES KIOSQUES

UN NUMERO EXCEPTIONNEL

JERUSALEM :
la reddition de Sadate
MAGHREB :
demain, la guerre ?
SOMALIE-U.R.S.S. :
les raisons d'une rupture

Dix correspondants d'« Afrique-Asie » relatent et analysent les événements qui entourent trois des problèmes les plus brûlants de l'actualité.

RATSIRAKA A CŒUR OUVERT

Huit jours d'entretiens avec le chef d'Etat malgache sur les graves crises qui secouent le continent africain et la politique chinoise à l'égard des guerres de libération africaines, de l'Union soviétique et des Etats-Unis.

Lisez aussi de nombreux articles sur : la Tunisie, le Bénin, la Guinée, l'Angola, le Mozambique, Mayotte, la Corée du Sud, l'Amérique latine, etc.

Lisez, abonnez-vous à
AFRIQUE - ASIE
9, rue d'Aboukir, Paris-2



Rien n'arrête l'homme No.1 Hertz.

En louant une voiture Hertz, vous êtes d'emblée un homme No.1.

Et un homme No.1 n'attend pas. Alors, quand vous voulez une voiture Hertz, vous l'avez instantanément : une Ford Fiesta, une Simca, une Granada, ou bien encore une autre bonne voiture. Entièrement nettoyée et contrôlée. Cela fait partie du service Hertz! Un service efficace, rapide et toujours plein d'idées. Notre dernière innovation : le Hertz No.1 Club.*

Un membre du Hertz No.1 Club n'a pas à attendre que son contrat de location soit prêt, nous l'avons déjà rempli à l'avance pour lui. Avant de partir, téléphonez à l'un des numéros inscrits en bas de page, à votre agence Hertz la plus proche ou bien encore à votre agent de voyages. Indiquez votre numéro d'inscription au Hertz No.1 Club et les

détails de votre réservation. Votre voiture vous attend, prête à « décoller ». Il vous suffit de montrer votre permis de conduire, votre carte de crédit. Vous signez. Et hop! vous prenez le volant.

Alors pour louer une voiture, venez chez nous. Vous deviendrez un homme No.1. Et, comme 2 millions d'hommes d'affaires à travers le monde, pourquoi ne pas adhérer au Hertz No.1 Club.

Ni recommandation spéciale. Ni cotisation. Un simple formulaire à retirer auprès des agences ou comptoirs Hertz. Ou encore plus simple, à votre prochaine location Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera automatiquement.

Pour vos règlements, utilisez l'une des principales cartes de crédit. Ou mieux, la carte de crédit Hertz : nous ne comptons pas d'intérêts.

* en Allemagne, Hertz VIP Club.

Hertz No.1 Club

Téléphonez, signez et prenez le volant.

PARIS (01) 788.51.51

LYON (78) 27.28.86

NICE (93) 83.07.01

AFRIQUE

Rhodésie

M. Smith ne désespère pas d'amener M. Nkomo à négocier

Après le révérend Sibhale et le chef Chirau, l'évêque Muzorewa, président du Conseil national africain unifié (U.A.N.C.), a répondu favorablement, samedi 28 novembre, à l'offre de négociations fondées sur le suffrage universel lancée la semaine dernière par M. Smith (« le Monde » du 26 novembre). Il a demandé à tous les guerilleros nationalistes de rentrer dans leur patrie.

D'une certaine manière, a-t-il ajouté, M. Smith a capitulé. — (A.F.P., Reuters).

Nairobi. — Des négociations entre les deux rhodésiens et des intermédiaires africains ont lieu à la fin de la semaine à Salisbury alors qu'une nouvelle incursion des forces rhodésiennes au Mozambique semble viser le quartier général de la guérilla africaine dans la province de Manica.

Le premier ministre rhodésien a donc relancé son projet de « règlement interne » en acceptant publiquement le principe du suffrage universel tout en essayant de frapper la guérilla africaine à la tête en s'attaquant Chirau (ex-Vila-Pery) à 50 kilomètres à l'intérieur du Mozambique, où la

De notre correspondant en Afrique orientale

ZANU (Union nationale du Zimbabwe) de M. Robert Mugabe aurait sa base.

L'opération de politique intérieure n'aurait guère de sens si elle ne se proposait de tenter de « récupérer », à plus long terme, le nationalisme africain dont on parle le moins en ce moment : M. Nkomo, président avec M. Mugabe du Front patriotique, président de la ZAPU (Union populaire du Zimbabwe), favori à la fois du président Kaunda et des Soviétiques. En l'absence de M. Nkomo, l'initiative de M. Smith serait, en effet, à critiquer dans le cadre déjà étroit des projets de « règlement interne », demeurés sans suite.

Une position charnière

D'une part, M. Smith n'ignore pas que l'appui inconditionnel qu'il offre à l'opposition, en ce moment, est lié au refroidissement des relations entre la République Sud-Africaine et les puissances occidentales. De l'autre, la loi de la guerre engendrée par les difficultés d'application du plan anglo-rhodésien lui donne un peu de répit.

Fin septembre, la visite secrète de M. Smith à Lusaka, à l'invitation du président Kaunda, a cristallisé les divergences entre M. Mugabe et Nkomo au sein

du Front patriotique. Elle semble avoir même accentué les désaccords latents entre les deux chefs africains de la ligue de Front (Angola, Botswana, Zambie, Zimbabwe, Namibie et Zambie) puisque, dès lors, les consultations menées séparément par M. Nkomo avec M. Machel et Kaunda n'ont pas entraîné l'adhésion. Les guerilleros de la ZAPU s'installent dans des camps situés en Zambie et en Angola. Ils s'appuient sur la frontière du Botswana et opèrent dans le Sud-Ouest et l'Ouest rhodésien. Les nombreuses incursions de l'armée rhodésienne au Mozambique — notamment celle en cours, apparemment la plus importante à ce jour — ne peuvent qu'affaiblir les positions de M. Mugabe. Ainsi éparpillés, M. Nkomo occupe donc plus que jamais une position charnière. Si l'éventuelle dissolution de l'Union nationale du Zimbabwe et le révérend Sibhale sont instructives, M. Smith pourra toujours faire marcher les deux camps dans une rupture. Si la négociation menée plus discrètement mais parallèlement avec Lusaka débouche sur une solution, le premier ministre rhodésien aura marqué un point. Dans le climat de désencouragement qui prévaut actuellement, M. Smith a donc recouvré une certaine marge de manœuvre.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

République Sud-Africaine

Pretoria entend limiter les risques liés à la signature de contrats avec les firmes occidentales

De notre correspondante

Johannesburg. — L'Afrique du Sud entend obtenir toutes les garanties possibles sur les livraisons des équipements militaires avant de signer un contrat définitif, à la société française CIT-Alcatel, la responsabilité de l'électronisation du réseau national, a précisé dimanche 27 novembre à Pretoria, Louis Rive, directeur des postes sud-africains.

Différents événements — la récente décision du Conseil de sécurité de l'ONU d'imposer un embargo sur les ventes d'armes, ainsi que les mesures de sanctions ainsi que l'arrivée possible d'un gouvernement de gauche en France, poussent Pretoria à reconsidérer la signature de contrats, qui prévoient plus de 500 millions de rands (2 500 millions de francs) d'importations de matériel au cours des prochaines années. Le projet complet, qui s'étendrait sur quinze ans, correspond à une dépense d'environ 5 000 millions de rands (25 milliards 500 millions de francs).

Dans un premier temps, en 1978, M. Rive envisageait le procédé semi-électronique CP de la société ouest-allemande Siemens. Mais il a récemment annoncé qu'il avait étudié les propositions d'autres compagnies. Il préfère le procédé E-10 de CIT-Alcatel, entièrement électronique, tout en laissant la porte ouverte au système EWS-D de Siemens qui sera — en principe — sur le marché.

Chaque attendait à la signature rapide des contrats définitifs. Or M. Rive déclarait vendredi 25 novembre qu'il avait « envisagé » le désir de prendre toutes ses précautions (le Monde du

26 novembre). Selon M. Rive, certains de ses propos ont été mal interprétés. La signature des équipements militaires n'est pas suspendue.

« Nous ne sommes pas prêts à poursuivre des projets comportant le plus petit risque », a précisé M. Rive. « Une fois que nous serons engagés et aurons fait les investissements, nous pourrions nous trouver dans une situation difficile. Sans l'assurance que nos commandes seront respectées, nous risquons de perdre de l'argent ».

Coup de poing sur la table

Ces assurances, M. Rive ne compte pas les obtenir de CIT-Alcatel. Il laisse le gouvernement sud-africain prendre directement contact avec le gouvernement français. L'Afrique du Sud verrait d'un bon œil la fabrication sur place de l'ensemble de l'équipement nécessaire au projet.

Ce coup de poing sur la table du directeur des postes correspond à une préoccupation croissante des Blancs sud-africains face aux menaces extérieures. Beaucoup n'hésitent pas à dire : « L'Armée les dépasse, interrompons aujourd'hui les contrats existant de peur trop d'argent ». Un hebdomadaire citait récemment des milieux proches du gouvernement proposant d'interrompre immédiatement la construction par un consortium français de la centrale nucléaire de Koeberg plutôt que de se trouver confrontés plus tard à un boycottage et à d'importantes pertes financières.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

La crise du Sahara occidental

NOUAKCHOTT JUGE « MÉPRISABLES » LES ALLEGATIONS D'ALGER SUR UNE TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT EN MAURITANIE

Les affirmations du quotidien algérien « l'Unité », selon lesquelles une tentative de coup d'État aurait eu lieu vendredi 26 novembre à Nouakchott en faveur du chef du Front populaire — qui s'opposait à M. Nasser — ont été jugées, dimanche dans les milieux officiels de la capitale mauritanienne, dénuées de tout fondement et ne devant pas être prises en compte.

Le ministre marocain de l'Intérieur, M. Hassan II, a déclaré que la tentative de putsch aurait été marquée par de violents affrontements entre les troupes marocaines et mauritanaises.

Dans un communiqué publié samedi à Alger, le Front populaire mauritanien a déclaré que les troupes marocaines ont été repoussées par les troupes mauritanaises le 22 et 23 novembre contre le train militaire de Zouerate et plusieurs autres points. Pour sa part, le Front populaire a déclaré qu'il avait fait quarante-cinq soldats mauritanien et fait quinze prisonniers. Le Front populaire a invité plusieurs personnes à assister lundi à la cérémonie de libération de trois pêcheurs espagnols capturés par ses commandos il y a deux semaines.

À Nouakchott, un communiqué gouvernemental a annoncé la grâce de trente-huit personnes condamnées pour atteinte à la sûreté de l'État. Le comité de lutte contre la répression au Maroc (C.L.R.) de Nouakchott, Paris-13, enregistré avec satisfaction la libération de ces personnes. Le Front populaire a déclaré qu'il ne s'agit pas de personnes politiques mais de simples citoyens.

— (A.F.P., Reuters).

A TRAVERS LE MONDE

Finlande

UN INCENDIE CRIMINEL a endommagé, dans la nuit du vendredi 26 novembre au samedi 27 novembre, les entrées de papier et deux machines offertes de l'imprimerie de l'Union démocratique, organe de l'opposition communiste finlandaise. Deux jours auparavant, la façade de l'imprimerie avait été couverte de croix gammées. Ce journal a vivement dénoncé les activités des groupes néo-fascistes finlandais. Pro-soviétique, il adopte une ligne critique et intransigente alors que son concurrent, Kansan Uutiset, organe de la ligne majoritaire du P.C. finlandais, s'efforce d'être équilibré. — (Corresp.)

Grèce

M. GEORGES MAVROS A DONNÉ SA DIMISSION de président du parti de l'Union du centre démocratique (social-démocrate pro-européen), après la défaite de ce dernier aux élections du 20 novembre.

L'Union du centre démocratique a obtenu 11,95 % des voix, perdant ainsi huit points par rapport aux élections de 1974. — (A.F.P.)

Irlande du Nord

LE PARTI UNIONISTE D'AVANT-GARDE NORD-IRLANDAIS, dirigé par M. William Craig, a décidé samedi 26 novembre de rejoindre le parti unioniste officiel, mettant ainsi fin à une dissidence de quatre ans. Le parti unioniste officiel, dirigé par le baroness West, est la plus importante formation politique nord-irlandaise et le plus grand groupe loyaliste. — (A.F.P.)

Liechtenstein

UN MEURTRE A ÉTÉ CONSTATÉ À MORT le 25 novembre au Liechtenstein. Jean Fric, âgé de quarante-deux ans, était poursuivi pour avoir tué, il y a un an, sa femme et deux de ses enfants et avoir blessé sa troisième et un autre de ses enfants. Arrêté, le meurtrier avait fait des aveux complets. Cependant, la cour d'appel a confirmé le verdict mais que le prisonnier ne pourrait pas bénéficier d'une réduction de peine. C'est la première fois depuis 1785 qu'une condamnation à mort est prononcée dans le principauté. — (A.F.P.)

République fédérale d'Allemagne

M. HANS-DIETRICH GENSCHER, ministre fédéral des affaires étrangères, a déclaré samedi 26 novembre, ne pourra vraisemblablement pas reprendre ses activités avant le milieu de l'année 1978, précise-t-on à Bonn.

M. Genscher souffre d'une infection des voies respiratoires. — (A.F.P.)

République démocratique allemande

UN ACCIDENT DE CHEMIN DE FER a fait au moins cinq morts dimanche 27 novembre à la gare de Bitterfeld, près de Halle, en R.D.A. Trente personnes ont été blessées dans cet accident. La chaudière de la locomotive d'un train qui se trouvait en gare a explosé, pour des raisons encore inexpliquées, et le premier wagon a pris feu, précipitant l'incendie de la gare. — (A.F.P.)

ASIE

Japon

Le nouveau gouvernement a surtout pour objectif de résoudre les problèmes économiques

Tokyo. — M. Fukuda, premier ministre, a remanié pratiquement en totalité son gouvernement, ce lundi 28 novembre. A l'exception de celui de la justice, tous les portefeuilles ont été changés de titulaire. En remaniant son cabinet, M. Fukuda a annoncé à la fin de la semaine dernière (« le Monde » du 26 novembre) le premier ministre avait essentiellement deux objectifs : d'une part, consolider sa position au sein de la majorité en vue de pouvoir éventuellement briguer un second mandat l'année prochaine ; d'autre part, disposer d'une équipe capable de faire face aux problèmes économiques qui se posent actuellement.

Alors que le yen a connu ces dernières semaines une montée rapide, que l'activité économique stagne, et que le différend commercial avec les États-Unis s'envenime, le précédent gouvernement avait démontré son inexpérience et son inefficacité. Il était urgent pour Tokyo de réagir. Le retour au ministère du commerce et de l'industrie de M. Komoto, et à la direction de la politique économique, M. Miyazawa, est significatif de la nouvelle orientation que M. Fukuda entend donner à l'économie. M. Komoto est à l'origine un homme d'affaires qui est devenu politicien et l'un des experts économiques du parti libéral-démocrate (P.L.D.). Il occupe les fonctions qui lui sont aujourd'hui dévolues de 1974 à 1975 dans le cabinet Miki. Il est considéré au ministère du commerce et de l'industrie comme l'un des personnalités les plus capables de diriger ce ministère. M. Komoto a, d'autre part, la confiance des milieux d'affaires. Il est un partisan de la réforme économique : il a d'ailleurs, ces derniers mois, critiqué la politique de M. Fukuda, qu'il jugeait trop prudente.

De notre correspondant

que lui témoigne Pékin que la portfeuille des affaires étrangères est revenue à M. Sonoda.

Si la nécessité de trouver des hommes capables de faire face à la situation a été l'une des préoccupations majeures de M. Fukuda dans ses choix, il n'est pas ceux-ci ont, comme d'habitude, été dictés par les rapports de force au sein du P.L.D. La base du pouvoir de M. Fukuda demeure, certes, son alliance avec M. Ohira, qui conserve ses fonctions de secrétaire général du parti majoritaire. M. Fukuda n'en

a pas moins essayé de consolider sa position en rappelant sur le devant de la scène M. Nakasone, l'un des hommes forts du P.L.D., qui avait soutenu l'ancien premier ministre Miki l'année dernière, et sur lequel pourrait pourtant quelques suspensions pour sa participation à l'affaire Lockheed. M. Nakasone n'occupe plus le poste de président du bureau exécutif du P.L.D. Si aucun homme de l'ancien premier ministre Tanaka n'apparaît au premier plan, cela ne signifie pas pourtant que l'ancien premier ministre a perdu son influence.

PHILIPPE PONS.

PORTRAITS

M. Sunao Sonoda (affaires étrangères)

M. Sunao Sonoda, qui occupe les fonctions de secrétaire de cabinet dans le précédent gouvernement, est l'un des fidèles de M. Fukuda. Il joua notamment un rôle important dans la désignation de celui-ci à la tête du gouvernement il y a onze mois. M. Sonoda passait jusqu'à présent davantage pour un habile manœuvrier de politique intérieure que pour un expert en affaires internationales.

Agé de soixante-trois ans, c'est une personnalité peu connue du grand public et encore moins à l'étranger. Il n'en fut pas moins l'un des « jeunes Turcs » du parti libéral-démocrate (P.L.D.) et commença sa carrière politique au lendemain de la guerre. Originaire modeste, ancien professeur, grand expert en kendo (l'un des arts martiaux japonais), M. Sonoda n'est pas, contrairement à beaucoup de politiciens japonais, certifié d'une des grandes universités. Mais il est « un forgeron », et il fut deux fois élu à la Chambre basse.

Il occupa différentes fonctions au gouvernement, dont celle de vice-ministre des affaires étrangères chargé des relations avec le Parlement et de ministre de la santé publique dans un des

cabinets Sato : à ce poste, il prit notamment des mesures pour que soient indemnisés les victimes de la pollution. A la tête du secrétariat du cabinet, M. Sonoda a eu à traiter, au cours de l'année écoulée, plusieurs affaires internationales : questions des droits de pêche, avec l'U.R.S.S. ; débouquement d'un appareil de la JAL par un commando de l'Armée rouge en septembre. Il fut, à cette dernière occasion, un vif défenseur de la position de M. Fukuda (qui excéda aux exigences du commando).

M. Sonoda a peut-être d'avoir apparemment la confiance de la Chine. A plusieurs reprises, il a fait des déclarations en faveur de la signature rapide du traité de paix et d'amitié sino-japonais. On estime, dans les milieux politiques japonais, que M. Sonoda aura essentiellement pour mission d'essayer, en utilisant son habileté politique et sa connaissance des arcanes du P.L.D., de dégager un consensus sur cette question. Déjà, d'ailleurs, certains commentateurs ont baptisé M. Sonoda le « ministre des affaires étrangères pour l'intérieur ». — Ph. P.

M. Kiichi Miyazawa (planification)

A cinquante-sept ans, M. Miyazawa, qui est encore un homme « jeune » dans la gerontocratie politique nipponne, a déjà occupé d'importantes fonctions. Il fut le ministre du commerce et de l'industrie (1970-1971) du premier ministre Sato, puis il dirigea le diplomate japonais de 1974 à 1975 dans les cabinets Miki. Brillant, très occasionnel de manières, il passe pour l'un des « intellectuels » du parti libéral-démocrate (P.L.D.). Beaucoup voient en lui un futur premier ministre.

Comme la plupart des hommes politiques japonais, M. Miyazawa vient de la fonction publique. Fonctionnaire au ministère des finances de 1942 à 1952, il devint, au début des années 60, le directeur du premier service de l'Agence de planification. Il fut ministre de ce qu'il est convenu d'appeler le « miracle économique japonais ». Il fut déjà directeur de l'Agence de planification de 1963 à 1968 dans les gouvernements Ikeda et Sato.

Chaleureux, M. Miyazawa est sans doute le plus « internationaliste » des dirigeants japonais. Il parle couramment anglais et utilise toujours cette langue avec ses interlocuteurs étrangers — ce qui est exceptionnel pour les politiciens japonais, qui affectent de ne parler que japonais. Depuis le traité de San-Francisco, il a participé à la plupart des négociations entre

le Japon et les États-Unis, et fut particulièrement remarqué en 1971 lorsque, ministre du commerce et de l'industrie, il tint tête aux Américains dans le différend sur les textiles.

Membre du clan Ohira (deuxième homme fort du P.L.D. après le premier ministre), M. Miyazawa n'est pas moins une personnalité indépendante, l'une des plus influentes de la « jeune génération » du parti conservateur. Il est conservé, en raison de ses fonctions de collecteur de fonds — de M. Ikeda, des contacts étroits avec les milieux d'affaires. En 1971, il forme au sein du P.L.D. un groupe de réflexion (Hirakawa-Kai) avec des membres de la faction Ohira et Tanaka (ancien premier ministre compromis dans l'affaire Lockheed), qui fit sentir son poids lors de la « passation de pouvoir » en 1974 entre MM. Tanaka et Miki. Ce groupe s'est élargi depuis la création sous son égide, en août dernier, de la Société d'étude sur la monde libre (Jiyu Shakai Kenkyu Kai), qui a la particularité d'être extra-parlementaire et de regrouper, en plus de députés de premier plan, des intellectuels et des membres influents des milieux d'affaires (notamment M. Morita, président de Sony). Son assise dans le P.L.D., sa connaissance de l'Occident, donnent à M. Miyazawa, qui est, en outre, un expert des affaires économiques, une envergure internationale. — Ph. P.

LA COMPOSITION DU CABINET

Voici la composition du nouveau gouvernement japonais, annoncé le 28 novembre, par M. Fukuda, premier ministre.

Affaires étrangères : M. Sunao Sonoda ;
Finances : M. Tetsuo Murayama ;
Commerce international et industrie : M. Tokio Komoto ;
Transports : M. Kenji Fukunaga ;
Postes et télécommunications : M. Yasuhiko Hattori ;
Travail : M. Kazuo Fujii ;
Travaux publics : M. Tokio Sakurachi ;
Intérieur : M. Takemori Kato ;
Justice : M. Mitsuo Setoyama ;
Éducation : M. Shigetami Sunada ;
Santé : M. Tetsuo Ozawa ;
Ministre d'État, directeur général de l'Agence de l'économie nationale : M. Shiro Kanemura ;
Ministre d'État, directeur général de l'Agence de planification : M. Kiichi Miyazawa ;
Ministre d'État sans portefeuille, chargé des affaires économiques internationales : M. Nobuhiko Uehara ;
Ministre d'État, secrétaire en chef du cabinet : M. Shintaro Abe ;
Ministre d'État, directeur général de l'Agence de la science et de la technologie, président de la commission de l'énergie atomique : M. Tetsuo Kumagai ;
Ministre d'État, directeur général de l'Agence de l'environnement : M. Hisashi Tanaka.

(PUBLICITÉ)

CERCLE BERNARD LAZARE après la rencontre Bégis-Badate, un socialiste français et un homme de gauche israélien s'entendent. LES SOCIALISTES ET LA PAIX. AVANT-PROPOS de Bernard Lazare, secrétaire international de l'Association Française des Amis de l'Orient. 1977, 20 p. 30. 40, rue de Rennes, Paris (6^e).

(PUBLICITÉ)

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

voyage de Printemps

CHINE DU SUD ET PÉKIN

du 17 février au 7 mars 1978

Reservations : ASSOCIATION FRANÇAISE DES AMIS DE L'ORIENT

15, avenue d'Éna - 75110 PARIS

Performance du 10 h. à 12 h. - Tél. 753-64-45.

LIC 261 A

1400 immigrants venant de Chine ont été arrêtés en route

Le Canada en direct avec les Air Canadiens.

Le Canada en direct avec les Air Canadiens.

Le Canada en direct avec les Air Canadiens.

Le Canada en direct avec les Air Canadiens.

Le Canada en direct avec les Air Canadiens.

Le Canada en direct avec les Air Canadiens.

Le Canada en direct avec les Air Canadiens.

ASIE

Hongkong

**1 400 «immigrants illégaux»
venant de Chine
ont été arrêtés en neuf mois**

Correspondance

Hongkong. — « Ah ! Ne les appelez pas « réfugiés ». Le fonctionnaire britannique qui nous reçoit dans son bureau de l'Immigration Department tient à appeler les choses par leur nom : les réfugiés sont ceux qui, persécutés pour des raisons politiques, trouvent un asile dans la colonie. Il peut y avoir des réfugiés vietnamiens, philippins ou khmères. Il n'y aura jamais à Hongkong de réfugiés chinois. Il y a, en revanche, des immigrants illégaux venant de Chine, et qui posent, nous explique-t-on, de très graves problèmes à la colonie surpeuplée. « Les cas de « passages » pour des motifs explicitement politiques se comptent sur les doigts de la main. Ceux qui prennent tant de risques pour passer d'Hongkong font essentiellement pour trouver un niveau de vie beaucoup plus élevé. Du reste, l'émigration des Chinois du Sud ne date pas d'hier. C'est un phénomène que même un régime autoritaire a du mal à endiguer. Il se trouve que Hongkong est prospère et que les courants marins sont propices pour le voyage. Voilà tout. »

Est-ce si simple ? 1973 a été l'année-record de l'immigration chinoise dans la colonie : 56 000 immigrants légaux, dont 30 000 immigrants illégaux, arrivés à la nage. Ces chiffres effraient les autorités de Hongkong : le surpeuplement, un taux de criminalité très élevé, joints à un ralentissement de l'activité économique, menacent l'équilibre de la colonie. Des pourparlers ont alors lieu entre Londres et Pékin, qui aboutissent à une réduction de l'immigration légale. Celle-ci se chiffrera dès lors aux alentours de 25 000 par an : il s'agit essentiellement des Chinois d'origine — Indonésiens et Philippins principalement — se retrouvent bloqués à Hongkong.

Reste l'autre immigration, l'illégitime : celle qui s'accomplit à la nage, de nuit. Pour les neuf premiers mois de cette année, le chiffre officiel des immigrants illégaux interceptés par la police est de 1 400. Ces 1 400 personnes ont-elles été toutes renvoyées aux autorités chinoises, comme le voudrait l'accord cité précédemment ? La réponse du fonctionnaire est évasive : « Le gouvernement de Hongkong considère chaque cas individuellement. Nous cherchons toujours à savoir qui sont ceux que notre police attrape. Certains, pour des raisons humanitaires, seront ensuite

autorisés à rester dans la colonie. Jamais il n'y a eu, à notre connaissance, un seul cas de condamnation à mort pour fait de passage illégal à Hongkong, en Chine. » C'est exact. Seulement, les sanctions pénales concernant les passages clandestins à Hongkong se sont sensiblement aggravées depuis l'arrivée au pouvoir de M. Hua Kuo-feng, « Jia, à la première tentative, on passait quelques jours au poste, on recevait un avertissement, et c'était tout », nous a dit un « immigrant illégal » fraîchement arrivé. « Mais à présent on est encafé, dès la première tentative, dans des équipes de travail itinérantes. Le crime n'est pas puni, mais une région, de brigade de production en brigade de production. »

Au-delà des « Nouveaux Territoires » (la « campagne » de Hongkong, plus proche de la Chine que Kowloon, zone urbanisée), la police de Hongkong cesse de poursuivre les immigrants illégaux. Leur arrestation, alors qu'ils sont, en milieu urbain, déjà entrés en contact avec leur famille (tout le monde, dans la province de Canton, a un cousin à Hongkong) soulève l'indignation générale. Selon le fonctionnaire de l'Immigration Department, pour un « immigrant illégal » qui se fait prendre, quatre réussissent à passer clandestinement la frontière. Qui sont ces fuyards ? En grande majorité des paysans, depuis la répartition sur la scène politique de M. Teng Hsiao-ping, les jeunes éduqués — ce terme reconstruit en Chine tous les lycéens et étudiants qui, après la Révolution culturelle, ont été envoyés aux travaux des champs — ne tentent presque plus de passer à Hongkong. M. Teng Hsiao-ping ayant toujours été partisan du rappel à la ville des jeunes éduqués, l'angoisse de ces derniers quant à leur sort s'est muée en espoir de quitter enfin le milieu rural dans lequel on les avait brutalement transplantés. Et de fait, la Chine, progressivement, réintègre ses jeunes éduqués en milieu urbain.

Il faut tenir compte de l'aspect « mirage » de la colonie telle qu'elle est perçue dans les campagnes du sud de la Chine, et aussi de certains cas particuliers : celui de ce jeune paysan qui avait fui son village parce que ses parents voulaient le marier contre son gré. Mais comment ne pas remarquer que les slogans de l'équipe dirigeante actuelle n'ont pas fait diminuer — au contraire — le nombre des transfuges ?

HENRI LEUWEN.

Inde

**Le typhon du 19 novembre
aurait fait plus de 20 000 morts**

Selon un bilan officiel provisoire, il y a 7 800 morts et 3 000 disparus parmi la population de l'Andhra-Pradesh, dévastée par un typhon tropical le 19 novembre. L'agence indienne Samachar précise qu'en outre le sort de 4 000 ouvriers agricoles, qui s'étaient rendus dans la région pour les moissons, n'est pas connu. L'agence Renter, se fondant sur des « informations de première main », indique que « 20 000 personnes au moins » pourraient avoir péri. Une centaine de camps de réfugiés ont été installés dans l'état sinistré ; plus de 100 000 sans-abri y vivent, menacés par une épidémie de choléra.

L'Andhra-Pradesh étant l'une des régions les plus riches de l'Inde, la catastrophe aura des conséquences importantes sur l'économie nationale. Le typhon a dévasté l'un des « greniers à riz » de l'Inde : les deltas de la Godavari et de la Krishna aménagés par Sir Arthur Cotton dans le second quart du dix-neuvième siècle. Canaux principaux et secondaires, rigoles qui accèdent aux champs, constituent un écheveau d'entretien et de réparation. Comme au Pendjab, les travaux des Britanniques sont utilisés par des paysans durs à la tâche, entreprenants et d'une étonnante vivacité. L'agriculture prospère : le riz dans les terres basses, l'arachide ou le tabac sur les plateaux. Des variétés améliorées de riz (à ne pas confondre avec les semences à haut rendement utilisées pendant la « révolution verte ») et les engrais chimiques ont provoqué, entre 1950 et 1965, une croissance remarquable. En 1967, le district de Guntur, les paysans récoltaient 20 à 30 quintaux de riz par hectare. A cette époque l'économie continuait à se diversifier, le marché du travail s'élargit au point que même les manœuvres agricoles connaissent un sort décevant. Par la suite, la productivité des deltas de l'Andhra-Pradesh, tend à plafonner, surtout pour des raisons techniques. Les nouvelles variétés de riz à haut rendement se révèlent mal adaptées à la mousson. C'est vers 1973 que reprend la marche en avant. En 1975 (très bonne année, l'Etat produit 6,5 millions de tonnes de riz, sur 49,5 millions de tonnes pour toute l'Inde. Alors que les belles terres alluviales du bas Gange n'arrivent pas à couvrir les besoins de leurs populations, faute de travaux hydrauliques et pour diverses raisons socio-économiques, les paysans de l'Andhra-Pradesh vivent convenablement et amassent un surplus de riz qui comble le déficit d'autres régions.

fut de nouveau bonne dans l'ensemble, mais il restait à passer la période dangereuse des typhons. Celui du 19 novembre a ravagé une région d'environ douze millions d'habitants. Il est encore malaisé d'apprécier l'ensemble des dommages.

A titre d'exemple, évoquons un des districts les plus meurtriers, celui de Guntur. La ville, du même nom, avec ses nombreuses fabriques de tabac et ses bazars, se situe à une trentaine de kilomètres de la mer à vol d'oiseau. La région est quadrillée par un réseau routier serré. Le grand canal Buckingham, avec ses barques à voile, permet d'irriguer convenablement les rizières. L'horizon est coupé par la masse vert foncé des cocotiers qui ombragent les villages. Celui de Manchali compte mille six cents habitants, ce qui donne une densité pour la région de cinq cents personnes au kilomètre carré. Les riches possèdent huit à douze hectares de terres, les paysans moyens en ont quatre, les autres moins d'un hectare ou pas de terre du tout. Les rizières sont remarquablement entretenues, les grands propriétaires supervisent avec attention les travaux de leurs ouvriers agricoles, les autres travaillent eux-mêmes ainsi que leurs femmes. Les plus pauvres survivent grâce à toutes sortes d'activités annexes. Outre les souffrances des habitants, quelles seront les répercussions du cyclone à l'échelle de l'Inde ? Le bilan exact des pertes en riz ne peut être établi aujourd'hui, il pourrait se solder, par au moins quelques millions de tonnes en moins. Reste à savoir si d'autres régions compenseront cette baisse de la production nationale. Les greniers à riz de Madras, plus au sud sur le côté, ont été épargnés. En 1975-76, ils donnaient 5,9 millions de tonnes de riz.

L'Inde se trouve heureusement en mesure de faire face aux coups du sort. Elle dispose de très gros stocks (18 à 20 millions de tonnes de grains) au point qu'elle est en train de rembourser à l'U.R.S.S. le prêt en nature de 2 millions de tonnes de blé obtenu dans les mauvaises années et New-Delhi a offert un petit crédit en grains au Vietnam.

GILBERT ETIENNE.

L'anglais tout de suite.

Le Gimmick débutant, c'est la méthode, celle qui vous permet de vous débrouiller en anglais tout de suite.

Tout de suite et bien, où vous voulez. Chez vous, dans votre voiture, le Gimmick vous fait la conversation.

Pour vous aider à mieux apprendre, il y a aussi une voix française dans la cassette.

Un interprète dans la cassette, c'est le Gimmick du Gimmick.

1 cassette gratuite



The Gimmick débutants

GRATUIT : pour recevoir sans engagement la cassette échantillon et une documentation complète sur la méthode, renvoyez ce bon à : AFC, 26 rue d'Aboukir - 75002 Paris.

NOM :

ADRESSE :

..... code postal

FLAMMARION

**Le Canada
en direct avec les
Air Canadiens.**



Si vous allez au Canada, n'y allez pas n'importe comment. Les Air Canadiens ont des conditions intéressantes à vous offrir.

Pour Toronto : 4 vols partant à 11 h 25 de Charles-de-Gaulle (tous directs, sauf le vendredi).

Pour Montréal : 4 vols sans escale par semaine. Tous ces vols se font par Jumbo Jet, Boeing 747 ou L-1011 Tristar. Et à bord, vous serez ravis par le service : les Air Canadiens parlent français et vous proposent des projections de films ou de la musique stéréophonique.

Pour réserver un siège, un hôtel ou louer une voiture, appelez votre agent de voyage ou Air Canada : à Paris 9^e (24, bd des Capucines, tél : 273 84 00) ou à Lyon 2^e (63, rue du Pt-E-Herriot, tél : 42 43 17).

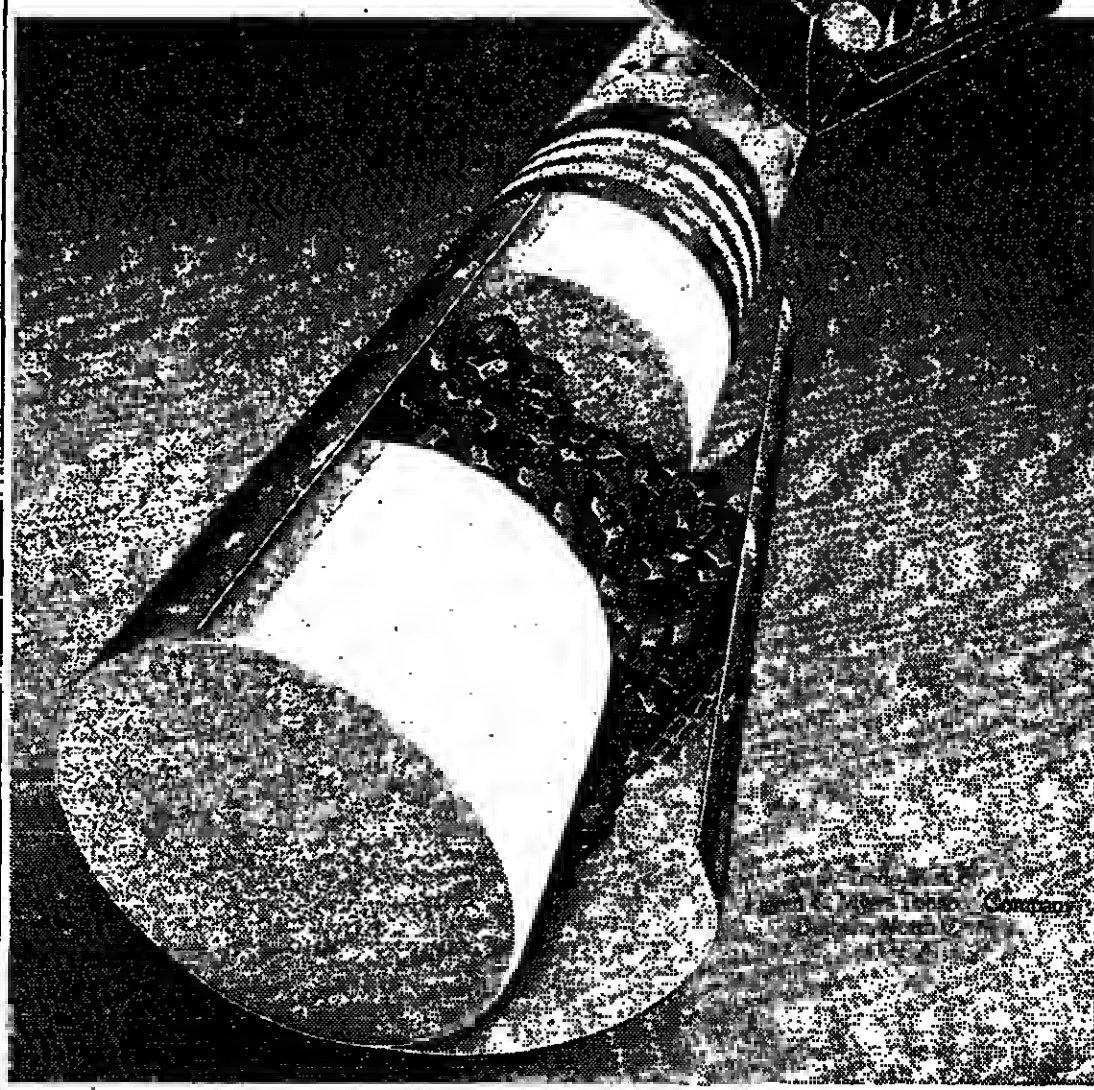
AIR CANADA

Nous serions tellement contents de vous accueillir.

Liggett & Myers Tobacco Co, U.S.A., présente :

**Lark. La cigarette
au triple filtre.**

Lark a trois filtres. Deux filtres traditionnels à l'extérieur, et, à l'intérieur, une chambre de granules de charbon actif. Lark : un mélange fait à partir d'une sélection de tabacs blonds américains.



Les plus beaux cashmeres de Paris

Nouvelle collection 77/78 4 000 cashmeres

boutique **ALEXANDRE SAVIN**

261, rue Saint-Honoré (Angle rue Cambon) Tél : 073.09.55 - 073.93.91 ouvert de 9 h 30 à 19 h sans inter.

dans 3 jours Alexandre Savin vous réserve une très agréable surprise



EUROPE

Espagne

Le gouvernement souhaite négocier rapidement des statuts d'autonomie avec toutes les provinces

L'ETA a revendiqué, dimanche 27 novembre, l'attentat qui, dans la nuit de samedi à dimanche, a coûté la vie au commandant José Luis Martínez, chef de la police armée de Pamplonne (Navarre). Dans un communiqué, l'ETA affirme vouloir continuer sa lutte contre « les corps armés ».

Madrid. — L'Espagne des régions se dessine. Après la Catalogne et le Pays basque, la Galice et l'Aragon ont commencé à négocier un régime de pré-autonomie. Le pays valencien et l'Ancien royaume ont élaboré un projet dans le même sens. Les Cantabres et les Bascos sont sur le point de le faire. La Navarre est moins grande aux Asturies, en Estrémadure et dans les deux Castilles, faute d'un sentiment régional aussi vif que dans les autres provinces, ou pour des raisons qui tiennent soit au manque de ressources économiques et humaines, soit à la difficulté de tracer un cadre territorial.

Le ministère des régions, on pense que les négociations avec la Galice et l'Aragon devraient aboutir plus rapidement, car elles offrent apparemment moins de difficultés. En 1938, les Galiciens avaient approuvé par référendum un statut d'autonomie qui ne fut jamais appliqué en raison de la guerre civile. La Galice des partis autonomistes aux élections du 15 juin dernier a été pour beaucoup une surprise. Mais le parti vainqueur, l'Union du centre démocratique, a respecté à son programme les revendications des formations minoritaires et commencé à négocier l'installation d'une «Junta de Galicia» qui tiendrait le gouvernement de la région. Les Aragonais demandent, de leur côté, la création d'une «deputation générale, les Valenciens revendiquent une Généralité, à l'instar de leurs voisins catalans, avec lesquels ils ont bien des points communs, notamment la langue.

« Dans l'état de pré-autonomie, dit M. Manuel Clavero Are-

qui sont le soutien de la dictature espagnole en Basque, jusqu'à leur expulsion définitive du territoire basque. Cet attentat a eu lieu le jour même où les parlementaires basques approuvaient à Saint-Sébastien le projet de statut de pré-autonomie pour le Pays basque.

De notre correspondant

valo, les régions pourront avoir un gouvernement mais pas un Parlement. C'est la nouvelle Constitution espagnole qui donne aux diverses nationalités la possibilité de légiférer grâce à des statuts d'autonomie définitifs. Reconnaître la personnalité des régions et opérer une certaine décentralisation administrative, c'est ce à quoi Madrid est disposé pour l'instant. Les parlementaires qui préparent actuellement la Constitution ont défini le cadre dans lequel les nationalités pourront se mouvoir pour obtenir une autonomie qui variera beaucoup d'un bout à l'autre de l'Espagne.

Eviter un double handicap

Le choix entre un Etat unitaire et un Etat fédéral est pratiquement fait. L'Espagne sera un Etat unitaire, avec d'amples autonomies régionales. Les statuts seront élaborés par les parlementaires locaux, mais devront être approuvés par les Cortes. Les compétences administratives seront partagées entre Madrid et les régions. L'Etat central n'est pas exclu que celles-ci collaborent au maintien de l'ordre public. La régionalisation des forces de police ne semble pas d'ailleurs une revendication majeure des nationalistes.

Le problème numéro un est économique. Madrid considère non fondées les plaintes traditionnelles des Basques et des Catalans, qui estiment apporter à l'Etat espagnol plus d'argent qu'ils n'en reçoivent. Le fait de concentrer chez eux une grande partie de l'industrie espagnole leur donne, dit-on, des avantages particuliers. «L'Andalous ou le Murcie qui achète une Seat, à quel prix?», dit le chef de toutes les automobiles, sinon à la Catalogne, où se trouve le siège de la firme? Dès le départ, le gouvernement a insisté sur le fait que les autonomies devaient respecter le principe de la solidarité interrégionale. M. Clavero Arevalo indique que Madrid continuera de collecter les impôts «nationaux» (sur le revenu, la fortune, les successions, les sociétés) mais laissera aux régions le droit de prélever leurs propres impôts. De certains pourcentages des impôts recueillis par l'administration centrale (entre 20 % et 30 %, est-il précisé) sera redistribuée entre les différentes capitales régionales et utilisés directement par elles en fonction des compétences administratives qui leur auront été transférées.

« Pour qu'une région devienne autonome, il faut qu'elle se do-

mande et que ses principales forces politiques se mettent d'accord sur un projet commun, dit-on au ministère des régions. Nous souhaitons que les candidats soient le plus nombreux possible. »

Pourquoi? L'une des raisons de l'empressement mis par le gouvernement à négocier les autonomies régionales est que l'autonomie des diverses nationalités doit servir à «équilibrer» le fait national catalan, autrement dit à éviter que celui-ci ne soit une «embarrasante exception». En outre, si les provinces les plus riches, c'est-à-dire la Catalogne et le Pays basque, étaient les seules à pouvoir s'autogouverner, les autres provinces, en plus de leur infériorité économique, C'est ce que le gouvernement Suarez veut éviter.

CHARLES VANHECKE.

● M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste, a regagné Madrid, samedi 26 novembre, après une visite de onze jours aux Etats-Unis. Il a assisté à la réunion de la conférence des signataires du pacte économique de la Moncloa pour «clarifier» la situation à la suite de la décision du gouvernement de donner un caractère définitif à ces accords. M. Carrillo a, d'autre part, déclaré que les critiques adressées au pacte par certains nationalistes américains, l'«Instituto de Estudios», des accusations semblant dirigées contre le parti socialiste ouvrier (P.S.O.E.), commentant enfin la visite «parallèle» de M. Felipe Gonzalez, premier secrétaire du P.S.O.E. aux Etats-Unis, il a déclaré que, selon lui, M. Gonzalez avait expliqué aux dirigeants américains l'importance de la coopération avec le P.S.O.E. était un «maillon» dans le pacte communiste. — (A.F.P.)

● Sept militaires, accusés d'appartenir à l'Union démocratique des soldats, organisme clandestin de gauche, ont été arrêtés à Barcelone, samedi 26 novembre. Six d'entre eux sont de simples soldats, précises-t-on de même source, le septième est un caporal. — (A.F.P.)

● Le gouvernement protège son désigné le 3 décembre prochain, à Barcelone, le 23 novembre, à Barcelone. M. Josep Tarradellas, président de la Généralité. Le premier gouvernement catalan depuis quarante ans sera composé de tous les partis politiques issus des élections législatives du 15 juin dernier, a précisé M. Tarradellas.

● Le Mouvement pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel des Canaries (M.P.A.I.C.) a revendiqué dimanche 27 novembre la résidence du commandant en chef des forces armées espagnoles aux Canaries, le général Eusebio, samedi 26 novembre. Le M.P.A.I.C. avait placé une bombe dans l'immeuble de la mutualité du travail et de la banque de Madrid à Santa-Cruz de Tenerife. — (Reuter.)

Italie

M. Gierek est à Rome en visite officielle

De notre correspondant

Rome. — La visite officielle de M. Edward Gierek, premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais, fait à Rome, du lundi 28 novembre au jeudi 1er décembre, a un double objectif : intensifier les relations économiques avec l'Italie et consacrer le rapprochement avec l'Eglise catholique. Le dirigeant polonais rencontrera probablement M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du P.C.I., avec ses interlocuteurs italiens, M. Gierek parlera de la détente internationale et du rôle de l'Italie dans ce processus. Mais ce sont surtout les échanges économiques qui devraient être au centre des discussions. On prévoit la signature de plusieurs accords-cadre pour accroître la coopération entre les deux pays, laquelle est jugée « exemplaire » du côté polonais.

M. Gierek sera reçu par Paul VI. Une telle visite d'avant-garde est possible tant que le sort des discussions ex-allemandes était en suspens. Elle fut encore retardée par les changements survenus à Varsovie en 1970 avec le départ de M. Gomulka. Le plus catholique des pays de l'Est s'est trouvé ainsi en retard sur ses voisins, puisque M.M. Casanovi (Roumanie) et E. Karad (Hongrie) notamment ont déjà rencontré le pape.

L'annonce d'un échange de relations diplomatiques entre le Saint-Siège et la Pologne n'est

pas attendue à l'issue de cette visite, même par ceux qui la jugent probable dans un proche avenir. Désireux d'être le seul interlocuteur du gouvernement, l'épiscopat polonais s'y opposerait encore. On a vu ces jours derniers la présence à Rome du cardinal Wysinski, lequel avait rencontré le pape et quelques semaines de ce côté de la méditerranée. M. Gierek et son entourage ont donc dû attendre la fin de la conférence de Belgrade, la détente et l'engagement constituant les principaux chapitres. — R. S.

● Le cardinal ukrainien Joseph Slipyj, quatre-vingt-cinq ans, qui a passé dix-huit ans en résidence forcée dans des camps de concentration nazis et soviétiques, a participé dimanche 27 novembre à la troisième journée des Audiences internationales Sakharov, à Rome, consacrée aux persécutions religieuses. Le cardinal, libéré en 1963 sur l'initiative de Jean XXIII et qui dirige l'Eglise catholique ukrainienne, a déclaré que de telles réunions étaient encore nécessaires trente ans après la fin de la guerre. — (A.F.P.)

Portugal

M. Mario Soares s'apprête à poser la question de confiance au Parlement

De notre correspondant

de coalition qui pourrait intégrer quelques indépendants jouissant de la confiance du président de la République. « L'engagement dans le futur gouvernement de représentants des grandes forces démocratiques est une condition essentielle de la mobilisation populaire, dont dépend la reconstruction nationale », considère-t-on dans les milieux sociaux-démocrates.

Les exigences politiques formulées par les partis de M.M. Amaro et Franco sont très dures. Alors que le P.S.D. propose, indirectement, la révision de la Constitution, le C.D.S. réclame la modification de certaines lois fondamentales approuvées au Parlement en 1976, et notamment des textes délimitant les secteurs public et privé de l'économie, prévoyant l'indemnisation des actionnaires des entreprises nationalisées, organisant le droit de grève, les associations syndicales et le contrôle ouvrier.

Les centristes et les sociaux-démocrates reprochent, enfin, au gouvernement socialiste de s'être « mis à genoux » devant le Fonds monétaire international, dont les « recommandations », visant l'adoption par le Portugal d'une politique économique de récession, leur paraissent « absolument inacceptables ».

Contrastant avec l'intransigeance des partis d'opposition de droite, le P.C.P. a manifesté, dans la réponse au mémorandum de M. Soares, une souplesse qui a impressionné la plupart des observateurs. Les communistes accep-

tent les négociations avec le F.M.I. Ils sont d'accord avec les mesures destinées à réduire le déficit des balances commerciales et des paiements, ainsi que le déficit budgétaire et le taux d'inflation. Ils s'opposent à de nouvelles augmentations des taux d'intérêt, à la poursuite d'une politique monétaire fondée sur la dévaluation de l'escudo, ainsi qu'à une limitation à 4 % de la hausse du produit national. Selon le P.C., la relance de l'économie portugaise passe par le contingentement de l'importation des biens « moins essentiels », par la canalisation des investissements vers des activités productives, par la diversification des exportations et des marchés internationaux.

Sur le plan social, le P.C.P. donne son appui à l'application de certaines dispositions qui cherchent à réduire les taux d'absentéisme. Il incite le gouvernement à garantir le pouvoir d'achat aux travailleurs, à répondre favorablement « aux revendications les plus urgentes » et à restreindre les licenciements. Les communistes se montrent, en outre, disposés à discuter de la plate-forme d'entente avec toutes les formations politiques « sans aucune discrimination d'ordre idéologique ». Ils ne posent pas de condition préalable sur la composition du gouvernement. « La solution de cette question serait facilitée, disent-ils, par la conclusion d'un accord de programme ».

M. Soares doit très prochainement demander au Parlement un vote de confiance. Il lui sera sans doute refusé par le P.S.D. et le C.D.S. Il est, par contre, probable que les députés du P.C.P. voteront avec leurs collègues socialistes. A la limite, ils pourraient s'abstenir. N'acceptant pas cette « majorité de la gauche », le premier ministre demanderait alors sa démission, laissant la charge de former un nouveau gouvernement.

Aus ces où les partis politiques ne parviendront pas à un accord, le peuple se doit pas d'attendre, car il existe encore des mécanismes constitutionnels pour surmonter la crise », a déclaré le général Spínola lors de la célébration du deuxième anniversaire, le 26 novembre, qui avait mis fin au régime gauchiste. La plupart des observateurs estiment que l'une des hypothèses plausibles serait la formation d'un gouvernement de technocrates, qui demeurerait en fonction jusqu'à de nouvelles élections législatives convoquées dans six mois.

JOSÉ REBELO.

Allemagne fédérale

Une lettre de deux avocats allemands à propos de la mort d'Andreas Baader

A propos de la mort d'Andreas Baader nous avons reçu d'un lecteur de Bonn, fonctionnaire qui souhaite pour cette raison conserver l'anonymat, la lettre adressée à l'initiative Rusek, de Bonn, par les avocats Rusek, de Bonn, et de l'initiative Rusek, de Bonn. Le document n'a pas trouvé d'écho dans la presse allemande de grande diffusion :

Chers amis et collègues. Après les explications officielles, le complot de suicide de Stammheim apparaît plus inexplicable que jamais. Pourquoi l'heure de la mort n'a-t-elle pas été fixée à Westphalie, le lieu de tout médecin légiste, surtout quand un homicide n'est pas exclu. Ou bien, les médecins chargés de l'autopsie, Mallach et Stauschke, et leur mandant sont-ils partis du point de vue qu'un homicide était dès l'abord exclu ?

Les degrés différents de rigidité et les taches sur les cadavres d'Ensslin et de Baader se rendent-ils plus plausibles l'hypothèse d'une heure de décès antérieure d'au moins plusieurs heures pour Baader ?

Baader se portait-il pas pour la première fois dans sa cellule des chaussettes de cuir à semelles de crêpe où adhèrent de larges traces de sable, de sable fin et clair ? Pourquoi le silence des autorités sur ce point ?

Il y avait des traces de poudre sur les doigts de la main droite de Baader, gaucher prononcé, y avait-il aussi des traces de poudre sur les doigts de Raspe ?

Pourquoi les autorités se répondent-elles pas sérieusement aux questions : comment des armes à feu, des munitions sont-elles entrées dans la prison la mieux gardée de la République fédérale, alors que même une armoire dans la poche d'une veste n'y passait pas inaperçue ?

Pourquoi le mensonge évident et public qui veut que les avocats, « probablement », aient transporté les armes dans les cellules per anum ou per ognatum ?

Pourquoi les inspections de cellules au cours desquelles on découvre casque d'écoute, radios, appareils de Morse, masse de plastique, explosifs, bombes atomiques, etc., sans témoins neutres, sans avocats ?

Pourquoi les autorités taisent-elles le fait que durant le secret Baader, Raspe, Ensslin et Möller ont été plusieurs fois changés de cellules ? Pourquoi refuse-t-on aux avocats des familles de Baader, Ensslin et Raspe, le compte rendu de l'autopsie dont le résultat est public depuis longtemps ? Pourquoi dit-on publiquement et officiellement qu'un publiquement est exclu : l'un des deux médecins ayant participé à l'autopsie ne s'est-il pas refusé à ce que, en son nom, soit née l'hypothèse d'un homicide, comme possibilité au moins ?

Pourquoi l'ingénieur Möller, estelle encore tenue au secret, isolée, sans informations, laissée seule avec sa déclaration ? Il n'y a pas un seul mot de vrai dans toute l'histoire du complot de suicide de Stammheim.

Pourquoi un gardien se trouve-t-il jour et nuit auprès d'elle : pour éviter que l'on recommence une tentative de suicide ? Après la nuit meurtrière de Stammheim, après les mesures d'isolation renforcées pour les prisonniers politiques en R.F.A. (continuant la « loi du secret ») force nous est de constater que seul un soutien concret de l'opinion publique, en particulier de l'étranger, peut garantir l'insurrection sur les circonstances des morts dans la prison de Stammheim et la défense de la vie et de la santé des prisonniers politiques en R.F.A.

Nous exhortons et soutenons l'institution d'une commission d'enquête internationale pour faire pleine lumière sur la nuit meurtrière de Stammheim et nous vous remercions pour votre collaboration.

JUTTA BARR-JENDGES.

Avocate d'Ingrid Möller (Bonn).

HANS-HEINZ REIDSMANN, avocat de Baader (Darmstadt).

L'EGLISE CRITIQUE L'AVANT-PROJET DE CONSTITUTION

Madrid. — (A.F.P.). — L'Eglise catholique a rompu, samedi 26 novembre, le silence qu'elle observait depuis la mort de Franco en Espagne, à l'occasion de sa vingt-septième assemblée épiscopale, la première offensive d'envieure contre le projet de future Constitution.

Dans un long document, les évêques ont dit que la Constitution tiendrait davantage compte de la « réalité religieuse des Espagnols », c'est-à-dire de la place que tient la religion catholique dans ce pays. Le projet de Constitution fait de l'Espagne un Etat laïc, après des siècles d'union étroite, sinon d'identification absolue, de l'Eglise catholique et de l'Etat.

Grande-Bretagne

Déroute du candidat libéral à l'élection partielle de Bournemouth

De notre correspondant

Londres. — L'écrasante défaite du candidat libéral à l'élection partielle de Bournemouth affecte la position de M. Steel, leader du parti, et indirectement l'alliance parlementaire entre libéraux et socialistes (communément appelée le pacte Lib-Lab), qui assure au gouvernement Callaghan sa majorité aux Communes. En effet, en plus d'une déroute sans précédent (le candidat libéral, qui a perdu plus de la moitié des suffrages recueillis lors de la dernière consultation, est devancé par son concurrent travailliste, loin derrière le vainqueur conservateur), l'analyse du scrutin montre que dans leur majorité les électeurs conservateurs qui, mécontents de M. Heath, avaient voté libéral en 1974, sont revenus à leur vote primitif.

Selon les experts, un tel mouvement de désertion risquerait de faire perdre aux libéraux huit des treize sièges parlementaires qu'ils détiennent actuellement. La défaite de Bournemouth renforce aussi les doutes des militants libéraux sur les avantages de la coopération avec les travaillistes, dont M. Steel s'est fait le champion. Leur mécontentement s'est manifesté concrètement par la décision prise, samedi 26 novembre, par le conseil national libéral de convoquer une conférence spéciale pour étudier le pacte Lib-Lab, dans l'hypothèse où une majorité de députés travaillistes se prononcerait contre la représentation proportionnelle lors du prochain débat sur les élections au Parlement européen.

Même si, comme il est probable, une majorité associant les conservateurs à une large fraction des travaillistes rejette aux Communes

la représentation proportionnelle, il est douteux que les libéraux décident de mettre fin à l'alliance.

Néanmoins, la menace potentielle d'un retrait des libéraux de la coalition ne saurait être ignorée par M. Callaghan, désireux d'alerter M. Steel. Dans l'immédiat, le malaise au sein des libéraux ne peut qu'inciter le premier ministre à maintenir une position très ferme, comme le recommandent ses alliés, sur le front des salaires, et particulièrement à l'égard des pompiers dont la grève entre dans sa troisième semaine.

La prolongation de ce conflit social est embarrassante pour le gouvernement qui, spécifiant sur les réactions hostiles du public, s'attendait à une capitulation rapide des pompiers. Or malgré tous ses efforts pour mobiliser l'opinion, le gouvernement ne semble pas avoir gagné la bataille psychologique. Les négociations sont décevantes : ceux qui encouragent le gouvernement à la fermeté estiment également que les pompiers représentent un cas spécial justifiant le dépassement de la norme officielle d'augmentation de 10 %.

Après avoir perdu la guerre des nerfs, le gouvernement a conscience qu'il pourrait bien perdre aussi la guerre d'usure. Il veut donc agir rapidement avant qu'une catastrophe ne se produise. Mais il lui est difficile de céder sur les salaires, par crainte de succomber sous l'avalanche des revendications d'autres syndicats du secteur public, d'autant plus irrités et impatientes que le gouvernement tolère des augmentations dans le secteur privé.

HENRI PIERRE.

Le Monde

L'ÉVOLUTION DES RELATIONS

M. Robert Fauriol

Le président de la M.C.

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

M. Robert Fauriol

politique

Le Monde

L'ÉVOLUTION DES RELATIONS DANS L'UNION DE LA GAUCHE

M. Robert Fabre regrette l'utilisation faite par la majorité de ses déclarations

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, ayant déclaré vendredi 25 novembre, au cours d'un meeting à Castelnaudary (Aude), que sa formation est prête à « dialoguer avec la majorité », certains dirigeants de la majorité se sont aussitôt précipités. Dès samedi, M. Lecanuet s'est déclaré prêt pour toute rencontre. Le lendemain, c'était au tour de M. Solisson d'afficher sa satisfaction. Les gaulistes, pour leur part, ont préféré garder le silence. Quant aux communistes, ils ont, bien sûr, vu dans la déclaration de M. Fabre une nouvelle preuve du « virage à droite » de leurs partenaires.

Surpris par ces réactions, les dirigeants du M.R.G. se sont aussitôt attachés à limiter la portée des propos de leur président et à réaffirmer

leur attachement à la gauche. M. Robert Fabre nous a déclaré lundi 28 novembre, en réponse à MM. Lecanuet et Solisson, qu'il est « navré de constater qu'une offre de dialogue plus correcte et courtoise soit aussitôt utilisée en termes de ralliement à la majorité ». « Cela est très décourageant, a-t-il ajouté, pour tous ceux qui souhaitent une manière nouvelle de vivre la politique. Ce n'est pas parce que l'on parle avec des gens que l'on doit se rallier à leurs idées. Nous restons fermement à gauche. L'esprit de dialogue dont j'ai parlé, c'est celui qui m'anime lorsque, il y a deux ans, j'ai rencontré le président de la République. » (N.D.L.R. — Cette rencontre avait eu lieu le 30 septembre 1975.)

Le président du M.R.G. : substituer aux invectives un dialogue convenable

An cours de son meeting du 25 novembre, à Castelnaudary, M. Robert Fabre avait notamment déclaré :

« Nous regrettons l'escalade verbale au sein de la gauche et le ton polémique adopté par le P.C.F., qui a créé un climat de dénigrement et de suspicion préjudiciable à la gauche. Il faut tout faire pour apaiser les difficultés au sein de la gauche. Le polémique peut nuire à l'image même des partis, et il serait regrettable de voir les citoyens se détourner des formations politiques. »

« Nous allons rencontrer, nous radicaux de gauche, François Mitterrand pour discuter avec lui de la préparation des élections législatives. Nous sommes des gens de dialogue. Nous sommes prêts à rencontrer M. Georges Marchais si une telle rencontre peut être susceptible d'apaiser les tensions au sein du P.C.F. Compte tenu de la situation économique catastrophique, quel que soit le résultat du scrutin de mars, des mesures d'urgence devront être prises. Il serait souhaitable, en conséquence, que la campagne électorale ne prenne pas un caractère agressif. »

« Il faut que l'opinion comprenne que lorsque nous rencontrons des gens dont nous ne partageons pas les opinions, cela ne peut pas être que nous allons nous laisser convaincre par une opinion qui n'est pas la nôtre, ou vice versa. »

« Sur les problèmes nœuds de la conjonction, il pourrait être de l'intérêt national que les responsables gouvernementaux au lieu de se quereller, se rencontrent et discutent. »

« Il ne s'agit pas de jeter un trouble dans l'opinion ni de faire rêver. Mais lorsque la majorité aura emporté le succès aux prochaines élections, elle devra tendre la main, elle devra s'élargir. Les problèmes économiques et sociaux sont trop sérieux pour qu'ils fassent l'objet de batailles. Il faut travailler à la réconciliation des Français. »

M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates sociaux, a affirmé, samedi 26 novembre, au micro de France-Inter :

« Je suis très satisfait de voir qu'un certain dégel se produit. Comme représentant du Centre, je m'empresse de dire que je suis tout disposé à toutes les rencontres qui pourraient être productives. »

M. Jean-Pierre Solisson, secrétaire général du parti républicain, a enregistré dimanche 27 novembre « cause satisfaisante » la prise de position de M. Robert Fabre.

« Cette prise de position constitue un des signes de la décomposition que le P.R. a jamais cessé de souhaiter (...) Pour nous, il ne s'agit pas de substituer une majorité à une autre, mais il s'agit d'élargir la majorité actuelle afin de constituer la base populaire sur laquelle le gouvernement doit s'appuyer pour répondre à la crise. »

Le secrétaire général du P.R. a conclu : « La majorité ne gagnera que si nous savons organiser un courant nouveau qui réponde à l'aspiration des Français au changement. Il nous faut rendre espoir à ceux qui ont perdu leurs illusions avec la rup-

plus haut degré s'informent de tous les problèmes et des solutions que nous proposons. Il serait souhaitable que la France n'abandonne pas cette période difficile des législatures à court terme, les gens de la majorité sont des adversaires, pas des ennemis. »

M. LONCLE : nous n'avons pas un pied à droite et l'autre à gauche

Saint-Etienne. — M. François Loncle, membre du secrétariat national du Mouvement des radicaux de gauche, a participé au congrès de la fédération de la Loire de son parti, dimanche 27 novembre, à Chazelles-sur-Lyon. A cette occasion, il a tenu à répéter que les radicaux de gauche sont et restent à gauche. Répondant à M. Jean Lecanuet, il a déclaré : « M. Lecanuet est toujours prompt à se réjouir de ce genre de choses. Depuis des années, il court vers moi à l'échelle régulièrement. »

M. Loncle a ajouté : « Il ne faut pas confondre le souci de dialogue avec le ralliement à une politique que nous considérons comme étant de droite. M.R.G. apporte la preuve que les radicaux de gauche et les socialistes sont prêts à coopérer avec MM. Raymond Barre et Gliscard d'Estaing. »

M. PONTILLON : le P.S. n'est pas engagé par le projet des partis socialistes de la C.E.E.

M. Robert Pontillon, membre du secrétariat national du parti socialiste, a répondu, dimanche 27 novembre, aux reproches que lui avait adressés l'Humanité à la suite du discours qu'il avait prononcé à Strasbourg au congrès du S.P.D. (Le Monde date 27-28 novembre). Il a déclaré au micro d'Europe 1 : « Le parti socialiste n'est actuellement nullement engagé par le projet de plate-forme commune des partis socialistes européens pour les élections européennes directes. Donc, parler d'engagement du parti socialiste sur un projet dont il n'a pas encore délibéré, c'est de l'affabulation. Il est ridicule de parler de la main de Dieu. »

« Nous sommes, socialistes européens des neuf pays membres de la Communauté, liés par un certain nombre d'engagements communs (...) sur le type de société que nous voulons. Dans la situation actuelle de l'Europe, le socialisme, une expérience socialiste répétée sur elle-même, serait d'abord le socialisme de la misère, puis très rapidement le socialisme de la contrainte. Ce ne serait pas le type de société que nous voulons offrir aux Français. »

DÉBATS ET RÉUNIONS

Les socialistes des dixième et onzième arrondissements de Paris organisent un débat sur « La crise du système et la gauche », qui aura lieu mardi 29 novembre, de 20 h à 22 h, à l'hôtel Moderne, 6 bis, place de la République, 75011 Paris, avec la participation de MM. Jean-Pierre Chevènement et Georges Barre, animateurs du C.E.R.E.S.

LA RENCONTRE BARRE-MAUROY NE SATISFAIT PAS LE P.C.F.

M. Alain Bocquet, membre du comité central du P.C.F., adjoint au maire de Lille, a évoqué samedi 26 novembre l'audience accordée par M. Barre à une délégation du conseil régional Nord-Pas-de-Calais, conduite par M. Pierre Mauroy, président du conseil régional et maire (P.S.) de Lille (Le Monde date 27-28 novembre). « Si quelques points positifs ont pu être obtenus, comme par exemple l'acceptation du schéma régional des transports, a indiqué M. Bocquet, force est de constater que les résultats de l'entrevue avec le premier ministre sont loin, très loin, de satisfaire les grands besoins des travailleurs de notre région. En conséquence, nous ne sommes pas d'accord lorsque Pierre Mauroy dit en substance qu'il a obtenu satisfaction sur la plupart des grands dossiers du Nord-Pas-de-Calais. »

« MM. Louis Mermas et Roger Fauriol ont adressé, le vendredi 25 novembre, une lettre aux seize membres démissionnaires de la commission exécutive de la fédération socialiste de la Côte-d'Or, dans laquelle ils indiquent que le secrétariat national du P.S. — dont ils sont membres — a constaté que cette commission exécutive avait cessé d'exister du fait de la situation interne. Ils demandent que cette commission soit reconstituée sur la base des résultats intervenus lors du congrès de Nantes (c'est-à-dire 62 % pour le courant majoritaire et 38 % pour le C.E.R.E.S.). Le conflit qui secoue la fédération départementale est apparu lors de la désignation des candidats socialistes aux élections législatives (Le Monde des 4 et 5 octo-

SI MES LIVRES NE SONT PAS CHERS, C'EST PARCE QU'ILS SONT FABRIQUÉS EN GRANDE SÉRIE.

ACHETEURS DE LIVRES "RARES", VOUS AVEZ DROIT À LA VÉRITÉ

En 1977, l'acheteur revendique, à juste titre, le droit d'en savoir plus sur les produits qu'il achète. Au-delà des arguments publicitaires employés, il faut savoir :

IL EST FAUX de laisser entendre que des livres vendus en série par une publicité massive dans la presse, sont fabriqués de manière artisanale. Tous sont fabriqués industriellement, dans des usines modernes produisant en grande série.

IL N'EST PAS SÉRIeux de faire croire à la survie de procédés de fabrication "d'époque", de méthodes rétrogrades occupées à couvrir les cahiers de chaque livre à la main, de dactylographes reproduisant d'un burin minutieux les moindres détails d'un exemplaire unique.

NON. Vous ne roulez plus en calèche, vous n'écrivez plus avec une plume d'oie ; la fabrication des livres a, elle aussi, considérablement évolué ; elle se fait de façon moderne avec des matériaux et des techniques du XX^e siècle.

ALORS, POURQUOI PRÉTENDRE LE CONTRAIRE ? Tout simplement pour permettre à certains prix de vente de faire un bond en avant considérable... et injustifié. Sachez-le : un vrai livre d'art coûte encore beaucoup plus cher et ce n'est pas dans les colonnes d'un journal que l'on vous en propose l'acquisition. Vous ne trouvez ces livres que dans des musées, chez quelques bibliophiles ou à l'occasion de ventes exceptionnelles. Chez François Beuval, nous proposons de beaux et bons livres à un prix défiant toute concurrence.

JUGEZ VOUS-MÊME. JE VOUS PRÊTE CES TROIS VOLUMES SUR L'ÉGYPTE ANCIENNE PENDANT 5 JOURS

Est-il exact que les anciens Égyptiens avaient des connaissances scientifiques que nous n'avons pas encore su retrouver ? ... Faut-il voir la civilisation de la terrible malédiction des Pharaons, remontant à la mort quelconque d'un pharaon, le dernier règne, malédiction qui se serait exercée efficacement sur 23 personnes au moins ? A quelles croyances religieuses, à quel impérialisme de la civilisation répondait la nécessité de conserver les corps momifiés ?

Pour faire le point de ce que nous savons sur la fascinante civilisation des Anciens Égyptiens, j'ai fait appel à trois grands spécialistes.

Pierre MONTET, membre de l'Institut, nous retrace les premières investigations des savants qui possédèrent l'Égypte au cribe pour en retrouver les secrets enfouis dans : « Les usages à la recherche de l'Égypte ancienne ».

Yves NAUD a écrit « La Vengeance des Pharaons ». Vous serez surpris d'y lire que cette vengeance s'est exercée... jusqu'aux temps modernes de l'Égypte.

Le frère de Pierre-Alexis LEON, médecin et historien, « Les Momies », vous révélera le pourquoi et le comment des croyances religieuses des anciens Égyptiens.

12 cm x 18 cm



39,80 F LES TROIS

Laissez-moi les examiner de près...

SANS ENGAGEMENT

Ce bon est à renvoyer à François BEUVAL, Éditeur, B.P. 70, 83509 LA SEYNE SUR MER CEDEX. Adressez-moi vos 3 volumes magnifiquement reliés. Je pourrai les examiner sans engagement pendant 5 jours. Si je désire les garder, je vous les réglerai au prix spécial de 39,80 F + 4 F de frais d'envoi (prix belge : F.B. 336 + 45 F) ; sinon, je vous les retournerai. Je ne m'engage à rien d'autre, ni à aucun achat ultérieur.

Mr _____
Mlle _____
Mme _____
ADRESSE _____
COMPLÈTE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

SIGNATURE _____

S'ils ne peuvent rien pour vos cheveux, ils vous le diront aussi

L'EXPÉRIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cas de cheveux en cours de leur carrière. Ils savent ce qu'un cheveu sain et un cheveu malade.

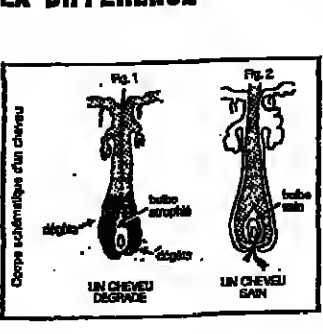
DES SYMPTÔMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hyper sensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

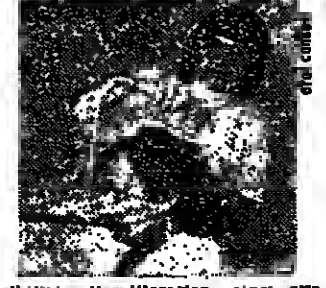
Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale. Elle a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi la croissance naturelle des cheveux.

LA DIFFÉRENCE



L'AVIS D'UN SPÉCIALISTE

Rien ne peut expliquer les succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP, si ce n'est leur sérieux et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire. Un SPÉCIALISTE vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les pos-



sibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi, de 11 h à 20 h, et le samedi, de 10 h à 17 h.

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES

4, rue de Castiglione
Paris (1^{er}) - Tél. 260-38-84
LILLE : 16, rue Faidherbe.
Tél. : 51-34-19.
BORDEAUX : 34, place Gambetta.
Tél. : 45-06-34.
TOULOUSE : 43, rue de la Pomme.
Tél. : 23-25-04.
METZ : 2/4, rue Chapelle.
Tél. : 70-00-11.
NICE : 1, Prom. des Aigles sur l'Imm. Le Rubl. Tél. 88-25-44

POLITIQUE

Le budget de la santé devant le Sénat : priorité absolue pour l'action sociale

Le Sénat a adopté, samedi 26 novembre, les crédits du ministère de la santé et de la Sécurité sociale. M. Ribeyre (C.N.I., Ardèche), rapporteur principal, a apprécié l'effort global consenti par le gouvernement. Il a attiré néanmoins l'attention de Mme Veil sur les insuffisances du service de santé sociale, la nécessité d'assouplir les dispositions réglementaires relatives aux crèches, les besoins considérables en matière d'aide ménagère et de diminution, regrettable, des investissements sociaux.

Pour M. FORTIER (Indre-et-Loire), second rapporteur, la sécurité sociale devrait être l'instrument privilégié d'une société « fraternelle, égalitaire, protectrice » ; or, si depuis la libération bien des progrès ont été accomplis, de nombreuses inégalités persistent, « qui se cristallisent au moment de la retraite ».

M. GRAND (Gauche dém., Charente-Maritime), qui exprime l'avis de la commission des affaires sociales, insiste sur les graves difficultés rencontrées pour le recrutement des médecins, inspecteurs de la santé qui justifient, estime-t-il, une refonte du statut de ce corps, et regrette l'effort demandé aux collectivités locales, qui déchargent leurs prestations contributives. M. BOYER (Ind., Loiret), au nom également de la commission des affaires sociales, souligne que pendant trop longtemps l'amélioration des prestations vieillesse et santé s'est faite au détriment d'une politique de la famille.

Mme VEIL, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, présente pour la quatrième année consécutive à l'approbation du Sénat le budget de son ministère. Elle indique que le rythme de croissance des dépenses de santé est passé de 23,4 % par an au 31 juillet 1976, à plus de 23,3 % par an au 31 juillet 1977. Cette inflation des dépenses de santé, estime d'autre part le ministre, n'est pas seulement un objectif de sagesse pour la collectivité, elle seule permettrait de maintenir l'institution de la Sécurité sociale à laquelle les Français sont si juste titre attachés.

M. RIBREYRE avait noté que l'alcoolisme constitue, avec toutes ses conséquences sanitaires, sociales et économiques, un problème majeur de notre société : « Je partage complètement votre point de vue, lui dit Mme Veil, et je pense qu'une politique cohérente de lutte contre l'alcoolisme est indispensable tant sur le plan législatif qu'en matière d'information ».

Mme Veil proclame enfin la nécessité d'une refonte du corps des médecins inspecteurs.

« Des interventions coordonnées »

M. LENOIR, secrétaire d'Etat à l'action sociale, qui lui succède à la tribune, signale que les crédits affectés au groupe « habitat et vie sociale », structure souple permettant des interventions coordonnées, augmentent de 11,5 millions. Une dizaine d'opérations, précise-t-il, portant chacune sur un millier de logements en moyenne seront réalisées l'an prochain.

Le secrétaire d'Etat conclut en soulignant deux aspects essentiels de son budget : il augmente de façon raisonnable les crédits consentis à l'action sociale, tandis que les crédits de l'action sociale au sens strict sont en croissance très rapide et traduisent la volonté d'exécuter les programmes d'action prioritaires qui ont été approuvés par le Parlement.

Prévoient ensuite la parole, MM. GUILLARD (Ind., Loire-Atlantique), qui obtient de

« Le Conseil constitutionnel a rejeté une requête concernant les élections sénatoriales qui se sont déroulées, le 25 septembre dans les Yvelines. Cette requête avait été déposée par les écologistes dont la liste — devenue incomplète à la suite du retrait d'un de ses membres — avait été exclue du scrutin ».

« M. Pierre-Bernard Cousté, député du Rhône (apparenté R.P.-R.), vice-président de l'Assemblée européenne, estime que « l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen, prévue pour mai 1979, aura vraisemblablement lieu qu'en octobre 1978 ou mars 1979 » car, selon lui, la Grande-Bretagne ne sera pas prête à temps ».

« ERRATUM — Dans le compte rendu de la politique qui a été opposé à M. Jaurès lors de la séance de l'Assemblée nationale de vendredi matin 25 novembre (Le Monde date 27-28 novembre, page 5), il fallait lire que la décision d'extraire de l'Assemblée avait été rendue par le conseil d'administration et non par la Cour de cassation comme nous l'avons écrit par erreur ».

Mme Veil la confirmation des promesses faites à Nantes, récemment, au sujet de la construction d'un nouvel hôpital dans cette ville. CLUZEL (Un. cent., Allier), qui plaide le dossier du thème, Mme FERREIN (P.S., Val-d'Oise), qui critique vivement un budget ne comportant pas, selon lui, les moyens des intentions proclamées, et CANTEGRIOT (C. dém., Français de l'étranger), qui déplore que les Français résidant à l'étranger soient encore exclus d'un certain nombre de prestations sociales.

Mme PERILLON (N.C., Paris) s'interroge sur le sort des handicapés et affirme que les commissions d'éducation spécialisées sont actuellement surchargées. M. MEZARD (C.N.I., Cantal) pense qu'il faut maintenant se préoccuper plus vivement de la préparation à la retraite.

Le secours des enfants

M. CHEROUX (R.P.R., Paris) affirme que trop souvent des personnes âgées se voient refuser des prestations sociales pour le motif que leurs enfants ont les moyens de les secourir. Or, malheureusement, ceux-ci ne le font pas toujours. Mieux vaudrait, estime-t-il, prévoir une tarification d'office en rompant le lien qui existe entre la demande de prestation et la mise en cause des descendants. M. BRUNIST (Ind., Doubs) attire

l'attention du gouvernement sur les dangers génétiques de certains médicaments et M. LEMARIE (Union cent., Côtes-du-Nord) souhaite voir renforcer les moyens mis au service de la recherche médicale.

M. SCHWINT (P.S., Doubs) se plaint à reconnaître les mérites de l'action de Mme Veil et de M. Lenoir en matière sanitaire et sociale. L'Etat toutefois, estime-t-il, ne fait pas tout ce qu'il faut et la charge retombe trop largement sur les collectivités locales. M. GAMBOA (P.S., Essonne) estime que la dégradation permanente de la protection et de la santé affecte des millions de nos compatriotes. M. GARGAR (app. P.C. Guadeloupe) dénonce « les inévitables discriminations en matière sociale » dont souffre la population de ce département.

M. FENOIX annonce que les crédits de ce département, assure M. Cluzel, qui a plaidé la cause du thermalisme, que les règles de prise en charge des frais de cure n'ont pas été changées : ces frais sont toujours remboursés à 70 %, ce sont seulement les frais de transport, précise-t-elle, qui ont été affectés à un ticket modérateur de 30 %.

M. FENOIX annonce que les décrets d'application de la loi d'orientation sur les handicapés seront publiés avant la fin de l'année. Les crédits sont ensuite votés. A. G.

(PUBLICITE)

U. J. P.

Tu es jeune,
Tu es déjà par les politiques de droite et de gauche,
Tu crois en « autre chose »...

REJOINS LE COMBAT POUR L'HOMME

Indépendance de la France
Libération des Peuples
Démocratie dans l'entreprise

UNION DES JEUNES POUR LES PROGRES - 2, avenue du Maine,
75013 Paris - Téléphone : 54-55-35, 54-55-38, 54-55-72

Les rapatriés estiment que l'attitude de M. Barre « dénature » le projet de loi d'indemnisation

L'Assemblée nationale examinera, le mardi après-midi 29 novembre, le projet de loi d'indemnisation des rapatriés. De nombreux amendements ont été déposés, tant par la majorité que par l'opposition, mais le gouvernement oppose les impératifs budgétaires à la plupart d'entre eux. L'issue du débat est très incertaine. Jusqu'au dernier moment, les associations de rapatriés auront fait pression sur les différents groupes parlementaires ainsi que sur le premier ministre pour obtenir une amélioration du texte déposé et notamment l'indexation des indemnités prévues sur l'évolution du coût de la vie. M. Jacques Dominati, secrétaire

Depuis l'indépendance de l'Algérie, les dispositions législatives prises en faveur des rapatriés d'Afrique du Nord l'ont toujours été au moment des échéances électorales.

La loi du 15 juillet 1970, dite « de contribution nationale à l'indemnisation », avait été promulguée par Georges Pompidou pendant la campagne des élections présidentielles de 1969. Jugée très insuffisante par les « plebs-noirs », elle avait été modifiée en 1974, à la demande de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui s'était engagé avant d'être élu président de la République.

Ces nouvelles dispositions n'ayant pas suffi à régler leur problème, les rapatriés ont dû attendre l'approche des élections législatives de mai 1978 pour obtenir le dépôt de l'actuel projet de loi. L'empressement du gouvernement et des formations de la majorité à s'écarter plus grand que plusieurs associations avaient appelé leurs membres à voter pour l'opposition aux municipales de mai 1977. On estime à cinquante le nombre des inscriptions dans lesquelles les suffrages des rapatriés pourraient jouer un rôle important aux prochaines législatives.

C'est ainsi que M. Jacques Dominati, nommé secrétaire d'Etat après le premier ministre, le

1^{er} avril 1977, fut chargé du dossier des rapatriés. Le R.P.R. et la C.D.S. ayant déposé chacun une proposition de loi, le gouvernement entreprit l'élaboration de son propre projet.

Refermer une plaie

Le 8 juillet, à Carpentras, M. Valéry Giscard d'Estaing invitait ainsi le premier ministre à préparer une loi d'indemnisation « complétant de façon équitable la contribution décidée en 1970 ». Le président de la République ajoutait : « Seul le gouvernement peut préparer ce projet pour éteindre les surenchères. Mais je souhaite qu'il puisse être approuvé par toute la communauté nationale, afin que soit refermée une plaie que l'histoire a ouverte ».

Revenant le 7 octobre, à l'Elysée, les représentants des associations, le chef de l'Etat déclarait encore : « Je souhaite que le projet (...) soit l'occasion de conclure un pacte avec les rapatriés. Je suis animé dans cette affaire par deux soucis exclusifs : celui de la justice et celui du maintien de l'unité des Français. Personne n'a le droit de paier à des manœuvres excessives... ».

Les vœux de M. Giscard d'Estaing n'ont pas été exaucés. Le dépôt du projet de loi n'a fait, en vérité, qu'accroître la course

d'Etat, a reçu, lundi matin 28 novembre, les représentants des rapatriés pour entendre avec eux d'ultimes négociations et les dissuader de se livrer à une surenchère politique, qui pourrait inciter le gouvernement à retirer son texte s'il devait rencontrer l'opposition des principaux partis et des rapatriés eux-mêmes. Le Mouvement du Retour (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'entre-mers), qui représente la tendance la plus intransigente des organisations intéressées, critique vivement l'attitude de M. Raymond Barre. Il arrêtera sa position au cours d'un congrès national extraordinaire, mardi 14 heures, à la Maison de la chimie à Paris.

de vitesse engagée par les formations politiques, en particulier au sein de la majorité, pour satisfaire les revendications des intéressés.

Aujourd'hui, toutes les associations dénoncent les insuffisances du texte gouvernemental.

Après l'entrevue de vendredi 28 novembre à l'hôtel Matignon, le mouvement du R.E.C.O.U.S. estime que « l'attitude bloquée du premier ministre, très éloignée des espérances soulevées par la mission de M. Dominati, dénature le projet d'indemnisation et lui ôte sa portée, tout en rendant en partie stérile l'effort financier qu'il va nécessiter ».

Ses dirigeants demandent aux partis politiques « d'imposer une loi juste » et, à défaut d'y parvenir, « de refuser l'ensemble des articles, qui comportent des imperfections telles que seraient prolongées de nombreuses injustices ».

Le RANFRAN (Rassemblement national des Français d'Afrique du Nord), réuni en congrès, samedi 28 novembre, à Toulouse, a réaffirmé qu'il n'est « absolument pas satisfait » des propositions gouvernementales.

L'ANFANOMA (Association nationale des Français d'Afrique du Nord), pour sa part, déclare : « Nous verrons bien jusqu'où nous aller la volonté politique du gouvernement et du président de la République pour répondre aux espoirs qu'ont fait naître chez les rapatriés les déclarations du 8 juillet à Carpentras ».

Les « plebs-noirs » ont peut-être déçu pour la troisième fois.

ALAIN ROLLAT.

L'AUTRE VERSANT DU SKI AUTRICHIEN.

Un des téléphériques les plus modernes du monde autrichien (800 personnes à l'heure).

Articles de sport : 230 entreprises, 3.000 personnes, 3 milliards de F de chiffre d'affaires.

1976 : l'Autriche produit 2,25 millions de paires de skis et fournit 33 % des importations françaises.

1 million de paires de chaussures de ski, 584.300 anoraks, 362.000 pantalons de ski ont été produits en 1976.

La plupart des « semelles » de skis sont faites à partir de brevets autrichiens.

Ces performances vous surprennent peut-être ? En effet, si on connaît bien les skieurs autrichiens, on connaît moins les immenses possibilités industrielles de l'Autriche dans le domaine du ski.

Importateurs, industriels, représentants : interrogez la Délégation Commerciale d'Autriche. Elle est, à Paris comme à Lyon, en liaison informatique permanente avec le Département du Commerce Extérieur Autrichien pour vous fournir des informations sur plus de 5.000 firmes et 20.000 produits différents. Nous attendons vos questions.

Pour recevoir gratuitement le bulletin bimestriel « Informations Economiques et Commerciales d'Autriche », retourner ce bon à : Délégation Commerciale d'Autriche, 22, rue de Piccadilly, 75008 Paris - 265.57.35 ou 109, rue de Séze, 69008 Lyon - 52.73.22.

NOM DE LA FIRMES _____

NOM DU RESPONSABLE _____

SECTEUR D'ACTIVITE _____

ADRESSE _____

Le train
c'est
encore plus
pratique
quand
on a
son permis
de conduire
et le téléphone

POLITIQUE

POINT DE VUE

L'indemnisation des rapatriés : un projet étriqué

par EDGAR CHATAIN (*)

Au moment où le gouvernement soumet au Parlement son projet de loi d'indemnisation, quelques réflexions nous paraissent s'imposer.

Les rapatriés se considèrent comme expropriés puisqu'ils ont été dépossédés de leurs biens avec l'accord du gouvernement français, et pour certains d'entre eux (biens agricoles), par ce gouvernement lui-même quand, avant les accords d'Évian, il s'est arrogé le droit d'en disposer en territoire français, sans l'assentiment des propriétaires, pour les proposer à l'Algérie comme fondement de sa réforme agraire.

Que les Français d'Algérie n'aient pas été admis à se prononcer sur les accords qui réglaient le sort de leurs biens montre que le gouvernement français se considérait bien alors comme responsable de ces biens pour tous actes les concernant.

Dès lors, il était tenu de leur appliquer les modes d'indemnisation utilisés en matière d'expropriation :

- Juste valeur et règlement immédiat.
- Non dégressivité - non plafonnement.
- Indemnité de réemploi.

On sait ce qu'il en a été. Du fait de la carence gouvernementale, les rapatriés privés de la totalité des revenus produits par les biens dont ils étaient expropriés se voient imposer en faveur de l'Algérie un effort annuel équivalent à 100 % de la production potentielle de leurs exploitations, effort qui doit être comparé à celui que consent annuellement la France en faveur du tiers-monde, de l'ordre de 0,7 % du produit national brut.

Les titres de propriété dus aux ayants droit, mais réservées par le gouvernement, et en échange de biens que le gouvernement a utilisés comme bon lui semblait.

Nous estimons que ces titres doivent subir des sorts équivalents sur le plan des intérêts comme sur celui de l'indemnisation.

En vérité, compte tenu du caractère inflationniste de règlements financiers non compensés par des versements en espèces

immédiats, les rapatriés admettent, par solidarité, que les titres soient remboursés par annuités, comme ils admettent, pour les mêmes raisons, que les indemnités soient plafonnées provisoirement en attendant des jours meilleurs, et à condition que l'évaluation des biens et des plafonds ne soit pas dérisoire.

L'effort budgétaire global (indemnité plus frais financiers) représente 0,80 % du budget. Cette proportion minime doit pouvoir être augmentée sans danger pour nos finances.

Une contribution décisive

Le projet gouvernemental est étriqué et inéquitable.

A) L'intérêt de 6,5 % net d'impôt produit par les titres non indexés doit être comparé à celui des emprunts d'État indexés. Nous réitérons à ces emprunts nous estimons équitables que nos titres soient indexés suivant les modalités admises pour l'évaluation des biens et produisent un intérêt de 6,50 % brut.

B) Les valeurs d'indemnisation sont revalorisées de 1962 à 1973 par l'application du coefficient 1,60 inadapté à la réalité des indices. De plus l'évaluation 63 a été largement minorée et nous demandons que les barèmes soient revus.

Cette minoration peut expliquer que le gouvernement évalue à 96 % le nombre des rapatriés qui seraient totalement indemnisés par le projet de loi.

La réévaluation au juste prix ramènerait ce chiffre à moins de 50 %.

C) Le plafond proposé s'élève à 500 000 francs pour une personne (1), seuil au-delà duquel se situeraient les grosses fortunes. Il représente une valeur de rachat inférieure à 350 000 francs si l'on tient compte des frais d'enregistrement et du coût de l'emprunt nécessaire faute de négociabilité des titres. C'est d'ailleurs bas le niveau des plus gros patrimoines, si l'on sait que les parts de l'opposition situent ce niveau à 2 millions de francs.

(1) Seule de toutes les dispositions du texte présenté comme assurant un « complément », la valeur du plafond est en retrait sur celui fixé par la loi de 1970, modifiée en 1974, qui admet, nonobstant la dégressivité des sommes payées, un plafond de 1 million de francs par patrimoine (qui correspond à 2 millions de francs pour un couple).

Ce plafond de 500 000 F par personne (1 million pour les deux personnes constituant un ménage) devrait au moins être établi à une valeur 1970, indexée depuis cette date selon les critères qui sont admis en matière d'évaluation des biens.

Le maintien des barèmes minorés - l'étalement de l'indemnisation sur dix-neuf ans ; l'attribution de titres non indexés ; la fixation d'un plafonnement non conforme au droit français, font du projet présenté une contribution dérisoire à la réparation due.

Les rapatriés sont déçus et choqués, d'autant plus fortement que ce projet est très en retrait sur les propositions des partis de l'opposition et de la majorité (autres que le P.R.), et par rapport à ce qu'ils attendaient du projet gouvernemental présenté à l'origine comme très proche des chiffres de celui du R.P.R.

S'ils sont disposés à accueillir favorablement une loi d'indemnisation améliorée par les amendements qu'ont présentés leurs associations, ils le font parce que, après quinze ans d'attente, nombre d'entre eux se trouvent au bord de la misère.

Les amendements demandés impliquent un accroissement modéré de la masse financière proposée, très faible par rapport au budget.

Si ces amendements étaient repoussés, ils comprendraient que les traitants à nouveau de façon inéquitable et discriminatoire, le gouvernement entend les maintenir définitivement à la misère de la communauté française.

MEURTRE disparus MORT

violence

drame attentat
détournement tués
peur raciste

terrorisme

meurtrier

arrestations

"subversion"

mort

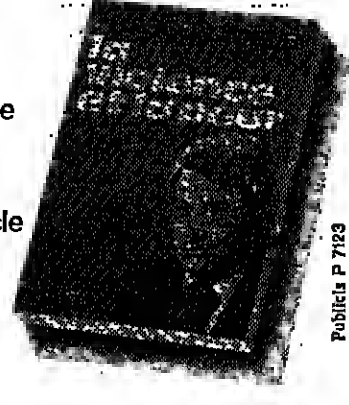
AGRESSION



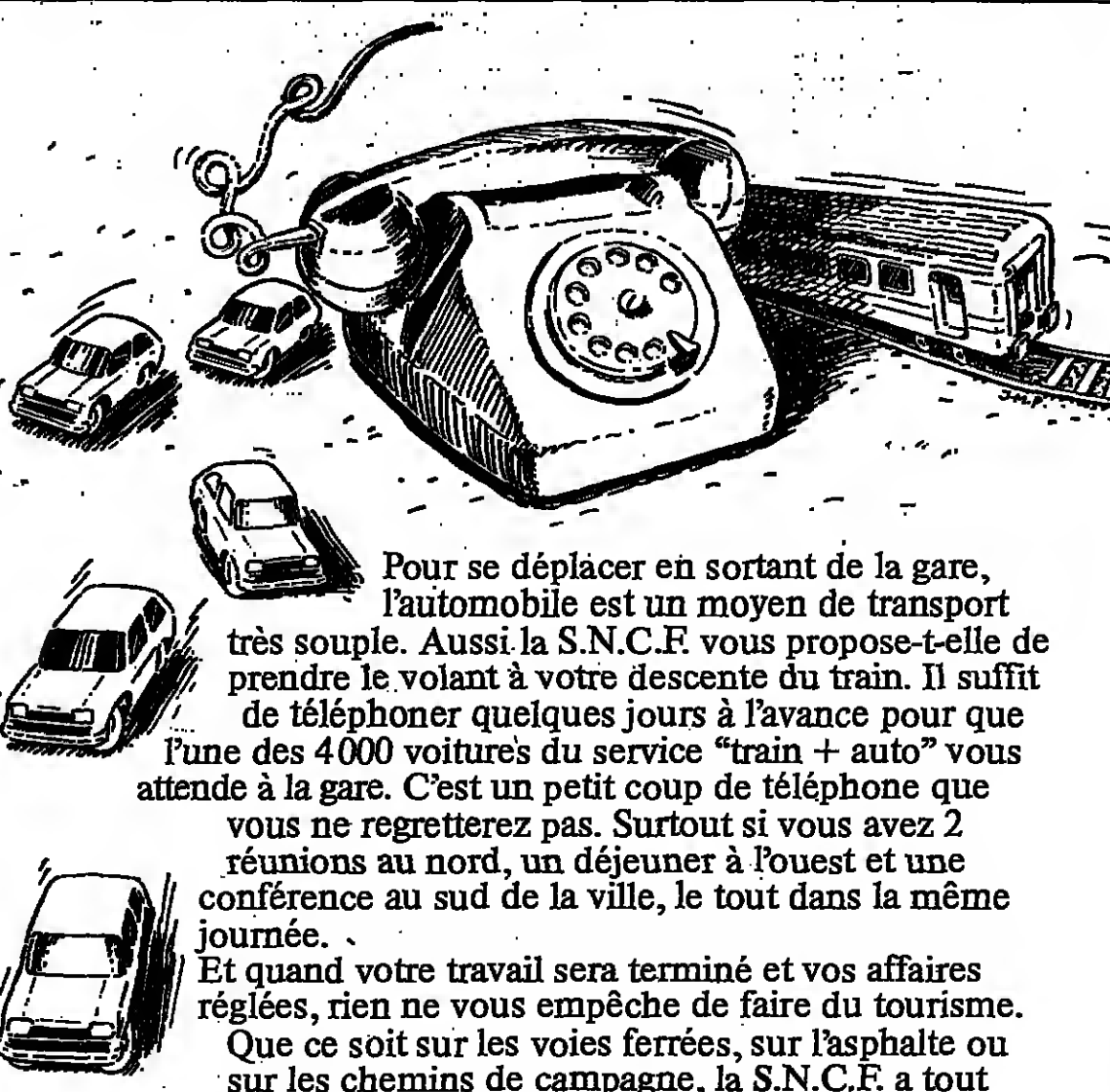
La violence et la peur
Roger Gicquel

Violence et peur sont inséparables, affirme Roger Gicquel après quinze années de journalisme. Dans son livre "la violence et la peur", il tente de démontrer ce cycle infernal : peur contre peur égale toujours violence.

256 pages
29 francs.
Editions France-Empire



Le train c'est encore plus pratique quand on a son permis de conduire et le téléphone.



Pour se déplacer en sortant de la gare, l'automobile est un moyen de transport très souple. Aussi la S.N.C.F. vous propose-t-elle de prendre le volant à votre descente du train. Il suffit de téléphoner quelques jours à l'avance pour que l'une des 4 000 voitures du service "train + auto" vous attende à la gare. C'est un petit coup de téléphone que vous ne regretterez pas. Surtout si vous avez 2 réunions au nord, un déjeuner à l'ouest et une conférence au sud de la ville, le tout dans la même journée.

Et quand votre travail sera terminé et vos affaires réglées, rien ne vous empêche de faire du tourisme. Que ce soit sur les voies ferrées, sur l'asphalte ou sur les chemins de campagne, la S.N.C.F. a tout ce qu'il faut pour faciliter vos voyages.

TRAIN + AUTO

Centres de réservation pour l'ensemble du territoire :

Paris 292.02.92 Lyon 371.4.23 à 25
Bordeaux 91.20.65 Marseille 50.83.85



REDECouvrez LE TRAIN.

En bref

431-77

URES.

POLITIQUE

DEUX ÉLECTIONS CANTONALES

A Strasbourg, M. Brunschweiler (P.S.) conserve son siège

BAS-RHIN : canton de Strasbourg 5 (2^e tour).
Inscr. : 9.380 ; vot. : 5.418 ; suffr. expr. : 57,98 %. M. Brunschweiler (P.S.), 2.808 voix. RÉSULTAT : Robert Grosche (R.P.R.), 2.488 voix. Cette élection était renouvelée par l'annulation décidée par le Conseil d'État du scrutin de mars 1976, qui était précédé par le scrutin de M. Brunschweiler. Au second tour, ce dernier avait devancé, avec 1.734 voix, le candidat réformateur, M. Jacques Marzoff, et le conseiller général sortant U.D.R., M. René Radoux, député, qui avaient respectivement recueilli 1.579 et 1.573 suffrages.

Les résultats du premier tour de cette élection cantonale étaient les suivants : Inscr. : 9.380 ; vot. : 4.698 ; suffr. expr. : 50,07 %. M. Brunschweiler (P.S.), 1.803 voix ; Grosche (R.P.R.), 1.801 voix ; Marzoff (R.F.), 1.773 voix ; René Jeanvoine (P.C.), 292 voix ; Armand Jung (candidat autogestionnaire, ex-P.S.U.), 181 voix.

Alors qu'au premier tour le total des voix de gauche représentait 49,15 % des suffrages exprimés, M. Brunschweiler, en faveur de qui MM. Jeanvoine et Jung s'étaient dévoués, en obtenant 50,07 %, au second tour de mars 1976, dans le cadre d'une élection triangulaire, il en avait recueilli 50,01 %. Même si l'on doit prendre en compte le fait qu'un élu dont l'élection a été invalidée

voit généralement son mandat lui être confirmé, la progression des voix obtenues par le candidat socialiste est très nette. Il consolide son implantation dans les grands ensembles et s'étend aux quartiers résidentiels et maraîchers de la Robertsau. Récupérant son siège au conseil général du Bas-Rhin, où il est le seul élu de la gauche, M. Brunschweiler a bénéficié des suffrages non seulement de tous les électeurs de gauche du premier tour, mais aussi de ceux qui s'étaient abstenus à ce même premier tour, mais également, semble-t-il, d'électeurs qui s'étaient prononcés pour M. Marzoff.

Ce dernier, qui n'ayant pas obtenu un nombre de voix au premier tour au moins égal à 10 % du nombre des inscrits, ne pouvait se maintenir au second tour, s'était refusé à se désister pour M. Grosche. Le P.R. qui l'avait soutenu avait appelé à voter pour le candidat du R.P.R., mais radicaux et réformateurs n'avaient pas donné de consignes de vote.

Membre du comité national du R.P.R., M. Grosche, qui était soutenu par les dirigeants locaux du C.D.S., dont le maire de Strasbourg, M. Pierre Pflimlin, enregistre un échec qui le place dans une situation délicate, pour les prochaines élections législatives. Conseiller général du canton de Strasbourg 7 qui fait partie de la 2^e circonscription, il souhaitait se faire élire à Strasbourg 5, canton appartenant à la 1^{re} circonscription où il sera candidat en mars prochain.

M. Grosche s'est estimé au miroir d'Europe 1 qu'il y avait eu « peut-être » au sein de la majorité « des réajustements de comptes ».

DORDOGNE, canton de Saint-Astaire (1^{er} tour).

Inscr. : 5.823 ; vot. : 4.583 ; suffr. expr. : 78,90 %.

M. Claude Lavie, sans étiquette, 2.368 voix. RÉSULTAT : René Robin, P.S., 1.596 voix ; Jacques Lambert, P.C., 318 voix.

Cette élection faisait suite à la décision du Conseil d'État, qui confirmait le jugement du tribunal administratif de Bordeaux, avait invalidé l'élection de M. Lavie. M. Lavie avait été élu au second tour des élections cantonales de mars 1976 avec 2.194 voix contre 2.138 à M. Robin. Au premier tour, M. Lavie avait obtenu 1.588 voix contre 1.578 à M. Robin, 1.483 à M. Valentin, conseiller général sortant, radical de gauche, qui s'était retiré après le premier tour, et 264 à M. Marchadier, P.C.

M. Robin, maire de Saint-Astaire, que M. Lavie avait battu de 284 voix au premier tour de mars 1976, ce qui se traduit par une progression de 4,81 points en pourcentage (37,28 % au lieu de 32,47 %). De même, le candidat du P.C., avec une cinquantaine de suffrages supplémentaires, gagne 1,20 point (7,42 % au lieu de 6,22 %). M. Lavie, qui, au premier tour de mars 1976, avait recueilli la plus grande partie des voix de conseiller général sortant radical de gauche, totalise dès le premier tour 55,28 % des suffrages exprimés (au lieu de 35,46 % au premier tour de 1976 et 30,54 % au second tour).

LA MORT DE SUZANNE MASSU

Une guerrière sans dentelles

Suzanne Massu, qui vient de disparaître (le Monde date du 27-28 novembre 1977) fut un des personnages les plus hauts en couleur d'une époque pourtant riche en personnalités et forma, au côté de son mari, le couple le plus célèbre de l'armée française dans les années d'Algérie.

Femme du monde très lancée, épouse d'un officier célèbre, Henri Torré, elle réussit à gagner les États-Unis après l'armistice de 1940. Dans les salons new-yorkais, elle fut l'hôte de nombreux artistes, écrivains, hommes de lettres, à ses côtés, elle fut la compagne de la France libre. Suzanne Torré devint lieutenant dans le groupe Rochambeau, dont les membres, nomades et de bonne volonté, de haute culture et d'indépendance, se baptisèrent les « *Rochambeaux* ». Le « *Mouvement* » Torré, très très vite, devint le « *Toré* » pour ses filles, s'efforçant de mettre un peu d'ordre dans ce mélange de vision (qui permit l'armistice de 1940) et de commandement, d'indépendance et de bonne volonté. Les Rochambeaux réussirent à franchir l'Atlantique et à s'engager à la division Leclerc qui s'empare du Maroc. On a vu, en guerre, Suzanne Torré à la tête d'un bataillon de femmes, à la fois combattante et enseignante, à la fois combattante et enseignante, à la fois combattante et enseignante.

A Grenoble

Des divergences opposent-elles les élus socialistes et communistes ?

De notre correspondant

Grenoble. — Huit mois après l'installation d'un conseil municipal d'union de la gauche à Grenoble, le groupe socialiste et le M.P.R. ont souhaité « faire le point » de la vie politique municipale et apporter un décompte aux « bruits » faisant état de « profondes divergences » les opposant à leurs partenaires communistes. Le président du groupe communiste au conseil municipal avait, au cours d'une conférence de presse, le 28 octobre 1977, reproché aux socialistes certaines déclarations, et notamment celle du maire de Grenoble, M. Hubert Dubedout, à propos de la « vocation majoritaire » du parti socialiste.

M. Hubert Dubedout a souligné, vendredi 28 novembre, que les points d'accord sont plus nombreux que les points de divergence entre socialistes et communistes. Le principal sujet de divergence concerne la pratique de la décentralisation, notamment dans les quartiers. La perspective autogestionnaire du parti socialiste nous

engage à ouvrir largement la voie de la décentralisation. Nous devons donner l'exemple, et ce n'est pas par hasard que le vie associatif local s'est développé à Grenoble plus qu'ailleurs. Il faut cesser de tout faire remonter au sommet. Le maire constate que sur ce point le P.C. exprime des vues différentes.

M. Hubert Dubedout considère que « l'ambition du travail des parlements municipaux est bonne ». Toutefois, lors de la réunion du conseil municipal du 25 novembre, le groupe communiste s'est abstenu au moment du vote du compte administratif de 1977. Expliquant l'attitude de son groupe, M. Jean Glatz déclarait : « Chacun comprendra que, s'agissant de ce compte administratif 1977, c'est-à-dire des résultats d'une gestion à laquelle nous n'avons pas participé, le groupe communiste s'abstienne. Cette abstention ne porte nullement atteinte à la solidarité de gestion ; elle n'a aucun rapport avec les problèmes politiques de caractère national surgis entre les partis de la gauche. Nous n'entendons pas transférer ces difficultés au sein du conseil municipal. » — C. F.

A L'INITIATIVE DE M. CHIRAC

Une association des maires des grandes villes francophones est créée

Réunis samedi 26 et dimanche 27 novembre à Paris à l'initiative de M. Jacques Chirac, vingt-quatre maires de capitales et de grandes métropoles francophones représentant dix-neuf pays situés dans les cinq continents ont débattu des problèmes que pose l'insertion des jeunes dans les grandes villes. Au terme des discussions, le principe de la création d'une association internationale des villes francophones a été retenu. Un secrétariat provisoire a été créé, qui doit fournir des informations régulières aux maires de ces villes. M. Pierre Bas, député R.P.R. et adjoint au maire de Paris, a été chargé de ce secrétariat. Le prochain congrès de l'association se tiendra à Québec.

Dans son discours d'accueil, M. Jacques Chirac a notamment déclaré : « Il s'agit pour nous non seulement de réaliser l'intégration des jeunes dans la vie urbaine, mais plus profondément de notre espoir de leur forger une espérance qui dépasse le confort, la jouissance et l'égoïsme où nos sociétés se complaisent. Notre génération, et notamment les hommes responsables que nous sommes, sera jugée sur la nature et l'espérance qu'elle aura transmise aux générations à venir ; car,

comme le disait Péguy, « sans » « visée » les peuples meurent. »

Évoquant la francophonie, le maire de Paris a ensuite qualifié la langue française par sa « transparence », ajoutant : « Sans doute, il y a un inconvénient à la simplicité, un piège dans la transparence ; le français est trop clair ! Il exprime moins bien que d'autres langues l'émotion poétique du songe, du rêve, de la passion, et la clémence, et la violence et la confusion, il est la langue idéale de la conversation, mais non de l'émotion ni de la solitude. Mais est-ce véritablement un inconvénient alors que notre humanité s'est laissée entraîner par tant de faux prophètes qui ont précipité le malheur des hommes, aussi capés et transfigurés des lendemains qui chantent qu'ils sont confus, incertains et flous sur les moyens proposés pour y parvenir ? Le français est radicalement impuissant à se fonder en des visions chimériques et hallucinatoires. Il leur oppose au contraire une force et une résistance qui trouvent leur appui dans le génie même de notre langue, dont ni les mots ni la syntaxe ne s'accommodent d'approximation et qui obligent à penser avec rigueur, rectitude et probité ».

PRESSE

Violente polémique à Marseille entre « Le Méridional » et « la Marseillaise »

De notre correspondant

Marseille. — Sous le titre « La liberté syndicale sous le règne du P.C. », le quotidien marseillais *Le Méridional* a publié le 22 novembre un article non signé faisant état de tensions au sein de la rédaction du quotidien communiste *la Marseillaise*, tendances, selon l'article, « dues au peu d'empressement de la direction à actualiser les réajustements salariaux ». Toujours selon *Le Méridional*, les semaines passées seraient marquées par l'accord de la rédaction et la direction du journal s'entendrait « au point de vue de la liberté syndicale ». M. Grégoire Miloyan et Paul Tessier, directeur général de la Marseillaise, ont été accusés de « rétrogradation » et de « dégradation ».

Dans une réplique très ferme, M. Jacques Chirac, rédacteur en chef de la Marseillaise, sous la forme d'un éditorial de première page du numéro du 23 novembre, écrivait notamment : « Nous sommes en mesure de répondre que le *Méridional* a utilisé intégralement un rapport des renseignements généraux daté du 19 octobre dernier. Voilà centrée ce qui était ce journal au rang d'outil de la police ».

A l'appui de ses dires, le rédacteur en chef produisait une note datée du 19 octobre 1977 au service des renseignements généraux, note intitulée : « Incidents sociaux au journal la Marseillaise », et qui était en effet, mot pour mot, le dernier paragraphe de commentaires sur la « litote politique » qui est de la plume du *Méridional* — le texte de l'article publié dans le *Méridional*. Note qui, soit dit en pas-



LE CAL
SOCIAL D
VOUS invite
"L'Energie"

Le Jeudi 1^{er} Déc
Maison de la Chimie

René MONOD
René LENOIR
Michel BOUTE
Jean-Claude
ve
André GIRAULT
Brice LALONDE
Des inv...

Pourquoi le Carré

Carrefour
SOCIAL DEMOCRATE

le savoir enseigner de l'université, plus le savoir faire du monde des affaires.

Une synergie performante.

L'IFAPE est le département Formation Permanente de l'Institut d'Administration des Entreprises, rattaché à l'Université Paris I et spécialisé dans l'enseignement de la gestion. Créé en 1971, l'IFAPE associe, au sein de son corps enseignant, des universitaires rompus à la pédagogie des adultes et des cadres supérieurs habitués à la pratique des affaires.

Une formation intensive, spécialement adaptée aux préoccupations professionnelles.

L'IFAPE propose des programmes inter-entreprises pré-établis et organise, à la demande, des programmes de formation intra-entreprise. Les premiers répondent à des besoins généraux, liés aux phénomènes économiques et sociaux. Les seconds répondent à des besoins spécifiques d'un groupe de salariés et sont établis en liaison avec les responsables de l'entreprise. La collaboration étroite entre enseignants universitaires et praticiens des affaires permet une formation intensive utile à cent pour cent.

DEMANDE D'INFORMATIONS

Concernant les cycles intra-entreprise
N'hésitez pas à nous téléphoner, pour convenir d'un rendez-vous.
Concernant les cycles inter-entreprises
Sans aucun engagement de ma part, je désire recevoir des renseignements complémentaires sur les cycles inter-entreprises :

Fonction juridique ☐ Formation PME ☐
Fonction comptable ☐ Relations humaines ☐
et financière ☐ et communication ☐
Fonction commerciale ☐

Nom _____
Prénom _____
Fonction _____
Entreprise _____
Adresse _____
Tél. _____
Bulletin à retourner à IFAPE
Formation permanente de l'IAE
162, rue Saint-Charles - 75015 PARIS
Tél. : 578.02.28

TEMOIGNAGE CHRETIEN

Claude BOURDET L'un des meilleurs connaisseurs des problèmes israélo-arabe avait révéilé dès le 13 octobre dernier l'existence de pourparlers secrets israélo-égyptien.

Dans le numéro de "TC" du jeudi 24 novembre il explique comment Anouar el Sadate et Menahem Begin ont entamé un processus qui devrait aboutir à une paix séparée.

Dans ce même numéro Georges Montaron rappelle le qu'au delà du geste spectaculaire une évidence s'impose : il n'y aura pas de paix sans les Palestiniens.

Un numéro exceptionnel dans la ligne des grands numéros de "TC"

En vente 5 F chez votre marchand de journaux, ou à "TC" 49 Fbg Poissonnière 75009 Paris CCP 5023 99 Paris - Joindre le paiement.

مكتبة الأصيل

INITIATIVE DE M. CHIRAC
Association des maires
des villes francophones est créée
 M. Chirac, ministre de l'Intérieur, a présidé la création de l'association des maires des villes francophones. Cette association a pour but de rassembler les maires des villes francophones de France, d'Europe, d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Océanie. Elle a pour objectif de promouvoir la coopération entre ces villes et de favoriser le développement de leur économie et de leur culture. M. Chirac a souligné l'importance de cette initiative et a encouragé les maires à se mobiliser pour la réussite de ce projet.



LE CARREFOUR SOCIAL DEMOCRATE

vous invite à dialoguer sur: "L'Energie Nucléaire Civile"

sa nécessité économique, ses conséquences humaines et ses implications politiques.

Le Jeudi 1^{er} Décembre 1977 à 20h45
Maison de la Chimie 28 rue Saint-Dominique 75007 PARIS

AVEC

René MONORY, Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat.
René LENOIR, Secrétaire d'État à l'Action Sociale.
Marcel BOITEUX, Directeur Général de l'Électricité de France.
Jean-Claude COLLI, Délégué aux Énergies Nouvelles.
André GIRAUD, Administrateur Général, Délégué du Commissariat à l'Énergie Atomique.
Brice LALONDE, Membre des amis de la Terre.

Michel PECQUEUR, Adjoint à l'Administrateur Général Délégué du Commissariat à l'Énergie Atomique.
Pierre PELLERIN, Directeur du Service Central de Protection contre les rayonnements ionisants.
François RAMADE, Professeur d'Écologie et de Zoologie à l'Université de Paris-Sud.
Jacques ROBERT, Professeur à la Faculté de Droit de Paris II.
Maurice TUBIANA, Professeur à la Faculté de Médecine de Paris.

Des invitations sont à votre disposition 60 avenue de New York 75016 Tél. 870.13.55

Pourquoi le Carrefour Social Démocrate?

Parce que la réforme peut faire l'économie d'une révolution, il faut construire une nouvelle société d'esprit social démocrate où socialisme et démocratie progressent ensemble par le réalisme et non par l'illusion.

Tout groupe politique qui croit détenir la clé d'une transformation immédiate et brutale de la société se condamne à l'exercice de la dictature en faisant supporter à d'autres la responsabilité de ses échecs

économiques et sociaux.

Au contraire est porteuse d'avenir et d'un progrès authentique toute démarche qui, ayant posé les vrais problèmes de ce temps, se propose de les résoudre dans une société ouverte où le dialogue et la participation sont les instruments du changement.

C'est pourquoi, en dehors des partis politiques, nous avons créé : le Carrefour Social Démocrate

R. LENOIR, L. STOLERU, O. STIRN, B. STASI, J.C. COLLI, C. BAUR, J. PELLETIER, D. SCHULLER, J. LESTANG, B. SCHNEIDER, C. GERONDEAU, J.C. MOURET, G. NICOD, A. MARTIN-PANNETIER, P. LEVY.

**CARREFOUR
SOCIAL DEMOCRATE**

60 avenue de New York 75016 PARIS - Tél. 870.13.55.

Nom _____ Profession _____
 Adresse _____
☐ souhaite adhérer au Carrefour Social Démocrate.
☐ souhaite recevoir une documentation sur le Carrefour Social Démocrate.

NAGE
ETIEN

Le Syndicat de la magistrature remet en cause sa « stratégie »

PHILIPPE BOUCHER

هكذا من الأصل

JUSTICE

APRÈS L'OCCUPATION DE L'IMPRIMERIE CARON-OZANNE A CAEN

Le substitut ne s'oppose pas à la relaxe de dix ouvriers poursuivis pour vol et abus de confiance

Depuis l'affaire Lip, il est devenu fréquent que des grévistes occupent une usine remettant en marche les machines, soit pour se payer « un salaire », soit pour populariser leur mouvement. Jamais jusqu'alors la justice n'avait eu à se prononcer sur une telle situation, et si des ouvriers du « Parisien libéré » ont bien été poursuivis et condamnés pour vol, c'était pour avoir détruit des exemplaires du journal, non pour avoir fait tourner les rotatives en utilisant le papier du quotidien.

Un tel procès a pourtant eu lieu, jeudi 24 novembre, à Caen, à propos de l'imprimerie Caron-Ozanne. Dix des anciens salariés de cette imprimerie comparaissent devant le tribunal de grande instance pour « vol et abus de confiance » à la suite de l'occupation, avec utilisation du matériel, de leur imprimerie pendant près d'un an. Le substitut du procureur ne s'est pas opposé à une relaxe générale. Le jugement sera rendu le 15 décembre.

L'imprimerie Caron-Ozanne est née en 1974 de la fusion de deux petites entreprises pour devenir, selon ses dirigeants, « une des imprimeries les plus modernes de France » travaillant dans le bureau et la presse. Très rapidement, toutefois, elle connaît des difficultés. Le 5 juin 1975 la direction annonce 38 licenciements et 10 mises en pré-retraite sur 156 personnes. Une assemblée générale des ouvriers et des employés décide la grève et l'occupation immédiate pour demander l'annulation des licenciements et le départ du directeur général (le Monde du 26 juin 1975).

Très vite, à la demande d'un client, les grévistes acceptent de terminer l'impression d'un mensuel, largement commandé (lorsque éclata le conflit, ils vont continuer cette politique tout au long de l'occupation qui durera jusqu'à l'évacuation de l'usine par les forces de police le 30 mai 1976. Entre-temps, la société a été mise en règlement judiciaire, puis, après l'échec d'une tentative de redressement, en liquidation en février 1976.

L'affaire eut un grand retentissement, en raison des personnalités mises en cause. En effet, parmi les actionnaires et les administrateurs de l'imprimerie et de la Société des éditions de Basse-Normandie (la seconde possédant 60 % des actions de la première), se trouvaient plusieurs personnalités du monde politique et économique régional, et surtout le quotidien Ouest-France, qui, indirectement, était l'actionnaire le plus important de Caron-Ozanne.

Libres opinions

L'AVENIR DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES

par GÉRARD LYON-CAEN (*)

Qui l'intéresse dans l'opinion aux conseils de prud'hommes, hors quelques avocats spécialisés et quelques syndicalistes ? Qui n'aurait tendance à confondre le prud'homme et le prud'homme ? Et pourtant un citoyen moyen a plus de chances d'avoir un jour affaire à un tribunal prud'homme qu'à un tribunal correctionnel ou à un tribunal de grande instance. Or, si l'on se penche sur l'histoire de ce « civil » différend entre un salarié et son employeur fait partie de la vie quotidienne.

Or cette vénérable juridiction, qui demeure presque ce qu'elle était en 1904, est ébranlée actuellement par une double crise, une crise en surface et une crise en profondeur : un prurit qui cache un cancer.

La crise superficielle a été découverte par la presse à l'occasion du récent congrès de la prud'homie, qui rassemble (est-ce si fréquent ?) des conseillers « patrons » et des conseillers « salariés ». Que peut être encore le partenariat en 1977 ? C'est à quoi ce congrès incite à réfléchir. Comment admettre d'un salarié qu'il se consacre à temps plein à une fonction judiciaire, alors qu'il ne reçoit aucune garantie contre le licenciement par son employeur et ne perçoit qu'une modeste ventilation pour perte de salaire ? Mais ce n'est pas là que le bât blesse le plus ; deux plaies sont plus irritantes :

— La première concerne le mode de désignation. Les organisations patronales, rejointes sur ce point par l'Union ouvrière et le C.F.T.C., souhaitent que les conseillers ouvriers soient non plus élus mais désignés par les organisations syndicales représentatives. Il est clair que des arrière-pensées se dissimulent ici : mais une question préalable ne semble pas avoir été opposée à cette proposition nouvelle, qui la rend inacceptable : la fonction de juger peut-elle être confiée à un autre qu'un magistrat professionnel ou à un « juré » élu ? Peut-elle être remise entre les mains d'un syndicaliste désigné par son organisation, laquelle n'est qu'un groupement privé ? Un conseil de prud'hommes est un tribunal, non une commission de nature administrative ; peut-on siéger dans un tribunal, mandaté par une « organisation », même si le désignation a été homologuée par le premier président de la cour d'appel ? Poser une telle question, c'est y répondre.

— La seconde source de friction actuelle concerne les cadres et elle est révélatrice d'une extraordinaire confusion d'idées. La Confédération générale des cadres demande que ses ressortissants ne soient plus jugés par un ouvrier métallurgiste ou un employé de banque. On croit comprendre. Mais qui sont les conseillers patrons ? Sont-ce les P.-D.G. des entreprises françaises ? Ce sont des cadres, directeurs, chefs de service, appelés à ces fonctions par la confiance des entreprises.

La proposition de la C.G.C. conduirait donc à faire juger les litiges entre cadres et entreprises par une juridiction, non plus paritaire, mais homogène. En réalité, la catégorie juridique des cadres a perdu en France toute précision : on y trouve tout le monde, du « petit chef » au cadre dirigeant, au haut mandataire social. Tout ou tard, on devra bien distinguer le dirigeant, qui ne saurait sans abus se réclamer des avantages inhérents au salaire, du personnel d'encadrement qui reste salarié.

Ces débats actuels, qui ne sont pas sans conséquence, ne doivent cependant pas masquer le malaise grave qui mine la justice du travail et qui se manifeste à l'observation, par deux signes cliniques :

— Elle fonctionne, surtout à Paris, de façon exaspérante, faute de moyens : mauvaise organisation générale et lenteur des procédures, rigidité de la division en sections ; nombre insuffisant de conseillers, d'où recours excessif à l'expertise ; locaux défectueux ; qualification insuffisante et absence de statut de ce personnage-clé qu'est le secrétaire. Or tout cela a son explication : la justice prud'homale est en France un service municipal, comme l'enlèvement des ordures ménagères, pas un service d'Etat.

Qu'un litige du travail soit soumis rapidement à un tribunal suprême, apte à conseiller les parties, puis à juger, cela n'est pourtant pas une affaire qui devrait laisser l'Etat indifférent. Lui qui légifère continuellement sur les relations du travail. La dernière trouvaille des deux ministères de tutelle, après avoir été de faire de la justice du travail un service départemental (sic), est maintenant de subordonner toute décision à la réforme des collectivités locales ;

— Le dysfonctionnement des prud'hommes tient à une deuxième raison qui n'est pas d'ordre financier : plus de la moitié du contentieux du travail échappe encore à la justice prud'homale ; faute de conseils dans certaines régions, faute de conseils ayant compétence pour certaines professions, le tribunal d'instance recueille une fraction non négligeable des affaires ; bien des litiges peuvent être portés devant le tribunal de commerce, non paritaire ; les différends qui ont un caractère collectif relèvent du tribunal de grande instance. Le contentieux du travail est donc dispersé à tous les vents, ce qui ne contribue pas à donner au justiciable cette sécurité à laquelle il aspire.

Ni les gens de justice (qui n'aiment pas les conseils de prud'hommes) ni la haute administration n'ont pour souci dominant de remettre en selle une juridiction qui pourtant, les pays étrangers (nous l'avons souvent noté) regardent avec curiosité, sympathie, et même avec envie.

(*) Professeur de droit du travail à l'université de Paris-I.



CONTROLEUR DE GESTION

140.000 F

Quest — Une société française (600 personnes, chiffre d'affaires : 110 millions de francs hors taxes) du secteur mécanique, en voie de restructuration et de diversification, recherche, pour son siège situé dans une grande ville universitaire de l'Ouest, un Contrôleur de Gestion. Sous l'autorité du Président-Directeur Général et dans le cadre d'une décentralisation des responsabilités, il dirigera les services comptables (comptabilité générale et analytique) et analysera les procédures afin de mettre en place un contrôle budgétaire et une analyse des écarts rigoureux. Il jouera enfin un rôle d'audit interne auprès des différentes directions ou filiales. Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, âgé d'au moins 32 ans, possédant une bonne pratique des comptabilités générale et analytique et l'expérience du contrôle de gestion en milieu industriel. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 140.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Ce poste offre d'intéressantes perspectives d'évolution à un candidat de valeur. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2618M

COMPTABILITÉ - CONTROLE DE GESTION

120.000 F

Outremer — Dans le cadre de son développement outremer (Algérie, Afrique Noire, Madagascar, etc.), la Société PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A., membre de PA INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTANTS (1.000 Consultants, 23 implantations dans le monde), recherche des consultants qui assureront la réalisation d'applications dans le domaine de la gestion comptable, financière et administrative (travaux de révision comptable, de mise en place de comptabilité analytique, de mise en place de contrôle de gestion, organisation et structure de Direction Financière et Comptable, etc.) et la formation sur le terrain de cadres autochtones. Les interventions outremer sont d'une durée moyenne d'un an renouvelable. Des possibilités de réintégration au sein de PA France seront offertes aux consultants qui le souhaitent. Toutefois, la volonté de travailler à l'étranger plusieurs années sera un critère important de développement de carrière au sein du groupe. Les candidats retenus seront âgés de 30 ans minimum, diplômés d'un enseignement supérieur (DEC, HEC, ESSEC, ESCA ou équivalent) et pourront justifier de la réalisation du plus haut niveau de travaux de révision comptable, ou de mise en place de comptabilité analytique et de contrôle de gestion. Un sens pédagogique développé et des qualités de contacts humains sont indispensables. La rémunération, versée en France, sera liée à l'expérience acquise et de l'ordre de 120.000 francs. Un logement et une voiture de fonction sont offerts. Les frais de séjour sont pris en charge par la Société et des possibilités d'installation sont proposées aux familles sur le lieu d'affectation. Les congés annuels, d'une durée de six semaines, peuvent être pris en France, le voyage étant à la charge de PA. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2620M

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

110.000 F

Grenoble — L'une des toutes premières sociétés françaises de services informatiques en rapide expansion tant en France qu'à l'étranger, recherche le Directeur Financier et Administratif de l'une de ses filiales. Il sera sous l'autorité du Directeur Général de celle-ci, et rattaché fonctionnellement à la Direction Financière du groupe. Il supervisera les services comptables, financiers et administratifs et sera tout particulièrement responsable du contrôle de gestion de la filiale et de ses agencés. Ce poste conviendrait à un candidat, âgé d'au moins 30 ans, si possible de formation comptable et financière supérieure, justifiant d'une bonne pratique du contrôle de gestion. Une expérience dans un cabinet d'audit anglo-saxon serait appréciée. Ce poste est basé à Grenoble. La rémunération annuelle de départ, fonction de l'expérience du candidat, sera de l'ordre de 110.000 francs. De réelles perspectives d'évolution sont possibles dans un groupe à vocation internationale. Ecrire à Ph. LESAGE à Paris. Réf. A/2620M

CHEF DES VENTES

100.000 F

La filiale française d'un très important groupe américain spécialisé dans la fabrication et la vente de détergents, recherche pour sa division « Produits grande consommation » son Chef des Ventes. Sous l'autorité du Directeur de cette division, il aura la pleine responsabilité de la force de vente (20 commerciaux répartis sur quatre régions) : formation, motivation et contrôle. Ce poste convient à un homme de terrain, âgé de 30 ans ou moins, de bonne culture générale, ayant une expérience d'environ trois années dans un poste similaire. Il connaîtra parfaitement la grande distribution et sera rompu aux méthodes modernes de « merchandising ». Le poste, basé à Paris, implique de nombreux déplacements sur la France. La connaissance de l'anglais serait appréciée. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 100.000 francs. Ecrire à Ph. LESAGE à Paris. Réf. A/2617M

RESPONSABLE CRÉDIT ET RECOUVREMENT

100.000 F

La filiale française d'un très important groupe international, spécialisé dans la vente et la maintenance d'équipements destinés à une clientèle diversifiée, recherche le responsable de son service Crédit et Recouvrement. Basé dans la proche banlieue Sud de Paris, il exercera l'autorité directe du « Contrôleur » de la société, il assurera l'animation d'une équipe d'une dizaine de personnes, aux activités partiellement décentralisées. Il devra superviser tous les problèmes de crédit clientèle (appréciation de la solvabilité, aménagement des conditions de paiement, établissement de lignes de crédit, suivi des comptes clients...), et déterminera les méthodes appropriées de recouvrement en liaison avec les responsables commerciaux. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, possédant une expérience confirmée dans ce domaine et fortement motivé par la créativité, l'animation des hommes et les contacts à tous niveaux. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 100.000 francs, sera fonction de la compétence et des qualités du candidat retenu. Ecrire à J.-P. ROUGIER à Paris. Réf. A/2616M

JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN

80.000 F

Matériels pour l'industrie nucléaire — Une entreprise à taille humaine bien placée dans son secteur d'activité, recherche un jeune ingénieur pour renforcer son département études. Il sera adjoint au Directeur Technique et sa responsabilité couvrira l'adaptation des études existantes, l'étude et la mise au point de nouveaux produits, l'amélioration des prix de revient et la mise au point du matériel au montage. Il aura également à effectuer des calculs de résistance suivant les normes du code ASME et assurera le liaison technique avec la clientèle, pour la mise au point des dossiers en particulier. Il sera assisté par une équipe de dessinateurs qu'il supervisera. Ce poste convient à un ingénieur diplômé ayant acquis au minimum un an d'expérience centrée sur les calculs de résistance de matériaux dans une entreprise de chaudronnerie ou de mécanique. La connaissance du code ASME sections III et VIII sera très appréciée. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable. Suivant le niveau de compétences atteint, la rémunération annuelle de départ se situera dans la fourchette 65-85.000 francs. Les prévisions de développement de l'entreprise devraient permettre une évolution intéressante du poste. Ecrire à S. BOSSUT à Croix. Réf. A/2396M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Adressez C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseil de Direction S.A.

8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-80-43

19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

1, allée Jean-Bart - Cours des 50 Otages, 44006 Nantes Cedex - Tél. (40) 47-52-12

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Londres - Madrid - Milan - New York - Stockholm - Zurich

Le Monde

Service des Abonnements
11, rue de Valenciennes
75271 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 8 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M.
115 F 215 F 305 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
205 F 390 F 575 F 760 F

ÉTRANGER
(par mandats)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
143 F 285 F 388 F 510 F

II. - TUNISIE
180 F 340 F 500 F 660 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (tous virements)
doivent bien joindre ce chèque à
leur demande.

Changements d'adresse dé-
clarés ou provisoires (deux
semaines ou plus) : nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres en
capitales d'imprimerie.

JUSTICE

RÉUNI A PARIS

Le M.R.A.P. demande la publication des avis du Conseil d'État sur l'immigration

Le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) a largement traité, au cours de son congrès biennal, qui s'est réuni, samedi 26 et dimanche 27 novembre à Paris, de la résurgence de l'antisémitisme et du néonazisme. M. Armand Dinet, membre de la commission d'enquête sur le néonazisme en France, a déclaré que l'on pouvait dénombrer une trentaine de groupes néonazis, représentant une centaine de militants actifs et quelques milliers de sympathisants.

M. Pierre Krausz, membre de la direction du M.R.A.P., a attiré l'attention sur l'internationalisation du mouvement néonazi. En France, en Allemagne de l'Ouest, aux États-Unis, ces gens, a-t-il indiqué, « peuvent se réunir sans être inquiétés, parler même sous la protection de la police, alors que la tenue de ces réunions tombe sous le coup de la loi dans la plupart des pays européens ».

Le secrétaire général du M.R.A.P., M. Albert Lévy, a déclaré, à propos des récentes mesures portant sur

l'immigration, qu'« une première fois l'avis du Conseil d'État avait été demandé au ministre du travail, à modifier son projet ». Mais le texte promulgué en fin de compte le 10 novembre, plus d'un mois après la date prévue, a-t-il ajouté, « reste fort critiquable. Nous posons la question : le décret modifié par M. Stéfano n'a-t-il pas été à son tour rejeté par le Conseil d'État ? Le gouvernement n'a-t-il pas passé outre à ce second avis ? » Il faudrait que l'opinion se soit intéressée, a conclu le secrétaire général du M.R.A.P., qui a réaffirmé l'opposition de son mouvement à ces mesures, qui concernent en particulier l'immigration familiale et l'aide au retour des travailleurs immigrés.

En conclusion, le M.R.A.P. a lancé un appel à l'opinion publique, dans lequel il affirme que « préjugés et comportements racistes se développent, tandis que des actes criminels se multiplient et restent impunités. Alors, d'instaurer un climat d'intimidation et d'violence dangereux pour les libertés et tous et pour la démocratie ».

PATRICK HENRY RÉPOND À MME TROISIER :

qu'on me laisse, seul, avec ma conscience

Les propos tenus à Nice, le 14 novembre, par Mme Solange Troisier, médecin inspecteur de l'administration pénitentiaire, à propos de Patrick Henry (le Monde daté 17 et 20-21 novembre), condamné à la réclusion criminelle à perpétuité après le meurtre d'un enfant, ont provoqué une réaction de l'intéressé. Nous publions les principaux passages de la lettre que Patrick Henry a adressée à ses défenseurs, M^{rs} Robert Badinter et Robert Bocquillon, en les autorisant à la rendre publique.

« J'ai rencontré Mme Troisier au mois de juin ou juillet 1976, dans ma cellule à Chaumont. Cette visite a duré cinq minutes.

au grand maximum, et non trois heures, comme il a été dit. Nous avons parlé de mon état de santé, un point c'est tout ! A aucun moment nous ne fîmes allusion à mon procès futur ni à mon affaire en général. Je n'ai jamais dit « non plus » que j'avais écrit à tous les préteurs de France. J'aurais d'ailleurs bien été en mal de le faire.

Par conséquent, je suis fort étonné en lisant le compte rendu des propos tenus par Mme Troisier concernant des confidences, totalement imaginaires, que je lui aurais faites. Je suis plus étonné encore du ton avec lequel elles ont été dites : lors de sa visite, Mme Troisier fut très gentille et me dit en partant : « Bon courage, mon petit ? ».

Je sais que je pourrais faire poursuivre Mme Troisier en diffamation ou en violation du secret professionnel, en raison de ses déclarations. Je suis condamné à la peine de prison à perpétuité, j'appartiens donc à l'administration pénitentiaire. Je pense qu'il est inutile que j'en dise plus. Je vous ai écrit à plusieurs reprises que mon seul souhait était que l'on ne parle plus de moi, que l'on m'oublie totalement. Force m'est de constater que tel n'est pas le cas. Pourquoi continue-t-on à s'acharner sur moi ? Ne m'a-t-on donc pas un démenti qui a le droit d'espérer comme les autres ? Le terrible scandale de l'acte que j'ai commis n'appartient qu'à moi, je ne souhaite en aucun cas le partager avec qui que ce soit. Alors, qu'on me laisse, seul, avec ma conscience.

Drogue : quarante-cinq morts en six mois en France.

Quarante-cinq personnes sont mortes au cours du premier semestre de 1977 du fait de l'usage de stupéfiants, signale le bulletin d'information du ministère de l'Intérieur. Au cours de l'ensemble de l'année dernière, la drogue avait tué cinquante-neuf personnes.

En six mois, la police a interpellé deux mille deux cent vingt-quatre usagers et trafiquants, contre trois mille huit cent trente-neuf en 1976, et saisi plus de 1 tonne de cannabis, 57 kilos de « brown sugar » et près de 4 kilos d'héroïne blanche.

ÉDUCATION

Le boycottage de conseils d'école

M. HABY « COMPREND MAL » LA DÉCISION DU SYNDICAT DES INSTITUTEURS

En inaugurant une école primaire à Rambouillet (Yvelines), samedi 26 novembre, le ministre de l'Éducation, M. René Haby, s'est étonné — sans le nommer — que le Syndicat national des instituteurs ait décidé l'ajournement de la mise en place des conseils d'école (réunion des conseils de maîtres et des comités de parents) (Le Monde du 23 novembre).

« J'ai cru comprendre, a dit le ministre, qu'il y avait un souhait d'attendre, pour mettre en application la création des conseils d'école, que soient réalisées toutes sortes de revendications qui sont rien à voir avec les comités de parents. J'ai du mal à comprendre, car ce serait, de la part de ceux qui devraient être conseillés, une erreur grave, surprenante. Les parents ont montré, en votant, en se portant candidats, même en dehors de toute association, l'intérêt qu'ils portent à cette institution ».

« Les universités et leurs U.E.R. » — L'Association d'étude pour l'expansion de l'enseignement supérieur vient d'éditer, sous le numéro spécial du Bulletin de l'Association des universités françaises, qui est un véritable annuaire des établissements d'enseignement supérieur.

« Cahiers des universités françaises », 67, rue de Valenciennes, Paris. Tél. : 01-38-24. 33 (le numéro plus 27 de frais d'envoi).

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. MITTERRAND

M. André Henry (FEN) se félicite de la « clarté » des positions du P.S. sur l'enseignement privé

De notre correspondant

Cherbourg. — Invité par la commission départementale d'action laïque à animer un meeting de défense de la laïcité qui a réuni samedi 26 novembre quatre cents personnes à Cherbourg, M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, a déclaré qu'il ne fallait pas s'émouvoir des propos tenus par M. François Mitterrand (Le Monde du 25 et 26 novembre). « La position du P.S. est claire et connue depuis longtemps. C'est l'univers qui est en cause, l'enseignement privé, une bien curieuse et suspecte sollicitude à s'acharner sur moi ? Ne m'a-t-on donc pas un démenti qui a le droit d'espérer comme les autres ? Le terrible scandale de l'acte que j'ai commis n'appartient qu'à moi, je ne souhaite en aucun cas le partager avec qui que ce soit. Alors, qu'on me laisse, seul, avec ma conscience.

MOUVEMENT ÉTUDIANT D'EXTRÊME DROITE

Le GUD veut désormais se présenter comme un syndicat

Une centaine de militants ont participé, les 25 et 26 novembre, au centre universitaire de la rue d'Assas à Paris, au premier congrès du Groupe Union Défense (GUD). Deux jours durant, ce mouvement étudiant d'extrême droite, qui s'est forgé par la violence une image de marque très musclée, a manifesté sa volonté d'apparaître comme une organisation syndicale respectueuse des lois, plus soucieuse désormais d'assurer son implantation par des moyens politiques et électoraux que par les interventions brutales de son « service d'ordre ».

Plus habitués à une semi-clandestinité, les membres du GUD présents ce week-end à Assas étaient visiblement satisfaits de se montrer au grand jour, d'accomplir la promesse, à l'occasion d'un premier congrès qui survient après huit années d'une histoire mouvementée. Les délégués, en très grande majorité des garçons, constituent probablement une nouvelle génération du GUD. « Voici venu le temps du fascisme à visage humain », commentait en souriant un militant.

Durant le congrès, le GUD a défini ses objectifs revendicatifs. Il s'est déclaré hostile à la loi d'orientation de 1988 qui a permis la « sur-représentation de l'UNEF » et se dit en revanche favorable à la sélection à l'université. M. Serge Rep, principal animateur de la nouvelle direction, a cependant expliqué que

son mouvement s'opposait « à tout système universitaire basé sur des privilèges ». Il faut que la sélection sanctionne la valeur de l'individu », a-t-il déclaré, et « favorise l'élaboration d'une élite ».

Malgré une présence physique incontestable à Assas, sans doute le GUD a-t-il senti que la « politique de la terreur », mode d'expression qu'il avait jusqu'ici privilégié, lui apportait peu de succès dans les autres universités. M. Serge Rep ne cache pas non plus qu'en cas de victoire de la gauche en mars 1978, un ministre de l'Intérieur socialiste pourrait aisément dissoudre le GUD. Ses animateurs espèrent qu'une telle décision deviendrait plus difficilement applicable si leur mouvement obtient entre-temps une reconnaissance de fait de l'opinion par une action plus syndicale.

Il est normal, enfin, que le GUD cherche à calquer son fonctionnement sur celui du Parti des forces nouvelles (P.F.N.), auquel il est lié et qui s'efforce depuis plusieurs mois de « populariser » son message idéologique. Plusieurs membres du P.F.N., dont M. Pascal Gauchon, membre de la direction de ce parti, ont pris la parole. Un des fondateurs du GUD, M. Jack Marchal (ancien militant d'Ordre nouveau), a demandé aux participants de « poursuivre le combat entrepris » et de ne pas oublier que « les bastions du GUD » ne sont qu'« une goutte d'eau dans l'océan du gauchisme ».

Les barres de fer aux orties

Faudra-t-il porter désormais du « nouveau GUD » ? Les anges du GUD assomèrent l'action militante aux commandes fascistes et à l'entraînement para-militaire sont-ils en train de perdre leur sinistre couleur ?

Le regret vident des « erreurs passées » de son mouvement, M. Antoine de Lacoste, le chrétien intégriste du groupe, étudiant à Sciences-po, reconnaissait, après une manifestation organisée jeudi 24 novembre à l'appel du P.F.N., ne pas avoir l'habitude des « attributions durs avec les forces de l'ordre ». M. Philippe Cugnonne affirme que son organisation « veut sortir de son ghetto ». Il admet que l'intervention violente du GUD, l'an dernier, à l'université Paris-X (Dauphine), était « une faute tactique », et explique que ses camarades n'auraient jamais dû être pris par la police sur la quasi d'une station de métro.

« La ligne Santa-Croce »

Étrange congrès. Étranges déclarations de bonnes intentions, légères et inoffensives, de désir de changement et de rédemption. Les cheveux aux couleurs roses courtes, mais les costumes ont remplacé le maillot marseillais. Les blouses de cuir sont peu nombreuses, les croix celtiques plus rares encore. En somme, une assemblée d'étudiants comme il en faut. Ils ne sont pas racistes : « Nous avons parmi nous des juifs et des Marocains », explique M. Antoine de Lacoste montrant du doigt un militant martiniquais à côté d'un étudiant blond. Ils ne sont pas non plus raciaux : M. Pascal Gauchon, ancien membre du GUD à l'École normale supérieure, estime qu'il pourrait conserver de bonnes relations avec certains maosistes.

Au surplendissement de ce congrès palatial, devait se tenir, ce lundi 28 novembre, à Paris, le procès de trois militants du GUD — MM. Jean-François Santa-Croce, Jean-Pierre Eymia et Michel Finckh-Deny — accusés de coups et blessures volontaires et de violence avec préméditation pour avoir frappé trois étudiants de gauche. « La ligne Santa-Croce », c'est terminé », affirme Antoine de Lacoste. « Ces trois gars n'appartiennent plus au GUD ». Lors de la première audience du procès — 23 juin — une bande d'indivus casqués et armés de barres de fer s'étaient chargés des étudiants venus soutenir les plaignants. La réponse vient, nette : « Ce n'était pas le GUD ». L'extrême droite française a toujours procédé ainsi, excluant ou délaissant ceux de ses membres qui avaient commis l'erreur de se faire prendre.

Serge Rep et son équipe promettent que le GUD n'interviendra pas pour la suite du procès, et que, si charge il y a, elle sera le fait d'« éléments extérieurs ». La nouvelle équipe assure avoir procédé à de nombreuses exclusions cette année.

Dans un premier temps, disent les dirigeants du GUD, les « vrais fascistes » se sont repliés sur le G.A.J. (Groupe action jeunesse, solidarité), mais le GUD affirme que ce mouvement, considéré comme le plus « dur », a presque disparu. On sait donc que les soldats perdus ? « Partis dans des groupes officieux », dit Philippe Cugnonne. Bien que dans une mesure moindre le problème se rencontre actuellement la Ligue communiste, nous risquons également d'avoir, nos autonomes. A cette différence près que ces « autonomes » — la seront peut-être davantage tentés de s'attaquer aux étudiants de gauche d'Assas ou de Dauphine que de se retourner contre ceux qui s'appartiennent à leur famille politique d'origine.

Le GUD assure se présenter désormais sans casques ni barres de fer dans les manifestations, « quitte à

s'offrir plus facilement aux coups des forces de l'ordre, comme jeudi dernier ». N'importe qui aurait pu nous égarer, le congrès n'est protégé par aucun service d'ordre », disait-on samedi au centre Assas.

Pour maintenir cette ligne nouvelle, le GUD entend aller loin dans la démonstration. Présent dans quelques universités parisiennes (comme Dauphine, Sciences-po, Malesherbes) et de province (Strasbourg, Rennes, Rouen, Besançon, Aix-Marseille), il doit, pour s'imposer, présenter une autre image. Lors des prochaines élections universitaires, ses militants essaieront de présenter des candidats et faire campagne « comme les autres organisations ». « Nous pensons, explique encore Serge Rep, qu'à côté de l'UNEF il y a place pour un syndicat fort, qui proposerait aux étudiants une autre alternative que les organisations traditionnelles de droite ou les corps.

Une campagne dans les règles — et quelconque les règles — n'est pas indispensable au centre Assas. Le GUD y est tout-puissant. Depuis plusieurs années, il impose ce qu'un de ses militants appelle « une auto-défense de la liberté d'expression » aux étudiants et interdit à l'UNEF une existence normale. Plusieurs étudiants déclarés « gauchistes » sont toujours interdits de séjour par le GUD et doivent suivre leurs cours de correspondance. La section de l'UNEF, qui ne peut plus occuper son local, se réunit à la Sorbonne. Cette méthode a porté ses fruits, puisque le GUD a obtenu la majorité des sièges étudiants aux dernières élections universitaires.

Les dirigeants sont cependant persuadés, désormais, que ce qui réussit à Assas n'est pas forcément applicable ailleurs. L'an dernier, par exemple, le GUD a fait une « descente » à Dauphine, blessant plusieurs étudiants. Cette intervention a eu pour principale conséquence d'alerter la police de Dauphine, de renforcer le « comité antiraciste » et d'amener M. Jean-Paul Gili, président de l'université, à demander la dissolution du GUD.

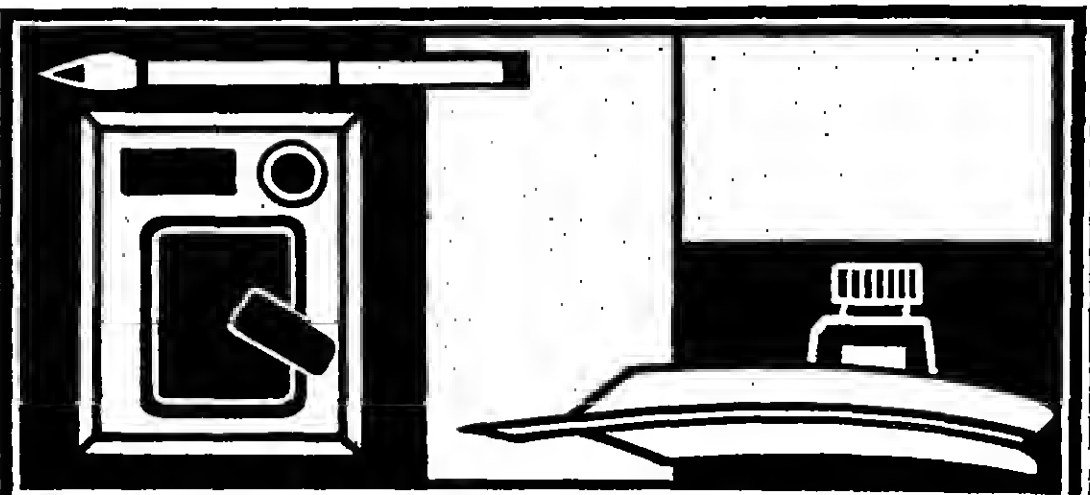
PHILIPPE BOGGIO.

LAURENCE EN VISITE

Laurence n'a pris conscience de son audace qu'au moment du cocktail de clôture. A quelques mètres de M. Maurice Bardèche, figure connue de l'extrême droite française, et d'un représentant de l'Association de défense pour la mémoire du maréchal Pétain, venus rendre au GUD une visite de bon voisinage politique, elle discutait avec un groupe de militants.

« Pourquoi utilisez-vous la violence ? », demanda-t-elle à M. Eric Constant, responsable du GUD-Arles. Les militants restèrent un instant interdits devant une question pour le moins étrange en pareil lieu.

Renseignements pris, il s'est avéré que Laurence, âgée de dix-huit ans, avait bien naturellement « infiltré » le congrès. Fille d'un journaliste de gauche, elle avait entendu parler du GUD et tenu à voir par elle-même. Elle s'est simplement fait inviter par un ami, militant du mouvement, et a été assise — après avoir comme tout le monde acquiescé — à toutes les séances, même celles tenues à huis clos, sans que personne ne s'inquiète. L'ami de Laurence, quelque peu gêné, a demandé à la jeune fille de bien vouloir parler d'autre chose.



Pour réussir au Japon: votre carte de visite en français et en japonais.

En Europe, on serre la main. Au Japon, on échange des cartes de visite. C'est comme ça... Cette coutume a l'avantage de situer son interlocuteur et de retenir facilement son nom et sa fonction. Si vous le souhaitez, JAL peut se charger, pour une somme modique, d'imprimer vos cartes de visite en français et en japonais. C'est l'un des services du JAL Executive Service réservé aux hommes d'affaires qui partent au Japon avec JAL.



Vous êtes notre raison d'être.

هكذا من الأصل

DEUX FONTS DE VUE

Apprendre intelligemment le monde

« A... »

« La... »

« C'est... »

« La... »

CLOTURE DES JEUX MARDI APRÈS-MIDI

LOTTO

Le **CHRONIQUEL** **RECHERCHES** de

SPORTS

AUTOMOBILISME

ENGAGÉ PAR MAC LAREN

Les premiers pas de Patrick Tambay sur le chemin de la réussite

Le Castellet. — Il fait froid sur le plateau du Castellet. Le circuit, l'hiver venu, est utilisé par les professionnels qui viennent prendre des mesures et procéder à leurs essais habituels dans l'intensité. Des hurlements bien différents montent de la grille. Il y a les bruits saccadés des moteurs Cosworth de formule 1 et, son plus mélo-

dieux, une sorte de sifflet, qui ne peut tromper. Il s'agit du moteur Matra, donc d'une Ligier. Deux voitures sont à pied d'essai, Ligier et Mac Laren. Un moment, on a cru avoir la berline et revenir quatre ans en arrière.

De la Ligier, puis de la Mac Laren, s'est extrait un pilote à la silhouette encore

familière, dont le casque porte en bandeau des couleurs d'un clan écossais. Vérification faite, c'est bien Jackie Stewart, trois fois champion du monde des conducteurs (1969, 1971, 1973), toujours détenteur du record du nombre de victoires au Grand Prix (vingt-sept), à la retraite depuis le 6 octobre 1973. Le jour où François Cevert s'est tué.

De notre envoyé spécial

Stewart n'a nullement l'intention de reprendre du service. Il essaie simplement les voitures de formule 1 pour une émission de télévision. Tous les constructeurs ont accepté de lui confier leurs monoplace, sauf Ferrari. Pendant un moment, l'ancien champion du monde retient toute l'attention. C'est qu'il n'est rien perdu de son adresse, et à la fois passer dans les courbes du Castellet, on peut se rendre compte, par le puré des trajectoires, qu'il pourrait s'élever à condition de le vouloir, vite revenir au premier plan. Il boucle plusieurs dizaines de tours avec la Ligier et l'approche d'une seconde et demie des temps réalisés par Jacques Laffite.

Un peu à l'écart, un jeune pilote, Patrick Tambay, vingt-huit ans. Il a été choisi par une équipe de pointe, Mac Laren, pour conduire la deuxième voiture de l'équipe. Le premier pilote est James Hunt, champion du monde en 1976. C'est la première fois qu'un pilote français est engagé par un constructeur étranger disposant d'un matériel extrêmement compétitif, sans qu'en contrepartie, une société française n'ait apporté son concours financier. Ce « simple » détail montre que le qualité de Tambay n'est pas passée inaperçue.

Bonne entente avec Hunt

On parle pourtant beaucoup moins en général de Patrick Tambay que d'autres pilotes français. Sans doute parce qu'il vit à l'écart du petit monde du sport automobile, loin de Paris, sans trop rechercher la publicité. Qu'un autre Français ait été engagé par Mac Laren aurait constitué un événement. Pas Tambay,

semble-t-il. C'est qu'en plus il est très différent des autres pilotes français. Il ne sort pas du moule habituel. Réservé, universitaire, parents aisés, une belle maison à Cannes, poli, peu familier, grande allure sportive, distingué, beau garçon. Ni fier, ni orgueilleux, simplement aspect parce qu'il sort de l'ordinaire et que la bonne fée qui s'est penchée sur son berceau a eu, pour beaucoup, la bague trop généreuse. La plus curieuse est sans doute que Tambay a longtemps été gâté de ne pas être mieux accepté. Pour un peu il en serait des complexes. Aujourd'hui, il sait qu'il ne sert à rien de trop le regretter et qu'il ne sera jugé que sur ses résultats. La cote d'amour, c'est pour plus tard.

Pour James Hunt, en tout cas, la glace est bien brisée. Les deux garçons sont prêts pour s'entendre, du moins l'un pour l'autre. Le pilote français est engagé par un constructeur étranger disposant d'un matériel extrêmement compétitif, sans qu'en contrepartie, une société française n'ait apporté son concours financier. Ce « simple » détail montre que le qualité de Tambay n'est pas passée inaperçue.

changeante, cabolin et parfois presque violent, est pour l'heure tout acariâtre avec Tambay. Cette attitude n'est pas la présence de Jackie Stewart non loin de là, font penser à une autre époque encore proche. C'est ainsi que Stewart avait accueilli chez Tyrrell un jeune pilote français, François Cevert. Stewart était aussi champion du monde et Cevert avait tout à apprendre. Leur entente de professeur et d'élève a duré jusqu'en octobre 1973.

Premiers essais concluants

Tambay se glisse dans le cockpit de la Mac Laren. C'est son premier vrai contact. Tout juste est-il allé le samedi précédent en Grande-Bretagne, chez Mac Laren, pour faire mouler un siège à sa mesure. Les choses sérieuses commencent au Castellet. Pour ses premiers tours de roue, il est suivi par les yeux experts de Hunt et de Stewart. Conduite propre, bien dans un style susceptible de plaire à Stewart. Bonne impression. Tambay, d'ailleurs, en deux jours, va déjà montrer de quoi il est capable. Il boucle son tour en 1 min. 8 sec. 4. Hunt n'a été plus vite que de 5 dixièmes. Ce sont, à deux points de vue, des débuts prometteurs, et Hunt ne s'y trompe pas. Comme il est dans un bon jour, il fait des éloges. Juste avant de remonter dans sa voiture, pour montrer qu'il y a quand même un hiérarchie à respecter.

Patrick Tambay n'est pas tout à fait un nouveau venu à la formule 1. En 1977, il a pris part à sept courses du championnat du monde dans une écurie (ENIGEN) bien moins huppée

que Mac Laren. Avec une voiture peu compétitive, il a même réussi à se classer trois fois dans les dix premiers (cinquième aux Pays-Bas et au Canada, sixième en Allemagne) et à marquer cinq points au classement du championnat du monde. C'est ainsi qu'il a été remarqué par l'Américain Teddy Mayer, le propriétaire de l'écurie Mac Laren, qui était à la recherche d'un jeune pilote pour remplacer l'Allemand Jochem Mass.

Les essais ont pris fin peu après que Tambay ait cessé un moteur. C'était celui avec lequel James Hunt avait disputé et gagné le Grand Prix du Japon. Plus de 1 000 kilomètres d'usage : une casse donc normale. Teddy Mayer a trouvé que la prise de contact était concluante. D'autres entraînements auront lieu en décembre, toujours au Castellet, avant le début de saison en Argentine, le 15 janvier. Patrick Tambay a reçu l'assurance qu'il aurait à sa disposition une voiture aussi bien préparée que celle de Hunt. Même si ce n'est pas tout à fait vrai, il y a eu de bonnes raisons normales dont bénéficie quelquefois le premier pilote, il s'en est suivi à la fois le pas décisif qui permet à un pilote d'espérer gagner un Grand Prix. Pas tout de suite, sans surprise, mais la potentielle nécessité est désormais réelle.

A l'autre bout des stands, chez Ligier, on a suivi avec intérêt les débuts de Tambay comme les temps réalisés par Hunt. A l'évidence, l'écurie Mac Laren a produit une forte impression. Jacques Laffite, avec sa Ligier, a tourné nettement moins vite. Alors, on fait un peu le grimace. C'est le mimique que chaque pilote espère des concurrents.

FRANÇOIS JANIN.

JUDO

LE TEMPS DE LA RELÈVE

De notre envoyé spécial

Lille. — Que l'équipe de France de judo battre assez facilement celle de l'Autriche (5-0) n'a rien d'exceptionnel. Qu'elle ne parvienne que difficilement à dominer celle de la République fédérale d'Allemagne (3-1), voilà qui inquiéterait si on ne savait que la plupart des meilleurs judokas français sont actuellement au Japon et donc loin de Lille où se déroulent, samedi 26 novembre, le match France-Allemagne-Autriche.

Hormis Jean-Luc Rougé, finaliste olympique champion du monde et d'Europe, salué comme une vedette qu'il n'est pas, seuls Dossat et Brousse paraissent pouvoir faire oublier les absences. Le premier a, au demeurant, surpris les spectateurs et le champion du monde junior Katscherger, en le retrouvant au moment où l'Autrichien croyait dominer un adversaire tremblant de crainte. Averti du danger, l'Allemand Schnabel, vieux routier des talamis, s'est mis à profit le défaut majeur de Dossat : sa lenteur à sortir de ses atterrissements. Quant à Brousse, sa hargne et sa pugnacité lui valurent une réaction presque égale à celles qui saluèrent les deux victoires de Jean-Luc Rougé sur le bon tour d'Huber et le dynamique Komosinski.

Restent les plus jeunes, Rabat, Forcher, Sanchez. Ils auront leurs chances en lice mais pas chez nous à ce niveau de la compétition et que, même devant un adversaire à sa portée, le combat par équipe requiert des capacités d'ordre psychologique qui ne s'inventent pas. Ici l'expérience supplée le talent.

A moins que l'on n'ait affaire à un garçon aussi décidé que Maurer, un peu brutalement, certes, mais tellement séduisant par sa façon de promener son adversaire d'une main qu'on pourrait presque dire en l'air pour un mieux progresser. Une blessure de l'Allemand Schnabel ne nous aura pas permis de savoir si Maurer était capable de faire voir à d'autres ce qu'il montra au champion d'Autriche junior.

N'empêche, le judo français a montré une fois de plus qu'il n'était pas dépeuplé quand ses internationaux lui manquent.

FRANÇOIS SIMON.

SKI

Klammer et Anne-Marie Proell inaugurent la saison autrichienne

Les champions hors série qui ont illustré le ski de descente, Emile Allnis, Henri Oreiller, Jean Vuarnet, Jean-Claude Killy, pour la France, à l'époque où celle-ci dominait encore cette discipline alpine, Toni Sailer et Karl Schranz pour l'Autriche, ont toujours paru bénéficier d'une main à heureuse tout est naturelle chez ces athlètes d'exception la place de premier au classement.

Franz Klammer, l'invincible vainqueur des descentes de la saison passée, champion olympique à Innsbruck en 1976, a tout naturellement renoué avec le succès en remportant dimanche 27 novembre, en 2 min. 8 sec. 07 la course de descente de Crans-Montana dans le Valais suisse (3 km 800 de long pour 980 m. de dénivellation). Et comme par hasard, l'Autrichien, denrée ses éternels rivaux, séparés par les centimètres de seconde qui, en réalité, se traduisent en bons mètres sous la bannière d'arrivée, c'est-à-dire dans l'ordre : le Norvégien Erik Haker, l'Autrichien Peter Wirth et le Canadien Ken Read. Les autres, Eberhard, Plank, Müller, Gensbichler, Walcher, Josi, Winkler et Russi suivant dans la même « fourchette » des 2 min. 9 sec.

Une autre gloire autrichienne, Anne-Marie Proell, a réussi, pour sa part, la « première » du ski féminin à Altenmarkt, près de Salzbourg, dans les Suisses Marie-Thérèse Nadig et Bernadette Zurbruggen.

BASKET-BALL

Le championnat menacé de désaffection

Avec sept clubs qualifiés sur huit engagés pour les quarts de finales des coupes européennes, le basket-ball français n'a pas encore jamais été à pareille fête. On s'interroge sur le très médiocre comportement de l'équipe nationale en septembre 1977, au championnat d'Europe, si le championnat national lui-même ne paraissait pas perdre peu à peu

de son intérêt. Ainsi, quelques centaines de spectateurs seulement assistaient, le 28 novembre, au stade Pierre-Coubertin à Paris, à la rencontre de deux équipes au passé prestigieux : l'Alsace de Bagnolet et l'Association sportive préparation olympique de Tours (ASPO), championne de France 1976, victorieuse (107-88).

Quant on évoque avec lui les conséquences de cette politique, M. Papineau veut préciser les responsabilités : « C'est la politique de la fédération, répète-t-il. Mais qui prend ces décisions ? — Le comité directeur, approuvé par les clubs réunis en assemblée générale. — Donc par vous ? — Pas uniquement. L'A.S.P.O. Tours dispose d'une voix, comme le plus petit des clubs. Peut-être notre organisation est-elle trop démocratique. »

On avait parlé de la création d'une association des présidents de clubs de première division, un peu comparable au groupement du football professionnel, pour étudier et tenter de régler les problèmes spécifiques à l'équipe. — Oui, j'y étais favorable mais nous avons trop de divergences, même entre nous, pour espérer parvenir à une union. — Ainsi chaque club définit sa propre politique en fonction de ses objectifs immédiats. Quelque

TIRAGE AU SORT DES COUPES D'EUROPE

MESSIEURS
CHAMPIONS (quart de finale)
Varese, Villeneuve, Split, Tel-Aviv, Stockholm et Real Madrid.

VAINQUEURS DE COUPE
(quart de finale)
Groupe A : Den Bosch, Rijeka, Cantu et Caen.
Groupe B : Bologne, Barcelone, Aodernate et Busanet.
COUPE KORAC (quart de finale)
Groupe A : Riga, Partizan de Belgrade, Godes et Athènes.
Groupe B : Pesaro, Bratislava, Barck et Sarajevo.
Groupe C : Zagreb, Molen, Bodolone et O.K.E. Belgrade.
Groupe D : Zagreb, Rzesow, Milan et Le Mans.

DAMES
CHAMPIONNES (quart de finale)
Groupe A : Bodapest, Clermont-Ferrand, Belgrade et Perak.
Groupe B : Prague, V'go, San-Giovanni et Bneast.
COUPE KORAC (quart de finale)
Groupe A : Toulon, Sofia et Turin.

Le tirage au sort des coupes d'Europe

Le tirage au sort des coupes d'Europe a eu lieu à Paris, le 28 novembre, sous la présidence de M. Papineau, président de la Fédération française de basket-ball. Les équipes participantes ont été réparties en quatre groupes (A, B, C, D) et les matchs de qualification ont été programmés pour les prochains jours.

Le tirage au sort des coupes d'Europe a eu lieu à Paris, le 28 novembre, sous la présidence de M. Papineau, président de la Fédération française de basket-ball. Les équipes participantes ont été réparties en quatre groupes (A, B, C, D) et les matchs de qualification ont été programmés pour les prochains jours.

GERARD ALBOUY.

Les résultats

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE (deuxième journée)

Villeurbanne h. Orléans 82-75
Caen h. Monaco 103-78
Nantes h. Angoulême 107-88
Nîmes h. Avignon 84-79
Dax h. Pau 111-88
Châlons h. Bourges 102-78
Le Mans h. Clermont 91-89
Antibes h. Châteauroux 84-83
Classement : 1. Le Mans, 30 pts ; 2. Villeurbanne, 28 ; 3. Caen, 26 ; 4. Tours, 24 ; 5. Brest, 22 ; 6. Angoulême, 20 ; 7. Orléans, 18 ; 8. Châlons, 16 ; 9. Nantes, 14 ; 10. Clermont, 12 ; 11. Avignon, 10 ; 12. Dax, 8 ; 13. Pau, 6 ; 14. Bourges, 4 ; 15. Monaco, 2 ; 16. Antibes, 0.

Jeu à treize

CHAMPIONNAT DE FRANCE (troisième journée)

Toulon h. Carcassonne 16-11
Lézignan h. Muret 21-12
Aix h. Pau 22-20
Nîmes h. Béziers 23-20
Montpellier h. Narbonne 16-6
Albi h. Cahors 31-22
Cahors h. Agen 24-19
Classement : 1. Toulon, 33 pts ; 2. Lézignan, 31 ; 3. Aix, 30 ; 4. Albi, 27 ; 5. Nîmes, 25 ; 6. Montpellier, 23 ; 7. Béziers, 21 ; 8. Carcassonne, 19 ; 9. Agen, 17 ; 10. Pau, 15 ; 11. Muret, 13 ; 12. Cahors, 11 ; 13. Narbonne, 9 ; 14. Montauban, 7 ; 15. Limoges, 5 ; 16. Bergerac, 3 ; 17. Rodez, 1 ; 18. Brive, 0.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE (quatrième journée)

Bayonne h. Saint-Etienne 2-0
Nancy et Lens 0-0
Lyon h. Metz 1-0
Reims h. Sochaux 1-1
Troyes h. Troyes 3-0
Marseille h. Valenciennes 2-1
Lyon h. Nantes 1-0
Bordeaux h. Metz 2-0
Monaco h. Paris-Saint-Germain 0-0
Classement : 1. Nice et Monaco, 24 points ; 2. Marseille et Strasbourg, 22 ; 3. Nantes, 21 ; 4. Sochaux et Laval, 18 ; 5. Bastia et Lens, 17 ; 6. Metz, 16 ; 7. Reims, 15 ; 8. Valenciennes, 14 ; 9. Troyes, 13 ; 10. Marseille, 12 ; 11. Bordeaux, 11 ; 12. Saint-Etienne, 10 ; 13. Paris-Saint-Germain, 9 ; 14. Nancy, 8 ; 15. Caen, 7 ; 16. Angers, 6 ; 17. Amiens, 5 ; 18. Auxerre, 4 ; 19. Dijon, 3 ; 20. Brest, 2 ; 21. Evry, 1 ; 22. Châteauroux, 0.

DEUXIÈME DIVISION (cinquième journée)

GROUPE A
Brest h. Saint-Diz 3-0
Angers h. Ajaccio 2-1
Lyon h. Toulon 0-0
Albi h. Epinal 3-1
Béziers h. Auxerre 1-1
Châteauroux h. Toulon 1-1
Martignes h. Haguenau 1-0
Cannes h. Avignon 2-0
Cannes h. Fontenay-lez-Compt 1-1
Classement : 1. Metz, 23 pts ; 2. Toulon et Ajaccio, 21 ; 3. Auxerre, 18 ; 4. Epinal, 17 ; 5. Albi, 16 ; 6. Béziers, 15 ; 7. Reims, 14 ; 8. Valenciennes, 13 ; 9. Haguenau, 12 ; 10. Troyes, 11 ; 11. Avignon, 10 ; 12. Fontenay-lez-Compt, 9 ; 13. Cannes, 8 ; 14. Brest, 7 ; 15. Angers, 6 ; 16. Saint-Diz, 5 ; 17. Amiens, 4 ; 18. Châteauroux, 3 ; 19. Nancy, 2 ; 20. Caen, 1 ; 21. Evry, 0.

GROUPE B

Red Star h. Dunkerque 1-0
Lille et Paris F.D. 1-1
Angoulême h. Limoges 1-0
Brest h. Brest 1-0
Lyon h. Poissy 1-0
Boulogne h. Nancy 3-2
Quimper h. Guingamp 3-1

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE (quatrième journée)

Paris U.C. h. Orléans 15-14
Stade Marnais h. Toulouse 23-25
Dax h. Nîmes 27-20
Vichy h. Caen 27-19
Classement : 1. Stade Marnais U.C., 21 pts ; 2. Dax, 20 ; 3. Paris U.C., 20 ; 4. Vichy, 18 ; 5. Strasbourg, 12 ; 6. Nîmes, 10 ; 7. Toulouse, 10 ; 8. Caen, 8 ; 9. Béziers, 7 ; 10. Poissy, 6 ; 11. Angoulême, 5 ; 12. Agen, 4 ; 13. Brive, 3 ; 14. Limoges, 2 ; 15. Bergerac, 1 ; 16. Rodez, 0.

Hippisme

Le prix Montigny, disputé dimanche 27 novembre à Autry, et servant de support au pari tiercé, a été gagné par Straka, entraîné de G. et de Penavert. La combinaison gagnante est 10, 5, 11.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE (cinquième journée)

Béziers h. Auch 35-19
Agen h. Vichy 74-0
Béziers h. Le Croisic 86-6
Lourdes h. Tignes 13-9
Classement : 1. Béziers, 16 pts ; 2. Lourdes, 15 ; 3. Agen, 14 ; 4. Béziers, 13 ; 5. Tignes, 12 ; 6. Le Croisic, 11 ; 7. Auch, 10 ; 8. Vichy, 9 ; 9. Brive, 8 ; 10. Castres, 7 ; 11. Narbonne, 6 ; 12. Montpellier, 5 ; 13. Perpignan, 4 ; 14. Nîmes, 3 ; 15. Cognac, 2 ; 16. Pau, 1 ; 17. Bayonne, 0.

GROUPE I

POULE A
Béziers h. Auch 35-19
Agen h. Vichy 74-0
Béziers h. Le Croisic 86-6
Lourdes h. Tignes 13-9
Classement : 1. Béziers, 16 pts ; 2. Lourdes, 15 ; 3. Agen, 14 ; 4. Béziers, 13 ; 5. Tignes, 12 ; 6. Le Croisic, 11 ; 7. Auch, 10 ; 8. Vichy, 9 ; 9. Brive, 8 ; 10. Castres, 7 ; 11. Narbonne, 6 ; 12. Montpellier, 5 ; 13. Perpignan, 4 ; 14. Nîmes, 3 ; 15. Cognac, 2 ; 16. Pau, 1 ; 17. Bayonne, 0.

GROUPE II

POULE B
Toulouse h. Montauban 21-13
Brive h. Mâcon 16-13
Perpignan h. Albi 24-7
Toulon h. Bourgoin 19-3
Classement : 1. Toulon, 17 pts ; 2. Perpignan, 12 ; 3. Brive et Tignes, 11 ; 4. Montauban, 10 ; 5. Mâcon, 9 ; 6. Bourgoin, 8 ; 7. Albi, 7 ; 8. Cognac, 6 ; 9. Pau, 5 ; 10. Bayonne, 4 ; 11. Agen, 3 ; 12. Béziers, 2 ; 13. Narbonne, 1 ; 14. Montpellier, 0 ; 15. Castres, 0 ; 16. Nîmes, 0 ; 17. Limoges, 0 ; 18. Rodez, 0 ; 19. Brive, 0 ; 20. Cognac, 0 ; 21. Pau, 0 ; 22. Bayonne, 0 ; 23. Agen, 0 ; 24. Béziers, 0 ; 25. Tignes, 0 ; 26. Le Croisic, 0 ; 27. Auch, 0 ; 28. Vichy, 0 ; 29. Brive, 0 ; 30. Castres, 0 ; 31. Narbonne, 0 ; 32. Montpellier, 0 ; 33. Perpignan, 0 ; 34. Nîmes, 0 ; 35. Cognac, 0 ; 36. Pau, 0 ; 37. Bayonne, 0 ; 38. Agen, 0 ; 39. Béziers, 0 ; 40. Tignes, 0 ; 41. Lourdes, 0 ; 42. Le Croisic, 0 ; 43. Auch, 0 ; 44. Vichy, 0 ; 45. Brive, 0 ; 46. Castres, 0 ; 47. Narbonne, 0 ; 48. Montpellier, 0 ; 49. Perpignan, 0 ; 50. Nîmes, 0 ; 51. Cognac, 0 ; 52. Pau, 0 ; 53. Bayonne, 0 ; 54. Agen, 0 ; 55. Béziers, 0 ; 56. Tignes, 0 ; 57. Lourdes, 0 ; 58. Le Croisic, 0 ; 59. Auch, 0 ; 60. Vichy, 0 ; 61. Brive, 0 ; 62. Castres, 0 ; 63. Narbonne, 0 ; 64. Montpellier, 0 ; 65. Perpignan, 0 ; 66. Nîmes, 0 ; 67. Cognac, 0 ; 68. Pau, 0 ; 69. Bayonne, 0 ; 70. Agen, 0 ; 71. Béziers, 0 ; 72. Tignes, 0 ; 73. Lourdes, 0 ; 74. Le Croisic, 0 ; 75. Auch, 0 ; 76. Vichy, 0 ; 77. Brive, 0 ; 78. Castres, 0 ; 79. Narbonne, 0 ; 80. Montpellier, 0 ; 81. Perpignan, 0 ; 82. Nîmes, 0 ; 83. Cognac, 0 ; 84. Pau, 0 ; 85. Bayonne, 0 ; 86. Agen, 0 ; 87. Béziers, 0 ; 88. Tignes, 0 ; 89. Lourdes, 0 ; 90. Le Croisic, 0 ; 91. Auch, 0 ; 92. Vichy, 0 ; 93. Brive, 0 ; 94. Castres, 0 ; 95. Narbonne, 0 ; 96. Montpellier, 0 ; 97. Perpignan, 0 ; 98. Nîmes, 0 ; 99. Cognac, 0 ; 100. Pau, 0 ; 101. Bayonne, 0 ; 102. Agen, 0 ; 103. Béziers, 0 ; 104. Tignes, 0 ; 105. Lourdes, 0 ; 106. Le Croisic, 0 ; 107. Auch, 0 ; 108. Vichy, 0 ; 109. Brive, 0 ; 110. Castres, 0 ; 111. Narbonne, 0 ; 112. Montpellier, 0 ; 113. Perpignan, 0 ; 114. Nîmes, 0 ; 115. Cognac, 0 ; 116. Pau, 0 ; 117. Bayonne, 0 ; 118. Agen, 0 ; 119. Béziers, 0 ; 120. Tignes, 0 ; 121. Lourdes, 0 ; 122. Le Croisic, 0 ; 123. Auch, 0 ; 124. Vichy, 0 ; 125. Brive, 0 ; 126. Castres, 0 ; 127. Narbonne, 0 ; 128. Montpellier, 0 ; 129. Perpignan, 0 ; 130. Nîmes, 0 ; 131. Cognac, 0 ; 132. Pau, 0 ; 133. Bayonne, 0 ; 134. Agen, 0 ; 135. Béziers, 0 ; 136. Tignes, 0 ; 137. Lourdes, 0 ; 138. Le Croisic, 0 ; 139. Auch, 0 ; 140. Vichy, 0 ; 141. Brive, 0 ; 142. Castres, 0 ; 143. Narbonne, 0 ; 144. Montpellier, 0 ; 145. Perpignan, 0 ; 146. Nîmes, 0 ; 147. Cognac, 0 ; 148. Pau, 0 ; 149. Bayonne, 0 ; 150. Agen, 0 ; 151. Béziers, 0 ; 152. Tignes, 0 ; 153. Lourdes, 0 ; 154. Le Croisic, 0 ; 155. Auch, 0 ; 156. Vichy, 0 ; 157. Brive, 0 ; 158. Castres, 0 ; 159. Narbonne, 0 ; 160. Montpellier, 0 ; 161. Perpignan, 0 ; 162. Nîmes, 0 ; 163. Cognac, 0 ; 164. Pau, 0 ; 165. Bayonne, 0 ; 166. Agen, 0 ; 167. Béziers, 0 ; 168. Tignes, 0 ; 169. Lourdes, 0 ; 170. Le Croisic, 0 ; 171. Auch, 0 ; 172. Vichy, 0 ; 173. Brive, 0 ; 174. Castres, 0 ; 175. Narbonne, 0 ; 176. Montpellier, 0 ; 177. Perpignan, 0 ; 178. Nîmes, 0 ; 179. Cognac, 0 ; 180. Pau, 0 ; 181. Bayonne, 0 ; 182. Agen, 0 ; 183. Béziers, 0 ; 184. Tignes, 0 ; 185. Lourdes, 0 ; 186. Le Croisic, 0 ; 187. Auch, 0 ; 188. Vichy, 0 ; 189. Brive, 0 ; 190. Castres, 0 ; 191. Narbonne, 0 ; 192. Montpellier, 0 ; 193. Perpignan, 0 ; 194. Nîmes, 0 ; 195. Cognac, 0 ; 196. Pau, 0 ; 197. Bayonne, 0 ; 198. Agen, 0 ; 199. Béziers, 0 ; 200. Tignes, 0 ; 201. Lourdes, 0 ; 202. Le Croisic, 0 ; 203. Auch, 0 ; 204. Vichy, 0 ; 205. Brive, 0 ; 206. Castres, 0 ; 207. Narbonne, 0 ; 208. Montpellier, 0 ; 209. Perpignan, 0 ; 210. Nîmes, 0 ; 211. Cognac, 0 ; 212. Pau, 0 ; 213. Bayonne, 0 ; 214. Agen, 0 ; 215. Béziers, 0 ; 216. Tignes, 0 ; 217. Lourdes, 0 ; 218. Le Croisic, 0 ; 219. Auch, 0 ; 220. Vichy, 0 ; 221. Brive, 0 ; 222. Castres, 0 ; 223. Narbonne, 0 ; 224. Montpellier, 0 ; 225. Perpignan, 0 ; 226. Nîmes, 0 ; 227. Cognac, 0 ; 228. Pau, 0 ; 229. Bayonne, 0 ; 230. Agen, 0 ; 231. Béziers, 0 ; 232. Tignes, 0 ; 233. Lourdes, 0 ; 234. Le Croisic, 0 ; 235. Auch, 0 ; 236. Vichy, 0 ; 237. Brive, 0 ; 238. Castres, 0 ; 239. Narbonne, 0 ; 240. Montpellier, 0 ; 241. Perpignan, 0 ; 242. Nîmes, 0 ; 243. Cognac, 0 ; 244. Pau, 0 ; 245. Bayonne, 0 ; 246. Agen, 0 ; 247. Béziers, 0 ; 248. Tignes, 0 ; 249. Lourdes, 0 ; 250. Le Croisic, 0 ; 251. Auch, 0 ; 252. Vichy, 0 ; 253. Brive, 0 ; 254. Castres, 0 ; 255. Narbonne, 0 ; 256. Montpellier, 0 ; 257. Perpignan, 0 ; 258. Nîmes, 0 ; 259. Cognac, 0 ; 260. Pau, 0 ; 261. Bayonne, 0 ; 262. Agen, 0 ; 263. Béziers, 0 ; 264. Tignes, 0 ; 265. Lourdes, 0 ; 266. Le Croisic, 0 ; 267. Auch, 0 ; 268. Vichy, 0 ; 269. Brive, 0 ; 270. Castres, 0 ; 271. Narbonne, 0 ; 272. Montpellier, 0 ; 273. Perpignan, 0 ; 274. Nîmes, 0 ; 275. Cognac, 0 ; 276. Pau, 0 ; 277. Bayonne, 0 ; 278. Agen, 0 ; 279. Béziers, 0 ; 280. Tignes, 0 ; 281. Lourdes, 0 ; 282. Le Croisic, 0 ; 283. Auch, 0 ; 284. Vichy, 0 ; 285. Brive, 0 ; 286. Castres, 0 ; 287. Narbonne, 0 ; 288. Montpellier, 0 ; 289. Perpignan, 0 ; 290. Nîmes, 0 ; 291. Cognac, 0 ; 292. Pau, 0 ; 293. Bayonne, 0 ; 294. Agen, 0 ; 295. Béziers, 0 ; 296. Tignes, 0 ; 297. Lourdes, 0 ; 298. Le Croisic, 0 ; 299. Auch, 0 ; 300. Vichy, 0 ; 301. Brive, 0 ; 302. Castres, 0 ; 303. Narbonne, 0 ; 304. Montpellier, 0 ; 305. Perpignan, 0 ; 306. Nîmes, 0 ; 307. Cognac, 0 ; 308. Pau, 0 ; 309. Bayonne, 0 ; 310. Agen, 0 ; 311. Béziers, 0 ; 312. Tignes, 0 ; 313. Lourdes, 0 ; 314. Le Croisic, 0 ; 315. Auch, 0 ; 316. Vichy, 0 ; 317. Brive, 0 ; 318. Castres, 0 ; 319. Narbonne, 0 ; 320. Montpellier, 0 ; 321. Perpignan, 0 ; 322. Nîmes, 0 ; 323. Cognac, 0 ; 324. Pau, 0 ; 325. Bayonne, 0 ; 326. Agen, 0 ; 327. Béziers, 0 ; 328. Tignes, 0 ; 329. Lourdes, 0 ; 330. Le Croisic, 0 ; 331. Auch, 0 ; 332. Vichy, 0 ; 333. Brive, 0 ; 334. Cast

J.C. Lattès PUBLIE



LA VERITE (Le Point)

"Mathématicien et membre du Club de Rome, Robert Lattès publie son livre après une longue enquête de huit ans. Pour dissiper quelques illusions, détruire certains mythes... Un travail gigantesque."

(L'EXPRESS)

TOUT SUR LA FORTUNE DES FRANÇAIS

- Qui possède quoi ?
- A combien peut-on évaluer la fraude fiscale ?
- Qui fraude ?
- A quel niveau peut-on situer la fuite des capitaux français à l'étranger ?
- En cas de réformes fiscales, combien payerez-vous ?...

LA FORTUNE DES FRANÇAIS

Robert Lattès
280 pages - 40 F.



AUJOURD'HUI

Fiscalité

Les vignettes automobiles en vente jusqu'à jeudi

Les automobilistes n'ont plus que quelques jours pour se procurer la vignette 1978. C'est, en effet, jeudi 1^{er} décembre à minuit que s'achève la période de mise en vente chez les distributeurs auxiliaires (délits de tabac signalés par une affiche verte).

Ces vignettes seront valables du 1^{er} décembre 1977 au 30 novembre 1978.

Nous rappelons ci-dessous les tarifs applicables pour la période du 1^{er} décembre 1977 au 30 novembre 1978.

	Inférieure ou égale à 4 CV	de 5 CV à 7 CV	de 8 CV à 11 CV	de 12 CV à 15 CV	Supérieure à 16 CV
Véhicules dont l'âge n'excède pas 5 ans	100	150	400	700	1.000
Véhicules ayant entre 5 ans et 20 ans d'âge	50	75	200	350	500
Véhicules entre 20 et 25 ans d'âge	40	60	150	250	400

D'autre part, le Sénat a adopté la loi votée par l'Assemblée nationale en première lecture, et supprimant, à compter du 1^{er} décembre 1977, la vignette spéciale des véhicules particuliers des so-

ciétés et des collectivités publiques. Les sociétés et collectivités intéressées peuvent donc dès maintenant, signaler le ministère de l'économie et des finances, se procurer, pour les véhicules particuliers leur appartenant, des vignettes de la série normale : jusqu'au lundi 5 décembre inclus auprès des distributeurs auxiliaires, c'est-à-dire essentiellement les dépositaires de tabac ; jusqu'au lundi 12 décembre inclus dans les recettes des impôts.

Le défaut d'apposition du timbre achève sur le pare-brise ou la non présentation du reçu entraîne l'application d'une amende fiscale égale au double de la taxe. De plus, les vignettes défectueuses après le délai légal (c'est-à-dire, pour 1977, après le 1^{er} décembre) supporteront une indemnité de retard égale à 3 % du montant de la taxe pour le premier mois, et à 1 % par mois supplémentaire avec un minimum de perception de 5 F.

MÉTÉOROLOGIE

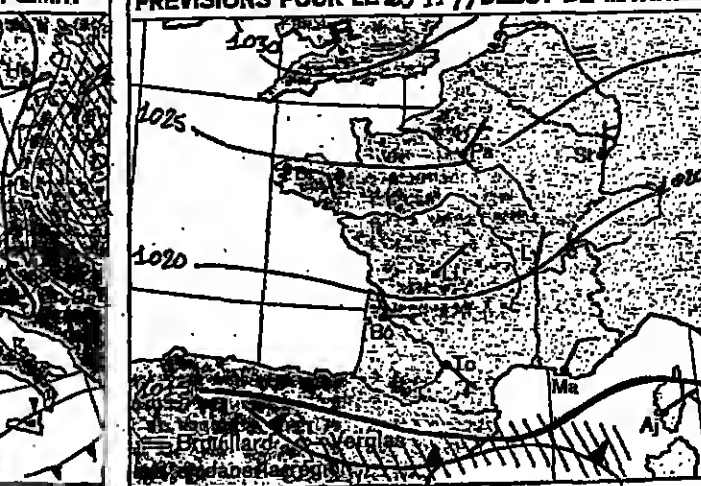
SITUATION LE 28-11-77 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le lundi 28 novembre à 6 heures et le mardi 29 novembre à 6 heures :

Entre les hautes pressions des îles Britanniques et les basses pressions de Méditerranée, un flux froid, de secteur est, persistera sur la France. Mardi 29 novembre, le temps sera assez froid sur l'ensemble de notre pays ; les gelées matinales seront généralement de -3°C à -6°C, et les températures maximales n'atteindront souvent que 3°C à 5°C dans les régions de l'intérieur.

PRÉVISIONS POUR LE 29-11-77 DÉBUT DE MATINÉE



Le ciel sera peu nuageux sur la majeure partie du pays avec, toutefois, de brume dans le Nord. Les nuages seront, par contre, assez nombreux au voisinage de la Méditerranée ; ils pourront même donner quelques pluies passagères en Corse.

Les vents, modérés, viendront de l'est ou du nord-est.

Lundi 28 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-La Bourgne, de 1015 millibars, soit 785,5 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 27 au 28) : Alacuto, 12 et 3 degrés ; Biarritz, 6 et -1 ; Bordeaux, 6 et -2 ; Brest, 7 et 1 ; Caen, 6 et -2 ; Charbourg, 5 et 3 ; Clermont-Ferrand, 2 et -3 ; Dijon, 1 et -2 ; Grenoble, 5 et -2 ; Lille, 3 et -3 ; Lyon, 3 et -1 ; Marseille, 7 et -1 ; Nancy, 0 et -3 ; Nantes, 1 et -2 ; Nice, 13 et 2 ; Paris-La Bourgne, 2 et -3 ; Pau, 7 et -4 ; Perpignan, 8 et -3 ; Rennes, 7 et 0 ; Strasbourg, 2 et -1 ; Tours, 5 et -2 ; Toulouse, 8 et -5 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 7 degrés ; Amsterdam, 2 et -3 ; Athènes, 11 et 1 ; Berlin, 4 et -3 ; Bonn, 1 et -2 ; Bruxelles, 4 et -1 ; Casablanca, 15 et 11 ; Coppenhague, -1 et -2 ; Genève, 2 et -1 ; Lisbonne, 15 et 1 ; Londres, 6 et 1 ; Madrid, 6 et 1 ; Moscou, 6 et 0 ; New-York, 2 et -3 ; Palma-de-Majorque, 14 et 0 ; Rome, 13 et 3 ; Stockholm, -2 et -7.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 28 novembre 1977 :

DEUX DÉCRETS

- Sur la protection de la nature et concernant la protection de la flore et de la faune sauvage du patrimoine naturel français (1) ;
- Relatif à la protection de la nature et concernant l'autorisation de certaines activités portant sur les animaux d'espèces non domestiques et les végétaux d'espèces non cultivées (1).

(1) Ces textes seront publiés ultérieurement en fascicules séparés.

Vie pratique

● Le Centre de logement des apprentis et jeunes travailleurs de la région parisienne recherche des chambres, meublées ou non, pour des jeunes travailleurs. Le centre rappelle que « le locataire ou l'occupant qui veut louer un logement à un étudiant ou à un jeune travailleur peut être exonéré, dans certaines conditions, de la majoration de 50 % normalement applicable au loyer des locaux insuffisamment occupés ou faisant l'objet d'une sous-location ».

C.C.L.T., 1, rue Roger-Colard, 75005 Paris, tél. 328-32-10.

Stages

● Un stage de formation à la gestion des collectivités est organisé du 1^{er} au 21 janvier, à Brou (Eure-et-Loir), par la Fédération des centres de vacances familiaux. Participation aux frais : 800 F. P.A.V.P., 101, rue Saint-Lazare, 75009 Paris, tél. 235-46-78.

● Des stages de chants et danses folkloriques, destinés aux enseignants, éducateurs et animateurs culturels, sont organisés au cours de l'année par l'Association Chants et Danses de France. Le prochain stage aura lieu en décembre (danses basques).

● Remerciements et inscriptions : Chants et Danses de France, 3, impasse Fontenay, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél. 16 (31) 94-84-33.

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandes le nouveau guide
FRANCO NUMERO 888
ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1873 soumise au contrôle pédagogique de l'État
4, rue des Petites-Champs
75008 PARIS - CEDEX 02

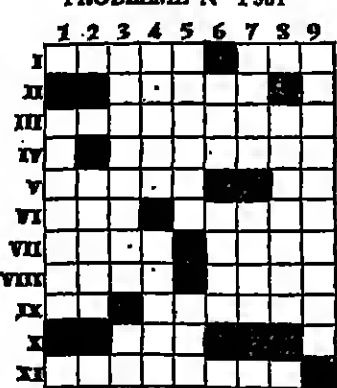
NOTRE
Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous pouvez téléphoner vos messages. Vous les télécrivez. Vos correspondants vous répondent par télex. Vous pouvez aussi téléphoner.

Service Télex
SERVICES TÉLEX
345.21.82 + 345.10.28
88, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1931



HORIZONTALEMENT

I. Même si elle est boiteuse, cela ne l'empêche pas de très bien marcher ; Reine. — II. Une drôle de bobine. — III. Échantillon sans valeur. — IV. Pénitent dans le dos. — V. Soumettre à un régime de haute surveillance ; Abbréviation. — VI. Sans changement ; Prêt. — VII. Amplifié ; Ville du Yémen. — VIII. Nommée pour la forme ; N'est donc pas superflu. — IX. Symbole ; Figure mythologique. — X. A mauvaise réputation. — XI. Plus lourds avec du plomb dans l'aile.

VERTICALEMENT

I. Ne sauraient s'écouter parler. — 2. D'une certaine couleur. — 3. Que l'on peut négliger ; Quotient. — 4. Habiter ; En contact avec des milieux impurs. — 5. Fera un travail de caviste ; Invite une conquête à ne pas s'endormir. — 6. Chémis ; Asile de fleurs. — 7. Facteurs d'une addition ; Poissons. — 8. Ancien jeton de présence. — 9. Pas agréables du tout.

Solution du problème n° 1930

Horizontalement
I. Artères. — II. Membres. — III. Iso. SS. NO. — IV. Tonne. — V. Is. Elias. — VI. En. SS. — VII. Epides. — VIII. Reine. — IX. Brouettes. — X. Eau ; Oo. — XI. Lien ; Anne.

Verticalement
I. Amis ; Abel. — 2. Résolue. — 3. Ral. — 4. Tuons ; Froue. — 5. En. — 6. Dien. — 7. Rée. — 8. Sél. — 9. Sél. — 10. Sél. — 11. Sél. — 12. Sél. — 13. Sél. — 14. Sél. — 15. Sél. — 16. Sél. — 17. Sél. — 18. Sél. — 19. Sél. — 20. Sél. — 21. Sél. — 22. Sél. — 23. Sél. — 24. Sél. — 25. Sél. — 26. Sél. — 27. Sél. — 28. Sél. — 29. Sél. — 30. Sél. — 31. Sél. — 32. Sél. — 33. Sél. — 34. Sél. — 35. Sél. — 36. Sél. — 37. Sél. — 38. Sél. — 39. Sél. — 40. Sél. — 41. Sél. — 42. Sél. — 43. Sél. — 44. Sél. — 45. Sél. — 46. Sél. — 47. Sél. — 48. Sél. — 49. Sél. — 50. Sél. — 51. Sél. — 52. Sél. — 53. Sél. — 54. Sél. — 55. Sél. — 56. Sél. — 57. Sél. — 58. Sél. — 59. Sél. — 60. Sél. — 61. Sél. — 62. Sél. — 63. Sél. — 64. Sél. — 65. Sél. — 66. Sél. — 67. Sél. — 68. Sél. — 69. Sél. — 70. Sél. — 71. Sél. — 72. Sél. — 73. Sél. — 74. Sél. — 75. Sél. — 76. Sél. — 77. Sél. — 78. Sél. — 79. Sél. — 80. Sél. — 81. Sél. — 82. Sél. — 83. Sél. — 84. Sél. — 85. Sél. — 86. Sél. — 87. Sél. — 88. Sél. — 89. Sél. — 90. Sél. — 91. Sél. — 92. Sél. — 93. Sél. — 94. Sél. — 95. Sél. — 96. Sél. — 97. Sél. — 98. Sél. — 99. Sél. — 100. Sél. — 101. Sél. — 102. Sél. — 103. Sél. — 104. Sél. — 105. Sél. — 106. Sél. — 107. Sél. — 108. Sél. — 109. Sél. — 110. Sél. — 111. Sél. — 112. Sél. — 113. Sél. — 114. Sél. — 115. Sél. — 116. Sél. — 117. Sél. — 118. Sél. — 119. Sél. — 120. Sél. — 121. Sél. — 122. Sél. — 123. Sél. — 124. Sél. — 125. Sél. — 126. Sél. — 127. Sél. — 128. Sél. — 129. Sél. — 130. Sél. — 131. Sél. — 132. Sél. — 133. Sél. — 134. Sél. — 135. Sél. — 136. Sél. — 137. Sél. — 138. Sél. — 139. Sél. — 140. Sél. — 141. Sél. — 142. Sél. — 143. Sél. — 144. Sél. — 145. Sél. — 146. Sél. — 147. Sél. — 148. Sél. — 149. Sél. — 150. Sél. — 151. Sél. — 152. Sél. — 153. Sél. — 154. Sél. — 155. Sél. — 156. Sél. — 157. Sél. — 158. Sél. — 159. Sél. — 160. Sél. — 161. Sél. — 162. Sél. — 163. Sél. — 164. Sél. — 165. Sél. — 166. Sél. — 167. Sél. — 168. Sél. — 169. Sél. — 170. Sél. — 171. Sél. — 172. Sél. — 173. Sél. — 174. Sél. — 175. Sél. — 176. Sél. — 177. Sél. — 178. Sél. — 179. Sél. — 180. Sél. — 181. Sél. — 182. Sél. — 183. Sél. — 184. Sél. — 185. Sél. — 186. Sél. — 187. Sél. — 188. Sél. — 189. Sél. — 190. Sél. — 191. Sél. — 192. Sél. — 193. Sél. — 194. Sél. — 195. Sél. — 196. Sél. — 197. Sél. — 198. Sél. — 199. Sél. — 200. Sél. — 201. Sél. — 202. Sél. — 203. Sél. — 204. Sél. — 205. Sél. — 206. Sél. — 207. Sél. — 208. Sél. — 209. Sél. — 210. Sél. — 211. Sél. — 212. Sél. — 213. Sél. — 214. Sél. — 215. Sél. — 216. Sél. — 217. Sél. — 218. Sél. — 219. Sél. — 220. Sél. — 221. Sél. — 222. Sél. — 223. Sél. — 224. Sél. — 225. Sél. — 226. Sél. — 227. Sél. — 228. Sél. — 229. Sél. — 230. Sél. — 231. Sél. — 232. Sél. — 233. Sél. — 234. Sél. — 235. Sél. — 236. Sél. — 237. Sél. — 238. Sél. — 239. Sél. — 240. Sél. — 241. Sél. — 242. Sél. — 243. Sél. — 244. Sél. — 245. Sél. — 246. Sél. — 247. Sél. — 248. Sél. — 249. Sél. — 250. Sél. — 251. Sél. — 252. Sél. — 253. Sél. — 254. Sél. — 255. Sél. — 256. Sél. — 257. Sél. — 258. Sél. — 259. Sél. — 260. Sél. — 261. Sél. — 262. Sél. — 263. Sél. — 264. Sél. — 265. Sél. — 266. Sél. — 267. Sél. — 268. Sél. — 269. Sél. — 270. Sél. — 271. Sél. — 272. Sél. — 273. Sél. — 274. Sél. — 275. Sél. — 276. Sél. — 277. Sél. — 278. Sél. — 279. Sél. — 280. Sél. — 281. Sél. — 282. Sél. — 283. Sél. — 284. Sél. — 285. Sél. — 286. Sél. — 287. Sél. — 288. Sél. — 289. Sél. — 290. Sél. — 291. Sél. — 292. Sél. — 293. Sél. — 294. Sél. — 295. Sél. — 296. Sél. — 297. Sél. — 298. Sél. — 299. Sél. — 300. Sél. — 301. Sél. — 302. Sél. — 303. Sél. — 304. Sél. — 305. Sél. — 306. Sél. — 307. Sél. — 308. Sél. — 309. Sél. — 310. Sél. — 311. Sél. — 312. Sél. — 313. Sél. — 314. Sél. — 315. Sél. — 316. Sél. — 317. Sél. — 318. Sél. — 319. Sél. — 320. Sél. — 321. Sél. — 322. Sél. — 323. Sél. — 324. Sél. — 325. Sél. — 326. Sél. — 327. Sél. — 328. Sél. — 329. Sél. — 330. Sél. — 331. Sél. — 332. Sél. — 333. Sél. — 334. Sél. — 335. Sél. — 336. Sél. — 337. Sél. — 338. Sél. — 339. Sél. — 340. Sél. — 341. Sél. — 342. Sél. — 343. Sél. — 344. Sél. — 345. Sél. — 346. Sél. — 347. Sél. — 348. Sél. — 349. Sél. — 350. Sél. — 351. Sél. — 352. Sél. — 353. Sél. — 354. Sél. — 355. Sél. — 356. Sél. — 357. Sél. — 358. Sél. — 359. Sél. — 360. Sél. — 361. Sél. — 362. Sél. — 363. Sél. — 364. Sél. — 365. Sél. — 366. Sél. — 367. Sél. — 368. Sél. — 369. Sél. — 370. Sél. — 371. Sél. — 372. Sél. — 373. Sél. — 374. Sél. — 375. Sél. — 376. Sél. — 377. Sél. — 378. Sél. — 379. Sél. — 380. Sél. — 381. Sél. — 382. Sél. — 383. Sél. — 384. Sél. — 385. Sél. — 386. Sél. — 387. Sél. — 388. Sél. — 389. Sél. — 390. Sél. — 391. Sél. — 392. Sél. — 393. Sél. — 394. Sél. — 395. Sél. — 396. Sél. — 397. Sél. — 398. Sél. — 399. Sél. — 400. Sél. — 401. Sél. — 402. Sél. — 403. Sél. — 404. Sél. — 405. Sél. — 406. Sél. — 407. Sél. — 408. Sél. — 409. Sél. — 410. Sél. — 411. Sél. — 412. Sél. — 413. Sél. — 414. Sél. — 415. Sél. — 416. Sél. — 417. Sél. — 418. Sél. — 419. Sél. — 420. Sél. — 421. Sél. — 422. Sél. — 423. Sél. — 424. Sél. — 425. Sél. — 426. Sél. — 427. Sél. — 428. Sél. — 429. Sél. — 430. Sél. — 431. Sél. — 432. Sél. — 433. Sél. — 434. Sél. — 435. Sél. — 436. Sél. — 437. Sél. — 438. Sél. — 439. Sél. — 440. Sél. — 441. Sél. — 442. Sél. — 443. Sél. — 444. Sél. — 445. Sél. — 446. Sél. — 447. Sél. — 448. Sél. — 449. Sél. — 450. Sél. — 451. Sél. — 452. Sél. — 453. Sél. — 454. Sél. — 455. Sél. — 456. Sél. — 457. Sél. — 458. Sél. — 459. Sél. — 460. Sél. — 461. Sél. — 462. Sél. — 463. Sél. — 464. Sél. — 465. Sél. — 466. Sél. — 467. Sél. — 468. Sél. — 469. Sél. — 470. Sél. — 471. Sél. — 472. Sél. — 473. Sél. — 474. Sél. — 475. Sél. — 476. Sél. — 477. Sél. — 478. Sél. — 479. Sél. — 480. Sél. — 481. Sél. — 482. Sél. — 483. Sél. — 484. Sél. — 485. Sél. — 486. Sél. — 487. Sél. — 488. Sél. — 489. Sél. — 490. Sél. — 491. Sél. — 492. Sél. — 493. Sél. — 494. Sél. — 495. Sél. — 496. Sél. — 497. Sél. — 498. Sél. — 499. Sél. — 500. Sél. — 501. Sél. — 502. Sél. — 503. Sél. — 504. Sél. — 505. Sél. — 506. Sél. — 507. Sél. — 508. Sél. — 509. Sél. — 510. Sél. — 511. Sél. — 512. Sél. — 513. Sél. — 514. Sél. — 515. Sél. — 516. Sél. — 517. Sél. — 518. Sél. — 519. Sél. — 520. Sél. — 521. Sél. — 522. Sél. — 523. Sél. — 524. Sél. — 525. Sél. — 526. Sél. — 527. Sél. — 528. Sél. — 529. Sél. — 530. Sél. — 531. Sél. — 532. Sél. — 533. Sél. — 534. Sél. — 535. Sél. — 536. Sél. — 537. Sél. — 538. Sél. — 539. Sél. — 540. Sél. — 541. Sél. — 542. Sél. — 543. Sél. — 544. Sél. — 545. Sél. — 546. Sél. — 547. Sél. — 548. Sél. — 549. Sél. — 550. Sél. — 551. Sél. — 552. Sél. — 553. Sél. — 554. Sél. — 555. Sél. — 556. Sél. — 557. Sél. — 558. Sél. — 559. Sél. — 560. Sél. — 561. Sél. — 562. Sél. — 563. Sél. — 564. Sél. — 565. Sél. — 566. Sél. — 567. Sél. — 568. Sél. — 569. Sél. — 570. Sél. — 571. Sél. — 572. Sél. — 573. Sél. — 574. Sél. — 575. Sél. — 576. Sél. — 577. Sél. — 578. Sél. — 579. Sél. — 580. Sél. — 581. Sél. — 582. Sél. — 583. Sél. — 584. Sél. — 585. Sél. — 586. Sél. — 587. Sél. — 588. Sél. — 589. Sél. — 590. Sél. — 591. Sél. — 592. Sél. — 593. Sél. — 594. Sél. — 595. Sél. — 596. Sél. — 597. Sél. — 598. Sél. — 599. Sél. — 600. Sél. — 601. Sél. — 602. Sél. — 603. Sél. — 604. Sél. — 605. Sél. — 606. Sél. — 607. Sél. — 608. Sél. — 609. Sél. — 610. Sél. — 611. Sél. — 612. Sél. — 613. Sél. — 614. Sél. — 615. Sél. — 616. Sél. — 617. Sél. — 618. Sél. — 619. Sél. — 620. Sél. — 621. Sél. — 622. Sél. — 623. Sél. — 624. Sél. — 625. Sél. — 626. Sél. — 627. Sél. — 628. Sél. — 629. Sél. — 630. Sél. — 631. Sél. — 632. Sél. — 633. Sél. — 634. Sél. — 635. Sél. — 636. Sél. — 637. Sél. — 638. Sél. — 639. Sél. — 640. Sél. — 641. Sél. — 642. Sél. — 643. Sél. — 644. Sél. — 645. Sél. — 646. Sél. — 647. Sél. — 648. Sél. — 649. Sél. — 650. Sél. — 651. Sél. — 652. Sél. — 653. Sél. — 654. Sél. — 655. Sél. — 656. Sél. — 657. Sél. — 658. Sél. — 659. Sél. — 660. Sél. — 661. Sél. — 662. Sél. — 663. Sél. — 664. Sél. — 665. Sél. — 666. Sél. — 667. Sél. — 668. Sél. — 669. Sél. — 670. Sél. — 671. Sél. — 672. Sél. — 673. Sél. — 674. Sél. — 675. Sél. — 676. Sél. — 677. Sél. — 678. Sél. — 679. Sél. — 680. Sél. — 681. Sél. — 682. Sél. — 683. Sél. — 684. Sél. — 685. Sél. — 686. Sél. — 687. Sél. — 688. Sél. — 689. Sél. — 690. Sél. — 691. Sél. — 692. Sél. — 693. Sél. — 694. Sél. — 695. Sél. — 696. Sél. — 697. Sél. — 698. Sél. — 699. Sél. — 700. Sél. — 701. Sél. — 702. Sél. — 703. Sél. — 704. Sél. — 705. Sél. — 706. Sél. — 707. Sél. — 708. Sél. — 709. Sél. — 710. Sél. — 711. Sél. — 712. Sél. — 713. Sél. — 714. Sél. — 715. Sél. — 716. Sél. — 717. Sél. — 718. Sél. — 719. Sél. — 720. Sél. — 721. Sél. — 722. Sél. — 723. Sél. — 724. Sél. — 725. Sél. — 726. Sél. — 727. Sél. — 728. Sél. — 729. Sél. — 730. Sél. — 731. Sél. — 732. Sél. — 733. Sél. — 734. Sél. — 735. Sél. — 736. Sél. — 737. Sél. — 738. Sél. — 739. Sél. — 740. Sél. — 741. Sél. — 742. Sél. — 743. Sél. — 744. Sél. — 745. Sél. — 746. Sél. — 747. Sél. — 748. Sél. — 749. Sél. — 750. Sél. — 751. Sél. — 752. Sél. — 753. Sél. — 754. Sél. — 755. Sél. — 756. Sél. — 757. Sél. — 758. Sél. — 759. Sél. — 760. Sél. — 761. Sél. — 762. Sél. — 763. Sél. — 764. Sél. — 765. Sél. — 766. Sél. — 767. Sél. — 768. Sél. — 769. Sél. — 770. Sél. — 771. Sél. — 772. Sél. — 773. Sél. — 774. Sél. — 775. Sél. — 776. Sél. — 777. Sél. — 778. Sél. — 779. Sél. — 780. Sél. — 781. Sél. — 782. Sél. — 783. Sél. — 784. Sél. — 785. Sél. — 786. Sél. — 787. Sél. — 788. Sél. — 789. Sél. — 790. Sél. — 791. Sél. — 792. Sél. — 793. Sél. — 794. Sél. — 795. Sél. — 796. Sél. — 797. Sél. — 798. Sél. — 799. Sél. — 800. Sél. — 801. Sél. — 802. Sél. — 803. Sél. — 804. Sél. — 805. Sél. — 806. Sél. — 807. Sél. — 808. Sél. — 809. Sél. — 810. Sél. — 811. Sél. — 812. Sél. — 813. Sél. — 814. Sél. — 815. Sél. — 816. Sél. — 817. Sél. — 818. Sél. — 819. Sél. — 820. Sél. — 821. Sél. — 822. Sél. — 823. Sél. — 824. Sél. — 825. Sél. — 826. Sél. — 827. Sél. — 828. Sél. — 829. Sél. — 830. Sél. — 831. Sél. — 832. Sél. — 833. Sél. — 834. Sél. — 835. Sél. — 836



DE L'ECONOMIE

Le nucléaire bientôt aussi cher que le thermique au fuel ?

La remise en cause du nucléaire n'est pas seulement écologique. Devant le glissement important et continu des coûts du nucléaire depuis 1974, de nombreux économistes se demandent si les sous-évaluations passées n'ont pas été volontaires et si elles n'avaient pas pour objet de faciliter l'adoption du programme Messmer. Lors du débat budgétaire, il y a une semaine, M. Monory, dans une réponse à un député, précisait que des motifs d'indépendance plus que de compétitivité économique justifiaient la poursuite du programme nucléaire. L'argument économique n'est donc plus mis en avant. Et c'est compréhensible, car si en croisant tant le rapport de M. Schiessing, député (réf.) du Lot-et-Garonne, présenté il y a quelques jours à l'Assemblée, qu'un article d'un chercheur de l'Institut de Grenoble qui doit paraître dans le n° 2 de la *Revue d'économie industrielle*, la hausse des coûts du nucléaire n'est pas terminée.

La commission pour la production de l'électricité d'origine nucléaire (PEON) avait, dès le mois d'avril, chiffré à 29 % en France courante et à 20 % en France constante le dérive des coûts du nucléaire de 1974 à 1977. L'allongement de la durée de construction d'une centrale — de soixante à soixante-douze mois — que l'on attribue un peu trop facilement à l'action des écologistes,

entraîne déjà une augmentation importante des intérêts intercalaires et donc du poids des investissements. Mais ce n'est pas là la seule raison de hausse. En fait tous les postes se sont accrus : les frais d'entretien de 15 % en monnaie constante, les effectifs de centrale de 11 %, les investissements de 14 %. Les estimations du prix de l'uranium sont de 30-35 dollars pour une livre d'U 308, et le retraitement qui apparaissait pour 1 000 F le kilogramme en 1974 compte désormais pour 1 500 à 2 000 F.

Le prix du kilowatt-heure nucléaire de base est ainsi en 1977 de 9,7 à 10 centimes (investissements : 5, charges d'exploitation : 2, combustible : 2,7 à 3) contre 7,5 centimes en 1974, 4,87 centimes en 1974 et 3,83 centimes en 1970. Pour comparaison, il faut souligner que depuis le lancement du programme Messmer en 1974, alors que le nucléaire a plus que doublé, le thermique au fuel n'a augmenté que de 61 %.

M. Schiessing, rapporteur de la commission des finances sur le budget du ministère de l'Industrie, ne cachait pas qu'une telle majoration bouleverserait les données du problème. D'autant que M. Monory a précisé : « Les valeurs retenues en 1977, qui ont été estimées à partir du devis de la centrale du Paluel, anticipent certaines hausses prévisibles, mais on ne peut toutefois pas exclure une augmentation des coûts au fur et

à mesure que se développent les études d'exécution, indépendamment de toute nouvelle réglementation de sûreté ».

Rappelant que le prix du kWh nucléaire s'est sensiblement rapproché du kWh charbon (11,8 centimes) et que son écart avec le kWh fuel (13,3 centimes) s'est notablement amenagé, M. Schiessing remarque qu'il n'est déjà plus question « de substituer le nucléaire aux centrales thermiques existantes ».

Le député du Lot-et-Garonne fait aussi quelques reproches au mode de calcul de la commission PEON, composée en trop grand nombre, souligne-t-il, de responsables d'EDF et du G.S.A. : « On suppose, écrit-il, qu'un cours d'une année ces centrales fonctionneront au moins trois heures sur quatre. Or, ce taux de disponibilité n'a pas, jusqu'ici, été vérifié. » Ce taux de disponibilité de 75 % apparaît aussi particulièrement élevé à M. Pinon, chercheur de l'Institut économique et juridique de l'énergie de Grenoble, dans une « Evolution comparée de la production d'électricité d'origine nucléaire aux Etats-Unis et en France », qui doit paraître dans le numéro 2 de la *Revue d'économie industrielle*. « Le Rapport Comy conclut que le facteur de charge moyen ne dépasse guère 50 % sur la durée de vie (...). Westinghouse et l'Atomic Industrial Forum, dont les estimations sont révisées dans les milieux nucléaires, avouent de leur côté un facteur de charge moyen de 65 % ».

La comparaison des coûts américains et français amène M. Pinon à une estimation corrigée (tenant compte notamment d'un facteur de charge de 60 %) du kilowatt-heure d'origine nucléaire de 10,55 à 11,32 centimes. Et tant le chercheur de Grenoble que le rapporteur de la commission des finances rappellent que les calculs utilisés ne prennent en compte ni le démantèlement des centrales obsolètes ni le traitement des déchets. Sans parler des coûts sociaux non qualifiables et dont il faudrait sans doute tenir compte.

« La réponse est aux politiques et non aux économistes, qui se sont généralement substitués à eux dans ce domaine », conclut l'économiste de Grenoble. Et la commission des finances de l'Assemblée nationale lui répond presque lorsque « elle s'interroge sur le montant des ressources financières qui vont devoir être consacrées à ce programme », et qu'« elle demande qu'il soit mieux ajusté aux perspectives économiques des prochaines années ».

Si la réduction de notre dépendance énergétique passe inévitablement par l'électricité d'origine nucléaire, cela peut-il être fait à n'importe quel prix ?

BRUNO DETHOMAS.

DIX ANS APRÈS LE RAPPORT NORA

Les entreprises publiques ont aggravé leur déficit

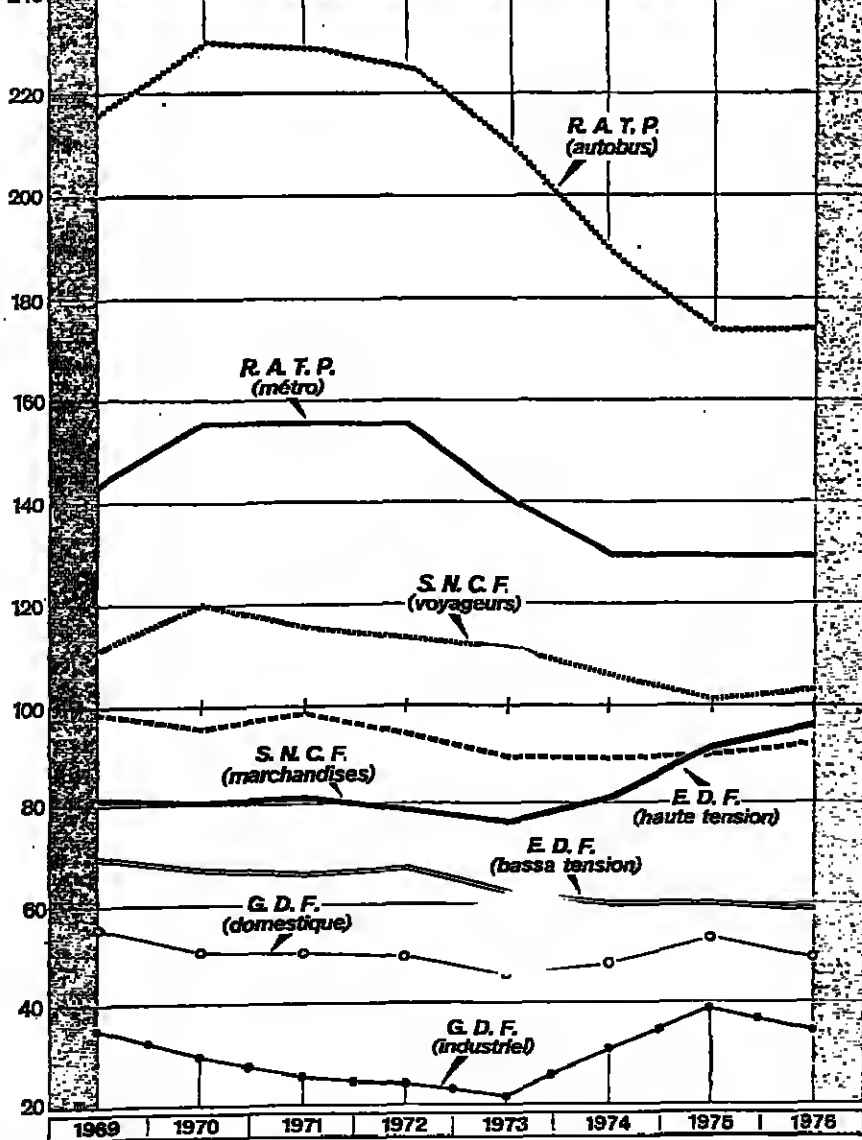
Il y a dix ans, M. Nora remettait au premier ministre, Georges Pompidou, un rapport sur les entreprises publiques. Ce document

proposait un ensemble de mesures susceptibles de restaurer l'équilibre de leur financement, leur décentralisation interne. Au terme de cette expérience décennale, où en est le secteur public ?

leur décentralisation interne. Au terme de cette expérience décennale, où en est le secteur public ?

LA PLUPART DES TARIFS PUBLICS ONT PRIS DU RETARD

Tarifs en valeur relative, par rapport aux prix de la production nationale (1959 = 100)



Ce graphique illustre le retard pris par la plupart des tarifs publics sur l'ensemble des coûts depuis le rapport Nora. La moyenne des coûts français, symbolisée par le prix de la production nationale, est représentée ici par la ligne horizontale 100. Les tarifs publics, qui avaient progressé plus vite que la moyenne entre 1959 et 1969 et se trouvaient donc au-dessus de cette ligne horizontale, n'ont cessé de s'en rapprocher depuis 1970, perdant tout ou partie de leur avance. Les autres tarifs, qui avaient déjà évolué moins vite que la moyenne avant le rapport Nora, ont, depuis, continué à prendre du retard (à l'exception du prix de l'électricité haute tension).

Dans les deux séries de cas, cette détérioration relative a privé les entreprises publiques de recettes, entraînant la diminution de leur autofinancement. Le fait que des courbes se situent au-dessus de la ligne 100 ne signifie évidemment pas que les tarifs concernés assurent à l'entreprise qui les applique la rentabilité souhaitée. Paradoxalement, c'est même la R.A.T.P., dont les tarifs couvrent à peine la moitié du prix de revient, qui se situe en haut du graphique. Cela traduit seulement le fait qu'avant le rapport Nora les prix de la R.A.T.P. avaient pris le plus d'avance sur l'ensemble des coûts de la production française.

Le rapport Nora tentait de concilier trois impératifs concernant notamment :

- La restauration d'un taux d'autofinancement substantiel des entreprises publiques (de l'ordre de 60 à 70 % en moyenne) capable de les préserver du risque d'endettement cumulé. Dans ce but était proposée une hausse des tarifs publics supérieure à celle de l'ensemble des prix, visant à rattraper le retard accumulé ;
- Le retrait progressif du financement public à mesure de la réintégration de l'assainissement financier des entreprises publiques ;
- La limitation de l'appel des entreprises nationales au marché financier, pour à la fois faciliter celui du secteur privé et limiter les conséquences du taux d'intérêt sur leur rentabilité.

Le rapport fut partiellement appliqué de 1969 à 1972, dans des conditions d'ailleurs difficiles. Les tarifs publics commencent alors des taux d'augmentation nettement supérieurs à ceux des années précédentes, et même, en 1970, supérieurs à la hausse des prix.

Les taux d'autofinancement augmentèrent presque tous en 1969 et 1970, la part du financement public décroissant, ainsi que l'appel au marché financier jusqu'en 1970.

PHILIPPE BRACHET.

(Lire la suite page 22.)

Anthropomorphisme et politique économique

par MICHEL CICUREL (*)

LES civilisations primitives avaient une perception marquée à attribuer à la forme humaine à des objets, des idées, des événements. L'encyclopédie du dix-huitième siècle décrit l'anthropomorphisme comme « la manière de s'exprimer par laquelle les écrivains sacrés attribuent à Dieu des parties, des actions ou des affections qui ne conviennent qu'aux hommes ; et cela pour l'accommoder et le proportionner à la faiblesse de notre intelligence ». Aujourd'hui, on ne parle plus du dieu ou de la colère de Dieu que par une certaine inertie du langage par rapport à l'évolution des idées. Et pourtant, le progrès des connaissances et des techniques n'a pas mis fin à cette tendance à l'anthropomorphisme. Il est même un domaine où, en France du moins, ce vice toujours lent de l'esprit humain resurgit avec force : c'est celui de la « science » économique.

Plusieurs facteurs expliquent cette résurgence. Le « star system » et la personnalisation du pouvoir affectent autant la sphère économique que le monde politique. Le délire de certaines théories psycho-sociologiques, par oppo-

sition aux analyses traditionnelles plus mécaniques, favorise l'illusion. Facilité aussi l'erreur, lorsqu'on n'y prend garde, le regain de faveur de la micro-économie, qui analyse le comportement d'un agent économique isolé, par rapport à la macro-économie qui, pour être fondée sur l'observation des données économiques concrètes, n'en produit pas moins des « agrégats » qu'il est difficile de qualifier d'humains : il est fort tentant, de donner un visage humain au « consommateur », à l'« entreprise », à l'« épargnant », fonctions micro-économiques, il est moins facile d'en faire autant pour le produit national brut ou la formation brute de capital fixe.

Il y a, enfin, ce profond courant bonapartiste de l'opinion française qui investit de pouvoirs magiques, bénéfiques ou maléfiques, des hommes providentiels ou des bêtes émissaires.

(*) Sous-directeur à la direction de la construction au ministère de l'équipement.

LE PROTECTIONNISME INTÉRIEUR

C E sont de fortes paroles que le premier ministre a prononcées devant la nouvelle commission de la concurrence qui vient d'être mise en place et dont le rôle sera, avec des pouvoirs d'intervention accrus, de lutter plus efficacement contre les ententes et les positions dominantes. M. Raymond Barre a retrouvé les accents de professeur qu'on lui connaît bien pour rappeler un certain nombre d'idées et de principes qu'on a effectivement tendance, comme il l'a dit, à ignorer en France. « paye de l'ancienne tradition Colbertiste ».

Il est bien vrai que le « protectionnisme intérieur » exerce des méfaits dont on prend assez rarement conscience. Ceux qui en bénéficient connaissent bien les avantages dont ils profitent et sont prompts à se poser en victimes si d'aventure ils sont menacés de se les voir retirer. Mais comment le public, si moins d'en être averti, pourrait-il, sauf dans quelques cas particulièrement flagrants, se rendre compte du préjudice diffus qui lui est causé par l'existence des monopoles et des privilèges ? Il le peut d'autant plus difficilement que leurs fluides sont pour le plupart en mesure d'invoquer en leur faveur une sorte de légitimité.

Le rapport Rueff-Armand avait, il y a une quinzaine d'années, entrepris de dresser la liste des multiples ententes et pratiques multilatérales qui constituent autant d'obstacles à la satisfaction des besoins des consommateurs et, d'une façon plus générale, à l'efficacité de l'appareil de production et de distribution. Le gouvernement de l'époque a saisi le courage des auteurs de ce document et la pertinence de leurs suggestions, mais il lui a été successivement refusé beaucoup d'efforts pour en faire passer ne serait-ce qu'une faible partie dans la réalité.

Qu'il s'agit, par exemple, d'attaquer sérieusement au régime de la propriété commerciale et aux divers statuts sous lesquels elle se cache, tels les règlements qui, depuis la grande crise de 1930, limitent le nombre des taxis ? Leur levée se traduirait immédiatement par la création d'un certain nombre d'emplois et sans doute aussi par une amélioration progressive de la circulation dans les grandes villes. On peut être sûr que personne ne prendra le risque de le décider, par peur des réactions qu'il faudrait affronter.

Encore les chauffeurs de taxi font-ils figure en l'occurrence de lampistes. Le groupe de pression qu'ils forment est seulement un échantillon parmi les « corporatismes de toute nature » dont a parlé M. Barre et qui, de la fabrication des téléviseurs jusqu'à la distribution de cachets d'aspirine, contribuent à maintenir des prix élevés pour le plus grand profit d'un certain nombre d'intérêts particuliers.

On peut espérer que le nouveau dispositif permettra de combattre plus vigoureusement certains abus, mais sa tâche sera compliquée par les circonstances. Le protectionnisme intérieur fleurit tout naturellement à l'abri du protectionnisme extérieur. Dans la crise que nous traversons, les pouvoirs publics ont de plus en plus de mal à résister aux appels qui leur sont adressés par les secteurs les plus éprouvés pour fermer les frontières à la concurrence étrangère.

(Lire la suite page 22.)

Languedoc

Montpellier
Nîmes

Hotel Sofitel ★★★ L'amour du métier.

Réservation
Réservation Centrale Paris
Tél. : 657 11 43 Téléc. : 200432
ou dans un des 35 hôtels Sofitel
ou dans les agences de voyages.

Anthropomorphisme et politique économique

(Suite de la page 21.)

[illegible]

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

A la recherche d'une théorie du commerce extérieur

par CHRISTIAN SCHMIDT

L'ATTRIBUTION des prix Nobel de science économique à B. Ohlin et à J. Meade, cette année, fournit une occasion de faire le point sur l'état de la théorie du commerce international. La publication du plus célèbre ouvrage de B. Ohlin remonte à 1933, tandis que la série des grands livres de Meade sur ce sujet ont paru dans les années 50. Leurs ouvrages, cependant, représentent encore aujourd'hui la base de ce que l'on pourrait appeler la théorie conventionnelle du commerce international, et la plupart des travaux contemporains prolongent, affinent ou généralisent leurs problématiques. Il s'agit pour cette théorie :

- 1) De définir une allocation optimale des productions nationales considérées au point de vue mondial sur la base des dotations de facteurs dont dispose chaque pays ;
- 2) D'expliquer les mécanismes d'ajustement des économies nationales à l'environnement international, à travers le fonctionnement de la balance des paiements ;
- 3) De définir les mécanismes d'ajustement des économies nationales à l'environnement international, à travers le fonctionnement de la balance des paiements ;

accumulation de l'endettement international ?

D'innombrables petits modèles pédagogiques de type « deux produits de deux pays », ont été proposés dans ce cadre pour expliquer les échanges internationaux, soit par l'offre des facteurs de production, dans la direction explorée par Ohlin, soit par la demande des biens finaux, dans la voie choisie par Meade. Mais leur pouvoir explicatif reste limité. La distinction entre produits et facteurs de production permet mal de rendre compte des biens intermédiaires et d'intégrer la dimension d'information technologique qui régit le commerce international de nombreux produits. L'hypothèse d'une plus grande mobilité internationale des produits que des facteurs se trouve mise en question par l'ampleur et la rapidité des mouvements de capitaux qui s'observent d'un pays à l'autre. Dans certains pays comme les États-Unis, la dispersion internationale du capital s'est même accompagnée, au cours des quinze dernières années, d'une désaffectation de la production nationale que l'on peut qualifier de « conventionnelle ». De manière plus générale, l'imputation des produits aux seules entités nationales est contredite par le développement des circuits de production mondialisés, indissociables de caractéristiques d'un nombre croissant de branches industrielles, comme le textile, la confection et l'électronique. Enfin, l'idée d'un système de prix unique caractérisant le marché mondial qui résulterait de l'ouverture des frontières se trouve démentie non seulement par la persistance d'une dualité entre les systèmes de prix nationaux et internationaux, mais encore par l'aggravation de la disparité entre les différences de systèmes de prix nationaux au cours des dix dernières années.

Une « théorie-prétexte »

Ces critiques bien connues ne tiennent pas compte des progrès récents et ne touchent du reste la théorie « conventionnelle » que de manière superficielle. En premier lieu, l'analyse d'activités qui caractérisent les biens produits au moyen de leurs processus de production rend bien compte de la technologie des marchandises échangées entre les pays. En second lieu, l'analyse théorique de la production entre les nations se trouve définie dans un monde où les capitaux ne circulent pas dans l'espace international, cette définition demeure valable lorsque les pays s'ajustent librement d'un pays à l'autre. Bien plus, on a pu démontrer qu'une telle définition s'appliquait encore dans un monde où les facteurs passent librement à travers les frontières, ce qui est le cas des marchandises rencontrées des obstacles. Enfin, on a montré qu'une situation de concurrence imparfaite ou de monopole au niveau mondial ne peut pas ébranler la référence à un équilibre international entre des pays disposant des dotations de facteurs comparables, comme c'est le cas des pays industriels de l'Europe occidentale. Dans cette hypothèse, en effet, une spécialisation internationale complète des pays est encore susceptible d'être déterminée.

Mais il ne s'agit là que d'aménagements techniques, et le problème de la pertinence d'une théorie des relations économiques internationales exclusive-ment conçue dans le dessein de déterminer une allocation optimale des productions nationales reste entier.

Or, il est troublant de constater que toute cette construction repose, en définitive, sur une analogie bien pauvre, qui assimile chaque pays à un agent individuel, se dotant de facteurs à une richesse initiale et lui assigne tout à tour le rôle de producteur et de consommateur.

De Ricardo à Marshall en passant par Stuart Mill, le commerce extérieur n'a cessé de servir de prétexte aux théories pour mettre en évidence quelques-unes des propriétés d'équilibre de l'économie internationale, tout au moins dans son acception conventionnelle, ne représente donc pas un champ d'analyse théorique, mais seulement un prétexte théorique. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la vérification empirique de ces propositions n'ait guère été concluante, pour ne pas dire franchement paradoxale, comme l'atteste l'analyse de la structure du commerce extérieur des États-Unis.

Modèles contre théorie

Devant les résultats malgres et souvent décevants de la théorie conventionnelle, ce sont les modèles économiques qui ont pris récemment la relève de la compréhension des phénomènes économiques internationaux. Les uns sont d'origine universitaire (Link, université de Wharton ; Infornum, université du Maryland et « Fondation » de Paris-Dauphine) ; d'autres proviennent d'organismes internationaux (F.M.I., O.N.U.) ; d'autres enfin ont été conçus par des organismes administratifs nationaux (Meade, G.E.P.I.). Leur objectif n'est ni de donner ni d'expliquer, mais de prévoir ou de simuler les volontés du commerce mondial.

On peut les classer selon qu'ils fournissent des prévisions à horizon fixe (Meade ou Infornum) ou qu'ils les fournissent pour les atteindre (Infornum), selon qu'ils visent le court terme (Link), le moyen terme (Meade) ou le long terme (Leontief). Mais leur danger réside dans la tendance à se substituer à la représentation des relations commerciales entre les nations. Elles révoquent trois conceptions distinctes qui envoient du reste à des approches théoriques très différentes des échanges internationaux centrées soit sur les pro-

duits, soit sur les pays. La première, que l'on pourrait appeler « mondialiste », adoptée par Leontief, consiste à considérer l'économie mondiale comme un bloc homogène en grandes régions et à traiter les flux d'importation et d'exportation de chaque bien par rapport à un pool international indivisible. La seconde, que l'on baptisera « internationaliste », choisie par Meade, tend au contraire à individualiser tous les flux commerciaux bilatéraux entre les pays. Entre ces deux extrêmes se situe la position de Link et d'Infornum, où seules les importations sont directement déterminées par les flux internationaux, les exportations se trouvant déduites d'une hypothèse de division de l'économie mondiale en parts de marchés.

La relative pauvreté théorique des liaisons retenues dans ces modèles (fonctions d'importation ou fonctions de demande mondiale, équilibres des flux internationaux, etc.) ainsi que le nombre souvent très élevé des variables exogènes qu'ils contiennent (marchés mondiaux, parts des productions mondiales, etc.) peuvent rendre sceptique sur leur apport à la connaissance des mécanismes de l'échange international. La plupart d'entre eux restent

en particulier tributaires des tableaux et échanges industriels nationaux qui ne permettent pas de dégager la dynamique du commerce mondial. En outre, ils se réfèrent le plus fréquemment aux produits et aux branches, alors que c'est principalement au niveau des secteurs qu'interviennent les décisions. Ils s'attachent enfin aux relations commerciales, tandis que c'est l'organisation de la production qui façonne les échanges internationaux.

Depuis, en dépit de leurs limites et de leurs insuffisances, ces modèles fournissent aujourd'hui une grille d'organisation de l'information susceptible de mettre en évidence certains des traits spécifiques du commerce mondial. Ainsi, le repérage direct des flux d'importation et d'exportation sur la base des déterminants de la demande mondiale, qui caractérise le modèle Meade, a permis à une équipe du G.E.P.I. de comparer récemment les processus de spécialisation en matière de produits manufacturés suivis par trois pays industriels : le Japon, l'Allemagne et la France (le Monde du 14 septembre 1976). Cette recherche a conduit ces auteurs à infirmer de l'analyse des deux grandes filières de production distinguées (la filière métallurgique et la filière agro-alimentaire) les premiers éléments d'une théorie de la stratégie dynamique de spécialisation internationale.

La modélisation peut également donner lieu à des usages différents. L'un des faits les plus troublants de l'environnement international réside par exemple, dans la dispersion des prix de nombreux produits qui font l'objet du commerce international et dans l'extrême variabilité des rapports prix d'exportation/prix intérieurs qui ont pu être constatés dans la majorité des pays industriels. Ces observations conduisent à réviser certaines idées communément admises sur l'articulation mondiale entre les différents systèmes de prix dans une économie ouverte et suggère une reformulation des relations entre les pays et l'environnement commercial international — les ajustements effectués étant eux-mêmes pour certains produits dérivés, à travers les quantités que par l'intermédiaire des prix. Cette idée formulée de manière intuitive devrait pouvoir être prolongée par l'élaboration d'un modèle dynamique des relations entre les prix nationaux et les prix internationaux. Un tel modèle est d'ores et déjà à l'étude dans certaines universités, comme celle de Californie. Sa mise au point permettrait d'établir la formation des prix à l'échelle mondiale et devrait déboucher, dans une étape ultérieure, sur une nouvelle formulation théorique du problème, capable en particulier de mieux rendre compte des mécanismes de transmission internationale de l'inflation.

Ces deux exemples montrent que si les modèles économiques ne peuvent ni ne doivent se substituer à la théorie du commerce extérieur, ils n'en offrent pas moins une chance de la renouveler profondément en captant certaines de ses dimensions originales. La conception d'une véritable théorie du commerce extérieur, qui n'en est encore qu'à ses premiers balbutiements, se trouve donc devant, et non pas derrière nous.

Mort de Luigi Solari

Un grand économiste

UN des économistes d'expression française avec un rayonnement international, vient de mourir à Paris à l'âge de quarante-cinq ans. Luigi Solari était professeur aux universités de Genève (où il avait créé le département d'économie de Lausanne) et de Paris IX-Dauphine. Il était, depuis 1971, le président de l'ASEP (l'Association scientifique européenne d'économie appliquée).

Luigi Solari laisse une œuvre féconde dans le domaine de l'analyse de la consommation des ménages qu'il avait contribué à étendre aux consommations collectives. Il n'a montré dans ses travaux qu'il est possible d'élaborer une théorie économique (en l'occurrence la théorie des choix) et l'observation

empirique des phénomènes de consommation dans une approche quantitative unifiée. Pour une méthode scientifique de l'économie qui essaie de combler le fossé qui s'est creusé progressivement entre l'économie pure et l'économie appliquée.

Le dernier ouvrage de Luigi Solari (1) publié peu de temps avant sa mort, illustre cette démarche et constitue une référence de base pour l'étude scientifique des phénomènes économiques.

(1) « De l'économie qualitative à l'économie quantitative. Pour une méthodologie de l'approche formalisée en science économique », avec la collaboration d'Edouard Boudier, Paris, Masson, 1977.

BIBLIOGRAPHIE

« Solutions pour demain »

de Christian Borromée

DANS ses « Solutions pour demain », Christian Borromée pose un problème majeur : celui des moyens propres à conduire nos sociétés vers le futur, plus ou moins consciemment, nous leur assignons.

Pour lui, le premier vice, qui défait tout ce que nos systèmes économiques prétendent faire, est l'inflation.

Le second grand vice est : « La tentation de l'État à vouloir réglementer, par le menu, la vie économique, tout en laissant se constituer des positions dominantes et des ententes, quelquefois sous son épide et sa direction, voire en son sein même. » (Page 13.)

Son analyse le conduit à la conclusion que « le capitalisme compris dans le sens de régime d'inflation et de positions dominantes n'a plus que l'apparence d'un régime de liberté et se rapproche insidieusement des régimes de monopole d'État. » Pour briser ce cycle, déjà décrit par Platon, et il faut rétablir la confiance en une monnaie saine et durable, la confiance économique dans l'avenir, l'absence de développement libéral et universel et la confiance politique en un État fort et indépendant.

Tel est le point de départ de la quête des « remèdes évidents », au premier rang desquels l'auteur place les lois anti-truisme.

Aux États-Unis, c'est le Sherman Act contre le mathématisme et le Clayton Act contre les discriminations des prix et les monopoles qui sont le secret de la prospérité américaine.

L'auteur examine ensuite, en détail, les lois qui portent atteinte à la liberté économique et à la convertibilité monétaire. Il consacre tout un chapitre aux abus scandaleux qui affectent le domaine immobilier, aux imperfections de notre fiscalité et aux lacunes de notre politique familiale. Il marque enfin, avec force, les conséquences que ces constatations devraient entraîner dans le statut de l'entreprise.

Toutes les réflexions de l'auteur démontrent que, contrairement à la croyance commune, la liberté n'est jamais spontanée. Elle est une institution « qui vit au sein d'un régime de conditions propres à l'établir et à la protéger ».

C'est donc à la glorification du « marché institutionnel », que conduit le beau livre de Christian Borromée. L'espérance qu'il convoque ses lecteurs que le marché, condition de la liberté économique, est une organisation complète qui devra être, demain, rétablie, entretenue et protégée.

JACQUES RUEFF.

* Plan, collection « l'Appel », 38 F.

POLITIQUE FICTION

« Le Krach de 1979 »

de Paul Erdman

PAR chance, l'Arabie Saoudite ne produit pas de pétrole en 1979 : pour un peu elle serait tombée dans la zone d'influence soviétique à Yalta. Mais le royaume wahabite est dans le camp américain — presque aussi bien gardé que Fort-Knox — et c'est en Californie qu'il va chercher un banquier désemparé — Bill Hitchcock — pour gérer les 400 milliards de dollars de revenus de l'or noir.

Conte philosophique autant que roman de politique-fiction, le Krach de 1979 (1) se veut illustration du glas du capitalisme. Ainsi en Grande-Bretagne : « le gouvernement devait taxer de plus en plus lourdement les riches » pour soulager aux revendications des « pauvres ». Une fois les trois « riches » disparus — soit ruinés, soit en exil, — les « moyens » restèrent seuls à subir le poids de la fiscalité et furent en conséquence désemparés. Le livre de Paul Erdman est une œuvre de la reconquête. Du même coup, l'économie perdait sa principale source d'investissement privé et se condamnait à sa perte.

Pourtant, c'est avec jubilation qu'on perçoit la panique qui gagne les dirigeants des grandes banques occidentales lorsque les quittent ces pétrodollars baladeurs ou lorsque « ces enfants d'Iliens » sont incapables de rembourser leurs dettes.

C'est qu'il y a de la farce dans la nouvelle hiérarchie d'un monde traversé par les anciens « grands » m-pantins militaires et politiques. Français « qui ne peuvent jamais voir plus loin que leur nez », Suisses « à l'air lent mais capables d'admirer plus vite qu'un ordinateur si c'est de leur argent dont il s'agit », Anglais dont la place à une table de conférence montre « à quel point la Grande-Bretagne a dégringolé dans l'échelle des valeurs monétaires » ou principaux dirigeants pétroliers qu'on peut « ni de Harvard ni de Princeton » mais sont tous et sans la moindre exception des hommes de terrain qui ont « fait leurs classes en Alaska dans le froid polaire ou au Venezuela dans la chaleur des tropiques ». Comment le contraste entre « ces durs » et le cheikh Yamani, « raffiné, courtois, immaculé dans son costume de Savile Row » ne serait-il pas « choquant » ?

Mais le pouvoir des maîtres de Ryad peut-il durer ? Contraints d'accroître leur production pétrolière pour satisfaire les besoins occidentaux, ils risquent de déstabiliser le système au moindre mouvement de ces impressionnants surplus de pétrodollars (et la crise ne serait pas moins s'ils limitaient leur production). Minés par les querelles intestines de la dynastie, ils sont en butte aux velléités d'hégémonie de leur plus proche voisin — autre grand ami des Américains, — cette « espèce de singe irresponsable » de chah d'Iran qui aime tant jouer avec des jouets grandeur nature qu'il finira par lancer sur le golfe arabo-persique des bombes atomiques au cobalt qui rendront inaccessibles pour un quart de siècle les champs pétroliers.


Best-seller aux États-Unis, le livre posthume de Paul Erdman, ancien banquier ayant écrit en prison son premier roman sur la crise du dollar après une faillite remarquable, est affrondi par la liaison abracadabrante d'Hitchcock avec la fille du savant suisse qui met au point les bombes iraniennes par sympathie pour Israël.

Mais comme sa sœur la science-fiction, la politique-fiction prend ses racines dans le présent et rêve l'avenir pour mieux nous en préserver. Cet avenir-là, pour n'être pas rose, n'est pas le plus invraisemblable.

BRUNO DETHOMAS.

* « Le Krach de 1979 », de Paul Erdman, traduit de l'anglais par Michel Gensoul, Éditions : Olivier Orban, 324 pages, 44 F.

OUBLIEZ LE FRANÇAIS.

Ich bin... very happy...

 Pendant 2 semaines, vous dialoguez à 4 ou 5, selon la méthode Berlitz, 7 h 30 par jour avec des étrangers qui vous enseignent leur langue. Ou à mi-temps pendant 4 semaines. C'est simple et efficace. Demandez le calendrier des stages à : Opéra : 742.13.39 - Nation : 346.12.65 - Panthéon : 633.98.77
 Puteaux : 772.18.16 - Boulogne : 609.15.10 - St-Germain-en-Laye : 973.75.00
 Versailles : 950.08.70.

«STAGE INTENSIF» BERLITZ

(PUBLI-CITE)
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
NOUVELLE HUILERIE S.E.I.B. à DIORBEL - SÉNÉGAL

OCOR - INTER G, Maître d'œuvre lance un Appel d'Offres International pour la fourniture de :

- 7 lots d'équipements d'huilerie et de services généraux ;
- 1 lot de Travaux de Génie Civil.

Les soumissionnaires, Constructeurs d'équipements et Entreprises de Génie Civil, pourront retirer les dossiers d'APPEL D'OFFRES à compter du lundi 21 novembre 1977 :

- contre la somme de 7.500 francs CFA par lot, aux bureaux de la S.E.I.B., 4, rue Joffre à DAKAR.
- ou contre la somme de 150 francs français par lot, au Bureau d'Information de la S.E.I.B., 55, rue Raymond, 75016 PARIS.


Les OFFRES devront être adressées dans les formes indiquées dans l'APPEL D'OFFRES avant le 20 décembre 1977, délai de rigueur à : S.E.I.B. - B.P. 5 - DIORBEL - SÉNÉGAL.

avec copies :

- d'une part aux Ambassades du SÉNÉGAL à PARIS, BRUXELLES et LONDRES,
- d'autre part à :

OCOR - INTER G - B.P. 28 - 91190 GIV-SUR-YVETTE.

à lire absolument
L'INFORMATISATION DU DECALQUE


 Première étude sur le moyen d'adopter un complément électronique, l'ordinateur programmable ORBO type Mega 7600, à la comptabilité par décalque.
 Ce système automatisé tous les calculs ainsi que la paie, contrôle les ventilations, fournit une balance.
 Il conserve les structures du décalque sans bouleverser les structures de l'entreprise et apporte un gain de temps considérable.

La comptabilité par décalque en régime électronique

Vous ne pouvez pas vous passer de l'information du décalque ORBO
 9 rue de Valenciennes, 75009 Paris - tél. 260.44.70 et 678.22.50

Nom : _____ Société : _____
 Adresse : _____ Tél. : _____

M. 28-11.

MONNAIES

Une proposition dangereuse : réévaluer le franc C.F.A.

La question posée dans « le Monde de l'économie » du 27 septembre dernier par M. François Kouadio, « Doit-on redéfinir une nouvelle parité du franc C.F.A. ? », était d'apparence technique mais reflétait une interrogation de nature fondamentale sur le fonctionnement et l'avenir de la zone franc.

Il est vain de mesurer exactement les avantages que recueillent respectivement les différents partenaires de la zone franc parce qu'ils ressortissent à des domaines de nature différentes. Il n'est pas contestable qu'elle est bénéfique aux uns et aux autres. Les pays africains qui y adhèrent profitent d'une monnaie convertible leur permettant d'utiliser le commerce international comme un moteur du développement économique ; la France, de son côté, par ce biais, réalise une extension de ses marchés et une économie de devises.

Néanmoins, ses bienfaits économiques si étendus, il convient de juger la

zone franc sur pièces en mesurant, notamment, les contraintes auxquelles elle est soumise actuellement.

La thèse de M. Kouadio souligne, à juste titre, le caractère forcé de la stabilité de la parité du change — les parités actuelles ont été définies en 1948 — au sein de la zone franc, en vertu de l'évolution non synchrone des différentes notions qui la composent et, notamment, des progrès réalisés par certains d'entre elles. Cette stabilité inflationniste qu'une mesure de réévaluation du franc C.F.A. permettrait d'atteindre. Reprenons cette analyse et évaluons la proposition qui en découle.

pays européens et du Japon (notamment dans le secteur automobile). Ainsi la part de la France dans l'ensemble des importations de l'U.M.O.A. (3) est passée de 90 % en 1962 à 50 % en 1968 pour n'en représenter qu'à peine 40 % actuellement.

Si l'on conjugue toutes ces constatations, on observe que l'inflation qu'enregistrent maints pays africains est pour une part importante d'origine extérieure mais non française puisque due essentiellement au renchérissement du coût du pétrole et pour une part non négligeable (mais qui reste à mesurer)

d'origine interne (hausse des produits vivriers provoquée d'ailleurs dans certains cas par une élévation du niveau de vie national).

Une réévaluation du franc C.F.A., qui se traduirait pour les pays partenaires de la France par une baisse automatique du prix des biens importés, et donc par une pression anti-inflationniste, constitue-t-elle le remède ?

Admettons-le un instant et imaginons, dans le cadre de l'U.M.O.A., une réévaluation du franc C.F.A. Quelle serait son efficacité, eu égard à l'objectif considéré ?

montant approximatif de 35 milliards. Ce qui, en valeur absolue, constitue déjà une somme importante, mais qui, en valeur relative, représente à peu près 15 % des recettes budgétaires ivoiriennes (3).

A l'évidence, la mesure proposée serait déflationniste mais certainement pas dans le sens souhaité par les problèmes d'une réévaluation. Compréhant les recettes d'exportation, elle contraindrait les projets d'investissements nationaux, se traduirait par une moindre progression des revenus et donc par une moindre pression de la demande sur les prix. Ce n'est manifestement pas une mesure appropriée à la situation des pays de l'U.M.O.A., dont tous les efforts justement visent à provoquer un indispensable développement.

D'ailleurs certains experts se demandent et, tout au contraire, pour favoriser le décollage des pays de l'U.M.O.A., il ne conviendrait pas d'envisager non pas une réévaluation mais une dévaluation du franc C.F.A.

JOEL BOURDIN,

professeur à l'université de Caen.

Un remède inadéquat

Dans la meilleure des hypothèses, elle affecterait, dans le sens de la baisse, le prix des biens importés par les pays de l'U.M.O.A. Ceci se traduirait par un avilissement du prix pour les ménages à mode de consommation européen, c'est-à-dire pour les catégories sociales les plus aisées. Le budget des familles les plus démunies subirait par contre peu de modifications. A l'évidence, cette mesure accroîtrait à court terme les inégalités sociales.

Par ailleurs, le coût des investissements étrangers augmenterait — ce qui, à moyen terme, provoquerait une hausse spécifique de prix, d'autant moins négligeable que l'essentiel de la formation brute de capital des entreprises dans certains pays de l'U.M.O.A. provient de l'extérieur.

Plus vraisemblablement, la réévaluation ne se traduirait pas (ou peu) par une baisse du prix des importations, mais par une hausse des marges commerciales des importateurs. Il est, en effet, illusoire de penser que dans des pays à structures économiques embryonnaires, une baisse du coût des biens importés, consécutive à une réévaluation, pourrait être totalement répercutée au niveau des prix.

Mais il y a un autre aspect qu'il convient de considérer, sans négliger l'essentiel : il concerne les exportations.

Nombreux sont les produits exportés par les pays de l'U.M.O.A. dont les prix sont déterminés sur les marchés internationaux, en monnaie étrangère. C'est le cas du cacao et du café, qui sont les deux produits de base de l'économie du cacao et du palmiste. Si l'adoption que le franc C.F.A. soit réévalué, le cours de ces produits et denrées à Paris, Londres ou New-York n'en serait pas affecté. Simplement, une même quantité de marchandises exportées se traduirait par une recette en C.F.A. amoindrie. Ainsi la réévaluation du franc C.F.A. provoquerait de manière certaine, une chute des recettes d'exportation des

L'origine des pressions inflationnistes

Le système de la zone franc accorde à la France un rôle de premier plan en matière de ventes de produits manufacturés, qu'il s'agisse d'équipements ou de biens de consommation. Une partie non négligeable des importations des pays africains de l'union monétaire provenant de France, la hausse des prix français affecte donc directement les prix chez ses partenaires. D'où l'argument d'une inflation africaine qui serait importée de France.

Ce raisonnement, qui consiste à attribuer à la France la responsabilité de l'inflation en zone franc ne résiste pas à l'analyse pour quatre raisons complémentaires :

● La progression des prix dans la plupart des pays d'Afrique noire d'ex-

pression française connaît un rythme nettement plus élevé que l'indice des prix français. Ce qui tendrait à prouver l'existence de pressions inflationnistes spécifiques.

● L'indice des prix de la consommation des familles africaines évolue plus vite que l'indice de la consommation des familles européennes installées en Afrique. Ce qui tendrait à indiquer que le prix des produits locaux (manioc, ignames, bananes, plantain, viandes, etc.) augmente plus que le prix des biens importés. Ainsi, en prenant comme base 100 l'année 1970, fin 1976, les indices de prix à la consommation pour les ménages à mode de vie africain, d'une part, à mode de vie européen, d'autre part, étaient respectivement de 195,1 et 142 à Niamey, de 180,6 et 189,3 à Lomé et de 204,4 et 184,2 à Dakar (1).

● Si on met à part le Gabon et, dans une moindre mesure, la Côte-d'Ivoire, on constate que le poste des importations, le plus important concerne les produits pétroliers, dont nul n'ignore que le prix, malheureusement, n'est pas fixé à Paris.

● Le poids de la France dans les importations des pays de la zone franc décline régulièrement au profit d'autres

(1) D'après les statistiques de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest.

(2) Union monétaire de l'Ouest africain qui regroupe la Côte-d'Ivoire, la Haute-Volta, le Niger, le Togo, le Sénégal et la Guinée.

(3) Ces estimations sont basées sur l'hypothèse d'une variation de la parité du franc C.F.A. de 0,60 franc français (cours actuel) à 0,62 franc français.

EXPRESSION ORALE
POUR RESPONSABLES
DÉCIDÉS

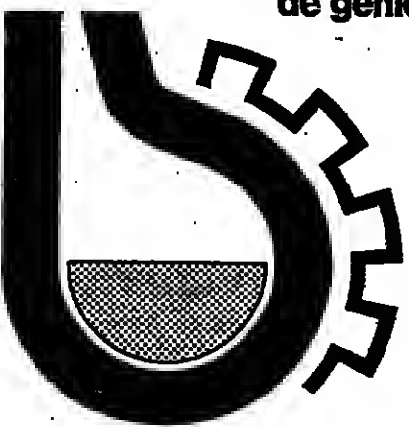
Vous refusez les trucs et recettes habituellement proposés ? Vous voulez un style d'expression à la mesure de votre personnalité. Demandez-nous une consultation particulière, à titre gratuit et sans engagement.

INSTITUT D'EXPRESSION ORALE
20, cité Trévise, 75009 PARIS
Tél. : 776-38-43

Nous recevons exclusivement sur rendez-vous, de 10 h. à 21 h.

Vous êtes ingénieur, technicien, chercheur, homme de bureau d'études, de service technique, de service d'achats chimiste ou non...

Rendez-vous donc à
INTERCHIMIE 77
exposition internationale des procédés et matériels
de génie chimique*



C.N.I.T.
Paris La Défense

5-10 Décembre
1977
de 9 h 30 à 18 h

où 500 exposants du monde entier vous attendent pour vous dévoiler tous les progrès que vous pouvez accomplir dans vos industries de la Chimie, de la parachimie, des peintures, des vernis, des cosmétiques, de l'alimentation, etc...

* Le GENIE CHIMIQUE est bien plus que l'art de conduire des réactions chimiques : c'est l'ensemble prodigieux des techniques qui transforment toutes les matières, les plus variées, par voie physique aussi bien que chimique.

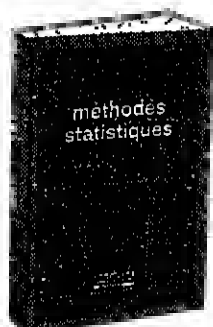
Renseignements :
INTERCHIMIE : 40, rue du Colisée - 75381 Paris Cédex 08
Tél. 256.38.94

ABU DHABI
BAHREIN DUBAI
DOHA MUSCAT

الخطوط الجوية
GULF AIR

le cinq étoiles du transport aérien.

(1) 261.61.20, (1) 776.41.52.

Pour appréhender
les sciences
économiques...

Statistique
descriptive
B. GRAIS

Méthodes
statistiques
B. GRAIS

« L'ouvrage peut-être le plus accessible que l'on puisse trouver sur le sujet »

(Alfred Sauvy)

Orientés vers les applications et illustrés d'exemples nombreux, ces deux titres constituent une initiation très pédagogique de la pratique statistique. Déjà largement utilisés par les enseignants et les étudiants.

Initiation au calcul économique
H. THIRIEZ



Le calcul économique est-il un ensemble de techniques « savantes » réservées aux mathématiciens ?

L'auteur a pris le parti d'être simple et pédagogique. Les notions essentielles du calcul économique sont présentées et expliquées d'une façon claire à l'aide de nombreux exemples progressifs et entièrement résolus.

modules
économiques **dunod**

une pédagogie nouvelle
des
sciences économiques

مكتبة من الأصل

franc C.F.A.

L'UNION SOVIÉTIQUE SOIXANTE ANS APRÈS

La seconde puissance industrielle du monde a-t-elle la structure d'un pays industrialisé ?

La notion de « structure » est une des clefs de la planification soviétique. C'est par de profondes transformations structurelles de l'économie, destinées à orienter le moins-d'œuvre vers les secteurs à haute productivité, qu'elle entend conduire le développement assimilé. Cette politique n'a-t-elle pas réussi, puisque l'Union soviétique est devenue la deuxième puissance industrielle du monde ? Pourtant, l'analyse des échanges avec l'extérieur — vente de produits primaires et achats de matériel très élaboré — ne reflète guère ces changements. Comment expliquer ce paradoxe ?

Même sous sa définition la plus simple — une manière de classer un ensemble concret dans les éléments caractéristiques — le terme « structure » peut prêter à malentendu. Un économiste ne penserait jamais spontanément aux mêmes structures, suivant que les circonstances l'auront amené à analyser l'économie d'un pays ou à s'intéresser aux problèmes du tiers-monde ou à participer à la planification de la croissance soviétique. Dans le dernier cas, la notion de structure économique sera rigoureusement assimilée à une description de la production par branches.

Les succès historiques

En effet, la modification de la structure sectorielle du produit a été perçue, l'U.R.S.S. comme un succès majeur : progrès économique et social. Progrès, tout d'abord, grâce aux effets imputables que les transferts de main-d'œuvre vers des branches à productivité plus haute exercent sur la croissance globale. C'est là un instrument que l'Union soviétique a utilisé avec la plus grande adresse dans sa campagne d'industrialisation. Ainsi, au cours de la période 1926-1939, la place des travailleurs agricoles chute des neuf dixièmes à la moitié seulement dans l'emploi total, le nombre absolu d'agriculteurs diminuant même de vingt-huit millions de personnes. Sur une plus longue période, l'industrie et le bâtiment, qui fournissent légèrement plus d'un quart de la P.I.B. (1) soviétique à milieu des années 20, contribuent aujourd'hui à sa formation pour près de deux tiers (la part de l'agriculture trouvant réduite à 16 %). La structure de la production industrielle elle-même se transforme suivant un schéma analogue, pour faire toujours plus de

place aux sous-secteurs réputés les plus modernes. A l'industrialisation en général répondent ainsi la célèbre « électrification », puis la « chimisation » chère à Khroutchev et, plus près de nous, la « motorisation ». Ces campagnes industrielles aboutissent à ce que, aujourd'hui, l'énergie, les produits chimiques et mécaniques représentent 35 % des productions industrielles offertes de l'U.R.S.S. Véritable moteur du « modèle industriel soviétique », le changement structurel est également associé à l'idée de progrès comme objectif des plans de développement économique et social : telles, encore une fois, l'industrialisation et ses compagnes de route naturelles — urbanisation, formation professionnelle, mise en valeur régionale, modernisation des techniques. On a même pu dire de la promotion de structures nouvelles qu'elle exprimait une certaine finalité du développement soviétique ; considérée du point de vue de leur utilisation finale, les nouveaux types de ressources produites permettent en effet de renforcer les potentiels d'investissement de défense de l'U.R.S.S., symboles d'indépendance économique et politique. A la mort de Lénine, investissements et charges de défense représentaient ensemble le septième de la P.I.B. environ. Aujourd'hui, l'investissement en retient 30 % à lui seul, et la défense sans doute 12 % : soit trois septièmes de la P.I.B. au total. Ainsi semblent s'être réalisées les espérances les plus audacieuses des « marxistes » d'il y a cinquante ans, partisans d'une véritable révolution structurelle de l'U.R.S.S.

Le verdict de l'extérieur

On sait pourtant que, depuis une quinzaine d'années déjà, la croissance soviétique donne des signes d'essoufflement, actuellement manifestes. Les ressources additionnelles en main-d'œuvre tendent à se raréfier rapidement. En outre, le coût en investissements de la création

d'activités nouvelles s'élève, ce qui attire d'ailleurs l'attention sur deux contraintes importantes de la croissance : l'une de politique interne, car les autorités semblent ne pas vouloir d'une hausse du taux d'investissement qui comprime davantage la consommation ; l'autre de financement externe, car le mouvement d'investissement intérieur appelle des achats croissants de biens d'équipement payables en devises. Or la machine se grippe à un moment où, de toute évidence, les progrès déjà réalisés sont en fait insuffisants. On s'en rend le plus nettement compte à l'examen de structures autres que celles, internes, évoquées jusque-là. L'analyse des échanges extérieurs de l'U.R.S.S. en devises convertibles (voir tableau) montre ainsi que les ventes soviétiques sont formées pour plus de 80 % par des matières premières énergétiques, ainsi que par du bois, du coton et des peaux. Les importations, en revanche, sont dominées, dans une proportion analogue, par les produits les plus « nobles » de l'industrie, associés à des denrées de première nécessité. Cette structure externe, assez typique d'un pays en voie de développement, semble constituer un véritable paradoxe. Car elle ne reflète guère les transformations de structure évoquées précédemment et qui ont contribué à faire de l'U.R.S.S. la seconde puissance industrielle mondiale.

L'heure des bilans

On ne manque pas, à dire vrai, d'explications diverses à cette situation paradoxale. Du côté soviétique, on s'indigne volontiers des multiples discriminations dont ferait l'objet, sur les marchés occidentaux, les offres d'exportation de produits manufacturés. Du côté occidental, on se plaint à émettre des doutes sur la qualité véritable des progrès soviétiques ; et on s'interroge sur les manipulations de prix relatives et de nomenclature qui ont permis à la direction centrale de statistiques de parer l'U.R.S.S. des signes extérieurs d'une richesse que, en fait, elle n'aurait point.

Plus au fond des choses, on peut songer à deux ordres d'interprétation. Tout d'abord, l'U.R.S.S. demeure sans doute ce qu'on appelait autrefois un « pays jeune ». Son développement est encore relativement récent. En outre, si le régime est vieux de soixante années, on ne rappellera jamais assez que vingt d'entre elles ont été passées à subir les effets d'une révolution et de deux guerres, puis à s'en remettre péniblement. Ainsi le produit brut par habitant (2 600 dollars environ en 1975) reste à l-1 de 56 % inférieur à ce qu'il est en France, de 63 % à ce qu'il est aux Etats-Unis. Dans ces conditions, il

est assez normal que l'U.R.S.S. rencontre de grosses difficultés sur le marché international, dont les exigences de compétitivité, particulièrement rigoureuses, suraccroissent toujours les écarts effectifs de niveau de développement entre partenaires commerciaux. Il est également normal, notons-le en passant, que l'U.R.S.S. doive s'endetter pour continuer de s'équiper. L'endettement net observé fin 1976 (environ 10 milliards et demi de dollars) est d'ailleurs nettement inférieur — et c'est plutôt bon signe — à la valeur cumulée des biens d'équipement achetés à l'Occident depuis 1970.

Mais il faut également faire la part des erreurs de comportement et de conception commises par les architectes des structures économiques du pays. Les coups de boutoir donnés dans les structures anciennes ont laissé des trous béants ; ils ont parfois sapé certaines bases d'une activité économique saine. Bien sûr, il est question de l'agri-

culture, qu'il faut désormais sortir de l'ornière à fort grands frais. Il s'agit également du groupe B de l'industrie (l'ensemble des produits industriels de consommation). Ce groupe qui ne représente plus, fin 1976, que 26 % de toutes les productions industrielles offertes — contre 61 % lors du lancement du premier plan quinquennal — est véritablement malade. On a certes tenté de relancer sa croissance en y faisant figurer toujours plus de produits des industries lourdes, mécaniques et chimiques notamment. Et — fait assez mal connu à l'Occident — l'offre du groupe B est aujourd'hui formée, pour 28 % du total, par de tels produits. Cependant, ceux-ci sont proposés au consommateur alors que sa demande en produits plus traditionnels (et en logements) est toujours mal satisfaite. En somme, pourquoi acheterait-il un réfrigérateur tant que sa cuisine est trop petite et que le marché reste encore mal approvisionné en viande, produits laitiers, fruits et légumes ?

Un point encore mérite l'attention. Dans les économies de marché qui ont servi de modèle structurel à l'U.R.S.S., comme l'Allemagne et les Etats-Unis, le déploiement d'une vaste gamme d'activités avait en fait précédé de la mise en place progressive de circuits d'information et d'un « code » commun permettant un dialogue utile entre créateurs, producteurs et utilisateurs de produits nouveaux. Or, tout s'est passé comme si les autorités soviétiques, toujours aiguillonnées par l'urgence du « rattrapage » de l'Occident, avaient voulu court-circuiter cette évolution. Elles ont monté, souvent par transferts de technologies occidentales, les structures de production ; elles ont orchestré d'en haut les échanges entre secteurs neufs et plus anciens ; et elles ont cru que cette construction artificielle progresserait ensuite d'elle-même. Le résultat est assez contraire à leur attente, comme le montrent bien les difficultés de communication « horizontale » entre recherche et production. Le secteur de la recherche a été vivement encouragé par les responsables du pays ; et selon les estimations officielles, trop basses en fait, 3 % de la P.I.B. lui sont consacrés. Mais les mêmes responsables ont à se plaindre sans cesse de l'inefficacité du dialogue entre la recherche et la production. Sans doute cherchent-ils à l'organiser, dans le cadre de nouvelles « unions » ad hoc. Le vrai problème réside cependant, certains analystes soviétiques s'en rendent compte, dans l'existence de liens « économiques » significatifs entre chercheurs et producteurs directs.

GEORGES SOKOLOFF maître-assistant à l'université Paris-III.

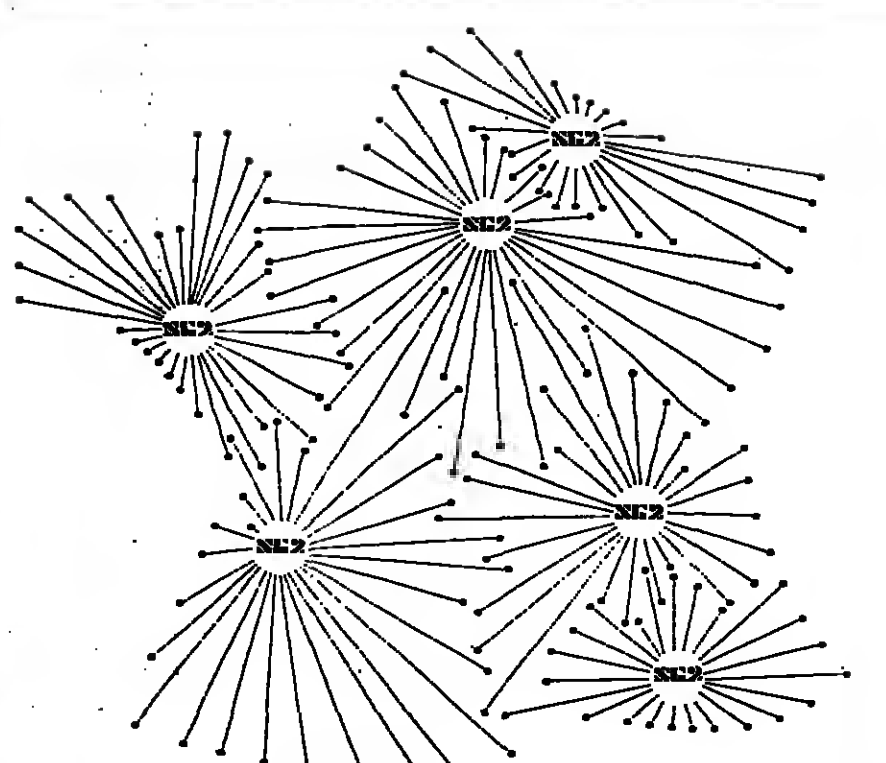
STRUCTURE DES ÉCHANGES en devises convertibles (1) 1975 (pourcentages)

EXPORTATION TOTALE.....	100,0
Pétrole et produits pétroliers.....	48,6
Bois et dérivés.....	2,6
Minerais.....	3,7
Métaux.....	4,2
Bois et dérivés.....	9,0
Coton.....	3,7
Fournitures et peaux.....	4,5
Autres.....	21,1
Produits non identifiés (2).....	12,9
IMPORTATION TOTALE.....	100,0
Machines et équipements.....	32,3
Tubes et laminés ferreux.....	17,7
Métaux non ferreux.....	6,7
Produits chimiques et caoutchoucs.....	6,7
Textiles.....	2,7
Denrées alimentaires.....	22,7
Biens de consommation manufacturés.....	3,0
Autres.....	4,9
Produits non identifiés.....	6,2

(1) Avec les pays de l'Occident principalement et les pays du tiers-monde n'ayant pas d'accord de clearing avec l'U.R.S.S.
(2) Diamants, platine et nickel essentiellement.
Source : J. FARREL and P. ERICSON « Soviet trade and payments with the West » in « Soviet Economy in a New Perspective » Joint Economic Committee Congress of the United States, 14 October 1976, p. 728.

comprendre les choses économiques...
Méthodes statistiques
nouveau calcul économique
duales du mode
omiques
pédagogie nouvelle des
incées économiques

UN TERMINAL N'EST PAS UNE FIN EN SOI

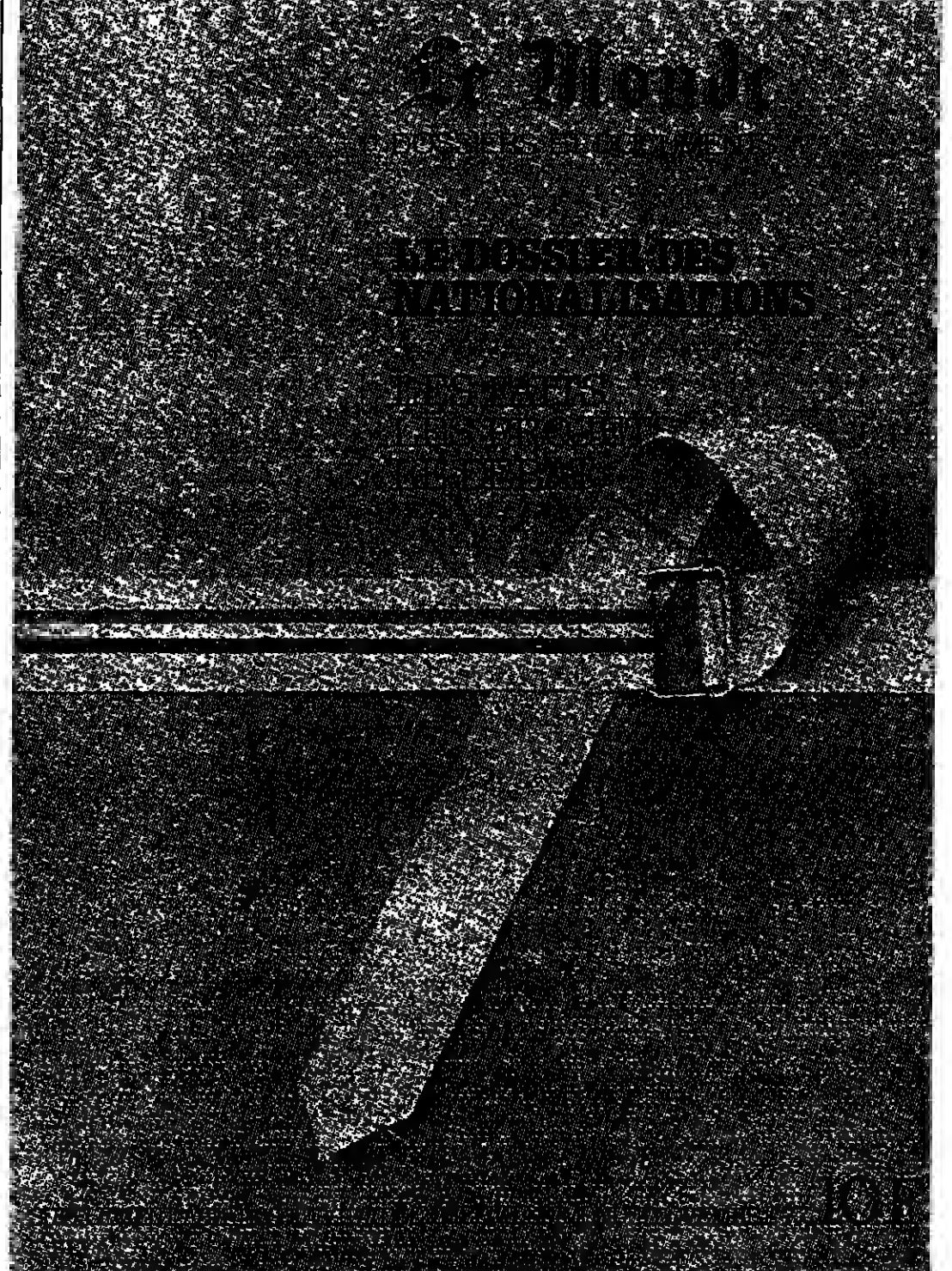


SG2 1317 TERMINAUX CONNECTÉS A SES CENTRES D'EXPLOITATION, UN DES PLUS IMPORTANTS RÉSEAUX DE TÉLÉINFORMATIQUE FRANÇAIS.

SG2 : filiale de la Société Générale, est implantée en France (Paris, Bordeaux, Rennes, Lorient, Saint-Malo, Lille, Valenciennes, Faurmies, Creil, Lyon, Aix, Marseille) et à l'étranger (Gabon, Côte d'Ivoire, Iran, Espagne).

UNE ÉQUIPE DE 1.350 PERSONNES POUR VOUS AIDER A MAÎTRISER VOTRE INFORMATIQUE, QUELLE QUE SOIT LA DIMENSION DE VOTRE PROBLÈME.
12/14, AVENUE VION-WHITCOMB - PARIS 16^e - TÉL. 524.52.22

VIENT DE PARAÎTRE



EN VENTE PARTOUT

De l'austérité prolongée aux nationalisations : faux débats et vrais problèmes

par NICOLAS STEINBERG (*)

Le premier ministre préconise une cure d'austérité prolongée pour rétablir l'autofinancement des entreprises en baissant le prix relatif du travail. La gauche plus réformatrice demande la nationalisation de la grande industrie et la mise en œuvre d'une politique forcée, volontaire, d'investissements.

Ces « vérités » de tribune sont-elles en rapport avec la crise économique et la situation politique du pays ? L'économie de marché pratiquée en France peut-elle ménager le retour de la croissance en France ? Le pays est-il en mesure d'éviter une économie administrée, sortie d'économie de guerre déguisée pour se dégrader de marais dans lequel il stagne ?

En fait, l'économie de marché très administrée que nous vivons est à bout de souffle. Les perspectives sont peu encourageantes. La continuation du mode économique et financier actuel donne peu d'espoir. Les structures actuelles ne disposent plus des ressorts nécessaires pour une reprise durable. La crise marque la fin d'un grand cycle de prospérité. Le « Welfare State », qui a organisé le développement économique et social de l'Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale, est en panne.

Un nouveau développement économique demande des changements profonds de structure. Cette tâche décline de l'examen le plus élémentaire des perspectives sectorielles d'emploi nouveau dans les prochaines années.

La demande étrangère, environ 20 % du produit industriel brut (PIB), n'offre guère d'espoir. Le commerce international, stimulé depuis le printemps 1975 par la reprise américaine et l'équipement des pays de l'OPEP, ralentit et croît faiblement. Chaque espace économique veut éviter l'importation du travail étranger. Dans ce contexte régressif, la position concurrentielle de la France est faible, surtout dans les activités industrielles de forte valeur ajoutée. L'industrie française ne dispose pas des assises commerciales ni de la réputation de l'industrie allemande, par exemple, dans les secteurs porteurs de la demande.

La demande intérieure représente environ 75 % du PIB, dont 60 % pour la demande des ménages et 15 % pour

celle des administrations. Sa stimulation forcée par un prélèvement fiscal ou parafiscal accru se heurte à des résistances politiques sérieuses dans les classes moyennes salariées et non salariées. Une augmentation de la demande des administrations, c'est-à-dire de services non marchands, risque de conduire à une crise sur le mode argentin, soit à une économie administrative qui couvrira la plupart des activités.

La demande des ménages offre des perspectives très contrastées selon les fonctions de consommation. Dans le comportement classique (alimentation, habillement), soit un tiers de la consommation, la demande n'est pas porteuse d'emplois nouveaux. D'une part elle se développe très modestement depuis vingt ans, poussée par la démographie et la substitution des produits de luxe aux produits populaires. D'autre part, la productivité industrielle et les importations, qui reflètent en partie le transfert continu de ces activités dans les pays sous-développés, réduisent les besoins d'emploi industriel.

Dans son compartiment moderne, la

consommation connaît un développement spectaculaire. Elle se partage pour moitié en biens durables (automobiles, équipement ménager, électronique domestique...) et services (hygiène, santé, enseignement, communications...). La progression des premiers est liée à celle des taux d'équipement des ménages. Pour la majorité des produits une stabilisation est en vue (les catégories sociales supérieures sont déjà très équipées ; les catégories populaires le seront prochainement). La nouvelle génération de produits ménagers (télévision couleur, lave-vaisselle, congélateur) corrigera toutefois légèrement en hausse cette perspective de saturation.

Encore faut-il observer la progression nette des importations (automobile exolite) et la productivité élevée du secteur. Restera-t-il créateur d'emplois nouveaux au sens large (matières premières et machines comprises) ? La question reste posée.

Les activités porteuses d'emplois

La progression des services, au contraire, continuera. Les services de santé, d'enseignement, de télécommunication, se développeront, entraînant dans leur suite les produits associés : médicaments, livres. Ces activités sont très porteuses d'emploi. La productivité et les importations ne jouent ici qu'un rôle secondaire. De plus, ces offres d'emploi correspondent au profil plus qualifié des nouveaux entrants dans le marché du travail. Mais l'expansion de ces services est freinée dans les structures actuelles. Elle se heurte au mode de financement fiscal ou parafiscal en vigueur. Pour que leur expansion, porteuse d'emploi, n'entraîne pas le relèvement de la fiscalité, il faudrait désenclaver, dans la mesure du possible, ces activités du régime étatique qui les régit. Une telle réforme se justifie d'autant plus que les motivations sociales du financement public de l'enseignement et de la santé peuvent être exprimées aujourd'hui dans des termes, plus marchands. En effet, la

péréquation sociale entre les catégories socio-professionnelles est négligeable en matière de santé et d'enseignement supérieur : le peuple finance ici la bourgeoisie. Seul s'observe le transfert entre les actifs et les inactifs, c'est-à-dire principalement, le transfert entre les générations. C'est pourquoi cette réforme suppose comme préalable que le revenu des personnes âgées, à la fin de leur vie active, soit maintenu en valeur réelle pendant leur retraite.

Le droit social doit aujourd'hui se compléter avec la responsabilité financière individuelle.

La demande des investissements représente environ 25 % du PIB. Elle est aujourd'hui stagnante.

Pour les ménages, la reprise immobilière est hypothéquée par l'inflation et les taux d'intérêt élevés qui pénalisent abominablement le financement personnel de longue durée. De plus, l'hyper-

inflation des prix du sol urbain freine le développement du logement populaire. Il conduit à l'hypertroupe des périphéries avec le coût considérable des déplacements correspondants et l'engorgement des accès urbains. La rénovation urbaine est incontestablement plus économique et plus saine, pour autant que soit maîtrisé le marché spéculatif du sol urbain.

Seule la collectivisation progressive du sol urbain, à révoquer, permettrait de relancer le marché du logement neuf, en recourant à de nouvelles formes commerciales. Les appartements seraient achetés sur la base du coût de construction, le terrain serait loué. La collectivisation crée ainsi un marché du logement libéré de la charge foncière. Le rajustement en baisse des prix provoquera un développement considérable de la demande. Le sol urbain serait loué selon des modalités établies dans une perspective immobilière à long terme.

Pour les entreprises, les investissements se concentrent dans l'achat de machines, d'équipement de productivité et non dans l'extension des capacités. Ce trait caractéristique s'applique d'ailleurs à l'ensemble des pays capitalistes développés. De plus, leur volume total stagne, sinon régresse. Cette situation se comprend aisément : les entreprises sont surendettées. Si on applique les niveaux relatifs d'endettement des années 1970 et 1971 en 1976, il faudrait apporter à l'industrie française au moins 150 milliards de francs (1976) de fonds propres, soit cinq fois le produit de l'impôt sur les bénéfices. De plus, les remboursements des emprunts privés absorbent près de la moitié de leur autofinancement. Le grand cycle du « Welfare State » s'est terminé en 1974 par l'épuisement financier des entreprises et l'effacement du marché des capitaux propres. Les entreprises qui opèrent sur des marchés porteurs doivent aujourd'hui, faute de capitaux propres suffisants, limiter leurs ambitions et, de ce fait, l'emploi nouveau. Le marché du capital propre est exsangue, mais les banques sont hypertrophiées. Sans la revitalisation du marché du capital propre, l'économie de marché en France n'a aucune perspective. Déjà très administrée, elle cessera de fonctionner avec

les conséquences politiques bien connues. Les fonds propres doivent provenir non seulement de l'exploitation des entreprises par l'autofinancement, devenu insuffisant, mais aussi par l'épargne collective du monde du travail, c'est-à-dire de personnel. L'investissement a depuis longtemps cessé d'être le fait d'une épargne individuelle libre qui se place éventuellement dans l'industrie (modèle du capitalisme classique). Seules les entreprises personnelles, où les revenus du capital et du travail sont confondus, fonctionnent encore sur le modèle classique du capitalisme : l'épargne individuelle de ces ménages est largement réinvestie dans leurs affaires. Le capitalisme collectif privé, celui de la société cotée en bourse, ne fonctionne plus depuis longtemps en France. Il convient de substituer à l'investissement financier dans l'industrie le placement d'une épargne collective longue qui se conduit régulièrement.

Cette épargne peut être aisément créée puisque la capacité totale d'épargne des ménages en France est très élevée (plus de 15 % du revenu disponible). Le bon moyen serait, pour y parvenir, d'abandonner le financement de la retraite par répartition au profit de celle par capitalisation. Ce capital nouveau — les réserves mathématiques des fonds de pension — se différencie du capital traditionnel. Il constitue un salaire différé. La politique des revenus prend une dimension nouvelle à mesure que les fonds de pension étendent leur contrôle sur le capital des grandes sociétés industrielles et commerciales. La stratégie économique devient la recherche collective et négociée d'un équilibre entre les salaires directs et les salaires différés. En effet, ce service des pensions procède des cotisations et du revenu des placements industriels. Si ceux-ci sont insuffisants, les cotisations doivent être relevées et inversement. La politique économique intéresse directement la majorité de la population. Le regard habituel sur les effets (chômage, inflation, chômage) se double d'une curiosité plus profonde sur la productivité, la rentabilité, le coût du travail et du capital, c'est-à-dire sur les causes. Cette réforme peut déboucher sur une refonte du domaine économique de l'Etat. Pourquoi ne pas envisager à terme la vente par l'Etat aux fonds de pensions des entreprises nationales ? Ces capitaux publics seront mieux employés dans la collectivisation du sol urbain à rénover que dans l'industrie où leur rendement est déplorables.

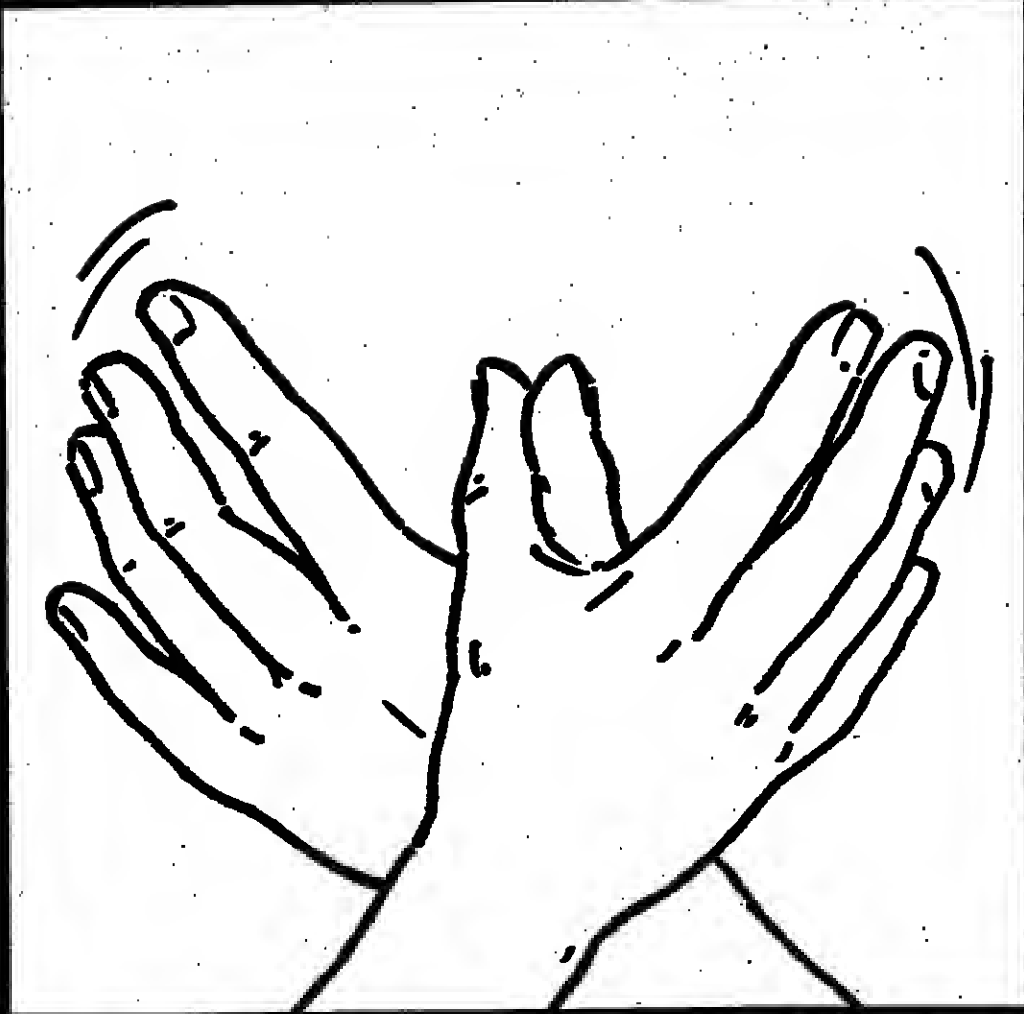
Enfin, le sonnet d'autogestion, de participation des salariés au pouvoir industriel pourra s'exercer finalement de façon responsable par la surveillance du capital des pensions.

La démocratie industrielle et plurielle se construit par les fonds de retraite qui donnent au monde du travail un pouvoir économique plus direct plus responsable. La démocratie totalitaire se construit par les nationalisations et le pouvoir économique d'Etat. La responsabilité sociale actuelle de l'Etat doit s'élargir, mais sur des bases différentes. Démocraties industrielle et politique sont liées : sans le libéralisme constitutionnel et historique du capitalisme triomphant et la dictature d'un appareil bureaucratique d'économie d'Etat, de nouvelles solutions s'imposent.

La crise de 1974 est structurelle : la reprise demande des aménagements, des changements sociaux, financiers et politiques : le « welfare State » a vécu. Seul un nouveau système pourra relancer l'économie et la société pour de nouvelles décennies de progrès.

l'anti-ordinateur

ICL 2950 : l'ordinateur "sans barreaux"



ICL 2950 : l'ordinateur "sans barreaux". Un ordinateur portable, compact, facile à manipuler, idéal pour les déplacements. Il dispose d'un écran à cristaux liquides, d'un clavier et d'une unité de traitement des données. Il est alimenté par une batterie rechargeable, ce qui permet de l'utiliser sans être branché à une prise électrique.

ICL : le contraire de la contrainte

VOIX ET EXPRESSION
parler avec aisance
se faire écouter
maîtriser l'expressivité
convaincre, décider.
Tous renseignements
C.E.S.D.E.L. de 14 h. 30 à 19 h.
24, rue Henri-Barbus - 75008
Téléph. : 325-18-10 - 325-15-42

chefs d'entreprise, responsables du recrutement

de la région parisienne
qui n'êtes pas déjà
en relations suivies avec
une agence locale de l'ANPE
pour
déposer rapidement
vos offres d'emploi
ou de stage pratique
en entreprise
appelez

central-emploi

un nouveau service de l'Agence Nationale pour l'Emploi

797-11-19

(10 lignes groupées)
Tél. : EMPLOI 211995
24 heures sur 24ANPE
Agence Nationale pour l'Emploi

هكذا من الأصل

culture

Le Monde

LE JOUR
DE LA MUSIQUE

Musique

« INORI », de Stockhausen

(Suite de la première page.)

Une pédagogie
personnelle.

Musique d'abord, car avant de proposer une pédagogie il faut en définir l'objet : la musique telle qu'elle est en France en cette fin du vingtième siècle, ouverte comme jamais sur le passé et sur les autres civilisations ; ouverte, définie en musique aujourd'hui, revient à la redéfinition complète. La première partie du livre de Guy Maneveau (chef d'orchestre, responsable de la section « musique et animation » à l'université de Pau), traitant du rythme de la mélodie, du discours musical, est donc pour le moins instructive. Le second chapitre, consacré à la notation, est une pédagogie en accord avec les conclusions des chapitres précédents et est fondée sur l'expérience personnelle de l'auteur.

C'est une nouvelle mise en question, non seulement de l'enseignement, mais parfois du lecteur qui, en même temps que certaines barrières, va tomber bien des certitudes, ou, s'il est averti, se voit lui-même aller de soi va maintenant un peu de travers. Musique et notation, c'est donc un livre neutre : on la quitte et on y revient, car il touche les vrais problèmes actuels, s'adressant aux amateurs comme aux professionnels.

* Marmipouy Jeune Édit., 2, place de la Liberté, 64000 Pau, 26 pages, 50 F.

A quoi rêvent
les jeunes filles.

Dans la descendance directe des édifices païens d'époque Bayreuth décorés aux principaux motifs de la Tétralogie et dont la boîte reproduit un portrait du Maître, on trouve à présent de petits coffrets en bois naturel clair, où sont enfermées les mélodies du « Ring », de Stockhausen, dans leur forme originale pour boîte à musique, avec, sur le couvercle, une reproduction de la partition signée par l'auteur.

Leur faible encombrement permet de les emporter en voyage, en pique-nique ou au bureau ; dans les moments difficiles, un simple tour de main les fera fuir, reconfortant, la mélodie du Lion, du Caribou, du Taureau... C'est séduisant.

* Boutique du Palais-Royal (tours 93), 2, rue de Beaujolais, 75001 Paris.

Lulli
le mal aimé.

Un caractère difficile, un arrivisme d'autant plus redoutable pour ses contemporains qu'il était soutenu par un talent musical exceptionnel, ont laissé de Lulli l'image peu flatteuse d'un compositeur assez jété de son vivant pour n'avoir pas besoin de l'indulgence de la postérité. Bien sûr, oublié, jugé froid et ennuyeux à côté de Rameau, délaissé l'un et l'autre au profit de la vérité dramatique de Gluck et de l'opéra-comique. Lulli ne sera redécouvert qu'au dix-neuvième siècle. Forts de ces préjugés, ignorant les conventions de l'époque quant au style et à la notation, les musicologues n'ont pu que ratifier une réputation de froidure bien établie. Depuis, la musicologie ayant fait des progrès, l'œuvre de Lulli reste à découvrir.

Après Alcibiade, révélé par J.-C. Margolite, il y a deux ans, la musique du Bourgeois gentilhomme, enregistrée sous la direction de G. Léonhardt, qui a réuni un ensemble de chanteurs et d'instrumentistes anciens, est un nouveau pas en avant : elle apporte un démenti flagrant et l'espoir qu'on n'en restera pas là. C'est d'ailleurs moins la coquetterie de certains passages que la variété et la qualité qui frappent : des airs vifs, des danses, une certaine tendresse parfois dans l'ironie. Pourquoi n'est-ce plus cette musique que l'on joue à la Comédie-Française ?

* Harmonia Mundi 30330-21 (deux disques), prix souscription : 72 F.

Voyage
à l'intérieur du son

Si l'on prête à « Inori » toute l'attention nécessaire, on comprend que cette attitude de prière pour Stockhausen n'est ni une pratique magique ni une démission devant la réalité, mais, en plus de la démarche spirituelle, un moyen de connaissance du monde et de soi, que c'est une écoute et non l'attente d'une révélation, car la partie : l'œuvre, par son écriture, par son hermétisme apparent, force à cette attitude active d'écoute, la seule qui permette de déjouer

les pièges de la simple approche esthétique.

On comprend que, contrairement à l'impression superficielle, la pénétration de cette musique-prière soit moins affaire de mysticisme que de lucidité et de perspicacité. Lors des premières exécutions, il y a trois ans, « Inori » était précédé d'une « Conférence sur l'U » par une chanteuse qui, non seulement expliquait la signification du mot : « U » est le seul nom de l'inimmuable, le seul vrai nom pour Dieu, mais encore la construction formelle de la partition, s'aidant pour cela d'un tableau noir. Le programme de Donauerschwingen reproduit non seulement la mélodie de base et l'analyse détaillée, mais encore tous les gestes du mime.

On y voyait clairement comment, à partir d'un seul son, se développaient successivement rythme, dynamique, mélodie, harmonie et polyphonie, comment l'œuvre entière n'était qu'une extension de la série de treize sons et évoluait selon une logique. Dans la plaquette de l'IRCAM, seul subsiste un petit texte du compositeur ; quant au principe de la conférence, il semble avoir été abandonné. Aussi ne reste-t-il pour l'auditeur qu'à imaginer une sorte de voyage à l'intérieur du son, comme si, placé sous la coupole d'une cloche frappée selon des rythmes variés, plus ou moins forts, qu'il ne peut pas et qu'il faut écouter, il était tout à fait logique d'écouter, se laissant aller à la cohorte toujours changeante des harmoniques supérieures ou inférieures accompagnant la note fondamentale, l'écho, les silences...

Peu à peu il déduirait de cette succession d'accords toujours colorés autrement une mélodie d'abord vague, bientôt fonctionnelle ; puis, allant plus avant, imaginerait d'autres lignes qui se croisent, tout un contrepoint où se mêlent aussi les éclats du souvenir, les pressentiments. Ce qui, au début, n'est qu'observation extérieure devient, avec la complexité raisonnée, activité créatrice : la pensée alors s'écoule d'une manière instable, les événements saillants semblent se précipiter (à moins que l'attention soit devenue plus aiguë) jusqu'à un paroxysme au-delà duquel il faut retourner au silence. Il y a, dans l'écriture instrumentale de « Inori » trop de raffinement passionnés pour que l'œuvre s'efface derrière la créativité de l'auditeur, mais l'établissement de frontières mouvantes entre les deux n'est pas l'élément le moins singulier de la composition.

Si paradoxal que cela puisse paraître, la présence des mimes n'est pas en contradiction avec ce genre d'approche essentiellement lucide et abstrait, à condition que, la notion d'orientalisme écrite, Stockhausen a tout simplement inventé un rituel imaginaire, — on écarte également toute idée de spectacle théâtral. Les mimes, par la maîtrise physique dont ils font preuve à tout instant, sont le symbole d'une attitude. En 1974, Alain Louafi était seul ; à présent, les légères différences qu'on perçoit entre l'homme et la parole, excluant toute impression d'auto-matisme, mettent l'accent sur l'individualité de la démarche : une démarche volontaire.

GÉRARD CONDÉ.

Une option en litige

Parce que l'animation se voit enfin attribuer des subventions moins symboliques et que l'enseignement musical manque toujours cruellement de crédits, les directeurs de conservatoires et les représentants des professeurs, réunis en congrès le 14 novembre, se sont inquiétés d'une concurrence qu'ils jugent préoccupante. Ils y voient la menace d'un renversement des rôles. En fait l'animation n'est pas (ou ne devrait plus être) un enseignement au rabais confié à des amateurs de bonne volonté ; elle répond à d'autres besoins — à ceux des enfants, à l'information des adultes, à l'organisation de manifestations — et exige une formation spéciale.

En ce domaine, l'université de Pau avait fait œuvre de pionnier. Depuis un an, l'université de Pau-Nord à Villeneuve d'Ornaud, dans le cadre de la maîtrise des sciences et techniques des sciences sociales et culturelles de l'enseignement, a créé une option de créativité musicale destinée à former des enseignants spécialisés. Le principe en avait été accepté par le président de l'université qui avait trouvé des crédits suffisants pour en assurer le fonctionnement immédiat, les étudiants qui, après la certification préparatoire, obtiennent la première année de maîtrise ont eu la surprise d'apprendre qu'après un an de silence la secrétaire aux universités avait enfin donné sa réponse : l'option n'existe pas... Compte tenu de la nécessité

d'un tel enseignement et de la compétence professionnelle de ceux qui l'assurent, est difficile d'imaginer qu'il doive être définitivement abandonné. La formation répond, en effet, à des objectifs spécifiques, différents de ceux des conservatoires et de la préparation actuelle au CAPES ou à l'agrégation de musique. Outre l'organologie, l'analyse, l'histoire de la musique, l'accent est mis sur la pluridisciplinarité, la psychologie de l'enfant, la sociologie, les techniques de groupe, l'éveil de la créativité et l'ouverture sur toutes les formes de musique. D'ores et déjà, les étudiants ont fait des stages dans les municipalités qui ont accepté de les accueillir, et rencontreront régulièrement des animateurs expérimentés.

Cheville ouvrière de cette option en litige, Madeleine Gagnard vient de publier un ouvrage (1) où sont consignées et commentées toutes les expériences auxquelles elle a pu assister dans le domaine de l'animation musicale et de l'enseignement, citant en référence à ses conclusions de nombreux documents qui sont autant de prolongements possibles à la réflexion amorcée. Dans quelques années ce sera un bilan ; actuellement, c'est un livre d'information très complet, didactique sans être théorique. — G. C.

(1) L'Éveil musical de l'enfant, éditions S.E.P., 17, rue Viala, 75017 Paris, 160 pages, 46 F.

Danse

De Noreev à Pavlova

Le Royal Ballet a remis à son répertoire « La Belle au bois dormant », de Tchchaïkovski, qui fit les beaux soirs de Covent Garden lors qu'il s'agit de la guerre, époque à laquelle l'enfant se réveille, Ninette de Valois régnait sur la première troupe dansante britannique dite Sadler's Wells Ballet. Cette version moison de Nicolas Sergueev, revue par Frederick Ashton, où Margot Fonteyn culminait pendant un quart de siècle, y trouvant son meilleur rôle, renvoie au magasin des accessoires la chorégraphie masculine de Rudolf Noreev que la scène londonienne affichait encore récemment.

De toutes les chorégraphies de « La Belle au bois dormant », depuis celle originale que Marius Petipa, après quarante-trois ans au service des tsars, créa au Théâtre Marie en 1890 et dont le Kirov de Leningrad, ex-compagnie de Noreev, continue à suivre les moindres pas avec un succès inégalé, jusqu'à celle, assez pluvieuse, qu'Alcibiade a réglée il y a deux ans pour l'Opéra de Paris, et que ce dernier reprend pour les fêtes de fin d'année, c'est de loin à la première que vont mes préférences. Comment faire mieux que Petipa ? Modèle du genre dans le style 100 % classique, enchaînant des mélodies ravissantes sur la plus belle musique jamais écrite pour le ballet, elle allie l'inspiration française du conte de Perrault à la grande tradition de l'École impériale. Pas un cours de danse qui, aujourd'hui comme hier, ne fasse la part de la querelle des anciens et des modernes, ne connaisse par cœur ses morceaux de bravoure, le célèbre adage à la rose, le grand pas de deux et la variation d'Aurore, ainsi que les intermèdes tout aussi connus que « l'Oiseau bleu » est le joyau. Quand sous le titre « The Sleeping Princess », Diaghilev avait remonté le ballet de Petipa à l'Alhambra de Londres en 1921, le « tsar de la danse » s'était montré tellement fidèle à la tradition, en boyard de souche qu'il était, qu'André Levinson l'avait même traité de « restaurateur de la maison Romanov » !

Il n'était pas question que l'Opéra royal de Covent Garden, le plus « formel » de l'Occident,

ose renier Petipa, encore moins qu'un tableau de la vision, par exemple, Ashton, comme l'oserait Béjart, fasse descendre la « Belle » d'un Mystère-20. Trente ans après, la version anglaise reste résolument féerique et sylvestre avec un parfum de berguine distinguée. En ce sens, le Noreev chorégraphique, toujours curieux de vérocity historique, avait trouvé un écho plus intéressant en insistant sur le climat de moeurs qui régnait à l'époque du Grand Siècle et sur le despotisme implacable dont étaient opérés les monarques de contes de fées eux-mêmes : témoin son Florestan XXIV trônant sous une perruque sourcilieuse et vouant aux derniers supplices les tritonneuses déboussolées de l'entourage de sa fille, portrait autrement saisissant que les rois de carreau aux sourires débordants qui nous sont habituellement présentés, la pointe du ridicule revenant tout de même à celui du polois Garnier.

Mais ne boudons pas notre plaisir et partageons la joie de ces grands enfants qui composent le public anglais en applaudissant de bon cœur les interprètes de cette « Belle au bois dormant » doublement réveillée. Dans le rôle de la Princesse Aurora, où la reine Margot montrait une âme sentimentale irrésistible, Lynn Seymour témoigne le charme et la féminité qui, beaucoup plus que l'obéissance technique, sont les qualités essentielles du personnage. A ses côtés, Rudolf Noreev, vedette de cette soirée exceptionnelle — il ne danse plus que rarement cette saison à Covent Garden, — interprète le Prince Charming avec la jeunesse allégre d'un « novillero », ayant retrouvé sa pleine forme pour s'être accordé de longues vacances au retour d'une tournée en Australie. L'originalité de la distribution n'en revenait pas moins à la fois Carabosse, incarnée pour une fois non plus par un monstre déguisé en sorcière, mais par une cruelle beauté, Monica Mason, qui nous faisait grâce des moléculaires et contorsionnaires accoutumés. Parfaite interprétation des danses de caractère par les solistes de la troupe et exécution impeccable des danses d'ensemble par le corps de ballet superbement dirigé de la coulisse — j'en étais témoin dans mon avant-scène — par Ninette de Valois elle-même... Décors et costumes dans le style pompeux d'Olivier Messiaen, signés David Walker, qui ne pouvaient atténuer la luxuriance de ceux que Bakst avait créés pour Diaghilev et dont l'usage le privilège de découvrir les derniers vestiges au cours d'un récent pèlerinage au Musée du costume de Castle-Howard.

En fait de pèlerinage, c'est au musée Pavlova, juché sur une colline boisée au nord de Londres, que mes pas m'entraînaient un soir

que se levait la tempête qui allait causer tant de naufrages sur la Manche. La nuit tombait déjà en cette fin d'après-midi, les feuilles tourbillonnaient sous des rafales glacées et cette maison désertée qu'encadraient des câbles morts paraissait le cadre caducardemore d'un roman de Conan Doyle. L'intérieur était plus sinistre encore. Des affiches délavées, des photographies jaunies, un chevron poussiéreux de la divine Anna, apaisaient leur solitude sous des appliques pâles. A la porte du musée, seule manifestation de présence humaine, une main fantomatique avait tracé à la craie sur une ardoise : « Je suis à la cave. Chris » lie « conservateur » sans doute. J'ai préteré m'enfuir...

OLIVIER MERLIN.

MORT DE TRISTAN RÉMY HISTORIEN DU CIRQUE

L'écrivain et historien du cirque, Tristan Rémy (de son vrai nom Rémy Desprez), est mort, le mercredi 23 novembre, à Méric (Val-d'Oise). Il était âgé de quatre-vingt-trois ans. Né le 24 janvier 1897 Tristan court (Né-de-France), Tristan Rémy a vécu son enfance dans les faubourgs de Paris. On lui a confié le mandat — les jours de fête — des petites chansons, des bouts rimés. Ainsi fit-il ses débuts. Et c'est la vache égarée, le public, les poèmes en prose qui évoquaient la rue et la vie des gens. En 1924, il remit à Paul Vaillant-Couturier son premier conte et commença de travailler pour le journal l'Humanité dont il était resté depuis un fidèle collaborateur. Après un premier roman paru en 1928, Porte de Clichy, puis Proletariat en 1932, il remporta le Prix populiste avec Feu-bourgeois Saint-Antoine en 1934. En 1937, il racontait dans la Grande Lettre l'histoire d'une longue grève. Il fit paraître après la guerre l'Homme du canal. C'est Poncet l'entraîna l'ami d. Roman Rolland, qui avait fortement encouragé l'autodidacte Tristan Rémy à continuer à écrire. Son dernier livre, le Temps des cerises, a pour sujet la Commune de Paris qu'il avait déjà écrite dans la Commune à Montmartre.

C'est cependant sa connaissance du monde des chapiteaux ambulants qui valut à Tristan Rémy sa réputation d'historien et de critique de cirque. Il publia, en 1945, une énorme somme consacrée aux cirques, puis un essai de classification de leurs numéros. Il les connaissait tous et eux l'aimaient bien. En 1970, Frédéric Pélissier fit appel à Tristan Rémy : il lui demanda de conseiller lors de la réalisation du film Les Clowns. Dans d'autres ouvrages, Tristan Rémy a étudié les mœurs, Jean-Gaspard Debureau et Georges Wagne, le cirque Bonaventura, le cirque de Moscou et les étoiles du cirque. Il était vice-président de l'Association de la presse du music-hall et du cirque.

Théâtre

« LENZ » à la Comédie de Caen

L'histoire est celle du séjour du poète allemand Lenz à la campagne, dans la famille du pasteur Oberlin, dont un ami commun lui a vanté la générosité possible. L'histoire est vraie. Le pasteur Oberlin a pris des notes sur le comportement de Lenz. Büchner les a recueillies et en a fait une nouvelle qui a servi de base à l'Anglais Mike Scott pour un travail avec des comédiens sur improvisation. Le résultat est une pièce (adaptée par Jacqueline Barbed) longue, dense, et même assez lourde, que la mise en scène de Michel Dubois enferme — spectateurs compris — dans un chalet de planches claires, un espace rectangulaire prolongé par un plan incliné, ce qui permet des images rapprochées et des images en profondeur, comme si la champ de vision se développait. Quelques meubles de bois blanc, fonctionnels, si nécessaires, qu'ils pourraient tout juste sortir d'un magasin, placent les personnages, habillés simplement en costumes d'époque, dans un temps imprécis, dans une atmosphère à la fois ambiguë et froide que les furieuses souffrances de Lenz ne parviennent pas à faire flamber. Son intrusion trouble chaque membre de la communauté,

manque de dégrader leurs rapports. Ils se défendent. Ils auraient voulu l'intégrer, ils lui demandent de devenir comme eux. Quand ils se rendent compte qu'il ne le peut pas et qu'il est tout en danger, ils le renouent, avec beaucoup de tristesse, mais tout reprendra comme avant, et ce sont les spectateurs qui ressentent un malaise. La pièce ne prend pas position, elle utilise les délices de Lenz comme une boîte à trésors pour un comédien, lui Didier Sauter, qui est tout à fait extraordinaire. Trébuchant dans la vide, étouffé par ses cauchemars, agressif, purifié, abattu, lucide, affamé d'amour et désespéré, torturé, il est tout à fait logique d'écouter, se laissant aller à la cohorte toujours changeante des harmoniques supérieures ou inférieures accompagnant la note fondamentale, l'écho, les silences...

COLETTE GODARD.

Notes

Théâtre
« La Vie singulière
d'Albert Nobbs »
de Georges Moore

Si la jeune bécote irlandaise prend des habits de garçon, ce n'est pas par goût du travestissement, ni pour devenir l'autre, mais tout simplement pour travailler plus facilement, pour être payée plus facilement : l'histoire se passe au dix-neuvième siècle. L'histoire est la sorte de la pauvre fille, transformée en irréprochable garçon Orford, « entre-deux » voté au genre neutre. Mais racontant une fille semblable à elle qui, pour les mêmes raisons, affiche un sexe qui n'est pas le sien et s'est mariée, elle se met à rêver, à faire entrer dans ses rêves de confort bourgeois le désir d'une présence chaleureuse. Et elle qui s'est mutilée pour vivre, mourir sans arriver à ouvrir les portes de sa solitude.

A la chambre de célibataire ironique et de la table exellente, cette histoire presque impossible — presque possible — où les ambiguïtés du sexe montrent celles de la condition féminine, de la condition sociale, est dite à plat, plutôt que jouée par Juliet Berto (Albert Nobbs) Brigitte Castillon, Marie-Hélène Dasté, Sabine Handgraef. Les hommes ne sont pas visibles, seules leurs voix sont présentes. Les femmes, éternellement, sont comme les signes abstraits d'une écriture égarée, sans frontière.

COLETTE GODARD.

* Petit Ombry, 20 h. 30.

Expositions

Jean Lamouroux
à Marseille

En accueillant dans sa galerie, H. et M. M. à Marseille, treize-vingt-trois et dessein récents de Jean Lamouroux, Hervé Poncez des l'été comme une lecture et prend la charge de la revue de l'art de l'art, puisque ce Provincial bon telot — il est né en 1931 à Avignon et séjourne fréquemment à Sarlat, dans le Périgord. — dont le nom est familier aux amateurs de New-York ou de Montréal, de Turin ou de Londres, de Mexico ou de Yokohama, est encore marseillais. Les académies de Provence ont au moins ce mérite : on y apprend à dessiner. Cela se sent dans les œuvres construites, bien charpentées de Lamouroux, même si la couleur, traitée de façon irrégulière, vient un peu adoucir la vigueur du trait, même si la peinture conjuguée les contours tumultueux eurs à l'expressionnisme, qui dilatat et bientôt les formes et les plans, à des ombres bleues, rouges ou vertes, tantôt ainsi d'approcher une impression lumineuse, plutôt que de peindre la lumière elle-même — ce qui le rapproche parfois de Sliay, et de certains céans. Dans les portraits nombreux d'œuvres, parents ou familiers, souvent en pied, de grands formats atteignent parfois la taille d'un triptyque géant et alternent avec les paysages et les rues de jardins qui permettent au coloriste de donner la pleine mesure de son talent.

JEAN MULTIPLE.

* Galerie H. et Multiple, 24, rue Sybille, jusqu'au 17 décembre.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Savignat.

Imprimerie du Monde.
5, rue de la Harpe, PARIS-IV.
1978

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 5497.

Cherchez l'entreprise responsable du recrutement

797-11-19

VU

autorisés au plan de la politique provisoire », comme Bernard-Henri Lévy, les positions les plus diverses.

La question est plutôt de savoir s'il est capable de susciter une réflexion nouvelle chez ceux qui le lisent ou l'entendent, si peut-être cet éveilleur d'aspirations initiatrice, cet instigateur qu'il désigne avec bémol de la littérature à venir, ce Bernard-Henri Lévy n'est pas un observateur de la misère de Certeau, historien, professeur à l'université de Paris-VII — contenté de dire, de montrer qu'il est, ce que d'autres ont fait mais il ne parait pas en avoir d'une expérience. « Vous avez dit qu'il était un homme de lettres », et tait remarquer M. Michel Certeau. L'image du monde lui sert d'abord à composer un image de lui-même. Bernard-Henri Lévy n'est pas — ou pas encore ? — porteur d'une aventure qui le dépasse, d'une aventure qui domine, d'une aventure à ce jeune homme si véridique. A ce jeune homme qui certains vont un Malraux en herbe, il manque sans doute une guerre d'Espagne.

THOMAS FERENCZI

MARDI 29 NOVEMBRE

FRANCE - MUSIQUE

13 h 15, *Séjourn postales*; 14 h 15, *Mélodées sans paroles*, musique ancienne; Pleyel, Bart, de Brocas; 15 h 15, *Concerto madrigal pour deux guitares et orchestre* (J. Rodrigo); à 15 h 30, *Chorviva de Sibelius, Khrennikov, Rossmel, Meissner, Barctova*; 16 h 15, *Le Concerto pour piano de Beethoven, Schubert, Chopin*; 18 h, 2e. *Musiques magistrales*; 19 h, *Jazz time (des datchikrouns)*; 19 h 35, *Kloekour*; 19 h 45, *Répères*; 20 h, 2e.

20 h 30, *Concert à la mémoire de Francis Martin*: « Petite symphonie concertante pour harpe, clavessin, cor et violoncelle » de J. Haydn; « Concerto pour cor et orchestre de Jedermann » et « Fantaisie sur des rythmes flamenco » et « Polyrhythme », six images de la Passion du Christ, de J. B. Lully; « Concerto pour cor et orchestre avec orchestre de chambre de Zurich, dir. E. de Stoutz, Paul Baum-Schön, piano, Yehudi Menuhin, violon, Charles Ludwig, alto »; 22 h 30, *Francis-Martin*, 20 h 45, *Les musiciens de l'ère moderne* avec David Cairns; 0 h 5, *Le pianiste Tamas Vassary*.

Printemps

*Appareil 4 jeux: football, tennis, squash, enfermement.

LUNDI 28 NOVEMBRE
— M. Valéry Giscard d'Estaing est interviewé, au sujet de la formation professionnelle, sur TF1, à 20 heures.

[illegible]

INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGECAP
du lundi au vendredi de 11 heures à 20 heures et le samedi
de 9 heures à 13 heures.

PARIS 75008 - 116 bis, Champs Élysées
et 1, rue Lord Byron

tél. 225.59.48

Dijon	tél. (03) 32.56.63	Nice	tél. (93) 67.11.14
Limoges	tél. (85) 32.45.37	Rennes	tél. (99) 30.16.88
Marseille	tél. (91) 33.21.80	Toulon	tél. (94) 93.55.33
	tél. (91) 71.74.55	Tours	tél. (47) 20.33.61

Notices à votre disposition chez les dépositaires

LOTO

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	48,78
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

IMPETREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS
recherche pour entrée immédiate pour l'exécution
d'un bâtiment industriel sous corps d'état au

NIGERIA

1 INGÉNIEUR
ou **CONDUCTEUR de TRAVAUX**
pouvant assurer la direction et la coordination
de travaux (150 ouvriers).

1 CHEF DE CHANTIER
GÉNIE CIVIL
ayant de très bonnes connaissances mécaniques.
Les candidats devront obligatoirement posséder
des connaissances approfondies de la langue anglaise.
Ecrire au réf. 6.949 à : P. LICHOU S.A., B.P. 220,
75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

GhK **Gesamthochschule Kassel**
Der Gründungspräsident

Die GESAMTHOCHSCHULE KASSEL sucht ab
Sommersemester 1978

« 1 LEKTOR (Französisch) »
(II à III) für die Organisationslehre
Sprache/Literatur ab Sommersemester 1978
Aufgaben:
1. Sprachpraktische Veranstaltungen
2. Entwicklung von Lehr- und Lernma-
terialien.
Voraussetzungen:
• Französisch als Muttersprache
• Abschlussqualifikation in der Fach-
richtung Organisationslehre
• möglicherweise Erfahrung im Unterricht des
Französischen als Fremdsprache für Erwachsene.
Der Bewerber sollte ausserdem in einem der fol-
genden Gebiete qualifiziert sein:
• moderne französische Geschichte oder
Literatur
• Psychologie des Zweitspracherwerbs
oder Linguistik.
Anstellung zunächst auf 2 Jahre, einmalige
Vertragsverlängerung um 2 Jahre möglich.
Bewerbungen mit den üblichen Unterlagen sind
bis zum 31.12.78 zu richten an:
GESAMTHOCHSCHULE KASSEL
Der Gründungspräsident
D-3500 Kassel, Wilsbergstrasse 19

INDUSTRIE PETROLIERE ET SIDERURGIQUE

Afin de renforcer notre expertise d'ingénieurs conseils en engineering
nous cherchons pour nos équipes des spécialistes :

SENIOR COST AND SCHEDULING ENGINEERS

Ceux-ci travailleront en étroite collaboration et au plus haut niveau,
avec les équipes planification de notre client. Ils auront à concevoir
et à mettre en place des systèmes de contrôle de délais et de coûts
pour les projets (cost and scheduling systems). Ces systèmes seront
utilisés pour le suivi de la réalisation d'importants complexes industriels
(plus de 250 millions de \$).

Les candidats devront :

- avoir un diplôme de génie civil ou de mécanique
- avoir une expérience de chantier au sein de grandes sociétés
internationales d'engineering et de construction
- être bilingue Français/Anglais
- vouloir accepter des responsabilités importantes, bien rémunérées
mais dans un environnement parfois difficile.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser un C.V. détaillé à :

Booz, Allen & Hamilton
INTERNATIONAL
53, Avenue Kléber, 75784 Paris Cedex 16.

JEUNES INGÉNIEURS débutants en électronique

Maintenance et Mise en Service d'appareils de
Prospection Minière à l'étranger
Groupe minier Français offre à
des ingénieurs en électronique
après période de formation la responsabilité
de gestion et de mise en œuvre des moyens
techniques :
— pour effectuer la détection des minerais en
avion, au sol et en forage ;
— pour assurer la conception des réseaux
internes de télécommunications.
Ecrire au 3 084 à « Le Monde » Publicité,
5, rue des Italiens, 75227 Paris (19°).

BANQUE TUNISIENNE

à caractère international
recherche

DIRECTEUR FINANCIER

de nationalité tunisienne
formation similaire à un expert comptable on
formation similaire avec expérience.
Une expérience bancaire serait très appréciée.
Envoyer C.V. manuscrit et photographier pour r.v.
SEGOND, M. DIBODON, 240-16-06,
1, rue Babouine, 75006 PARIS.
240-16-06.

SORGEM

recherche le

CONSEILLER-ORGANISATEUR D'UN ETABLISSEMENT BANCAIRE PUBLIC au BURUNDI

Il aura à :

- Assister le Directeur Général dans sa gestion
courante.
- Mettre en place et contrôler les procédures
administratives du siège et des agences.
- Superviser la comptabilité.
- Former l'équipe de direction et l'ensemble du
personnel.

Ce poste à pourvoir rapidement nécessite :

- Une bonne connaissance des mécanismes bancaires.
- Une très bonne expérience de l'organisation du
travail administratif et comptable.
- Un sens aigu des relations humaines.
- Une aptitude à la formation.

Le candidat retenu devra avoir :

- Au moins 35 ans.
- Une formation supérieure.
- Plus de 5 ans d'expérience professionnelle.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
SORGEM, 152, bd Pereire, 75017 PARIS.



le centre d'études de prévention

recherche pour
détachement à l'étranger
(contrat français)

DES INGENIEURS DIPLOMES

HAUT NIVEAU
minimum 2 ans d'expérience dans les différents
domaines de la construction : toutes spécialités
de génie civil et lots techniques.

Envoyer C.V. en indiquant prétentions, impor-
tance de la famille à déplacer et date de
disponibilité au :

Service du Personnel
C.E.P., 34, rue Rennequin
75017 PARIS.

En Australie, Canada, Afrique

Sud, Afrique du Nord, Asie

Moyen-Orient, Amérique latine,

Europe, des EMPLOIS vous

attendent. Demandez le mes-

sage spécialité MONDEMPLOIS

(B.P. 240-09 PARIS).

Importante Société d'ingénierie

recherche pour ses activités en

PAYS ANGLOPHONES

INGÉNIEUR

ELECTROMECANICIEN

de formation supérieure, cet

ingénieur a acquis pour partie

à l'étranger une bonne expé-

rience dans le domaine des ponts

mobiles (travaux en place de

matériau, contrôle d'exécution, fonction).

Veuillez écrire (joindre C.V. et

dernière rémunération) sous

réf. 5 720 CONTEXTE Pub.

20, av. de l'Opéra, Paris-1^{re}.

Société d'ingénierie conseils

Paris recherche

INGÉNIEUR

ETUDES VRD

diplômé d'une grande école ait

une expérience de quelques an-

nées en étude de réseaux d'eau

et assainissement, cet ingénieur

sera disponible sous peu pour

travaux à l'étranger et en France.

Veuillez écrire (joindre C.V. et

dernière rémunération) sous

réf. 10 912 CONTEXTE Pub.

20, av. de l'Opéra, Paris-1^{re}.

Entreprise de travaux publics

recherche pour la

NIGERIA

UN CHEF COMPTABLE

collaborateur, rompu à l'exportat-

ion anglaise.

Adress. C.V., photo et pré-

tentions sous réf. 1 078 M à

SWERTS 69 200 7504 PARIS

CEDEX 06, qui transmettra.

Importante société

établie au Zaïre, possédant

plusieurs sites d'exploitation,

rech. pour entrée immédiate :

1 CHEF COMPTABLE

EXPERIMENTE

âge maximum 45 ans, ayant

égalemeut des connaissances

en comptabilité et la

confection des bilans,

ainsi que pour l'établissement

en fin d'année des inventaires

et bilan consolidé.

Faire offre manuscrite, avec C.V.

et prétentions, en joignant deux

photos, sous le n° 716 216 M à

RECHERCHES 80 bis, rue

Réaumur, 75002 PARIS, qui tr.

ECOLE POLYTECH. FEDERALE

LAUSANNE-SUISSE

cherche pour son laboratoire

de céramiques

COLLABORATEUR SCIENTIFIQUE

au bénéfice d'une formation

dans le domaine des matériaux,

de la physique appliquée ou

de la chimie des solides,

avec plusieurs années d'expé-

rience dans un laboratoire de

recherche. Une thèse de doc-

torat serait appréciée. Entrée

en fonction : dès que possible

ou à convenir. Offres avec pho-

tos usuelles au Service du

personnel de P.E.F., 33, av.

de Cour, 1007 Lausanne SUISSE

Banque Suisse

Un siège de succursale,

mais aussi un ancrage d'un

prudent capitalisme, souhaitent

confier le démarchage de ses

produits financiers à un immo-

bilier à un conseiller de très

haut niveau pouvant également

apporter les preuves de sa

réussite et de son marché.

Lettre avec C.V. et photo à :

Dr A. TONTCHOU, case postale

CH-1901 LES COLLORES,

VALAIS (SUISSE).

Offres d'emplois cadres,

ingénieurs (techniciens pour

l'Amérique latine (Venezuela,

Argentine, Brésil, Colombie,

etc.) dans la revue spécialisée.

Doc. A.L.E. (22)

B.P. 42-09 PARIS.

offres premier emploi

offres premier emploi

La Redoute

INGENIEURS GRANDE ECOLE

débutants

marketing — informatique — études et organisation

Notre Groupe (8.000 personnes - 3 milliards de C.A. - 6 millions de clients - 80.000/cols/jour) a pour
vocation la DISTRIBUTION. Nous sommes Leader de la Vente par Correspondance en France. Nous
progressons d'environ 15% par an.

Les Ingénieurs représentent 15% de l'encadrement avec une moyenne d'âge de 32 ans. Depuis plusieurs
années notre politique en matière de recrutement est résolument orientée vers la recherche de Cadres
débutants à fort potentiel, auxquels nous apportons une formation complémentaire en fonction de leurs
besoins pour leur confier rapidement des postes à hautes responsabilités.

Nos Techniques : à la pointe de l'informatique, nous utilisons également les techniques les plus avancées
en matière d'organisation, d'automatisme, de manutention et de télédistribution. Dans le domaine
marketing, les besoins de la clientèle sont approchés selon des méthodes statistiques nécessitant l'utili-
sation de l'informatique.

Aujourd'hui, nous préparons demain : nous recherchons des Hommes compétents qui développeront nos
moyens actuels et mettront au point ceux qui les remplaceront, tout en ayant de réelles qualités
d'animation d'équipe.

Pour cela, nous recrutons plusieurs Ingénieurs en vue d'un premier emploi pour nos Directions :

• INFORMATIQUE

Que ce soit au niveau des applications ou des
études techniques, il nous faut des Ingénieurs
capables de s'intéresser à l'informatique comme
à un moyen qui doit faire évoluer notre système
de distribution.

• ETUDES et ORGANISATION

Nous recherchons des ingénieurs qui assisteront
divers services (notamment la Direction Industrielle)
dans le but d'améliorer l'outil de travail dans
ses différents aspects techniques et humains et
qui affineront la gestion de cet outil.

• MARKETING

Cet ingénieur aura pour mission d'assurer les
études mathématiques et statistiques de la
Direction Marketing pour le traitement de
l'information continue dans nos fichiers.

Nous vous parlerons plus en détail de notre Société et de nos politiques ainsi que de chacun de ces
postes qui impliquent la prise en charge globale d'un ou plusieurs projets.

Pour un premier contact, adressez C.V. + photo + prétentions en précisant le secteur qui vous intéresse
à LA REDOUTE - Division Cadres - 57 rue de Blanchemaine - 59100 ROUBAIX.



CAMPING GAZ

INTERNATIONAL

DÉPARTEMENT

MARKETING

offre dans le cadre de

la loi du 5 juillet 1977

UN STAGE PRATIQUE

(6 à 8 mois)

ASSISTANT

CHEF DE PRODUITS

JNE HME ou JNE FME

de moins de 25 ans

formation commerciale

(bac + 2 ans)

Indemnité mensuelle

égale à 90 % du Smis

versée par l'Etat.

FORMATION

pluridisciplinaire de

20 heures, organisée

par l'entreprise.

DÉBUT DE STAGE

DÉCEMBRE 1977

Champs-Élysées

Téléphone pour rendez-vous

Service Relations du Travail

359-72-02

offres

premier

emploi

Le Monde met

chaque jour à la dispo-

sition de ses lecteurs

cette rubrique dans

les pages d'annonces

classées :

OFFRES PREMIER EMPLOI

offres de regroupement

des propositions uniquement

destinées aux jeunes à

la recherche d'un pre-

mier emploi.

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONES

296-15-01

En 9 jours
plus on
bruit
chez vous



emplois régionaux

CHEF DE REGION

Partir en Province
avec l'assurance d'une carrière nationale

La présence industrielle de Ford Europe justifie les possibilités et les promesses d'évolution de carrière. Avec une implantation dans 15 pays, 22 unités de production, 135.000 personnes, la C.A. est aujourd'hui de 25 milliards de francs.

Le Directeur de Région que nous souhaitons intégrer à la Division "Machinisme Agricole" aura, pendant 2 à 3 ans, la responsabilité et le contrôle des objectifs commerciaux : il interviendra pour conseiller le réseau de concessionnaires dans sa stratégie de vente, son organisation, sa gestion et sa politique de recrutement.

La solution optimale serait un candidat, de 28 ans minimum, rapidement opérationnel grâce à sa connaissance des matériels agricoles (ou du milieu agricole) et des circuits de distribution. La nature et la qualité de son expérience commerciale nous intéressent autant que sa formation supérieure technique ou commerciale.

Le style de management de Ford prévoit des orientations et des mutations valorisant les potentialités de chacun : du poste de Directeur Régional, vous pourrez envisager une évolution au Siège (à un poste d'encadrement, de Promotion des Ventes...) ou même une carrière internationale. La pratique de l'Anglais est fortement souhaitée.

Adr. C.V. à FORD FRANCE S.A.
Direction du Personnel,
344 Av. N. Bonaparte
92504 RUEIL-MALMAISON



Bureau d'études de l'administration recherche un ingénieur confirmé pour prendre la direction d'une section technique.

Formation : école d'ingénieurs spécialisée, équivalentement complétée par un stage en C.E.T.A.P. Expérience professionnelle dans la spécialité.

Le poste implique : en laboratoire et sur chantier. Bonne maîtrise de la gestion du personnel. La tâche de travail est dans le domaine des machines à commande numérique.

Le poste implique : de fréquents déplacements dans la région Nord-Pas-de-Calais. Faire demande manuscrite avec C.V. détaillé et références professionnelles à : M. LILLY, 11/85, sous référence AT 118/85, qui transmettra.

Pour renforcer son service OUVRES D'ART au sein de LA C.E.T.A.P. ROUSSILLON, Bureau d'études et de conception internationale recherche :

INGENIEUR
Avoir une expérience d'une dizaine d'années en études de structures et ouvrages d'art, acquise pour partie à l'étranger, cet ingénieur, diplômé d'une grande école, résidera en France et sera néanmoins disponible pour travailler à l'étranger. Les ingénieurs intéressés sont priés d'adresser leur C.V. et leur lettre de motivation au : M. LILLY, 11/85, sous référence AT 118/85, qui transmettra.

ORGANISME PUBLIC recherche INGENIEURS INFORMATIQUES
Expérience 5 ans minimum sur IBM, DEC-VS, etc. des qualités de contact, de dynamisme, de sensibilité à l'effort. Avoir une expérience de gestion. Dispositif d'urgence. Lieu de travail : ROUEN. Adr. C.V. et lettre manuscrite, 6 9793 Haves Bordeaux.

SOCIETE DE FABRICATION ET VENTE D'ARTICLES DE MENAGE recherche

DIRECTEUR D'USINE

— Ingénieur (Arts et Métiers ou équivalent), de préférence avec expérience de service méthode. — Age 35 ans maximum. — Aptitude et goût du commandement et de l'organisation.

Avant sous ses ordres l'ensemble d'un établissement de 500 personnes, il assurera la gestion du personnel, la responsabilité de la production, des services techniques de l'ordonnement des magasins et services d'expédition.

Poste à pourvoir Région EST.

Logement et voiture de fonction assurés.

Adresser lettre manuscrite motivée avec C.V. daté et rémunération actuelle à : Numéro T. 001347 M. REGIE - PERSE, 55 bis, rue Béarnaise - 75002 PARIS.

RECHERCHONS

UN ANALYSTE en informatique

chargé de conduire les études liées à la mise en place d'un ordinateur Honeywell-Bull 64/20.

Adr. candidature et C.V. avant le 15 décembre 1977, à la Fédération de la Mutualité Agricole de l'EST, 14, rue de la Petite-Cité, 21004 EVREUX CEDEX.

MARKETING - 100.000 +

• Groupe en fort développement, 2^e sur son marché (Composant industriel du bâtiment gros œuvre) recherche son RESPONSABLE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL.

• La Société souhaite confier ce poste à un homme de Marketing de formation ESSC, ESC, Dauphine, ayant quelques années d'expérience, et possible dans le milieu bâtiment. Le siège de la Société est dans une importante ville de province, à 200 km Ouest de Paris.

Envoyer avec C.V., photo, salaire actuel, sous n° 1114, à CINQUEN, 104, r. La Fayette, 75010 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE ITALIENNE PRODUCTRICE DE LINGE DE MAISON AVEC FILIALE A PARIS recherche

ATTACHE COMMERCIAL

Pour SUD, SUD-EST, SUD-OUEST

Le candidat idéal est un homme d'environ 35 ans, porté à la vente (dynamisme).

Nous offrons :

— un encadrement dans le plus haut niveau de la carrière ;

— un fixe + intéressement, frais de route forfaitaires + kilométrage.

Répondre avec curriculum vitae et photo à : DIRECTION EXPORT Via Visconti-di-Modrone, 15 - 20122 Milano (Italie).

CRÉDIT COMMERCIAL

Importante Société Leader mondial dans sa branche recherche

Jeunes Diplômés de l'Enseignement Supérieur

Pour postes à pourvoir en province, exigeant : — des qualités de contact, de dynamisme et de bon sens ; — le goût des responsabilités que comportent l'application des règles de crédit commercial et l'étude de la solvabilité des entreprises.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, présent, et photo récente n° 3130 CONTEXTE Publicité 20, av. de l'Opéra - 75000 Paris Cedex 01.

CADRE de DIRECTION

Responsabilité Administrative du Personnel EQUIPE 30 PERSONNES

Justifient une compétence en COMPTABILITÉ FISCALITÉ, SOCIÉTÉS, BRANCHE AGRICOLE PROVINCE Sud-Paris - Ville Universitaire.

Adr. C.V., photo et présent n° 3130 CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}.

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE recherche pour

ROANNE

EXPERT COMPTABLE DIPLOMÉ pour la responsabilité d'un bureau de 20 personnes, comprenant 5 chefs de groupe.

Adresser C.V., photo, présentations et détails de disponibilité au n° 8054, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

CEMA - Lyon production électronique recherche

ACHETEUR

Matériel électronique, BTS en service. Possibilité d'évolution vers activités diverses : achat, approvisionnement, magasin. Expérience 3 ans dans achat ou vente composants électroniques. Env. C.V. prêt, à : CEMA - 69100 Saint-Jean-sur-Rhône, 54, r. Félix-Faure, 4303 Nantes, recrutés conseillers sociaux, logement assuré.

La Maison de quartier de Paris-Neuf à LA ROCHELLE

recrute 1 ANIMATEUR POLYVALENT de 25 ans, ayant reçu la formation d'une école d'animateur en jeunesse de J.A.S.E. et C.A.P.A.S.E. ou D.A.P.A.S.E.

Candidatures 15 décembre, sous n° 3130 CONTEXTE Publicité 20, av. de l'Opéra, PARIS-1^{er}.

Office public d'HLM de Nantes, 54, r. Félix-Faure, 4303 Nantes, recrutés conseillers sociaux, logement assuré.

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION GRANDE MARQUE PRODUITS GRANDE CONSOMMATION LEADER SUR SON MARCHÉ recherche

DIRECTEUR DES VENTES EXPORTATION EUROPE

capable d'élaborer et réaliser objectifs de développement par pays, tant par l'animation et le management de réseaux de représentants que par le suivi de la gestion des outils de services déjà implantés dans les pays.

Ce poste, à pourvoir à Troyes (10), conviendrait à un cadre 30 ans minimum, ayant déjà exercé avec succès des responsabilités similaires, connaissant parfaitement l'allemand et l'anglais et capable d'opérer dans un environnement dynamique.

Envoyer curriculum vitae manuscrit détaillé (+ photo), salaire actuel et souhaité à : M. BOYER, 77, rue de Mignaux, 76300 FORGES.

Totale discrétion assurée.

Importante Entreprise de TRAVAUX PUBLICS (construction de réseaux électriques de toutes natures, installations électriques industrielles, génie civil) recherche pour ses directions régionales des

ingénieurs débutants

auxquels il sera confié des responsabilités progressives sur ses chantiers (conduite de travaux, gestion financière, relations clients...).

Les postes à pourvoir, situés sur l'ensemble du territoire français, conviendraient à des diplômés d'écoles telles que CENTRALE, T.P., A.M., ENSI ou équivalentes.

Envoyer C.V. détaillé, photo et présentations sous référence 359 M et :

Cabinet Jean-Charles MAURICE Conseil en Gestion du Personnel 42, rue Legendre - 75017 PARIS

GRUPE INTERNATIONAL

TRANSFORMATION DES MATIERES PLASTIQUES recherche pour sa filiale française implantée dans la région de MONTARGIS (45) (128, rue Sud Paris)

RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Dépendant directement du Directeur Administratif et Financier, il aura la responsabilité complète des services :

— Comptabilité générale et analytique ;

— Trésorerie ;

— Administration générale.

D doit de préférence :

— Être diplômé de l'enseignement supérieur (E.C., E.S.S.C., SCIENCES P.O., etc. ou D.E.S.) ;

— Avoir une expérience d'au moins 4 ans dans les domaines mentionnés ;

— Avoir de bonnes connaissances en anglais et en informatique.

Compte tenu des perspectives d'expansion du groupe, ce poste comporte de réelles possibilités d'évolution.

La rémunération sera fonction des compétences du candidat retenu.

Envoyer C.V. et photo n° 3130 CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra, Paris (9^e), qui transmettra.

ETABLISSEMENTS ANDRÉ GILLIER recherche

POUR LEUR DIVISION SOUS-VÊTEMENTS JIL

CHEF DE VENTES

POUR SECTEURS FRANCE ET EUROPE

LE CANDIDAT DEVRA :

— PARLER ET ÉCRIRE COURAMMENT L'ALLEMAND ET L'ANGLAIS.

— AVOIR UNE BONNE CONNAISSANCE DES PROBLÈMES DE L'EXPORTATION.

— VENIR HABITER TROYES.

AGE MINIMUM : 35 ANS. Déplacements fréquents en France et en Europe.

Adresser curriculum vitae manuscrit et photo, sous la référence 71133 EXPORT, à :

ETABLISSEMENTS ANDRÉ GILLIER, 503 X - 10600 TROYES CEDEX.

Répondre à toute candidature. Discrétion assurée.

SOCIETE EUROPEENNE DE PROPULSION recherche pour son établissement de

BORDEAUX

UN INGENIEUR

ayant obligatoirement plusieurs années d'expérience dans la caractérisation des fibres pour recherches en laboratoire dans le domaine des matériaux composites plastiques.

Adresser C.V. détaillé avec photo à : S.E.P. (Service du personnel), B.P. 27, 33100 SAINT-MEDARD-MAGNAUX.

SECRETAIRE GENERAL

La Société (1100 p. 100 M de C.A.) située dans la région de Belfort, fabrique des accessoires pour l'industrie automobile.

Le cadre recruté dépendra directement du Directeur Général et dirigera les services administratifs et financiers.

Le poste convient à un cadre de plus de 30 ans, de formation supérieure, possédant une bonne expérience de gestion administrative et financière. La rémunération ne sera pas inférieure à 110.000F. Ne pas adresser de candidature sans demande.

26 rue Marbeuf, 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande.

France 222 M.

offres d'emploi

Laboratoires Searle recrutent dans le cadre du développement de leur Service des RELATIONS MEDICALES

1) MEDECIN (Réf. M 23)

Chargé de l'INFORMATION ECRITE

— COURRIER MEDICAL — Rédaction des éléments médicaux et scientifiques des brochures et documents d'information.

2) MEDECIN (Réf. M 24)

Chargé de l'ASSISTANCE AU RESEAU

— Fonction Médicale des Délégués — Participation aux Réunions d'information.

Ce poste suppose de fréquents déplacements.

Pour ces deux postes, la connaissance de l'Anglais est souhaitable. Une expérience préalable de l'information médicale serait appréciée.

Adresser C.V. et présentations SERVICE DU PERSONNEL 7, bd Romain-Rolland 92120 MONTRouGE

SEARLE

MATRA INFORMATIQUE GROUPE MATRA

qui commercialise avec succès une gamme de mini-ordinateurs dont 20 000 unités sont déjà installées dans le Monde, développe ses forces commerciales de PARIS et recherche des

INGENIEURS COMMERCIAUX

de formation supérieure

et disposant d'au moins 2 années d'expérience réussie dans la vente de systèmes informatiques. La rémunération élevée saura intéresser des candidats dynamiques. La connaissance de l'anglais est appréciée.

Adresser C.V. à Monsieur J.-L. DUHAMEAU MATRA INFORMATIQUE 18, rue de Chailion - 75014 PARIS

JEUNES INGENIEURS POUR LA FRANCE et L'ETRANGER

Notre activité : C.A. 1,8 milliards de Francs, 4000 personnes, négoce de combustible, exploitation de chauffage, maintenance d'équipements, installation dans le second-œuvre technique aussi bien en France que dans 10 pays étrangers (Moyen-Orient, Amérique, Europe).

Notre développement à l'étranger nous amène à recruter de jeunes ingénieurs généralistes, mécaniciens, électrotechniciens etc., pour les former durant 1 à 2 ans à notre technique.

Ils seront ensuite affectés à des postes de responsabilités soit en France soit à l'étranger dans des fonctions techniques opérationnelles ou commerciales.

Une bonne connaissance de l'anglais ou du portugais est impérative.

Envoyer C.V. + photo sous référence 1076 à SWEET'S B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09 qui transmettra

ou téléphoner au 260.30.30, Mme ZAHOUAL

informaticien

L'UNION DES CAISSES CENTRALES DE LA MUTUALITE AGRICOLE recherche un informaticien âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur ou de niveau équivalent. Il aura l'expérience des démarrages de SYSTÈMES MOYENS faisant appel au TÉLÉTRAITEMENT. Son rôle sera de CONSEILLER sur le plan des méthodes et des outils les équipes chargées de la mise en place de ces systèmes. Ce poste nécessite une expérience de 5 ans minimum et suppose de fréquents déplacements en province. (Réf. 8963/M)

Adresser votre C.V. avec une courte lettre manuscrite + photo et présentations, à Sema-Selection : 82120 MONTROUGE - Centre Sema, 18-19, rue Kuchel.

sema selection

مكتبة من الأصل

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	48,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Laboratoires Searle

recrutent
dans le cadre du développement
de leur Service des
RELATIONS MEDICALES

1) MEDECIN

(Réf. M 23)
Chargé de l'INFORMATION ECRI-
COURRIER MEDICAL
Rédaction des éléments médicaux
scientifiques des brochures et
documents d'information.

2) MEDECIN

(Réf. M 24)
Chargé de l'ASSISTANCE AU RE-
FONCTIONNEMENT des Délégués
Partis par ou aux Réunions
d'information.

Ces postes supposent de fréquents
déplacements.

Pour ces deux postes, la connaissance
de l'Anglais est indispensable.
Une expérience en matière de
l'information médicale est souhaitable.

Adresser CV, rémunération souhaitée en indiquant
la référence NK 226

à Monsieur KOFAN
BP N° 1 - 78140 VELIZY

MATRA

recherche pour son département Contrôle

INGENIEURS
Grandes Ecoles

— Ils assurent la coordination et la gestion technique
et financière d'une affaire pour l'ensemble des
activités de contrôle.

— Ces postes concernent des Ingénieurs électromé-
caniciens de préférence, mais surtout ayant une ex-
périence de 2 à 5 ans acquise en production ou en
contrôle sur des marchés d'état.

— Connaissance de l'Anglais indispensable.

Adresser CV, rémunération souhaitée en indiquant
la référence NK 226

MATRA

à Monsieur KOFAN
BP N° 1 - 78140 VELIZY

MATRA

recherche pour son département Contrôle

INGENIEURS
Grandes Ecoles

— Ils assurent la coordination et la gestion technique
et financière d'une affaire pour l'ensemble des
activités de contrôle.

— Ces postes concernent des Ingénieurs électromé-
caniciens de préférence, mais surtout ayant une ex-
périence de 2 à 5 ans acquise en production ou en
contrôle sur des marchés d'état.

— Connaissance de l'Anglais indispensable.

Adresser CV, rémunération souhaitée en indiquant
la référence NK 226

MATRA

à Monsieur KOFAN
BP N° 1 - 78140 VELIZY

MATRA

recherche pour son département Contrôle

INGENIEURS
Grandes Ecoles

— Ils assurent la coordination et la gestion technique
et financière d'une affaire pour l'ensemble des
activités de contrôle.

— Ces postes concernent des Ingénieurs électromé-
caniciens de préférence, mais surtout ayant une ex-
périence de 2 à 5 ans acquise en production ou en
contrôle sur des marchés d'état.

— Connaissance de l'Anglais indispensable.



Data Systems

Vous avez : — soit un **DIPLOME ESC** ou une formation supérieure comparable,
— soit une formation supérieure **SCIENTIFIQUE** que vous
envisagez de compléter par une expérience au contact
des réalités commerciales et des responsabilités de gestion.

PHILIPS Data Systems

vous propose de participer, dans le cadre d'une carrière d'

ingénieur commercial

à la diffusion de sa gamme de produits
• Ordinateurs de gestion • Systèmes de saisie de données • Systèmes de terminaux • Mini-ordinateurs

Dans cette fonction vous devrez :

- analyser les besoins et les préoccupations de vos interlocuteurs et mettre en évidence l'intérêt d'une utilisation de l'informatique
- guider les utilisateurs vers les solutions les plus efficaces
- conseiller les responsables lors des décisions qui jalonnent la mise en place de tout processus informatique
- coordonner les interventions de spécialistes au cours de ces différentes étapes.

Vous pourrez acquérir les bases nécessaires à l'exercice de ces responsabilités par une formation de 9 mois au moyen de cours et de stages pratiques sur :

- le marché de l'informatique
- les produits PHILIPS DATA SYSTEMS
- les applications.

Durant cette période votre rémunération sera fonction de votre niveau de formation et tiendra compte de votre expérience éventuelle.

A l'issue de la formation, plusieurs postes seront offerts à Paris et dans les Métropoles régionales.

Adressez votre candidature à :
Direction du Personnel, PHILIPS DATA SYSTEMS,
5, Square Max Hymans, 75015 PARIS.

MOYENNE ENTREPRISE MATÉRIELS T.P. ET INDUSTRIELS - FILIALE PUISSANT GROUPE RECHERCHE POUR PARIS

JEUNE INGÉNIEUR AM-IDN OU TP

débutant ou quelques années d'expérience pour assumer des responsabilités polyvalentes, techniques et commerciales en France et dans les filiales étrangères.

Large perspective de développement de carrière pour candidat dynamique.

Connaissances de l'Anglais nécessaires.

Ecrire sous référence LV 243 CM.

4, rue Massenet,
75016 Paris
discrétion absolue

etap

Importante Sté textile Multinationale spécialisée dans la CHEMISE et le SPORTSWEAR (C.A. 60 Millions) recherche pour son siège à Paris

ADJOINT

à son DIRECTEUR COMMERCIAL

— 25 ans minimum,

— capable de travailler en liaison étroite avec la Direction, pour définir la politique de vente qui tiendra compte de l'évolution du marché, d'établir les plans de collections et d'animer le réseau de ventes,

— pour réussir, il faut des qualités de goût et de jugement, ainsi qu'une certaine expérience d'animation acquise dans l'habillement,

— anglais indispensable,

— voyages fréquents à l'étranger.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo (récente) sous n° 18409 B à Bleu Publicité

41, av. du Château - 94300 Vincennes

Le secret absolu des candidatures est garanti

Clark Crédit

Analyste Financier/Crédit

La Société agit comme service de financement et de factoring des ventes à crédit pour ses concessionnaires et ses clients (Europe, Afrique, Moyen-Orient).

Elle souhaite s'attacher deux nouveaux collaborateurs qui dans un premier temps se verraient confier des missions d'analyses financières, de réexamen des procédures et des actions d'Audit.

Après des connaissances avancées de prendre dans un deuxième temps des responsabilités plus formelles au sein du groupe.

Cette éventualité demande de bonnes connaissances en comptabilité et analyses financières (DECS, ESC, Sc. Eco.). Elle suppose une première expérience même brève dans ces domaines, l'usage courant de l'Anglais est indispensable (les entretiens se déroulent dans cette langue).

Les missions confiées demandent une réelle disponibilité (déplacements, même lointains, à quart de temps).

La rémunération de départ se situerait aux environs de 70 000 F par an.

Les personnes intéressées sont invitées à adresser leur dossier sous référence CF 1181/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP

7 rue Lincoln 75008 PARIS

TRES IMPORTANTE SOCIETE de CONSEIL et SERVICES EN INFORMATIQUE NOUS DIFFUSONS, PAR UN SERVICE DE TEMPS PARTAGE A.P.L., DES APPLICATIONS SOPHISTIQUEES DE GESTION CONVERSATIONNELLE, NOUS RECHERCHONS DES

Jeunes Ingénieurs GRANDES ECOLES

Intéressés par l'informatique, ayant si possible 2 à 3 ans d'expérience d'entreprise, pour prendre en charge, en liaison avec les utilisateurs, des projets spécifiques depuis leur conception jusqu'à leur mise en place et à leur suivi. Formation complémentaire assurée.

Lieu de travail : Puteaux.

Séle CEGOS

Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 75414/M à Mme CLERE, à Séle-CEGOS, 33 quai Gallieni 92132 SURESNES.

5 ans de vente dans la chimie

Ingénieur de formation vous vendez dans la chimie ou la pharmacie depuis 5-6 ans des matériels de haute technicité. Vos résultats sont vos meilleures références.

Tout en poursuivant une activité commerciale personnelle, vous êtes capable d'animer une petite équipe compétente (plan de travail, programmes, budgets, liaison (en anglais) avec vos partenaires dans le Groupe).

Ecrivez sous référence 77448M au cabinet SIRCA que nous avons chargé du recrutement en précisant vos ambitions en matière de rémunération et votre conception de la diffusion de matériel dans l'industrie chimique et pharmaceutique en 1978.

Sirca

64, rue La Boétie 75008 Paris

IMPORTANTE ENTREPRISE DE BONNETERIE

Filiale d'un Groupe de dimension internationale recherche :

modéliste - metteur au point

• Il supervisera la réalisation du produit initial, des gradations, têtes de série et l'emploi des matières premières, participera à l'industrialisation des articles.

• collaborera avec les chefs de produits sera responsable d'une équipe de modélistes d'exécution de modèles-patrons gradeuses - échantillonneuses.

techniciens confirmés (CONFECTION)

• Expérience de l'atelier
• Formation méthodes appréciable
• bon contact - esprit d'analyse
• capables initiatives - disponibilité pour fréquents déplacements en France et à l'Etranger - Anglais indispensable.

Poste correspondant à :
« Chef de fabrication »

Adresser dossiers de candidature avec C.V. précis et indication rémunération souhaitée s/réf. 6940 à :
P. LICHOU S.A. B.P. 220 - 75063 Paris Cedex 02 - qui transmettra

ATTACHÉS COMMERCIAUX

commencent par l'étude approfondie des problèmes réels de l'entreprise, définissent les solutions adaptées à leurs exigences propres, ce n'est qu'après qu'ils parlent matériel.

Un diplôme d'études supérieures (de préférence commerciales) ou une première expérience de vente, complété par la formation que nous assurons au cours des premiers mois sont les éléments de base d'une réussite commerciale.

La structure de rémunération que nous avons étudiée pour eux est motivante dès le départ (fixe + variable de l'ordre de 65 à 70.000 F/annuel, compte tenu des résultats, bien entendu) et participation aux fruits de l'expansion.

Postes à pourvoir à PARIS et sa banlieue et dans les départements suivants : Gironde, Isère, Loire-Atlantique, Maine et Haute-Savoie.

Ecrivez sous réf. V 81 à :
RANK XEROX Service Recrutement
B.P. 63
93602 AULNAY-SOUS-BOIS

cadre exportation 100 000 F

Diplômé d'une ESC, vous avez acquis trois ans d'expérience de la vente à l'exportation. Vous souhaitez aujourd'hui la confirmer et l'effort dans une entreprise performante.

Nous sommes, à Paris, un fabricant de produits industriels de réputation internationale ; nous cherchons un cadre exportation capable de développer notre CA en Europe en introduisant nos produits chez des constructeurs. Pour ce faire, vous choisirez les cibles, négociez les contrats, suivez les ventes. A 28 ans minimum, parlez parfaitement l'anglais et si possible l'allemand, vous pouvez trouver dans ce poste une réelle occasion de vous affirmer.

Ecrire à Mme J. MAXENCE, à Paris, ss réf. 3198 LM.

ingénieur de vente - Lyon bilingue français-allemand

Le Directeur Commercial d'une société filiale d'un grand groupe métallurgique français, fabriquant et distribuant dans le monde entier des biens d'équipement industriel, cherche un ingénieur de vente pour négocier de nouveaux marchés en France et à l'export, assister les bureaux de vente à l'étranger et animer les agents multilingues.

Ce poste convient de préférence à un ingénieur, ayant une expérience confirmée de la vente de biens d'équipement. Il a une pratique excellente de l'allemand et si possible de l'anglais.

La taille du groupe assure, à celui qui y réussit, des possibilités d'évolution de carrière.

Ecrire à Mme G. DILL, à Lyon, ss réf. 430 LM.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

	La m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SOCIÉTÉ DOUVE EGBERTS FRANCE
LA MAISON DU CAFE
pour Bagnolet-Gallieni - 93

UN RESPONSABLE
COMPTABILITÉ GÉNÉRALE ET AUXILIAIRE

UN RESPONSABLE
BUDGET ET PRÉVISION

UN RESPONSABLE
DISTRIBUTION PHYSIQUE

DOUVE EGBERTS FRANCE
TOUTE GALLIENI - 93

UNITEC WEMCO EUROPE
Société filiale
du groupe international
ENVIROTECH U.S.A.

DIRECTEUR
DU DÉPARTEMENT
ENSEMBLES INDUSTRIELS
TRAITEMENT DES MINÉRAUX

Agé de 32 ans au moins, ingénieur diplômé de grande école (X, MINES, CENTRALE, GUYON...), et parlant anglais, il aura la responsabilité du développement et de la gestion de son département sur une zone comprenant l'Europe, l'Afrique, l'Orient et le continent africain.

Expérience technique et commerciale indispensable en matière d'ingénierie internationale lourde.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi aux heures de bureau par l'information-Carière SVP. 11.11 qui fixera un rendez-vous aux candidats concernés.

Information Carrière
SVP 11.11

Références 250

On peut aussi adresser son dossier à : SVP RESSOURCES HUMAINES, 65 av. de Wagram 75017 Paris.

GROUPE ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS PARIS (GEP)
recherche pour ses services Juridiques et Comptables

1) PRATICIENS
OU ORDI
(Clercs d'huissiers ou Clercs d'avocats ou d'agréés) très au fait des problèmes de recouvrement de créances

2) JEUNES DIPLOMÉS
faculté de droit, ayant une 1^{re} expér. professionnelle si possible. Ser. avec C.V. et photo sous n° 18.711 6 et 17, rue Labat

3) JEUNES DIPLOMÉS
Importante Société Paris rech. ANALYTES et PROGRAMMEURS Fortin - ANS - GAP - PL - 1 sur IBM - CIL - BURROUGHS - et LOGABAS 25, rue Labat - 75008 Paris - 223-51-41

Informaticien senior

Venez diriger notre service informatique : une cinquantaine de personnes, des I.B.M., un début de mini... et de très gros projets.

Nous sommes un groupe industriel diversifié qui attend beaucoup de son informatique, toujours plus. Aujourd'hui nous sommes sur le point de démarrer de nouveaux projets. Nous repensons nos systèmes de saisie pour mieux assister le commercial, la production, la finance. Nous n'hésitons pas à faire appel à des conseils et à du personnel extérieurs.

Les hommes, les matériels viennent s'ajouter aux études lorsque l'on se trouve à la tête d'un service informatique, vous le savez car vous l'avez déjà été ; écrivez alors rapidement sous référence 77153 M aux consultants du cabinet de recrutement SIRCA. Vous pouvez compter sur leur discrétion, ils ne nous parleront de vous que si vous en êtes d'accord.

Sirca
64, rue La Boétie 75008 Paris

CAP SOGETI

Notre client, un important groupe dont les services informatiques (plusieurs IBM 370 dont un 158) sont implantés en proche banlieue sud, recherche son

ADMINISTRATEUR DES BASES DE DONNÉES

Le candidat retenu sera :

- issu de l'enseignement supérieur et muni de solides connaissances systèmes (DOS/VS),
- expérimenté en matière de D.B. et en particulier parfaitement rodé aux techniques de mise en œuvre de D.B.
- particulièrement sensibilisé aux problèmes de productivité, transportabilité et de sécurité.

Sa fonction lui permettra de :

- suivre QUOTIDIENNEMENT l'organisation physique et l'implantation des différents D.B.
- veiller en permanence à la sécurité de mise en œuvre des D.B.
- jouer, en temps qu'exploitant, un rôle de conseil auprès des équipes système et études.
- perfectionner et faire évoluer sa compétence d'informaticien spécialisé.

Nous étudierons avec la plus grande attention votre C.V. et vos prétentions que vous voudrez bien adresser, sous la référence L112, à : CAP SOGETI Formation - 5, rue des Morillons - 75015 Paris.

2 TECHICO-COMMERCIAUX

Vous sommes leader dans l'industrie de fabrication de produits pour Second-Œuvre Bâtiment.

100 millions de C.A. - 1.200 personnes.

Organisation, recherche et rigueur gestion sont nos trois atouts.

• Vous êtes un :

- technicien 30 ans ;
- vous êtes bilingue français-anglais.

• Vous désirez :

- vous intégrer dans une équipe chargée de mettre en place une gestion évoluée par produits ;
- apporter à un milieu industriel vos connaissances, vos méthodes et vos techniques.

Nous vous offrons de sérieuses possibilités de carrière au sein d'un Groupe international.

Lieu de travail proche banlieue Paris.

Merci d'envoyer C.V. et prétentions à : n° 2762.

COFAD
40, rue de Chabrol 75010 Paris

CHEF DE PRODUITS

Vous sommes leader dans l'industrie de fabrication de produits pour Second-Œuvre Bâtiment.

100 millions de C.A. - 1.200 personnes.

Organisation, recherche et rigueur gestion sont nos trois atouts.

• Vous êtes un :

- technicien 30 ans ;
- vous êtes bilingue français-anglais.

• Vous désirez :

- vous intégrer dans une équipe chargée de mettre en place une gestion évoluée par produits ;
- apporter à un milieu industriel vos connaissances, vos méthodes et vos techniques.

Nous vous offrons de sérieuses possibilités de carrière au sein d'un Groupe international.

Lieu de travail proche banlieue Paris.

Merci d'envoyer C.V. et prétentions à : n° 2762.

COFAD
40, rue de Chabrol 75010 Paris

P.M.E. SOCIÉTÉ COMMERCIALE
IMPORTATION DE COMPOSANTS ELECTROTECHNIQUES

recherche son

Chef des Ventes
ADJOINT DU DIRECTEUR COMMERCIAL

Sa mission :

- développer et développer les ventes,
- annexer l'ensemble d'équipe de vente
- composer de 9 ingénieurs commerciaux,
- suivre et contrôler l'administration des ventes.

Son profil :

- il est de préférence ingénieur en électrotechnique
- il peut utiliser sa réussite dans un poste similaire.

CV + photo + prétentions s/ref. 079

à SWEERTS BP 269, 75424 PARIS "EDEX 19"

IMPTÉ SOCIÉTÉ COMMERCIALE
PARIS-16^e recherche

JEUNE COLLABORATEUR

pour service export, matériels et matériels pour construction B.T.S., D.U.T. ou équivalent

Quelques années d'expérience dans la fonction. Anglais indispensable.

Adr. C.V. et prêt. à n° 37341 CONTESSER PUBL. 20, av. de l'Opéra, PARIS (1^{re}), qui transmettra.

Banque Privée
recherche

JURISTE DE BANQUE

LE CANDIDAT DEVRA AVOIR :

- Une solide formation juridique
- Une expérience de quelques années dans le service juridique d'une banque
- Des références morales et professionnelles

SES FONCTIONS CONSISTERONT :

- Étude juridique des dossiers de crédit
- Préparation des actes d'engagements, cautionnements et autres
- Gestion des dossiers de recouvrement

Le poste est placé sous l'autorité directe de la Direction Générale.

Envoyer C.V., manuscrit, prétentions et photo sous n° 3755 à PARFRANCE P.A. 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

Burroughs

DÉPARTEMENT ÉDUCATION

pour assurer nos sections de formation dans les domaines : équipement, systèmes, logiciels.

Nous recrutons

Un instructeur
de formation supérieure (informatique de gestion)

Expérience pédagogique souhaitée mais débutant accepté si motivé.

Lieu de travail : PONTOISE (près Paris).

Envoyer CV détaillé et prétentions à M. G. GILLET S.A. BURROUGHS, 620 av. Laurent-Cely 92230 GENNEVILLIERS Cedex.

DIRECTEUR EXPON

Produits de beauté

Vous êtes un :

- technicien 30 ans ;
- vous êtes bilingue français-anglais.

• Vous désirez :

- vous intégrer dans une équipe chargée de mettre en place une gestion évoluée par produits ;
- apporter à un milieu industriel vos connaissances, vos méthodes et vos techniques.

Nous vous offrons de sérieuses possibilités de carrière au sein d'un Groupe international.

Lieu de travail proche banlieue Paris.

Merci d'envoyer C.V. et prétentions à : n° 2762.

COFAD
40, rue de Chabrol 75010 Paris

DATA 100 S.A.

SPECIALISTE TERMINAUX LOURDS ET SYSTÈMES DE SAISIE

recherche pour son équipe support clients

INGÉNIEURS LOGICIELS

Des postes intéressants des hommes « système » (quelques années d'expérience, IBM apprécié) ayant acquis une bonne connaissance du logiciel et désireux d'orienter leur activité vers l'assistance tant avant qu'après-vente auprès de notre clientèle.

De bonnes connaissances en anglais seront appréciées.

Nous offrons une carrière motivante au sein d'une société en expansion rapide.

Postes à pourvoir sur PARIS et STRASBOURG.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à : DATA 100 S.A.

à Bourdillière, R.N. 186, 92350 Le Plessis-Robinson. A L'ATTENTION DE M. GUILLEMOT.

F.I. FURNISHINGS INTERNATIONAL
recherche

CHEF de PROJETS

• 30 ans environ.

• Ingénieur A.M.E. ou I.A.E. ou équivalent av. 2 ou 3 ans d'expérience dans Société d'Etudes.

• Langue anglaise exigée.

Ecrire avec C.V. + photo + prétentions à F.I. FURNISHINGS INTERNATIONAL 38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS.

Importante société électronique professionnelle banlieue ouest

recherche

INGÉNIEUR

Pour action technico-commerciale, responsable d'une zone géographique à l'exportation.

- Diplômé grande école d'ingénieur ;
- Anglais parlé et écrit indispensable ;
- Expérience industrielle et/ou commerciale d'au moins 3 ans ;
- Connaissances en hyperfréquences appréciées ;
- Déplacements fréquents à l'étranger.

Envoyer curr. vitae, photo (retournée), n° 38.078 CONTESSER PUBL. 20, av. Opéra, PARIS-1^{re}, q. 12.

IN INGENIEUR-PHYSICIEN

Vous êtes un :

- technicien 30 ans ;
- vous êtes bilingue français-anglais.

• Vous désirez :

- vous intégrer dans une équipe chargée de mettre en place une gestion évoluée par produits ;
- apporter à un milieu industriel vos connaissances, vos méthodes et vos techniques.

Nous vous offrons de sérieuses possibilités de carrière au sein d'un Groupe international.

Lieu de travail proche banlieue Paris.

Merci d'envoyer C.V. et prétentions à : n° 2762.

COFAD
40, rue de Chabrol 75010 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE OUEST DE PARIS
recherche pour son SERVICE TRADUCTION

traducteur technique
d'allemand confirmé

connaissance d'une deuxième langue (notamment l'anglais) serait souhaitable

bonne formation scientifique et technique.

Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions sous référence ANCEL (à mentionner sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Le Monde
INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde Information-Professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées parues dans "Le Monde".

Outre ceux qui, sans emploi, recherchent une situation, ce service est aussi destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de leur branche, dans leur spécialité, l'évolution des qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper
Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou des fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

<input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples.	<input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales.
<input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicités.	<input type="checkbox"/> Direction commerciale vente.
<input type="checkbox"/> Informatique.	<input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
<input type="checkbox"/> Production entretien.	<input type="checkbox"/> Banques - Assurances.
<input type="checkbox"/> Ingénieurs.	<input type="checkbox"/> Professions médicales et paramédicales.
<input type="checkbox"/> Études organisation et recherche.	<input type="checkbox"/> Secrétariat de direction, traductions, documentation.
<input type="checkbox"/> Direction financière et administrative.	<input type="checkbox"/> Cadres débutants.
<input type="checkbox"/> Comptabilité.	

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Nombre de fonctions	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
15 semaines	30	77	112	148	177	206	234	260	283	304	324	343	355	366	380

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandées.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonné.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.03, ou écrire : "LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Bateliers, 75008 PARIS

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par chèque bancaire à l'ordre du "Monde" ou chèque postal (CCP 4207-23 Paris) - ÉTRANGER envoi aérien : + 12 par fonction et par semaine.

CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS
Haut de gamme

recherche

INGÉNIEURS
TECHICO-COMMERCIAUX

pour prendre en charge les responsabilités suivantes :

- présentations techniques, élaboration de propositions techniques, démonstrations et Benchmarks, support technique avant et après-vente auprès de la clientèle.

Les candidats, parlant couramment l'anglais, devront posséder une forte expérience du système OS/VS ainsi que des produits IMS, CICS, TSO.

Cette fonction de « systèmes support » auprès d'une clientèle de grandes entreprises sur la région parisienne est assortie d'une rémunération qui ne sera pas inférieure à 120.000 F.

Faire acte de candidature sous la référence 4.761 M à Jean FORACCHIA.

CARRIÈRES INFORMATIQUES
conseil en recrutement
129, rue Saint-Hippolyte 75001 Paris

P.M.E. INDUSTRIELLE ORSERVAL
recherche

CADRE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Capable de prendre les responsabilités suivantes :

- Comptabilité générale.
- Trésorerie.
- Prix de revient.
- Problèmes administratifs et de gestion générale.

Niveau D.E.C.S. + plusieurs années d'expérience P.M.E. exigée.

Situation intéressante.

Évolution possible vers poste de niveau supérieur.

Adresser C.V. et prétentions à : COMPAGNIE MARCEL CHARRAN 27, rue Marbeuf, 75008 PARIS.

DELEGUE
TECHICO-COMMERCIAL

Vous êtes un :

- technicien 30 ans ;
- vous êtes bilingue français-anglais.

• Vous désirez :

- vous intégrer dans une équipe chargée de mettre en place une gestion évoluée par produits ;
- apporter à un milieu industriel vos connaissances, vos méthodes et vos techniques.

Nous vous offrons de sérieuses possibilités de carrière au sein d'un Groupe international.

Lieu de travail proche banlieue Paris.

Merci d'envoyer C.V. et prétentions à : n° 2762.

COFAD
40, rue de Chabrol 75010 Paris

CENTRE DE FORMATION (VAL-D'OISE)

PROPOSE 3 STAGES :

- bois - agencement d'intérieur ;
- décoration d'intérieur - revêtement sols et murs ;
- cuisine - restauration - 30 semaines de 40 h.

JEUNES GENS - JEUNES FILLES
de 15 ans à 25 ans
motivés par le travail manuel.
STAGES rémunérés par l'ÉTAT.

UNIVERSITÉ OUVRIÈRE
Téléphone : 227-93-73
82, avenue de Villiers, 75017 PARIS.

EN ILE-DE-FRANCE

LES PARCS DE STATIONNEMENT PARISIENS EN DIFFICULTÉ
Service public et sociétés privées

Paradoxe. Les parcs « publics » de la Ville de Paris sont construits et gérés par des sociétés privées. Selon une tactique éprouvée, les pouvoirs publics ont en effet confié pour trente ans à des entreprises privées ce qui demeure néanmoins un « service public ». Cette double caractéristique crée, semble-t-il, un certain nombre de difficultés.

En 1955, le premier parc public était mis en service, rue Saint-Honoré. Afin de répondre plus rapidement aux nouveaux besoins en stationnement de la capitale et de mener à bien un ambitieux programme, les autorités parisiennes ont décidé de faire appel aux fonds privés en concédant ces ouvrages pour trente ans. A l'issue de cette période les parcs reviennent à la Ville. Aujourd'hui, 49 parcs sont ouverts, 41 600 places de stationnement sont ainsi offertes aux Parisiens

mais les sociétés concessionnaires rencontrent deux difficultés : la rentabilité financière et la sécurité.

Tout le monde le sait. Il existe de « bons » et de « mauvais » parcs. Les bons sont situés au centre de Paris (à Notre-Dame, par exemple), la recette annuelle atteint 3 700 000 francs ; alors que la construction du parc a coûté à peine le double. Les mauvais sont situés à la périphérie de l'agglomération. « Je fermais volontiers trois de mes parcs : ceux de la porte des Lilas, de la porte de Saint-Ouen et de la porte d'Italie : les entrées ne couvrent même pas le salaire des concierges. Il serait plus économique de laisser entrer gratuitement les automobiles », affirme M. Jean Pénhuet, président de l'Association des promoteurs et exploitants du parc parisien et responsable de la Société des grands Travaux de Marseille (S.G.T.M.).

Or, si les sociétés de parc peuvent affronter la mauvaise situation financière de certains de leurs établissements, c'est parce qu'elles ne perçoivent pas les taxes de stationnement : ainsi le parc des Ternes est loin d'être plein alors que les véhicules se rangent à l'extérieur en double file.

Est-ce la fin des parcs concédés ? A Sogéparc, on reconnaît que l'affaire est moins rentable que prévu. « Si nous ne sommes pas parvenus à équilibrer notre budget, reconnait M. Dambrière, notre déficit annuel atteint toujours 10 millions de francs. Nous avons donc refusé de construire de nouveaux parcs. »

Il existe une soixantaine de projets de parcs pour la capitale : leur réalisation sera confiée à une société d'économie mixte. Ces opérations sont moins rentables que les premiers parcs mis en service, dit-on à la Ville de Paris. D'autre part, la part des places vendues va augmenter au cours des années : à partir de 50 à 60 %. Le risque financier moins grand pourra être assumé par les pouvoirs publics.

La construction d'une place de stationnement coûte de 30 000 à 50 000 F. Leur prix de location varie selon les arrondissements : 555 F par trimestre à la Madeleine à 680 F par trimestre à Saint-Cloud. Mais ce ne sont pas ces locations (40 % des places dans un parc central, à Saint-Sulpice par exemple) qui permettent aux gérants de faire des bénéfices. Ils préfèrent pratiquer ce qu'ils appellent le stationnement rotatif. Or, depuis que la Ville de Paris a découvert les vertus des parcs-mètres, les parcs de stationnement ont enregistré une baisse de leur clientèle. C'est ainsi que plusieurs sociétés (G.T.M. et Sogéparc notamment) ont entrepris des actions judiciaires contre la Ville.

« L'opération des parcs-mètres entraîne un certain manque à gagner dans notre budget », affirme M. Gilles Dambrière, de Sogéparc. Nous demandons à la Ville de nous représenter une partie des bénéfices qu'elle réalise depuis l'instauration du stationnement payant. D'autre part, les autorités parisiennes ne font pas respecter la réglementation du stationnement : ainsi le parc des Ternes est loin d'être plein alors que les véhicules se rangent à l'extérieur en double file.

Est-ce la fin des parcs concédés ? A Sogéparc, on reconnaît que l'affaire est moins rentable que prévu. « Si nous ne sommes pas parvenus à équilibrer notre budget, reconnait M. Dambrière, notre déficit annuel atteint toujours 10 millions de francs. Nous avons donc refusé de construire de nouveaux parcs. »

Il existe une soixantaine de projets de parcs pour la capitale : leur réalisation sera confiée à une société d'économie mixte. Ces opérations sont moins rentables que les premiers parcs mis en service, dit-on à la Ville de Paris. D'autre part, la part des places vendues va augmenter au cours des années : à partir de 50 à 60 %. Le risque financier moins grand pourra être assumé par les pouvoirs publics.

DÉBAT

Pas assez d'«ouverture» dans le quartier Guilleminot

La rénovation du quartier Guilleminot dans le quatorzième arrondissement entre la gare Montparnasse et la porte de Vanves suscite remous, controverses et parfois affrontements violents. Le nouveau projet de la municipalité (le Monde du 22 novembre) est critiqué par les associations locales et des architectes. Les récents incidents provoqués par l'expulsion de squatters, rue de l'Onest et rue Verdingetorix, ont encore assombri le climat du quartier.

La plate-forme des comités parisiens et de participation à la vie de la cité et M. Jonel Schein, architecte urbaniste, nous font connaître leur point de vue.

La commission extra-municipale de l'environnement a discuté le projet d'aménagement du quartier à la demande des associations. Le rapport établi conjointement par S.C.B.-Paris et notre plate-forme, après une consultation approfondie des habitants et des associations locales, a proposé à l'adite commission les principes d'aménagement suivants :

— Un réexamen du projet de ZAC (Zone d'aménagement concerté) combiné avec celui des terrains de l'ex-radiale, l'aménagement de ce secteur devant évidemment être conçu globalement et non morceau par morceau ;

— Une étude d'ensemble des possibilités de réhabilitation les plus complètes, cette étude étant réalisée avec l'aide d'organismes reconnus compétents en cette matière ;

— Un aménagement qui soit orienté vers le maintien des artistes et artisans auxquel la Ville de Paris doit procurer les moyens financiers (prêts à long terme et à bas taux d'intérêt) de rester dans le quartier s'ils le souhaitent.

Ce nouveau projet de PAZ (Plan d'aménagement de zone) devrait être présenté au public du 14^e arrondissement avant la discussion au Conseil, avec les études qui auront été réalisées. D'ici là, un moratoire complet, public et officiel, serait établi pour empêcher toute destruction nouvelle ou expulsion.

JACQUES REMOND, président de la plate-forme des associations.

Quels architectes ?

Quand les associations d'un côté, les architectes de l'autre auront compris que la seule façon de désarmer l'administration est de faire ce qu'elle ne fait pas : avoir de l'imagination et mettre cette imagination en forme pour pouvoir aussi l'expliquer et la débattre avec la population. Quand cela sera bien compris et admis et que cela passera dans la réalité quotidienne du « fait », et non pas seulement du « dit », alors on pourra commencer à parler de « démocratie urbaine ».

Mais dans l'immédiat, en ce moment de crise aiguë de la commande publique, voilà que seront construits dans le quartier Guilleminot quatre mille quarante lo-

gements, une école maternelle, trois crèches, deux foyers, 1 300 mètres carrés de commerces, 2 000 mètres carrés d'espaces verts, un hôpital.

A qui front ces commandes ? Selon quels critères et quels choix les répartira-t-on ? Se laissera-t-on une fois de plus « piéger » par le concours, l'ingénierie et autres alibis ? Il faut que tout cela soit mis sur la place publique.

La bataille de la radiale a été gagnée à la fois pour des raisons d'opportunité politique (élections) et de bon sens. Reste à gagner la bataille urbanistique et architecturale.

JONEL SCHEIN, urbaniste architecte.

Moins dangereux que la rue

Les statistiques le démontrent : les parcs sont moins dangereux que la rue. Une récente étude a permis de dénombrer au cours du premier trimestre de 1977 quatre agressions, quatre vols de véhicules, cent vols à la roulotte.

« Nous avons surtout affaire à des bandes de jeunes qui viennent « faire » un parc le samedi soir, dit un responsable de parking, puis ils disparaissent et nous ne les revoyons plus jamais. »

Depuis le mois d'août, la sécurité des parcs fait l'objet d'une mesure particulière : la Ville de Paris et les sociétés se cotisent pour financer une société de surveillance qui fait des rondes dans les établissements. « Nous avons immédiatement constaté une diminution des vols et des agressions », précise-t-on à la Ville de Paris.

TROIS OUVRAGES SUR LA CAPITALE
Du Paris des fouilles à celui des utopies

En mars dernier, tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de Paris apprennent qu'un projet de découverte, à la faveur des travaux entrepris dans la cour d'un hôtel particulier construit en 1706 rue de la Chaussée-d'Antin, des sculptures provenant de la façade de Notre-Dame de Paris dévoilées sous la Révolution et en particulier les têtes des rois de Juda qu'on pensait à jamais disparues. Cette découverte suscite un immense intérêt, et la Banque du commerce extérieur, propriétaire de l'hôtel de la Chaussée-d'Antin, décide de présenter l'ensemble de ces sculptures au musée de Cluny.

M. François Giscard d'Estaing, à qui on doit la découverte de ce trésor, M. Michel Fleury, directeur des Antiquités historiques de Paris, et M. Etienne Brandebourg, conservateur du musée de Cluny, viennent de faire paraître un très précieux et très bel ouvrage, où de remarquables photos permettent de retrouver l'ensemble de ces sculptures. Trois textes abondamment illustrés accompagnent les reproductions. M. Giscard d'Estaing, pour sa part, relate l'histoire des statues royales, tandis que M. Fleury, dans une étude qu'il a intitulée Histoire d'un crime, analyse la destruction systématique de toute la statuaire de Notre-Dame ordonnée par les autorités révolutionnaires. Enfin, M. Etienne Brandebourg fixe la place de ces découvertes dans l'histoire de la sculpture du treizième siècle.

M. Yvan Christ avait publié, en 1970, Paris des utopies, où étaient évoquées des images de la capitale à telle quelle, sans la déformation de la Révolution, à l'état de rêves ou d'illusions. C'est une nouvelle édition de cet ouvrage, mais considérablement augmentée, qui vient de faire paraître, on le trouve, non sans surprise, des projets aussi extravagants que l'épave de la place de la Bastille, dont la maquette de plâtre et de toile servit de refuge aux deux enfants des Misérables de Hugo, ou bien la version qui aurait pu recouvrir, à l'exemple de la Galleria de Milan, le boulevard des Capucines, sans oublier la rotonde qu'on avait envisagé de construire au carrefour Richelieu-Drouot, ce qui poserait de sérieux problèmes, actuellement, à la circulation.

Faudra-t-il en conclure, comme le dit Yvan Christ, dans sa préface, que toutes les chimères d'acier et d'aujourd'hui sont rationnelles, les autres, seules, sont irrationnelles ?

Il existe une soixantaine de projets de parcs pour la capitale : leur réalisation sera confiée à une société d'économie mixte. Ces opérations sont moins rentables que les premiers parcs mis en service, dit-on à la Ville de Paris. D'autre part, la part des places vendues va augmenter au cours des années : à partir de 50 à 60 %. Le risque financier moins grand pourra être assumé par les pouvoirs publics.

TÉMOIGNAGE

Où est passé le 7 h. 35 ?

Une usagère qui emprunte les lignes de banlieue nous fait part de son désarroi :

« Le 30, mardi 15 novembre, gare de Malmaison-Laffitte, dans les Yvelines. Encore un peu d'attente, les voyageurs commentent à se masser sur le quai où doit s'arrêter le train de 7 h. 35, qui, normalement, doit les conduire en dix-sept minutes à Paris-Saint-Lazare. Les minutes passent dans le froid, les voyageurs, de plus en plus nombreux, s'interrogent du regard. Finalement, d'information et haut-parleurs restent muets. 7 h. 40, toujours pas de nouvelles. Et personne n'en aura jamais, car, derrière le quai, le chef de gare — ou le fonctionnaire qui se suppose l'être — a installé un paravent de bois pour se mettre à l'abri des voyageurs qui ont le fuyant de se rasseoir. Agacés par l'impatience légitime des usagers qui devront rendre compte de leur retard à leur employeur, le préposé à la vente des billets, seul employé visible, se met en colère : « Je n'ai rien pour rien », clame-t-il à plusieurs reprises. Soudain, une voix résonne dans le haut-parleur : « Le prochain train pour Paris partira du quai B. » C'est un omnibus, le semi-direct de 7 h. 35 a été purement et simplement supprimé. Pour changer de quai, il faut « emprunter la passerelle », c'est-à-dire monter un étage, faire quelques mètres et descendre sur l'autre quai. A peine la foule s'est-elle mise en mouvement que le sifflet du départ retentit. On se presse, on se bouscule, on s'entasse. Il est plus de 8 h. 10 lors de l'arrivée en gare Saint-Lazare. Nouvel embouteillage sur le quai : des contrôleurs, dignes et arrogants sous leurs casquettes, attendant impatiemment les voyageurs qui ne retrouvent pas assez vite leur ticket dans leur poche. Cette aventure pourrait n'être qu'une simple anecdote si les retards et suppressions inopinées de trains n'étaient de plus en plus fréquents. La S.N.C.F. explique ces perturbations par les travaux en cours entre Houilles-Carrières et Malmaison-Laffitte pour élargir la plate-forme et construire deux voies nouvelles qui serviront à la desserte de la ville nouvelle de Cergy-Fontaine. Ces aménagements ferroviaires provoquent des ralentissements de trains et, aux heures de pointe, un effet de boule de neige qui oblige à supprimer, de temps à autre, quelques rames. Une autre série de ralentissements était prévue le 27 novembre jusqu'au 1^{er} décembre. L'explication de la S.N.C.F. est claire et convaincante. Ce qui l'est moins, ce sont les raisons pour lesquelles aucune annonce par haut-parleur ni aucun panneau dans les gares concernées ne signalent aux voyageurs ces incidents de parcours. Le service public, c'est aussi l'information des usagers. »

Analyse des marges, coûts et prix de revient

Un cycle de formation permanente intensive (5 fois 4 heures) organisé et animé par l'IFAPE 162, rue Saint-Charles 75015 PARIS. Tél. : 578.02.28

le savoir enseigner de l'université, plus le savoir faire du monde des affaires.

ne restez pas aux portes de Paris, venez à Montparnasse à l'Hôtel Sheraton

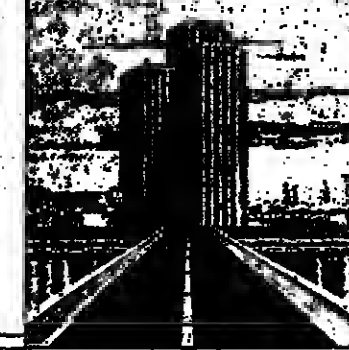
En plein cœur de Montparnasse, le Sheraton est le plus grand hôtel de la Rive Gauche avec ses 1 000 chambres vastes et silencieuses dominant Paris, (toutes avec bar, téléphone direct, TV couleur et films vidéo), ses 32 suites, ses salles de réception et de conférences spacieuses, ses 2 500 places de parking.

Le Sheraton, c'est aussi une table gastronomique réputée « Le Montparnasse 25 », un bar feutré « Le Corail » où il fait bon s'attarder, « La Ruche » un restaurant à service rapide (de 7 h à 23 h), des boutiques luxueuses, des pelouses et des jardins... Confort, calme, détente et élégance. Le cœur de Paris bat vraiment au Sheraton.

pour réserver : 260 35 11

Paris-Sheraton Hotel

VOUS DEVEZ VISITER LES BUREAUX DU PONT DE SÈVRES



36.000 m² de bureaux sur métro pour petites et grandes entreprises à partir de 400 m²

- Métro ligne n° 9
- 90% des bureaux en jour naturel
- Charges réduites
- Tour Vendôme : les premiers locataires se sont installés en octobre 1977
- Tour B3 : livraison 1^{er} trim. 1978

Renseignements pour la location (Tour VENDÔME) SAGGEL-VENDÔME 266.61.05
Renseignements pour la vente (Tour B3) S.E.C.I. 766.51.76
Location (Tour Vendôme). Vente (Tour B3). G.I.M. 260.31.03

هكذا من الأصل

Corse

Les radicaux de gauche proposent un exécutif régional élu

De notre correspondant

Ajaccio. — La fédération de la Corse-du-Sud du Mouvement radical de gauche vient de rendre public un projet de statut particulier pour l'île qui prévoit une assemblée régionale élue au suffrage universel et à la proportionnelle et un exécutif régional. Il est précisé que les autres régions françaises pourront avoir un statut identique dès lors qu'elles possèdent « une forte réalité particulière au plan de la tradition et de la culture » que leurs conseils généraux en auront décidé à la majorité des deux tiers.

Le préambule du projet que les radicaux de gauche ont mis au point déclare notamment : « Longtemps notre système centralisateur a raboté les diversités de la culture régionale. Il a interféré, à l'intérieur du corps social, l'autonomie des volontés et des institutions ne relevant pas de l'Etat. »

Il s'agit donc de créer « une nouvelle collectivité territoriale capable aux plans juridique, politique et financier d'assumer de larges responsabilités dans tous les secteurs de la vie sociale (...) et de mieux nous doter collectivement, dans l'épanouissement des réalités régionales ».

La « région spéciale » que propose le projet, répartit les créations d'Etat destinées aux investissements d'intérêt régional, et ordonne l'engagement et la réalisation. Elle est administrée par une assemblée régionale de membres (27 représentants de Haute-Corse, 22 de la Corse du Sud) élus au suffrage universel à la proportionnelle dans le cadre de chaque département. L'exécutif régional a autorité sur les services régionaux, le préfet devenant commissaire régional. L'assemblée reçoit communication des projets et propositions de loi concernant la Corse, et fait connaître son avis. A ses côtés siège, à titre consultatif, un conseil économique et social, et un comité de développement culturel et du cadre de vie.

Il est précisé que les crédits budgétaires affectés à la Corse sont augmentés chaque année du

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

L'INAUGURATION DU MÉTRO DE MARSEILLE

L'État nous a mal aidé

déclare M. Gaston Defferre

De notre correspondant

Marseille. — D'accord, il était gratuit, mais tout de même ! Qui aurait pu prévoir ce raz de marée, cette ruée joyeuse et colorée, cette prise de possession qui ressemblait à une gigantesque entrée en mêlée ? Les Marseillais se sont jetés sur leur métro comme s'ils voulaient s'assurer qu'ils ne viraient pas. On a estimé — pour la seule journée de samedi — à quelques cent mille le nombre de ceux qui ont voulu essayer jusqu'à satiété ce beau jouet tout neuf, et autant pour la journée de dimanche.

C'était la fête et on s'est bien amusé. Une fête de famille puisque le maire de Marseille n'avait pas lancé d'invitations officielles en dehors de celles qui ont été adressées à M. Lucien Voebel, le nouveau préfet de région, et à des amis socialistes : MM. Charles Hernu, maire de Villeurbanne, et Arthur Noblet, président de la communauté urbaine de Lille. « Si l'on n'a pas de ministres, c'est parce que je ne les ai pas invités », a précisé M. Defferre. S'ils étaient venus, j'aurais dû me montrer désagréable.

Le sujet de cette mauvaise humeur, le maire de Marseille l'a donné lors de son discours inaugural : « Le gouvernement avait promis à Lyon et à Marseille une subvention de 50 %, elle n'a été finalement que de 25 % hors taxes. Les ministres parlent souvent de privilégier les transports en commun. Il y a loin des paroles aux actes... Il a fallu plus de temps pour les démarches entre le moment où le conseil municipal a voté l'unité, en 1964, le principe de la construction du métro, et le moment où les travaux ont pu commencer en août

TRANSPORTS

● New-York : plaintes contre Concorde. Dix-neuf personnes par jour en moyenne appellent l'administration fédérale de l'aviation américaine (F.A.A.) pour se plaindre du bruit causé par le Concorde qui vient d'entrer en service à Kennedy Airport. La F.A.A. a, en effet, envoyé un numéro de téléphone spécial pour recevoir, 24 heures sur 24, les plaintes des résidents proches de l'aéroport. — (A.F.P.)

ENVIRONNEMENT

La protection des animaux et des plantes en voie de disparition est renforcée

La loi de protection de la nature, votée au mois de juillet 1976, entre progressivement dans les faits. Sept nouveaux décrets d'application ont été publiés au « Journal officiel » du dimanche 27 novembre.

Ils organisent la protection de la faune et de la flore et, en premier lieu, celle des espèces sauvages dont certaines sont gravement menacées. Font désormais objet de mesures de sauvegarde spéciales dix espèces de mammifères (dont l'ours, le lynx et le bouquetin), trente espèces d'oiseaux (dont la cigogne et le cygne) autant d'espèces d'insectes et trois cent espèces de plantes.

Pour les animaux « étrangers », en voie d'extinction, les décrets prévoient des restrictions et même des interdictions. Il est désormais interdit aux fournisseurs de vendre des peaux de félins tachetés et d'importer « des peaux de bébés phoques. L'importation des serpents est également contrôlée. Quant aux taxidermistes

— les empailleurs d'antan, — ils devront pour exercer leur métier, présenter un certificat de capacité et tenir registre des animaux qu'ils traitent. Il en va de même des directeurs de zoo dont les établissements (cent cinquante actuellement en France) sont soumis à une réglementation qui devra assurer leur bonne tenue. Aux termes des nouveaux textes, il sera possible de classer des sites pour leur seul intérêt géolo-

gique ou fossilifère. De même, les particuliers ont désormais la possibilité de créer sur leurs terres des « réserves naturelles volontaires ».

Pour mettre en œuvre ces diverses mesures les décrets prévoient le renforcement de deux organismes existants. C'est ainsi que la commission départementale des sites, où entrèrent deux représentants supplémentaires d'associations, aura à donner son avis sur les projets de réserves. Le Conseil national de protection de la nature, qui comprend vingt-huit membres et dont l'action a été jusqu'ici très effacée, va être réorganisé. Désormais, dix représentants d'associations y siègeront. Le conseil pourra être consulté sur toutes les questions touchant à la protection des espèces. Il aura même à connaître des études préalables d'impact sur l'environnement auxquelles sont soumis tous les grands projets d'aménagement. S'il est doté des moyens de fonctionner, ce conseil pourrait donc devenir un rouage important de la politique écologique.

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, qui présentait à la presse les sept nouveaux décrets, a estimé que, grâce à eux, le rythme de création des réserves naturelles allait s'accroître. Sur les cent prévues, une quarantaine seulement existent. « Nous arrivons aux cent réserves promises en 1980 », a assuré le ministre. M. d'Ornano a également indiqué que, lors du vote de la loi de finances, son budget bénéficierait d'une rallonge de 5 à 10 millions de francs ».

Centre

UNE RUINE NOMMÉE AÉROTRAIN

(De notre correspondant.)

Orléans. — L'Aérotrain est mort et bien mort. Le conseil général du Loiret, qui s'est réuni le 25 novembre à Orléans, a dressé son constat de décès. Le projet a été officiellement abandonné il y a quelques mois, après une étude de la S.N.C.F. établie sous le patronage de la DATAR et de la société de l'Aérotrain.

Une ligne expérimentale d'une vingtaine de kilomètres, prévue à une éventuelle liaison Paris-Orléans, avait été construite au nord d'Orléans et devait servir de cadre à la ligne de chemin de fer. Aucun visiteur de marque ne venait à Orléans sans qu'on lui ait proposé un petit tour d'Aérotrain.

Le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire vient de faire savoir qu'en accord avec la société de l'Aérotrain, il a été décidé de ne plus faire de démonstrations à partir de 1978. Les conseillers généraux du Loiret ont pu que prendre acte de cette décision tout en la regrettant et en s'interrogeant sur le sort qu'il convenait de réserver à l'ouvrage lui-même. Que peut-on faire d'autre que ce qui a été prévu ? déclare M. Max Nublat, conseiller communiste, on attendra que la ligne pourrisse dans la terre, beaucoup.

Régis GUYOTAT.

● Molène, site pittoresque. — L'archipel de Molène, situé à l'extrémité ouest de la péninsule de Quiberon, vient d'être classé parmi les sites pittoresques du littoral (J.O. du 28 novembre). Les le Morbihan, ce sont les îles et les étangs littoraux de l'archipel de Molène qui sont désormais partie des sites pittoresques (J.O. du 27 novembre).

● Larzac, Naussac, Villaret : les communes de Larzac (Aveyron), de Naussac (Lozère) et de Villaret (Aveyron) ont décidé, au cours d'une réunion à Naussac, le 13 novembre, de coordonner leurs actions de lutte contre les groupes qui s'opposent à la construction de barrages dans le Larzac, les Vosges et le Val de l'Ar.

Le Printemps est orfèvre.

St Médard orfèvres

FRIONNET FRANÇOIS Orfèvres à Paris

W.M.F.

Ravinet d'enfer

ERCUIS

Orfèvrerie Boulenger

Le Printemps sait choisir. Tous ses articles viennent des meilleurs fabricants. En orfèvrerie il s'adresse aussi à des spécialistes. Parmi eux :

Ercuis, Ravinet d'Enfer, St-Médard, Boulenger, Frionnet François, W.M.F. Ces maîtres orfèvres attachés à la tradition vous attendent au Printemps.

Haussmann

Printemps

VISITER
SÈVRES

Le métro
entreprises à partir de 100

766.61.05
766.51.76
260.31.03

RÉGIONS

Lorraine

AUX PORTES DE NANCY

Le centre scientifique et technique de Brabois pourrait apporter 12 000 emplois de haut niveau

Présentant le 23 novembre les décisions du gouvernement relatives à la régionalisation de la politique scientifique et technologique, M. Bernard Lortie, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a fait savoir que, en liaison avec l'école des industries agro-alimentaires, l'Institut français des bois, de la brasserie et de la malterie construisait sur le plateau de Brabois, près de Nancy, un centre d'essai pour le matériel d'emballage. La région lorraine veut faire de ce parc d'activités de Nancy-Brabois, où est déjà installé le centre hospitalier universitaire, un pôle de développement scientifique, technique et de recherche exemplaire, à l'image de celui de Valbonne - Sophia - Antipolis, près de Nice.

(De notre correspondant.)

Nancy. — « Pôle d'excellence nationale en matière médicale, pharmaceutique et agro-alimentaire », selon les termes mêmes du comité économique et social de Lorraine, le plateau de Nancy-Brabois vient de voir se confirmer sa triple vocation de centre hospitalier universitaire, de zone d'habitations et de pôle scientifique et technique. Tant du côté des élus que des pouvoirs publics, des instances privées que de la population, les réserves exprimées en 1976 semblaient maintenant dépassées. La volonté de développer le projet se concrétise début 1978 par la mise en chantier de l'hôpital d'enfants (332 lits, 10 milliards de centimes).

Rencore à moitié rural en 1974, le plateau de Brabois, situé à 6 kilomètres de la place Stanislas, changea définitivement de vocation lorsque furent ouvertes en cet endroit, deux facultés de médecine, en face du centre hospitalier régional et lorsque furent mis en chantier 1 200 logements sur des zones boisées.

Quelques points noirs toutefois. Le premier concerne les communications. Le centre de santé n'est desservi que par l'autoroute de Nancy, la RN 74 Nancy-Neufchâteau élargie jusqu'à la bretelle, toute proche de l'autoroute de contournement de Nancy (A 33) vers Strasbourg ou Paris. Autre obstacle qui apparut en juin 1976 avec la protestation de l'Association de défense du plateau de Brabois, soutenue peu après par les militants communistes des communes de banlieue concernées (Vandœuvre et Villers). Les immeubles et pavillons d'habitation prévus dans le projet initial menaçaient la forêt qui embellissait encore le plateau. Pas plus de six étages et douze à quinze logements par hectare au maximum sur les secteurs boisés furent les moyens termes retenus.

Trente disciplines médicales et chirurgicales

Fortant, remarquait le 7 juillet 1976 le docteur Sadoul, président de Biolor (Association de promotion de la recherche dans les secteurs bio-médical, pharmaceutique, nutrition et santé) « l'ensemble du plateau de Brabois, constitué par le centre hospitalier régional et ses annexes les deux facultés de médecine, les unités de recherches, l'Institut national de recherches pour la sécurité, le centre de médecine préventive, le centre de géologie, et, dans un avenir proche, l'école d'ingénieurs, l'hôpital d'enfants et l'Institut national polytechnique, représente un complexe remarquable que beaucoup de villes pourraient envier. L'agglomération nancéenne ». « On ne peut méconnaître, continuait le docteur Sadoul, l'intérêt que représente ce plateau pour l'implantation de laboratoires ou d'industries du territoire créateurs d'emplois. »

Vint ensuite le projet d'adjointer au centre hospitalier universitaire du plateau un pôle scientifique et technique. Le 24 septembre 1977 fut créée l'association « Nancy-Brabois innovation pour la recherche et

l'industrie », dont M. Claude Conlaie, secrétaire d'Etat à la recherche et à l'industrie, maire de Nancy, devint le président. Les personnalités groupées dans l'association se sont donné pour mission de contacter les entrepreneurs ou les institutions intéressées par le site de Brabois et de favoriser la commercialisation des terrains disponibles à l'achat ou à la location (1).

Cette association de la recherche publique et de l'industrie permettrait de faire du plateau de Brabois un « pôle de recherche », comparable à ceux de Valbonne près de Nice et de Grenoble. La première des activités de pointe attendues sur le parc d'activités est le bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.) qui y installera son siège régional récemment transféré de Metz à Nancy. De son côté, l'Institut des biosciences, organisme de recherches de haut niveau, logé à l'écart de Nancy, a choisi lui aussi le Brabois.

Enfin, l'information récente selon laquelle l'hôpital d'enfants sera mis en chantier au début de 1978 a encouragé ceux qui croient à la vocation polyvalente de Brabois. Le projet de l'hôpital d'enfants avait été plusieurs fois remis en cause parce que le ministre de la santé est aujourd'hui plus favorable aux petites unités. Or, M. Conlaie, favorable à l'implantation de l'hôpital d'enfants depuis 1968 de la création d'un hôpital d'enfants, a tout de même obtenu l'agrément du ministère. L'Etat financera 20 % des 100 millions de francs du devis total. Plus de trente disciplines médicales et chirurgicales différentes se trouveront alors représentées sur le plateau de Brabois sur lequel on prévoit à terme la création de douze mille emplois.

CAMILLE FRADET.

(1) Devant le conseil régional de Lorraine, qui présida M. Jacques Servan-Schreiber a indiqué, le 24 octobre, que le développement de la Lorraine technologique serait — après l'autoroute Lorraine-Bourgogne — la prochaine priorité de la région. Mais la création de ce pôle technologique de recherche et d'innovation, comme l'a dit, selon M. Servan-Schreiber, à une robe bicolore.

A PROPOS DE...

Une tour hertzienne dans la vallée de l'Ozerain

Les P.T.T. et « leur » paysage

Le préfet de la région Bourgogne, préfet de la Côte-d'Or, a reçu une délégation de l'Association pour la sauvegarde de la vallée de l'Ozerain venue lui remettre une pétition signée par plus de cinq cents personnes hostiles à la construction d'une tour hertzienne de télécommunications, haute de 117 mètres, entre la commune de Jallilly-Monfins et celle de Boux-sous-Salmaise.

Cette association vient de marquer ainsi un nouveau point dans la dispute qui l'oppose aux P.T.T. M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, avait auparavant pris fait et cause pour sa thèse. « Le projet actuel (des P.T.T.) ne me semble pas satisfaisant », lui écrivait-il le 5 octobre.

L'achèvement des communications téléphoniques entre les centres urbains peut être assuré soit par câbles coaxiaux enterrés, soit par falaises hertziennes.

La première technique a l'avantage d'une certaine souplesse, puisque le câble peut être tiré de villages en villages, au fur et à mesure que les crédits sont disponibles. En contrepartie, elle est assez fragile et les câbles coaxiaux par jour courables. De son côté, le faisceau hertzien est techniquement plus contraignant, mais il coûte 20 à 30 % moins cher que le câble, et sa sécurité, sans attendre, est absolue.

La France a surtout misé sur le câble coaxial. En 1969, 89 % du réseau de télécommunications à grande distance utilisait cette technique. Par souci de sécurité et de redondance, les télécommunications ont décidé de rééquilibrer progressivement leur réseau. En 1976, 66 % du trafic étaient acheminés par câble. L'objectif fixé pour 1982 est de partager également la capacité des voies de transmission entre les deux procédés. Aujourd'hui, la France compte quatre cent cinquante tours ou pylônes hertziens, haute de quelques dizaines de mètres à 123 mètres (tour de Chanteviers-sur-Marne).

« Nous nous sommes dotés d'équipements hertziens compétitifs, note M. du Mesnil, directeur des télécommunications du réseau national. Les différents ministères des P.T.T. ont obtenu une augmentation des crédits d'investissement des télécommunications, au point que, en 1976, le part du réseau interurbain s'est élevée à 4,15 milliards de francs. Nous parvenons à doubler notre capacité tous les deux ans et demi. Parallèlement, nous avons développé une politique d'information sur les tours hertziennes. À l'aide de plaquettes, de lettres aux préfets, de contacts avec les architectes des bâtiments de France, avec les services de l'environnement et avec la presse. Au sein du comité de répartition des stations radio-électriques (CORESTA), des commissions des sites et des commissions des opérations immobilières et de l'architecture, nous avons joué la concertation. »

Ce souci s'est traduit par une multiplication des modèles de tours : en jouant sur l'éclair et le béton, sur les formes (cannelées, cylindriques ou coniques), sur la couleur des plates-formes, les télécommunications ont essayé de mieux intégrer leurs énormes fils, peints en blanc et rouge en raison des contraintes aéronautiques.

« Nous avons accepté plusieurs fois des suppléments de prix, parce qu'on nous demandait de déplacer une tour de 300 mètres (Rouen), ou de la changer de montagne (Clermont-Ferrand), ou de la peindre en jaune au lieu du rouge. Nous sommes prêts aux mêmes efforts dans la vallée de l'Ozerain, mais les contraintes techniques sont

très fortes. En effet, les tours doivent être « en vue directe », c'est-à-dire sur des éminences. La distance idéale entre chacune d'elles est de 50 kilomètres. Pour le lien hertzien Lille-Reims-Dijon, qui dessert, à Troyes, une station de télécommunications par satellite à partir de 1979, il n'y avait donc pas trente-six tracés possibles : les 500 mètres de la butte Champignon qui domine la vallée de l'Ozerain s'imposaient.

Attendre dix ans

C'est à une autre logique qu'obéit l'association pour la sauvegarde de la vallée de l'Ozerain, présidée par M. R.-F. Roy. Cinq vallées ont, de tout temps, servi de passages entre les bassins de la Seine et de la Saône : celle de l'Armançon, où ont été construits le canal de Bourgogne et l'autoroute, celle de la Brenne où passe la route nationale 5, celle de l'Oze où a été construite la voie de chemin de fer Paris-Dijon et celle de l'Ozerain restée intacte depuis qu'une voie gaullo-romaine empruntait ses coteaux.

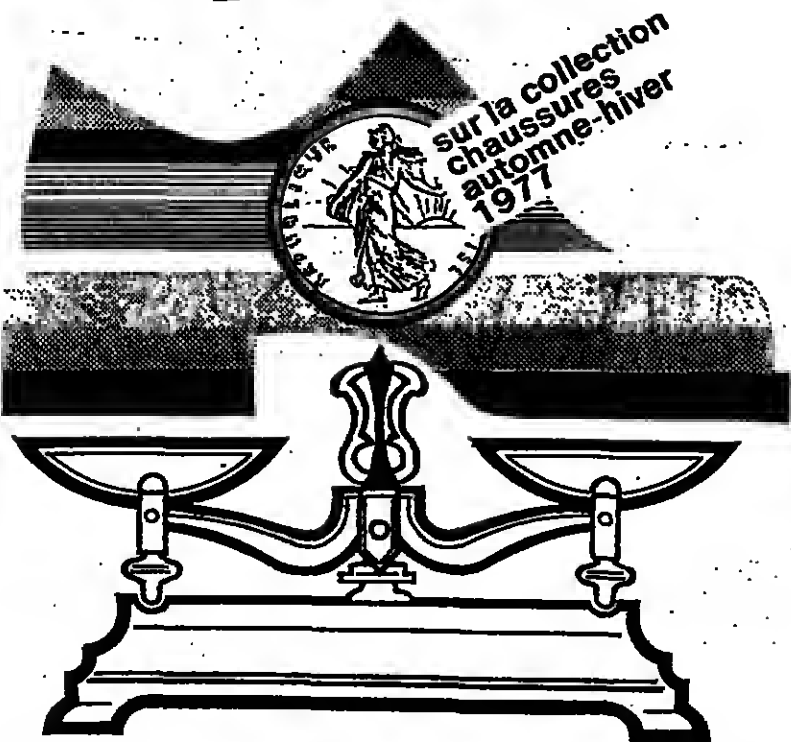
« La tour hertzienne de 117 mètres qu'on nous promet est inacceptable, qu'elle soit belle ou pas, déclarent les membres de l'association. On le verrait de partout. »

« Nous disons qu'elle ne cadre pas avec le lieu. Notre pays est tout de modestie et d'écologie. Il n'admet aucun château d'eau, aucun accent vertical. Les coteaux et les éperons basculent en douceur dans la vallée. C'est un état vierge. »

Puisque l'administration des télécommunications déclare ne rencontrer aucune opposition en France — hormis celle de la vallée de l'Ozerain — à la construction de ses tours, pourquoi n'accepterait-elle pas d'écarter une infime partie de ses crédits à la recherche d'une solution plus élégante ?

ALAIN FAUJAS.

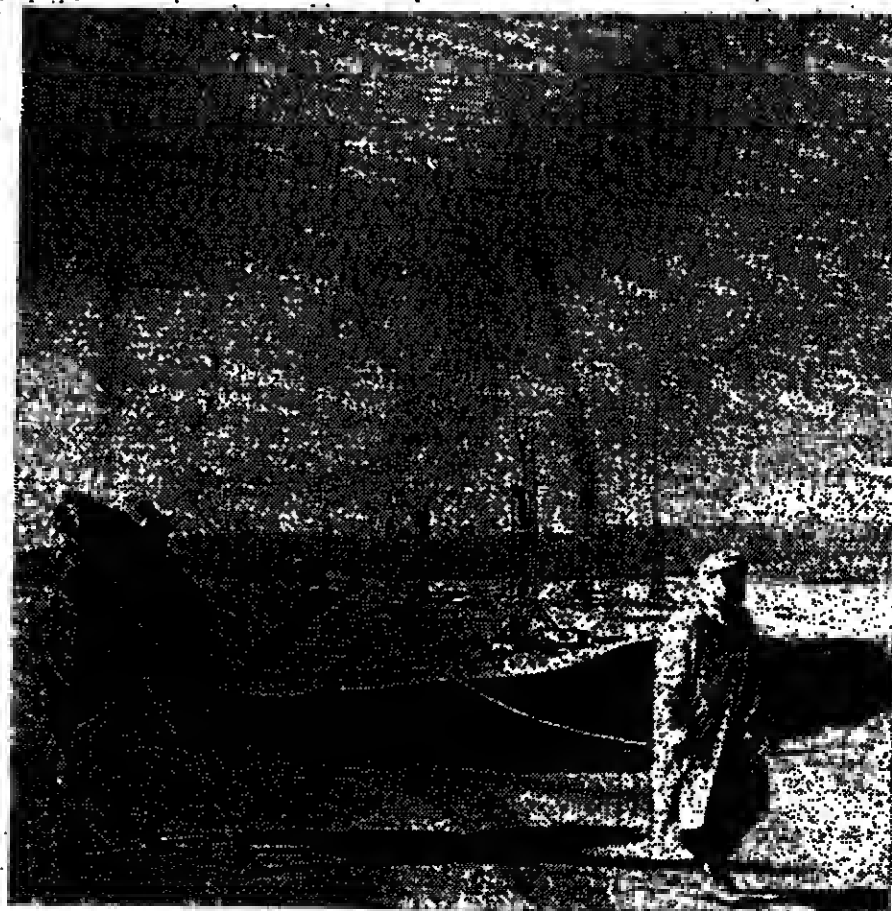
STABILITÉ DES PRIX



GARANTIE DANS LES MAGASINS DE CHAUSSURES

ANDRE ANDISCO ATA	BUCHÉ BYRON CENDRY	DUCRUE EDUARDO ELEGANT HOUSE	MANFIELD MINELLI MONCLAIR	PAUL RAYMOND RICARD
BALLY BATA BISET	CHARLES DANE DEBARD DRESSOIR	ERAM FRANCE AFINO HEYRAUD	MYRYS PINET PRIMETOU	TILL TISSERAND TRIANON

Lufthansa vous ouvre la route de l'or noir.



Toutes les routes du Moyen-Orient sont dans notre Petit Livre jaune.

Abu Dhabi, Amman, Bagdad, Beyrouth, Le Caire, Damas, Dhahran, Dubai, Jeddah, Koweït et Thénérin : la route du pétrole est à vous. Lufthansa vous propose 36 correspondances par semaine (Via Francfort ou Munich) au départ d'Orly Ouest vers l'un de ces 11 royaumes de l'or noir. Départ d'Orly Ouest. Limite d'enregistrement : 15 minutes.



Lufthansa

هكذا من الأصل

SOCIAL

LES ENTREPRENEURS INDIVIDUELS DISPOSENT EN MOYENNE DE REVENUS SUPÉRIEURS A CEUX DES SALARIÉS mais leur travail est souvent familial

Les récentes mesures de taxation prises par M. Barre à l'encontre d'un certain nombre de produits alimentaires s'expliquent par le fait qu'un gonflant des marges bénéficiaires depuis la fin de 1976, la distribution de gros et de détail s'est enrichi sans que le revenu national au moment même où les salariés

voyaient leur pouvoir d'achat stagner ou s'aggraver que très faiblement. L'opposition salariés-non salariés pour le partage du revenu national n'est pas nouvelle. Mais dans la mesure où la tentative actuelle du commerce d'approvisionnement est en contradiction avec les recommandations du plan Barre, on

doit se demander si ce comportement s'explique par un retard des revenus non salariés sur les revenus salariés. L'étude que vient de publier le CERC (Centre d'études des revenus et des coûts) et dont nous avons déjà rendu compte (1) apporte quelques lumières sur la question.

Le CERC indique d'abord les niveaux moyens des salaires individuels des principales catégories de salariés en 1976 pour des temps de travail réels, c'est-à-dire variables selon le individu, les professions, etc. :

- Cadres supérieurs... 85 100 F
- Cadres moyens... 44 300 F
- Employés... 38 100 F
- Ouvriers... 26 800 F
- Salariés agricoles... 23 200 F

Pour la même année, les bénéfices moyens ont été — après amortissement — les suivants, pour les principales catégories de non-salariés :

- Industriels... 240 000 F
- Gros commerçants... 189 000 F
- Artisans... 83 000 F
- Petits commerçants... 78 000 F
- Professions libérales... 206 000 F
- Exploitants agricoles... 48 700 F

A l'évidence les revenus non salariés ne peuvent être comparés tels quels aux revenus salariés (2), puisque les premiers

remunèrent non seulement l'entrepreneur et, le cas échéant, les membres non-salariés de son entreprise, mais aussi le capital mis en œuvre : les machines, les investissements. On doit tenir compte du fait que le capital de l'entrepreneur individuel, s'il n'était pas investi en machines, par exemple, serait placé en actions ou en obligations et rapporterait des intérêts.

Le CERC a pu estimer cette part de bénéfices rémunérant le capital pour cent deux professions étudiées. Sa conclusion est que les « bénéfices des entrepreneurs individuels sont dans une forte proportion surtout pour les professions libérales — des revenus du travail ».

Ayant pu isoler ce qui, dans le bénéfice, revient au capital, le CERC fournit pour la rémunération du seul travail des non-salariés les chiffres moyens suivants :

- Industriels : entre 195 000 F et 215 000 F ;
- Gros commerçants : entre 140 000 F et 150 000 F ;
- Artisans : entre 70 000 F et 75 000 F ;
- Petits commerçants : entre 65 000 F et 70 000 F ;
- Professions libérales : entre 190 000 F et 195 000 F ;
- Exploitants agricoles : 40 000 francs environ.

Ce sont ces chiffres qui pen-

vent être rapprochés des salaires individuels cités au début de cet article. On voit, par exemple, que même le salaire moyen du cadre moyen (44 300 francs) est très inférieur à la rémunération moyenne du travail des artisans (entre 70 000 F et 75 000 F) et des petits commerçants (65 000 F à 70 000 F).

Des comparaisons difficiles

Ces chiffres doivent pourtant être rapprochés avec prudence pour trois raisons :

- 1) Il existe de très fortes « dispersions » dans les professions non salariées, beaucoup plus fortes que celles qui existent parmi les salariés (nous avons publié dans le Monde du 25 novembre un graphique à ce sujet). En fait, la notion de revenus moyens est trop abstraite pour qu'on puisse en tirer des conclusions simples.
- 2) Dans l'état actuel des statistiques, il est impossible de savoir combien de personnes ayant travaillé dans l'entreprise se partagent le bénéfice. Nous ne parlons pas des salariés puisque le bénéfice a été établi après paiement du personnel de l'entreprise. Il s'agit de prendre en compte tous les travailleurs non-salariés de l'entreprise : le créancier, par exemple, qui travaille avec son épouse (de bénéfice est alors à partager en deux), l'agriculteur qui travaille avec sa femme et

son fils (bénéfice à diviser en trois), etc.

Le CERC admet qu'on sait très peu de choses sur le sujet. L'enquête « emploi » de 1974 indique tout de même qu'il faut compter quarante-quatre « salaires familiaux » — c'est la terminologie « petit commerçant » sera divisée en deux et membres de professions libérales. Outre que les proportions sont très variables d'une profession à l'autre (le boulanger est souvent aidé par son épouse mais pas le menuisier), certains aides familiaux ne travaillent pas à temps plein, notamment dans l'agriculture, ce qui complique encore les données du problème.

Abandonnant à ce stade du raisonnement les moyennes, le CERC suggère quelques cas-types : « Soit un boulanger assisté toute l'année par sa femme et dont le revenu du travail est le revenu moyen calculé pour les artisans (entre 70 000 et 75 000 francs). Cela correspond après division par deux à un revenu par tête de l'ordre de 35 000 francs. Pour le premier assisté à mi-temps par sa fille, le revenu moyen par tête de 35 000 francs par an correspond à un revenu par tête de l'ordre de 17 500 francs. »

3) Il est très difficile de comparer le temps de travail des salariés et des non-salariés. On a vu que les revenus individuels du boulanger et du créancier pouvaient être dans certains cas de 35 000 et 45 000 francs par an, ce qui correspond à deux fois le revenu du cadre moyen (44 300 francs) et à plus forte raison à ceux des employés (28 100 francs) et des ouvriers (26 800 francs). Mais boulanger et créancier ne travaillent-ils pas plus longtemps, ne partent-ils pas moins en vacances ? Globalement et en s'appuyant sur certaines statistiques, le CERC émet l'hypothèse que si la durée du travail des non-salariés est en moyenne 20 % plus longue que celle des salariés, il faut diminuer de 15 % les revenus individuels des non-salariés pour faire une bonne comparaison. Mais ce n'est qu'une approximation et le CERC ne pousse pas plus loin le raisonnement.

Une chose apparaît sûre pourtant : la bonne connaissance des revenus salariés comparée à la mauvaise connaissance des revenus non salariés entraîne une inégalité fiscale importante. Les différences les plus criantes entre catégories socio-professionnelles proviennent probablement surtout de là.

ALAIN VERNHOLES.

Chômage partiel et licenciements

Chaque jour, bon nombre de salariés se font voler comme dans un bois... par des employeurs dont la bonne foi est totale : situation partiellement fréquente lorsque des licenciements liés aux difficultés traversées par l'entreprise se greffent sur un contexte de chômage partiel.

On sait qu'un salarié licencié a droit, sauf faute grave, à un préavis suivi d'un « délai-congé » — un mois, deux mois, plusieurs mois... pendant lequel le contrat de travail continue normalement d'être exécuté. Toutefois, l'intéressé peut être dispensé d'exécuter son préavis, auquel cas la loi lui ouvre tout naturellement droit à une indemnité compensatrice d'un montant égal, précise-t-elle, aux salaires et autres avantages qu'il aurait perçus ou dus d'exécution effective du contrat pendant la période de délai-congé. Mais comment calculer cette indemnité si l'entreprise subit une baisse de régime généralisée de chômage partiel ?

Premier cas de figure, la baisse de régime survient après le ou les licenciements, pendant la période de délai-congé non exécuté : les uns sont renvoyés, les autres mis en chômage partiel, tandis que, par exemple à Guadeloupe, trente heures hebdomadaires ou lieu de quarante. Raisonnablement immédiat : si ceux qui partent avaient exécuté leur préavis, ils auraient partagé le sort de ceux qui restent et auraient donc perçu, du fait de ce chômage partiel, que des salaires réduits. Il convient donc d'attendre la fin de la période de délai-congé pour calculer le montant de l'indemnité compensatrice qui leur est due en tenant compte de cette réduction.

Mais le problème, il ne s'agit pas que d'une hypothèse — qu'un juriste ne saurait valider. La raison en est simple : certes l'intéressé doit bénéficier d'une indemnité compensatrice d'un montant égal aux salaires qu'il aurait perçus si le délai-congé avait été exécuté ; mais encore faut-il ne pas oublier, d'un autre côté, que si le délai-congé n'a pas été exécuté, il aurait dû être dans des conditions conformes aux dispositions contractuelles... Règle de base que la cour suprême ne cesse de rappeler, fort justement. En principe, les difficultés économiques ou financières que peut rencontrer une entreprise ne constituent pas, d'un point de vue juridique, un cas de force majeure susceptible de libérer son chef de ses engagements et notamment de son obligation première : fournir à chacun le volume de travail prévu, expressément ou tacitement, par son contrat (une autre analyse conduirait rapidement à des résultats aberrants : privation des salariés pour cause économique de tout droit à un préavis, etc.). Aussi bien, la notion de force majeure devant être écartée, sauf circonstances tout à fait exceptionnelles, il faut se référer aux dispositions contractuelles, tant en ce qui

concerne l'exécution du délai-congé qu'en ce qui concerne le calcul de l'indemnité compensatrice au cas d'annulation. L'employeur ne saurait donc être autorisé à innover la violation de ses engagements vis-à-vis de ceux qui restent pour justifier une réduction de sa dette à l'endroit de ceux qui sont partis.

Mais alors, diront les juges, pour la période de temps correspondant au délai-congé, on va traiter le salarié licencié plus favorablement que ceux qui continuent de travailler avec des horaires et des gains réduits ? Nouveau sophisme ! Une telle réduction des horaires et des gains constituerait une modification substantielle des conditions de travail. S'ils la refusent, cette modification sera assimilée à un licenciement et ils auront eux-mêmes vocation à un délai-congé qui devra être exécuté dans des conditions conformes aux dispositions de leur contrat. En revanche, s'ils optent pour l'acceptation et pour la prolongation des relations contractuelles sur des bases nouvelles, cette décision positive ne saurait avoir un quelconque effet sur l'étendue des indemnités dues à ceux auxquels ce choix n'a pas été offert.

Ce qui nous conduit tout naturellement à l'autre hypothèse : baisse de régime et chômage partiel ont commencé avant les licenciements. Le calcul de l'indemnité compensatrice ne doit-il pas, cette fois, tenir compte d'une réduction des salaires qui se situe « en amont » ? La réponse est simple, au moins dans son principe, car c'est toujours le même problème : il s'agit de savoir si les intéressés avaient ou non accepté cette modification substantielle de leur contrat, et si de nouvelles dispositions contractuelles ont été substituées aux anciennes : pure question de fait. Si la licé- nce est constatée, il est refus des nouvelles conditions de travail, il ne fait alors aucun doute que l'indemnité compensatrice doit être calculée sur la base des engagements contractuels dont la modification unilatérale a été repoussée par les intéressés, et donc sur la base des salaires nationaux ; il en va de même dans le cas où la baisse de régime a été présentée par la direction comme une parenthèse très provisoire, une mauvaise passe à franchir, etc. Si à l'inverse la modification de leurs contrats avait, toute de mieux, reçu l'assentiment préalable des intéressés, c'est sur la base de ces dispositions contractuelles nouvelles (travail et salaires réduits) que le délai-congé sera exécuté ou l'indemnité compensatrice calculée. Acceptation, refus, il n'est pas toujours commode d'opérer ces distinctions subtiles ! Mais le moyen de les éviter ?

Il serait, en tous cas, particulièrement opportun que le ministère du travail ou les organisations patronales diffusent sur ces problèmes quotidiens toutes précisions aidant les uns et les autres à s'y retrouver.

JEAN-JACQUES DUPEYRoux.

Autoroute de l'Est

(Publicité)

BON A CONNAITRE :

L'INVESTISSEMENT EN IMMOBILIER ANCIEN RESTAURÉ OU A RESTAURER

Il s'agit pour l'investisseur (professionnel ou non) d'acheter des appartements en copropriété dans des immeubles anciens restaurés ou à restaurer

dans le but de les louer. Résultat : forte croissance de capital, haute rentabilité.

Quels immeubles ? Anciens, mais solides, situés à Paris ou dans sa périphérie immédiate, dans des quartiers à forte demande locative et dont l'expansion est dans le futur et non dans le passé (le Marais, c'est trop tard).

Quels appartements ? De moyenne surface, correspondant aux besoins des célibataires ou des couples sans enfants, préférant payer en loyer ce qu'ils paieraient en transport.

Quelles restaurations ? Tout doit être restauré : gros œuvre, parties communes et appartements. Attention : la restauration est « la

clé de voûte » de cette formule d'investissement. Sans elle, l'accroissement du capital est faible et la rentabilité compromise.

Quelle rentabilité ? 14,50 % par an en moyenne, si l'on tient compte à la fois de la rentabilité nette produite par les loyers et de l'augmentation de la valeur du capital calculée en francs constants (en outre ce type d'investissement bénéficie d'une fiscalité privilégiée).

Quels capitaux investir ? Pour un studio, il vous faut un minimum de 35.000 F, représentant, à la fois les 20 % d'apport personnel pour tout achat immo-

bilier et les frais de notaire et d'emprunt, le reste étant fourni par un emprunt, qui peut être couvert par un plan d'épargne logement arrivé à terme.

Comment procéder ? Si vous n'êtes pas tout à la fois architecte, entrepreneur, gestionnaire et banquier, il vous sera très difficile de mener à bien cette opération. Nous vous conseillons de vous adresser à un spécialiste. Il en existe de très sérieux. Citons l'un des plus importants : la Compagnie Française d'Investissement, 8, av. Hoche 75008 Paris. Tél. : 758-68-80. Cette Société procède globalement à des études très poussées et personnalisées.

UN PROJET DE CREATION D'ENTREPRISE INDUSTRIELLE

pour six personnes ou Groupes de personnes, ayant dans la REGION PARISIENNE

LACHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS propose

un programme d'assistance

REUNION D'INFORMATION le lundi 19 Décembre 1977 à 17 h

Retrait de dossier sur demande à l'IFACE Centre Parisien de Management CCIP - 108 Bd Malesherbes 75017 PARIS. Tél. 756.57.34

Le droit social dans l'entreprise

Un cycle de formation permanente intensive (6 fois 4 heures) organisé et animé par l'IFAPE 162, rue Saint-Charles 75015 PARIS. Tél. : 578.02.28

le savoir enseigner de l'université, plus le savoir faire du monde des affaires.

Autoroute de l'Est

Autoroute de l'Est

هكذا من الأصل

ÉTRANGER

EN IRLANDE DU NORD

Malgré une amélioration de la conjoncture le chômage reste le plus important de la C.E.E.

De notre correspondant

Dublin. — Les pourparlers entre le patronat et les syndicats en vue d'un nouvel accord salarial, qui ont commencé la semaine dernière, vont constituer la première véritable épreuve pour le gouvernement de M. Jack Lynch (Fianna Fail), élu au mois de juin. Depuis 1970, ce type d'accord a été négocié chaque année, et en dépit de difficultés sporadiques, il a sans doute contribué à stabiliser les relations sociales. Cependant, les syndicats, dont une minorité a toujours été opposée à ce genre de « marchandage », ne sont plus convaincus de leur utilité.

Cette année, les discussions, qui risquent d'être longues et dures, se termineront probablement qu'après le vote du budget en janvier. Le premier ministre, le ministre des Finances, M. Colley, et un nouveau venu dans le cabinet, le ministre de la planification et du développement de l'économie, M. Martin O'Donohue, ont, à plusieurs reprises, les semaines passées insisté sur la nécessité de limiter les augmentations de salaires à 5 % en 1978. Les concessions qui ont été accordées à la population, à la suite de la victoire électorale écrasante du Fianna Fail (84 sièges sur 148 au Parlement), telles que la suppression de la vignette pour les voitures d'une puissance inférieure à 16 CV (la vignette, par exemple, pour une Renault 16 était de l'ordre de 75 livres par an, soit environ 600 francs), l'abolition de la taxe locale d'habitation (une maison de cinq pièces, cuisine, salle de bains, dans la capitale, était imposée de 150 livres) et la subvention de 1 000 livres sterling offerte à ceux qui font construire ou qui achètent une maison neuve, ont surtout profité aux classes moyennes, éprouvées. Il est vrai, par la réaction des dernières années. Selon M. O'Donohue, ces concessions ont contribué à la limitation de la hausse des prix qui est actuellement de 15 % et en même temps stimuleront la croissance.

Le bilan international des grèves en 1976

LE CANADA EN TÊTE DEVANT L'ITALIE

Selon les statistiques du Bureau international du travail (B.I.T.), qui portent sur cinquante-cinq pays industrialisés, ce sont le Canada et l'Italie qui ont en 1976, le plus souffert des conflits sociaux (grèves et lock-out), avec, respectivement, 2,27 et 2,2 journées perdues par travailleur. L'Australie occupe la troisième place avec 1,5 jour. Viennent ensuite, avec environ un jour perdu par travailleur, la Finlande, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande, et les États-Unis.

Contrairement à certaines idées reçues, la France est loin derrière, avec moins d'une demi-journée de travail perdue, comme le Danemark, le Japon et le Royaume-Uni. Enfin, la R.F.A., les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et la Suisse arrivent en fin de peloton avec moins d'une heure de travail perdue.

Le B.I.T., qui précise qu'il s'agit des conflits sociaux comptabilisés dans les transports et communications, les mines, les industries manufacturières et la construction, indique que, au total, 38 500 grèves et lock-out, représentant 108 millions de journées de travail perdues, ont eu lieu en 1976, dans ces cinquante-cinq pays industrialisés, contre 29 000 en 1975, soit une diminution de 1,3 %.

riure à 16 CV (la vignette, par exemple, pour une Renault 16 était de l'ordre de 75 livres par an, soit environ 600 francs), l'abolition de la taxe locale d'habitation (une maison de cinq pièces, cuisine, salle de bains, dans la capitale, était imposée de 150 livres) et la subvention de 1 000 livres sterling offerte à ceux qui font construire ou qui achètent une maison neuve, ont surtout profité aux classes moyennes, éprouvées. Il est vrai, par la réaction des dernières années. Selon M. O'Donohue, ces concessions ont contribué à la limitation de la hausse des prix qui est actuellement de 15 % et en même temps stimuleront la croissance.

Vingt-cinq mille emplois par an

Le gouvernement actuel, comme son prédécesseur, le gouvernement de coalition de M. Cosgrave, poursuit énergiquement la politique d'exportation. Quarante pour cent de la production industrielle sont actuellement exportés. Presque la moitié du commerce se fait tous les jours avec la Grande-Bretagne dont la reprise économique est aussi de bon augure pour l'économie irlandaise. Un tout point supplémentaire pour le gouvernement de M. Lynch : la semaine dernière, la compagnie multinationale Alcan, dont le siège est à Montréal, a annoncé son intention d'installer dans l'ouest de la République, l'une des régions sous-développées, une usine de traitement de bauxite. Cet investissement est de l'ordre de 200 millions de livres sterling, le plus important qui ait jamais été fait par une entreprise étrangère. La firme japonaise Asahi commence à produire dans le comté de Mayo, également dans l'ouest du pays. Le parti Fianna Fail reprend donc le pouvoir avec d'importants atouts qui ont manqué à son prédécesseur dont la politique a cependant contribué à cette reprise.

Le chômage demeure toutefois le bête noir du gouvernement. Malgré la croissance, le taux de chômage de 11 % (qui ne tient pas compte de tous les jeunes sans emploi) — le plus élevé de la C.E.E. — ne montre aucun signe d'amélioration. En admettant que la population du pays pourrait passer de 3 millions à 3,8 millions dans dix ans, que presque la moitié de la population a actuellement moins de vingt-cinq ans et que l'émigration a pratiquement cessé, le nombre d'emplois nouveaux nécessaires, si le pays veut avoir un taux de chômage inférieur à 4 %, se situe aux environs de vingt-cinq mille par an. C'est une tâche monumentale pour le gouvernement de Dublin.

JOE MULHOLLAND.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	CHANGEMENTS DU JOUR	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
\$ E.-U.	4,850	4,851	+ 70	+ 85
£ S.A.	4,710	4,717	+ 100	+ 130
Yen (100)	2,017	2,013	+ 125	+ 170
D.M.	2,133	2,130	+ 90	+ 110
Florin	2,220	2,220	+ 30	+ 70
F.S. (100)	12,500	12,500	+ 150	+ 250
F.S. (1 000)	12,500	12,500	+ 150	+ 250
L. (1 000)	5,520	5,520	+ 100	+ 150
£	5,520	5,520	+ 100	+ 150

TAUX DES EURO-MONNAIES

	11/2	4 5/8	3 1/2	4	5 1/4	4 1/2	5	4 1/2
D.M.	11/2	4 5/8	3 1/2	4	5 1/4	4 1/2	5	4 1/2
S.U.B.	5 3/4	5 1/2	5 1/2	6	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4
Florin	1 1/4	5 1/4	6	6	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4
F.S.	1 1/4	5 1/4	6	6	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4
L. (1 000)	15	13	11	13	12	15	12	15
£	15	13	11	13	12	15	12	15
Fr. France	12	12	11 3/4	12 1/4	12 3/4	13 1/4	12	13 1/4

LA MUTUALITE
FACE A L'INTRUSION
DES COMPAGNIES
D'ASSURANCES
DANS LE SECTEUR
DE LA SANTE.

UN DOSSIER COMPLET DANS
la vie
mutualiste

DE NOVEMBRE

CHRONIQUE D'ÉCONOMIE

"LA VIE MUTUALISTE", 71, RUE DE LA PAIX, 75002 PARIS

Reservation : 225.99.06

IRAN AIR
Only Sud

PARIS-TEHERAN.
SANS ESCALE

BOEING 747 SP : Mardi-Samedi 9 h 15
BOEING 747 : Mercredi-Dimanche 10 h 45
BOEING 707 : Vendredi 15 h 45
BOEING 707 : Lundi 15 h 45

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

automobiles PEUGEOT emprunt 11,30%

novembre 1977
de F 500 MILLIONS
représenté par 500 000 obligations
de F 1 000 nominal

- Prix d'émission : 98,10 % soit F 981 par obligation.
- Jours d'émission : 28 novembre 1977.
- Intérêt annuel : F 113 par obligation payable le 28 novembre de chaque année.
- Amortissement : en 12 ans au maximum à partir du 28 novembre 1977 sur la base d'une annuité constante : soit par rachat en Bourse, soit par remboursement au pair par voie de tirages au sort annuels.
- Cautions : Ces obligations ont fait l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle.
- Taux de rendement actuariel brut à l'émission : **11,66%**

Une note d'information, qui a reçu le visa C.O.R. n° 77-148 en date du 3 novembre 1977, est tenue à la disposition du public.

ROUSSELLOT SA

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires réunie le 23 novembre 1977 a approuvé la suppression, dans les statuts, des dispositions des articles 26 et 32 relatives :

- à la limitation du droit de vote à 3 000 voix par actionnaire ;
- au droit de vote double accordé aux actionnaires possédant des actions nominatives inscrites à leur nom depuis deux ans au moins.

Ces modifications des statuts sont liées à l'entrée imminente d'Ato Chimie dans le capital de Rousselot, conformément à un accord récemment intervenu entre certains actionnaires de Rousselot et Ato Chimie sur la cession à 540 F de 205 000 actions, soit environ 34 % du capital.

Dans son assemblée, l'assemblée a également approuvé la mise en paiement, au titre de cet exercice, le 31 janvier 1978, d'un dividende ordinaire (représenté par le coupon numéro 3) d'un montant de 17 F, assorti d'un avoir fiscal de 8,30 F ; au titre de l'exercice précédent, le dividende extraordinaire avait été de 14 F.

Adopté au cours des dernières exercices, afin que les investisseurs désireux de rester associés au développement de la société soient incités à conserver leurs actions.

A l'issue de l'assemblée, le conseil d'administration s'est réuni : compte tenu du bénéfice consolidé de 42 MF attendu pour l'exercice 1977 (contre 30 MF en 1976, Péter Copet non considéré), il a décidé la mise en paiement, au titre de cet exercice, le 31 janvier 1978, d'un dividende ordinaire (représenté par le coupon numéro 3) d'un montant de 17 F, assorti d'un avoir fiscal de 8,30 F ; au titre de l'exercice précédent, le dividende extraordinaire avait été de 14 F.

Le conseil d'administration de la société s'est réuni le 18 novembre 1977 sous la présidence de M. Jean Lormeau.

Il a examiné les dispositions à prendre pour honorer la servitude de financement de la société. Connaissance prise des positions des principaux groupes d'actionnaires, qui représentent ensemble plus de 50 % du capital social, il a décidé, sous réserve de la délivrance du visa de la Commission des opérations de Bourse, de procéder dès avant la fin de l'année à une augmentation de capital social dans des conditions qui permettent, sur le capital social, de maintenir l'exécution d'un dividende au moins égal à celui qui est distribué en 1977. Cette mesure, qui substituerait des fonds propres à des fonds empruntés à court terme, constitue le seul de la bonne activité commerciale de la société, amorcer la reprise de la progression du résultat par action.

GÉNÉRALE OCCIDENTALE

L'assemblée générale ordinaire de la Générale occidentale s'est tenue le 28 novembre 1977, pour examiner les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1977.

Au cours des derniers mois, la Générale occidentale qui a procédé en deux étapes à la prise de contrôle intégrale de Cavenham Limited, a assuré ainsi sa position de groupe français aux activités internationales de distribution alimentaire.

L'exercice a été dans son ensemble satisfaisant. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé à 14 675 879 000 F contre 14 455 280 000 F pour l'exercice précédent, réparti entre les États-Unis (53 %) et les principaux pays d'Europe (46 %). Les résultats d'exploitation consolidés ont représenté 260 293 000 F, contre 272 788 000 F pour l'exercice précédent. Le bénéfice net consolidé, après impôt, passe de 158 007 000 F à 158 555 000 F, dont 80 086 000 F pour les intérêts minoritaires et 78 469 000 F pour la Générale occidentale.

Le bénéfice net consolidé, après impôt, passe de 158 007 000 F à 158 555 000 F, dont 80 086 000 F pour les intérêts minoritaires et 78 469 000 F pour la Générale occidentale. L'exercice précédent, soit une augmentation de plus de 40 %.

Les comptes non consolidés font apparaître un profit net pour l'exercice clos le 30 juin 1977 de 21 531 571,60 F, contre 18 949 573,71 F pour l'exercice précédent. L'assemblée a approuvé la décision du conseil de distribuer un dividende net de 8,50 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 2,25 F, soit un revenu global de 6,25 F.

L'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue la même jour que l'assemblée générale ordinaire a ratifié l'abandon par la Générale occidentale du statut d'établissement financier ; cette modification statutaire, justifiée par la part prédominante des activités alimentaires du groupe, a été acceptée par les actionnaires de la Générale occidentale d'ici à la fin de l'exercice 1977.

LES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT DE LA BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ

— Une gestion de patrimoine personnalisée
— Des solutions originales et variées

Le montant global des programmes soumis à la Banque de l'Indochine et de Suez, au titre des années valeurs mobilières, par les particuliers désireux de bénéficier de la gestion de cette banque d'affaires du groupe Suez, s'élevait, au 30 septembre 1977, à 1 325 000 000 F.

Les profits de chaque trimestre sont répartis, après une analyse de patrimoine personnalisée, entre les secteurs suivants :

- Investissements en valeurs garanties par l'État : Conçu pour permettre une croissance régulière grâce à un grand impact (valorisations globales : + 18,20 % en 1975, + 1,48 % en 1976, comprenant les dividendes bruts dans les deux cas).
- Investissements internationaux à caractère immobilier : Bénéficiant des avantages d'un placement sûr en vue d'obtenir une croissance progressive grâce à des plus-values exceptionnelles d'impôt et des revenus équilibrés (valorisations globales : + 18 % en 1975, + 7,61 % en 1976, comprenant les dividendes bruts dans les deux cas).
- Investissements industriels français : Dans des entreprises de moyenne importance choisies pour leurs fortes perspectives de plus-values (valorisations globales : + 18,97 % en 1975, + 1,52 % en 1976, comprenant les dividendes bruts dans les deux cas).
- Investissements industriels internationaux : Axés sur la recherche de plus-values importantes à long terme par la gestion diversifiée de grandes valeurs internationales sans exposer l'investisseur à des fluctuations sensibles à court terme (valorisations globales : + 30,19 % en 1975, 16,97 % en 1976, comprenant les dividendes bruts dans les deux cas).
- Investissements industriels américains : Axés principalement sur la recherche à long terme de la croissance en capital grâce à une sélection de grands titres américains (formule nouvelle lancée en mars 1977).

Éventuellement assortis de garanties d'assurance, de décaissement et d'exonérations fiscales, ces programmes permettent d'offrir des solutions « sur mesure » adaptées à tous les problèmes d'épargne et de placement.

Des informations détaillées peuvent être obtenues sur ces programmes, ainsi que sur toute autre forme de placement, sur rendez-vous ou par correspondance, auprès du Groupe Diffusion mobilière, programme d'investissement de la Banque de l'Indochine et de Suez, 4, rue de Valenciennes, 75001 Paris, tél. : 974-49-54, ou dans l'une de ses délégations régionales.

legrand

Premier Fabricant Européen
d'Appareillage électrique d'installations
(Interrupteur - Prises de courant - Fusibles - Boîtes Disjoncteurs...)

- Un chiffre d'affaires de plus d'un milliard de Francs.
En 1977, les ventes consolidées dépasseront le milliard de Francs, les effectifs 8 000 personnes, le nombre d'appareils fabriqués 400 millions. En France, deux prises de courant sur trois sont signées Legrand.
- Une nouvelle génération d'installations électriques.
Plus de commodité, de sécurité, de rendement. L'augmentation des besoins exige des installations toujours plus performantes. Legrand vend près de la moitié de sa production pour la rénovation des bâtiments, un tiers à l'industrie, le reste pour la construction neuve.
- Un même métier dans un secteur spécialisé.
Legrand fabrique exclusivement du matériel électrique d'installations mais sa gamme s'étend chaque année : son catalogue propose plus de 70 familles de produits réparties en 4 000 références.
- Un débouché sur cinq continents.
Ses implantations commerciales et industrielles marquent sa vocation internationale : Legrand dispose de nombreuses filiales de vente et de service dans l'Autriche, en Espagne, en Suisse, au Brésil, en Iran.
- Une expansion de 20 % par an.
Depuis 30 ans Legrand maintient un taux de croissance moyen des ventes et des résultats de 20 %.

Pour assurer la poursuite de son développement en France et à l'étranger, Legrand émet UN EMPRUNT CONVERTIBLE DE 159.120.000 FRANCS

Prix d'émission : F 1800
Jouissance : 24 novembre 1977
Taux d'intérêt : 8 %
Taux de rendement actuariel brut (en cas de non conversion) : **10,50 %**
Durée : 12 ans, 38 jours
Souscription : 24 novembre 1977

Balle du 21 novembre 1977 — La note d'information diffusée à l'occasion de cette émission (voir C.O.B. n° 77-159, du 16 novembre 1977) peut être obtenue, sans frais, au siège de la Société, 128, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 97000 Limoges, et aux guichets des établissements chargés de la souscription.

مكتبة النسخ

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES — HOMMAGE A UMBERTO CAMPAGNOLO : « Guerre et combat moral », par Jean Lucric.
- 3-4. ETRANGER — Le discours du président Sadate devant le Parlement égyptien.
5. PROCHE-ORIENT — Les témoignages de ces personnes seront enregistrés, au cours des deux journées du colloque, par les vingt hauts fonctionnaires du ministère de l'éducation et du ministère du travail, qui vont participer à un groupe de travail sur « les itinéraires de la formation », sous la présidence de M. Henri Touchard, recteur de l'académie de Grenoble. Les réflexions de ce groupe, qui devront remettre ses conclusions au printemps de 1978, porteront sur les thèmes suivants : « La pluralité des chances d'accès de tous à tous les niveaux de la formation et de la culture, les possibilités d'échange entre les différentes voies du savoir, la fin de tout monopole d'un type particulier de connaissances ».
14. SOCIETE — Dans son allocution d'ouverture, le président de l'Etat, une meilleure circulation entre les enseignements techniques et généraux est un objectif qui se situe dans le prolongement de la réforme du collège unique, dite réforme Haby. La mission du groupe de travail sera de proposer des mesures concrètes pour faire entrer ces idées dans les faits.
- 15-16. JUSTICE — LIBRE OPINION : « L'avenir des conseils de prud'hommes », par Gérard Lyon-Caen.
- 16-17. EDUCATION — DEUX POINTS DE VUE SUR LA FORMATION DES PROFESSEURS : « Apprendre intelligemment le métier », par Gaston Mialaret ; « La nuit, pédagogie », par Henri Baril.
18. SCIENCES — AUTOMOBILISME : les premiers pas de Patrick Tambay.

LE MONDE DE L'ECONOMIE

- Pages 21 à 24
- La nucléaire bientôt aussi cher que le thermique nucléaire ?
 - Dix ans après le rapport Wirtz, les entreprises publiques ont-elles tenu leurs engagements ?
 - Antropomorphisme et politique économique.
 - Une proposition dangereuse : réduire le franc C.F.A. à l'Union soviétique a-t-elle la structure d'un pays industrialisé ?
 - Point de vue : « De l'unité prolongée des syndicats de la métallurgie », par Nicolas Steinberg.
 - 27 à 29. ARTS ET SPECTACLES — DANSE : de New York à Paris.
 - 30. AUTOMOBILE — EN ILE-DE-FRANCE : les ports de stationnement publics en difficulté.
 - 41 à 44. ECONOMIE — EMPLOI : le plan du P.S. prévoit notamment la création de trois cent mille embauches dans le secteur public.

LIRE EGALEMENT
RADIO-TELEVISION (25)
Annonces classées (31 à 37) : Aujourd'hui (20) ; Carrefour (15) ; Journal officiel (20) ; Médiologie (32) ; Mots croisés (20) ; Sources (45).

Le numéro du « Monde », daté 27-28 novembre 1977 a été tiré à 519 358 exemplaires.

Rendez-vous chez Rodin qui s'affirme actuellement comme le magasin de tissus "idéel".

TISSUS D'AMEUBLEMENT "DECORATION"
— Châles, toiles et douppes, imprimés anglais et américains
— Tapis et tissus à relief écru - blancs - beige.
— Jacquards et piques, dessins et motifs nouveaux.
— Nouveaux velours unis, "style Gènes" et jacquards.
— Tissus de style, lampes et tapisseries
de 25F à 185F le mètre (hors taxes et en stock)
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

A Paris

Le chef de l'Etat ouvre le colloque sur « la pluralité des chances »

Le chef de l'Etat a ouvert, ce lundi 28 novembre au matin, à la Maison de la chimie, à Paris, un colloque sur « la pluralité des chances », organisé par le ministère de l'éducation. Ce colloque réunit des hauts fonctionnaires et plus de trois cents personnes qui, selon le ministère, « sont parvenues à une authentique réussite professionnelle par les voies les plus diverses et souvent sans suivre les filières réputées les plus nobles ».

Les témoignages de ces personnes seront enregistrés, au cours des deux journées du colloque, par les vingt hauts fonctionnaires du ministère de l'éducation et du ministère du travail, qui vont participer à un groupe de travail sur « les itinéraires de la formation », sous la présidence de M. Henri Touchard, recteur de l'académie de Grenoble. Les réflexions de ce groupe, qui devront remettre ses conclusions au printemps de 1978, porteront sur les thèmes suivants : « La pluralité des chances d'accès de tous à tous les niveaux de la formation et de la culture, les possibilités d'échange entre les différentes voies du savoir, la fin de tout monopole d'un type particulier de connaissances ».

Dans son allocution d'ouverture, le président de l'Etat, une meilleure circulation entre les enseignements techniques et généraux est un objectif qui se situe dans le prolongement de la réforme du collège unique, dite réforme Haby. La mission du groupe de travail sera de proposer des mesures concrètes pour faire entrer ces idées dans les faits.

M. Haby : rassurer les parents

Après l'intervention de M. Girard d'Estaing, M. René Haby, ministre de l'éducation, a notamment déclaré que, dans le processus éducatif actuel, « même si, à chaque moment décisif de l'orientation, une liberté de choix est laissée aux jeunes et à leur famille, l'impression n'en est pas moins donnée que cette orientation, ce sont toujours des portes fermées, une liberté de choix qui se réduit à zéro ».

« Depuis plusieurs années, a-t-il ajouté, nous avons travaillé à diversifier les voies de la formation ; à faire en sorte que plusieurs itinéraires puissent conduire au même but. Il a été comme exemples les classes de première adaptation, l'ouverture de classes préparatoires aux grandes écoles pour les bacheliers de technique, des expériences de C.A.P. par unités capitalisables, la promotion sociale et la formation continue. Il a annoncé que, pour « les faire mieux connaître », une brochure intitulée « toutes les chances » sera distribuée à tous les parents des élèves de sixième.

« Elle les rassurera », a-t-il dit, « sur la pluralité des chances qui seront offertes à leurs enfants lorsque, au sortir du collège, ils effectueront leur premier choix d'orientation ».

Le ministre de l'éducation a ensuite résumé la mission du groupe de travail : « Faire des propositions tendant à ce qu'un jeune de plus de seize ans, quel que soit son statut et sa situation, ait un itinéraire de formation qui lui permette de trouver, moyennant un effort personnel, d'améliorer sa formation technique et professionnelle, soit en approfondissant une spécialisation qu'il possède, soit en changeant de voie (...). Il ne s'agit pas pour cela d'utiliser le seul diplôme de l'enseignement secondaire, sous tutelle du ministère de l'éducation. Il est indispensable de connaître tous les processus de promotion par le travail qui existent dans notre pays (...).

LA SUSPENSION DE Mlle GUERIN

Après avoir pris position contre l'expulsion de Mlle Guerin au cours d'une audience du tribunal de Dragagean, où elle fut précédemment suspendue de ses fonctions, le tribunal a décidé, ce lundi matin 28 novembre, à Dragagean, par le procureur de la République, M. Jean Orry, alors que Mlle Guerin revenait dans la justice, de suspendre provisoirement de ses fonctions Mlle Guerin.

Cette décision prise par le gérant des locaux, dans l'attente de poursuites disciplinaires, a été notifiée ce lundi matin 28 novembre, à Dragagean, par le procureur de la République, M. Jean Orry, alors que Mlle Guerin revenait dans la justice, de suspendre provisoirement de ses fonctions Mlle Guerin.

Selon ce syndicat, la décision du ministre a été prise le 22 novembre sans qu'il ait eu le temps de présenter ses conclusions. Les explications rédigées par Mlle Guerin et remises au procureur de Dragagean dans la soirée du 21 novembre, Mlle Guerin a-t-elle ajouté, lui ont été demandées de remettre les clés de son bureau et de rendre les documents qu'elle examinait.

parlez ARABE... LOGOS
centre privé de formation
4 Villa Ornano 75018
PARIS Tél. 255.09.05
TOUTES LES LANGUES
NANTES Tél. 47.70.90
ORLÉANS Tél. 02.32.30

pardessus NICOLL
Toute une sélection de tissus haute qualité depuis 950F
Hautement, il y a encore Nicoll pour maintenir le charme de la tradition anglaise du vêtement masculin.
29, rue Tronchet, Paris 8^e

EN OCTOBRE

La hausse des prix de détail a été de 0,8 %

La hausse des prix de détail en France, calculée par l'Institut national de la statistique, a été de 0,8 % en octobre, contre 0,5 % en septembre. En un an, l'augmentation a été de 9,5 % (octobre 1977 comparé à octobre 1976). Ces résultats devaient être officiellement confirmés, lundi 28 septembre dans la soirée, par le communiqué de l'Institut national de la statistique.

Le résultat d'octobre traduit une augmentation encore forte du coût de la vie, quoique ralentie par rapport au mois précédent. Il laisse pourtant pressager une amélioration pour les mois à venir. En effet, contrairement aux informations diffusées par plusieurs organes de presse, la hausse des prix des produits alimentaires a été très nettement ralentie en octobre.

Les prix des produits manufacturés, surtout de nouveau beaucoup augmentés à cause, cette fois, d'une très forte poussée des prix des produits textiles, s'expliquent au moins en partie par la « sortie » de la nouvelle collection d'hiver 1977-1978. De même, les « services » auraient fait un bond important à cause de la hausse des loyers et des honoraires médicaux.

Majoration exceptionnelle du SMIC

Contrairement à ce que nous avons indiqué dans le Monde daté 27 et 28 novembre, la hausse des prix en octobre n'est pas à l'origine de la majoration exceptionnelle du SMIC. Le montant horaire du SMIC, qui est de 9,79 F actuellement (et non pas de 9,43 F, n'est en effet relevé automatiquement qu'après une hausse des prix supérieure à 2 % par rapport à l'indice de référence ayant servi de base à la précédente augmentation du SMIC. Compte tenu de l'évolution des prix en octobre, la hausse observée depuis la dernière majoration (l'indice de référence est celui d'août) est de 1,7 %, soit un taux de progression inférieur à 2 %.

Le relèvement du SMIC qui interviendra le 1^{er} décembre sera donc exceptionnel ; il traduira la décision du gouvernement d'accroître le pouvoir d'achat des salariés.

M. Marchais prend le P.S. à partie à la télévision hongroise

Budapest (Reuter). — M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a regagné Paris dimanche 27 novembre, après une visite officielle à Budapest. Un communiqué conjoint sur ses entretiens avec son collègue hongrois, M. Kadar, sera publié mardi.

Pas avant son départ, M. Marchais a déclaré que ses entretiens avec M. Kadar sur le mouvement communiste international avaient montré que « pour l'essentiel nos idées sont identiques dans ce domaine ».

Dans une interview accordée à la télévision hongroise, M. Marchais a évoqué la rupture de l'alliance conclue entre son parti et le parti socialiste, accusant ce dernier de céder à des « pressions bourgeoises ».

« Le parti-socialiste, a-t-il dit, est prêt à abandonner les buts essentiels définis par le programme commun, surtout celui visant à nationaliser les entreprises ».

Exprimant l'espoir que le différend entre son parti et les socialistes pourrait être comblé avant les élections de mars, M. Marchais a souligné que ce soit sur la base d'une version rectifiée du programme commun. « Si abandonnant le programme commun, ils rendraient un énorme service à la bourgeoisie et aux forces de droite », a ajouté M. Marchais.

L'Humanité résume lundi matin 28 novembre ces propos et cite longuement les échanges adressés par M. Marchais à M. Kadar et ses précisions sur la teneur de leurs entretiens :

« Nous nous sommes d'abord informés de la situation dans nos deux pays respectifs, et, ensuite, nous avons procédé à un examen de la situation internationale. Je dois dire que, de cette analyse, il a découlé un accord, une vue commune. C'est vrai qu'après un moment difficile le cours de la détente a repris et que, par conséquent, la condition de poursuite du combat, l'ensemble des forces intéressées à la paix, à la détente et au développement peuvent obtenir de nouveaux progrès dans ce domaine (...).

« Enfin, nous avons procédé à un examen de la situation dans le mouvement communiste international. Je dois dire que la rencontre de nos deux dirigeants nous a permis de constater que nous sommes très attachés à des principes qui concernent l'indépendance des partis, la non-ingérence dans les affaires intérieures. Les partis communistes et ouvriers doivent aujourd'hui, dans une situation mondiale en pleine évolution — également en évolution dans les affaires intérieures — apporter des réponses nouvelles à des situations nouvelles. Autrement dit, les problèmes ne sont jamais résolus d'avance. A partir des principes, il faut faire preuve d'imagination (...). Nous sommes aussi tout à fait d'accord sur le fait que la solidarité internationale doit s'affirmer sur les questions d'intérêt commun. Et nous savons que ces questions ne manquent pas ».

Un avocat de M^r Croissant affirme que celui-ci a été malmené à la prison de la Santé

M^r Marie-France Schmidlin, l'un des avocats de M^r Klaus Croissant, a déclaré, dimanche 27 novembre, que son client avait été malmené à la prison de la Santé.

M^r Schmidlin a déclaré que son client avait été battu par des gardiens de la prison. Il a demandé qu'on les fasse venir. On lui a refusé. Aussi, il a été jeté à terre. On lui a forcé à marcher par une porte de fer. Il est tombé. On lui a tiré dans la tête des coups de feu. On lui a fait des emprisonnements. On lui a notifié le décret d'expulsion, a déclaré M^r Schmidlin qui revenait de la prison de Stuttgart-Stammheim où elle a rendu visite à son client.

« Le sous-directeur l'a ensuite autorisé à retourner dans sa cellule pour aller chercher son recours devant le Conseil d'Etat », a-t-elle ajouté, « on lui a demandé de se lever, on l'a tiré par les cheveux, on l'a introduit dans la bouche et dans le nez une sorte de gaz asphyquant qui l'a paralysé. Les gardiens l'ont humilié, il a été jeté dans une poubelle sur le plancher ».

Répondant à l'article de M^r Alain Peyrefitte, ministre de la justice, publié dans le Monde du 28 novembre, M^r Jean-Jacques de Félice nous a adressé la lettre suivante : « Vous avez raison, monsieur le garde des sceaux. Comme vous l'expliquez longuement, je dirais même laborieusement, mon confrère Klaus Croissant n'a été arrêté, jugé, emprisonné selon les règles de droit. Toute la France et le monde entier qui la regarde en sont convaincus. Bricolages lors de son départ de la Santé, livré par notre justice à ses ennemis, il est maintenant soumis à un régime de détention sous le signe de son propre mort. Son souvenir prêté de ses clients « suicidés » à l'étage du dessus, les poursuites pénales ou professionnelles contre plus de cinquante de ses confrères ayant été défendues des « terroristes », la législation allemande interdisant à un avocat de défendre plus de deux docteurs de cette « catégorie », les lectures nouvelles permettant à l'autorité administrative d'interdire tout contact entre l'avocat et son client détenu, lui sont un environnement que ma honte ne peut ignorer ».

EN DÉCEMBRE
Ouvert le samedi et dimanche le mercredi jusqu'à 19 heures
FABRICANT - VENTE DIRECTE
COUVERTS ARGENTÉ ET INOX OREVERRIE
Service 25 ans d'expérience
Nagregu
FRANOR 70 R. AMELOT
Tél. 700.87.94
N° St-Sébastien - Fermé le samedi

9^e SALON des ANTIQUAIRES
25 NOVEMBRE - 5 DÉCEMBRE 1977
pavillon spodex
PLACE DE LA BASTILLE
ts. les jrs. 10 h à 20 h
mardi et vendredi 10 h à 23 h

les collections plein hiver!
Griffsolde
les boutiques
POUR ELLE
3, rue de la Plaine / Nation
1, rue de la Plaine / Nation
2, rue du Renard / Hôtel de Ville
POUR LUI
3, rue de la Plaine / Nation
3, bd Montmartre / Montmartre
ouvert le lundi après-midi

Visant des personnes ou des locaux liés à Israël

DEUX ATTENTATS A PARIS ET UNE TENTATIVE A CANNES

Deux attentats à l'explosif ont eu lieu dimanche 27 novembre à Paris. Peu après 7 heures, une explosion a détruit la vitrine de la devanture de la Banque Leumi Le-Israel, située boulevard des Italiens (9^e). D'autres vitrines des alentours ont été brisées, réclamant d'un « groupe Tli El Zastar » (du nom d'un camp palestinien de la périphérie de Beyrouth), un correspondant anonyme a déclaré le jour même à l'agence France-Presse que le groupe revendiquait l'attentat contre la banque. Il a, en outre, indiqué : « Nous dénonçons les manœuvres politiques entre la sionisme et les réactionnaires arabes qui visent à détruire la révolution palestinienne avec l'aide de l'impérialisme américain (...). Nous tenons à préciser en garde les tueurs sionistes (qui ont récemment bombardé la Liban) et les gens qui les soutiennent ».

Un quart d'heure après l'attentat, un engin explosif a été posé devant le laboratoire de biologie du boulevard Magenta (17^e), dirigé par le docteur Myrta Ashkenazy faisant voler en éclats les vitrines de la façade. Cet immeuble abrite aussi l'administration de l'hébergement du parti socialiste l'Unité.

A Cannes, le même jour, une bombe de fabrication artisanale placée dans les toilettes du Palais de la Méditerranée, a été découverte, nous rapporte notre correspondant, dix minutes avant l'heure prévue de son explosion, alors que se tenait dans l'enceinte du casino une réunion organisée par l'association France-Israël. Quelques deux cents personnes assistaient à cette réunion, parmi lesquelles M. Bernard Cornille, maire de Cannes et député des Alpes-Maritimes (Maurin), et M. Simon Avner, consul général d'Israël à Marseille.

[Il n'existe qu'une seule banque israélienne à Paris, précisément la Bank Leumi Le-Israel (France), filiale à 80 % du premier établissement bancaire privé israélien, Bank Leumi Le-Israel. Fondée en 1954 avec le concours de la banque Rothschild, de la banque Dreyfus et du groupe Nahshon, cette banque exerce toutes les opérations bancaires d'une banque de dépôt commerciale.]

[Il n'existe qu'une seule banque israélienne à Paris, précisément la Bank Leumi Le-Israel (France), filiale à 80 % du premier établissement bancaire privé israélien, Bank Leumi Le-Israel. Fondée en 1954 avec le concours de la banque Rothschild, de la banque Dreyfus et du groupe Nahshon, cette banque exerce toutes les opérations bancaires d'une banque de dépôt commerciale.]

PIAGET
J. BERNARD
6, rue du Faubourg St Honoré
PARIS 8^e

jsf NOUVELLE BROCHURE 78
CHINE
Voyage en Chine Populaire
du 17/12 au 31/12 : 6.900F
du 28/12 au 11/01 : 7.700F
Canton Shanghai Pékin
VOL SPECIAUX A.R.
• TUNIS 780F • AGADIR 900F
• ATHÈNES 900F • MARRAKECH 900F
• LE Caire 1.300F • NEWYORK 1.500F
• TEBERAN 1.850F • BOMBAY 2.100F
• BANGKOK 2.250F • RIO 3.470F
et aussi 15 stations de sports d'hiver
www.jsf.com
Documentations et inscriptions à
jeunes sans frontières
75000 PARIS - 7, rue de la Banque 201.02.21
75000 PARIS - 6, rue Montmorency la Poste 201.02.21

Le Monde

La préparation de la rentrée

Jean-François DENIAUX
L'Éducateur
L'Éducateur

هكذا من الأصل